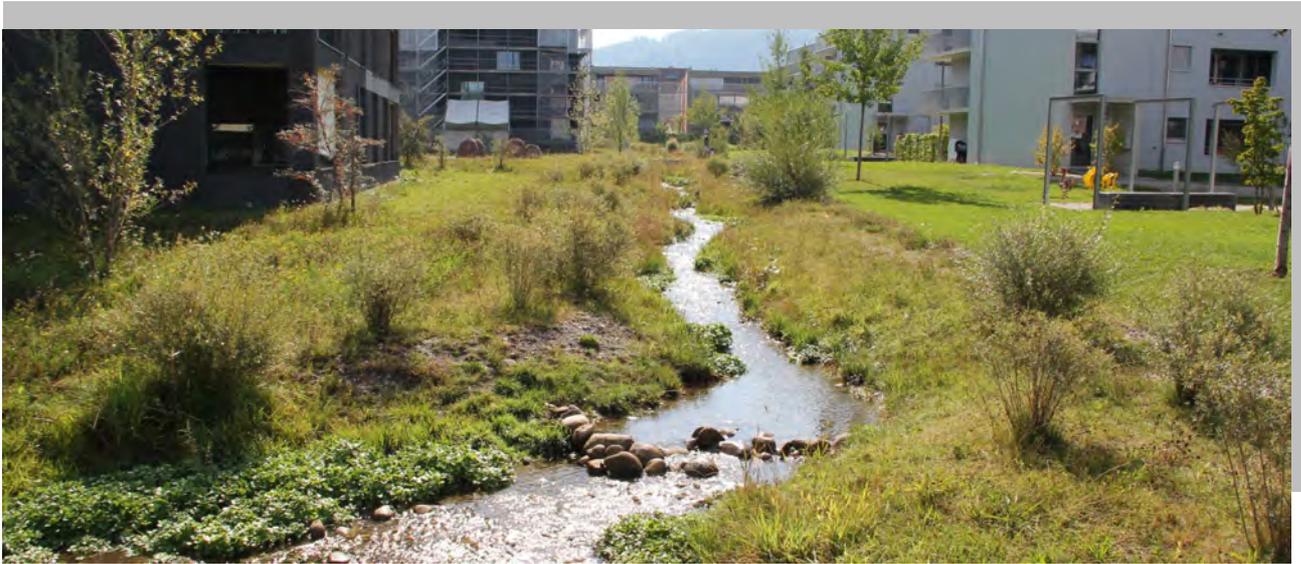


Examen de la mise en œuvre du droit fédéral dans le domaine de la biodiversité et de la qualité du paysage



Rapport final

29 avril 2024

rapport final

Impressum

Mandants :

Office fédéral de l'environnement OFEV,
Division Biodiversité et paysage
représenté par Claudia Moll
et
Conférence tripartite CT
représentée par Christine Winkelmann,
Conférence des gouvernements cantonaux

Mandataires :

ecoptima, Spitalgasse 34, Postfach, 3001 Berne
et
Bellaria Raumentwicklung, Lukas Bühlmann,
Ledistrasse 66, 3204 Rosshäusern

Rédaction :

Christian Kilchhofer, juriste, urbaniste-aménagiste
MAS ETHZ
Ann-Kathrin Braendle, juriste MLaw
Lukas Bühlmann, Dr.h.c, juriste,
urbaniste-aménagiste (co-auteur)

Illustration page de titre :

<https://www.bern.ch/themen/umwelt-natur-und-energie/stadtnatur/biodiversitaet/wohnumfeld>

Précision :

L'examen de la mise en œuvre du droit fédéral dans le domaine de la biodiversité et de la qualité du paysage a été effectué mandat de l'OFEV et de la CT. Le contenu de ce rapport final relève de la seule responsabilité des mandataires.

Sommaire

1. Introduction	5
1.1 Contexte	5
1.2 Objet de l'étude	5
1.3 Procédure	5
1.4 Périmètre considéré	6
2. Screening	7
2.1 Objet	7
2.2 Constatations par disposition	7
2.3 Constatations générales	13
3. Examen approfondi	17
3.1 Objet	17
3.2 Résultats des entretiens	18
3.3 Résultats de l'examen des bases communales	19
4. Conclusion	19
5. Recommandations	21
5.1 Introduction	21
5.2 Échelon fédéral	21
5.3 Échelon cantonal	26
5.4 Échelon communal	29
6. Résumé	32

Annexes (disponibles uniquement en allemand)

Annexe 1 Screening des pratiques cantonales

1. Vue d'ensemble
2. Dispositions cantonales spécifiques

Annexe 2 Procès-verbaux Interviews des cantons

1. Kanton Aargau
2. Kanton Basel-Stadt
3. Kanton St. Gallen
4. Canton de Vaud
5. Canton du Valais

Annexe 3 Bases communales

1. Kanton Aargau
2. Kanton Basel-Stadt
3. Kanton St. Gallen
4. Canton de Vaud
5. Canton du Valais

1. Introduction

1.1 Contexte

Projet « Développer la biodiversité et la qualité paysagère dans les agglomérations »

Lancé par la Conférence tripartite (CT), le projet pilote « Développer la biodiversité et la qualité paysagère dans les agglomérations » est partie intégrante du plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie Biodiversité Suisse menée sous l'égide de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). La mesure « Évaluation de la mise en œuvre du droit fédéral dans le domaine de la biodiversité et de la qualité paysagère », objet de la présente étude, fait partie de ce projet.

1.2 Objet de l'étude

Mise en œuvre du droit fédéral

La présente étude a pour but de répondre aux questions suivantes : comment les cantons et les communes transposent-ils et appliquent-ils les dispositions du droit fédéral relatives à la biodiversité et à la qualité paysagère dans le milieu bâti ? Comment fonctionne l'interaction entre les différents échelons de l'État ? Quelles sont les améliorations à apporter ? L'analyse de ces questions permettra d'élaborer des recommandations à discuter avec des représentantes des cantons et des acteurs du terrain.

1.3 Procédure

Dix dispositions pertinentes du droit fédéral

Dans une étude préliminaire, les mandataires avaient élaboré une vue d'ensemble du droit fédéral pertinent pour la biodiversité et la qualité paysagère dans le milieu bâti. Ils avaient identifié huit dispositions juridiques qu'ils recommandaient d'approfondir :

- art. 3, al. 2, let. c, LAT : obligation de préserver le paysage, notamment de tenir libres les bords des lacs et des cours d'eau ;
- art. 3, al. 3, let. e, LAT : obligation de ménager dans le milieu bâti de nombreux aires de verdure et espaces plantés d'arbres ;
- art. 6, al. 2, let. b, LAT : désignation des parties du territoire qui se distinguent par leur beauté ou leur valeur, ont une importance pour le délassement ou exercent une fonction écologique marquante ;
- art. 3 et 47 OAT : pesée des intérêts et rapports sur la planification de l'affectation ;
- art. 5 et 6 LPN : inventaires fédéraux d'objets d'importance nationale ;
- art. 18b, al. 1 LPN : biotopes d'importance régionale et locale ;
- art. 18b, al. 2 LPN : compensation écologique ;
- art. 38a LEaux : revitalisation des eaux.

Zones à protéger et dispositions relatives à l'urbanisation à l'intérieur du milieu bâti	À la demande de l'Office fédéral du développement territorial (ARE), il a été décidé d'étendre l'analyse à la mise en œuvre des dispositions sur les zones à protéger (art. 17 LAT) et sur l'urbanisation à l'intérieur du milieu bâti (art. 1, al. 2a ^{bis} , LAT, en relation avec l'art. 8a, let. c, LAT). Pour ce dernier aspect, l'examen devait porter uniquement sur la question de savoir dans quelle mesure les dispositions cantonales contribuent à promouvoir la diversité et la qualité paysagère dans les agglomérations.
Trois étapes :	L'examen de la mise en œuvre des dix dispositions fédérales susmentionnées s'est déroulé en trois étapes.
1. Screening des pratiques cantonales	La première étape a consisté en une analyse sommaire (screening) des pratiques cantonales de mise en œuvre des bases légales sélectionnées. L'examen a porté notamment sur les instruments avec lesquels les cantons travaillent, sur la manière dont les dispositions cantonales d'exécution des normes fédérales sont conçues et sur les contenus correspondants des plans directeurs.
2. Examen approfondi	Au cours de la deuxième étape, les cinq cantons sélectionnés de concert avec les représentants des mandants ont été l'objet d'un examen approfondi. À cet effet, des entretiens ont été menés avec des représentantes cantonales des services de la nature et du paysage et de l'aménagement du territoire.
3. Recommandations d'action	En s'appuyant sur les connaissances acquises, la troisième étape a permis de formuler des recommandations concrètes destinées aux trois échelons de l'État et de proposer des exemples de bonnes pratiques.

1.4 Périmètre considéré

Zone urbanisée : définition	L'analyse s'est limitée à la zone urbanisée et à ses espaces ouverts, à savoir les zones à bâtir et les aires environnantes. La zone agricole n'était donc pas en point de mire.
Biodiversité et qualité paysagère : définition	Selon la définition de la Stratégie Biodiversité Suisse du 25 avril 2012, la biodiversité comprend la diversité des espèces, la diversité génétique et la diversité des écosystèmes ainsi que les interactions au sein de ces différents ensembles et entre eux. La Conception « Paysage suisse » repose sur la Convention européenne du paysage et définit la notion de paysage comme suit : « Le paysage résulte de l'environnement physique et de la façon dont il est perçu et vécu par les populations. Le paysage englobe l'espace dans son entier, tant dans les zones rurales que les zones urbaines et périurbaines de Suisse » ¹ . La notion de qualité paysagère se

¹ OFEV (Ed.) 2020 : Conception paysage suisse. Paysage et nature dans les domaines politiques de la Confédération. Office fédéral de l'environnement, Berne. État de l'environnement n° 2011 : 52 p.

fonde sur cette définition. La qualité d'un paysage se mesure dès lors à sa capacité à remplir les fonctions susmentionnées.

2. Screening

2.1 Objet

Vue d'ensemble	Dans un premier temps, le screening a consisté à passer brièvement en revue les instruments avec lesquels les cantons travaillent, par exemple leurs bases légales en la matière, et la place qu'occupent les plans directeurs cantonaux. Ont également été recensés les outils cantonaux spécifiques qui concernent la biodiversité et la qualité paysagère, tels que les inventaires, stratégies, etc. Les résultats figurent dans le tableau « Vue d'ensemble » (annexe I, ch. 1).
Différentes réglementations cantonales	Ensuite, la mise en œuvre par les cantons des dix dispositions énumérées plus haut a été l'objet d'un examen sommaire, réalisé par domaine, à savoir droit de l'aménagement du territoire, loi sur la protection de la nature et du paysage et loi sur la protection des eaux. Au vu de la nouveauté du sujet et de son importance pour cet examen, une attention particulière a été prêtée aux dispositions relatives au développement de l'urbanisation à l'intérieur du milieu bâti. Les auteurs ont analysé en priorité, sans prétendre à l'exhaustivité, les plans directeurs cantonaux et les lois cantonales en matière de protection de la nature et de l'aménagement du territoire. Les résultats figurent dans le tableau « Vue d'ensemble » (annexe I, ch. 2).

2.2 Constatations par disposition

Introduction	Sont présentées ci-après, pour chaque disposition du droit fédéral, les constatations issues d'une comparaison des résultats du screening des 26 cantons. L'accent a été mis en particulier sur la traduction du droit fédéral à l'échelon cantonal. La collaboration des cantons avec les communes, par exemple la délégation de tâches, a également été examinée. L'objectif était de donner un aperçu aussi riche que possible de la mise en œuvre des lois fédérales par les cantons.
Remarque liminaire	À l'exception de l'art. 3, al. 3, let. e, LAT, en vertu duquel des aires de verdure et des espaces plantés d'arbres doivent être ménagés en grand nombre dans le milieu bâti, les dispositions examinées se rapportent à tous les types d'espace. De même, les bases cantonales recensées ne traitent pas spécifiquement des zones urbaines et périurbaines.
Art. 3, al. 2, let. c, LAT	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px;">Le paysage doit être préservé. Il convient notamment de tenir libres les bords des lacs et les cours d'eau.</div>

En ce qui concerne la préservation des rives des lacs et des cours d'eau, les cantons qui disposent de lacs de taille moyenne à grande ont en général défini des exigences dans leur plan directeur. Le canton ZG en est un exemple typique. Son plan directeur arrête que les cantons et les communes promeuvent un aménagement du lac favorisant la détente, les loisirs et le sport (chap. L 8.3.1), et que l'accès aux rives doit être amélioré dans certaines zones (chap. L 3.11.1 c). La plupart des cantons qui ne possèdent pas de grands lacs, comme GR, AR, GL ou BL, n'ont pas édicté de prescriptions en la matière.

Les plans directeurs des cantons traversés par des cours d'eau importants, comme SO, JU ou BS, contiennent des dispositions relatives à la préservation des berges des cours d'eau. Ainsi, le canton JU énonce dans son plan directeur cantonal (PDC) que les rives des cours d'eau sont maintenues libres afin de permettre au public d'accéder aux rives et de passer le long de celles-ci (principe d'aménagement 11, chap. 3.11, PDC). Berne est le seul canton à s'être doté d'une réglementation contraignante pour les propriétaires concernant l'obligation de protéger et maintenir libres les rives des lacs et des rivières (loi cantonale sur les rives des lacs et des rivières, LRLR).

En ce qui concerne la protection du paysage, tous les cantons ont défini un certain nombre de principes qui sont toutefois plutôt d'ordre général.

Art. 3, al. 3,
let. e, LAT

Il convient de ménager dans le milieu bâti de nombreux aires de verdure et espaces plantés d'arbres.

Il est tout d'abord frappant de constater qu'aucun canton n'impose des règles relatives à la protection des arbres dans son plan directeur cantonal. Seule exception, le canton TG : au chapitre I.3 de son plan directeur cantonal sont énoncés parmi les facteurs essentiels déterminant la qualité du milieu bâti les espaces de verdure et les espaces ouverts, avec leurs dimensions, leurs matérialisations, leur constitution végétale et les éléments qui en forment l'identité, tels que les arbres, fontaines, etc.

Concernant les aires de verdure, seuls quelques PDC contiennent des dispositions spécifiques, à l'instar de ceux de NW, FR et TI. NW exige une planification systématique de la végétalisation du milieu bâti (chap. B3, p. 35 PDC). TI est le seul canton qui exige suffisamment d'espaces végétalisés dans les espaces urbains pour faire face au changement climatique.

Art. 6, al. 2,
let. b, LAT

Désignation des parties du territoire qui se distinguent par leur beauté ou leur valeur, ont une importance pour le délassement ou exercent une fonction écologique marquante.

Selon le guide de la Confédération sur la planification directrice cantonale, le plan directeur cantonal doit désigner pour le moins les zones protégées d'importance internationale, nationale, cantonale et régionale ou les paysages et sites recensés dans les inventaires fédéraux². De nombreux cantons ne désignent donc pas les parties de territoire en tant que telles, mais renvoient aux inventaires ou aux zones protégées correspondantes. À noter que tous les cantons ne disposent pas de leurs propres aires (cantonales ou régionales) de protection ou de préservation du paysage. Certains se limitent à définir quelques principes de protection et de préservation que les communes sont ensuite tenues de mettre en œuvre.

De manière générale, les contenus des plans directeurs sur cet aspect sont très différents d'un canton à l'autre. Le canton UR est certainement exemplaire, puisqu'il définit l'ensemble des réserves naturelles, des zones de protection du paysage et des zones alpines de tranquillité pour le gibier, pour lesquelles il édicte des règlements de protection (mesures 6.1-1 et 6.1-2 PDC).

Art. 3 et 47 OAT

Pesée des intérêts et rapport sur la planification de l'affectation

La loi sur l'aménagement du territoire imposant un développement à l'intérieur du milieu bâti, certains cantons exigent des communes qu'elles établissent un rapport spécifique sur les zones à bâtir dont elles disposent et sur leurs potentiels de densification. Comme on pouvait s'y attendre, la plupart des cantons ne mentionnent pas la pesée des intérêts et le rapport sur la planification de l'affectation, ni dans leur plan directeur, ni dans leurs lois cantonales. Certains cantons ont toutefois publié des aides de travail et des check-lists à ce sujet. Dans son PDC, le canton LU précise que les projets ayant un impact territorial doivent être l'objet d'une pesée d'intérêts particulière (mesure R4-1). Il convient également de mentionner les guides pour l'aménagement local (GAL) du canton BE, qui intègrent un guide spécifique pour l'élaboration du rapport relatif au plan d'affectation « Rapport selon l'article 47 AOT » ainsi que les guides et check-lists des cantons AG, BL, GR, SO, SG, VD et ZH.

Art. 17 LAT

- ¹ Les zones à protéger comprennent :
- a. les cours d'eau, les lacs et leurs rives ;
 - b. les paysages d'une beauté particulière, d'un grand intérêt pour les sciences naturelles ou d'une grande valeur en tant qu'élément du patrimoine culturel ;
 - c. les localités typiques, les lieux historiques, les monuments naturels ou culturels ;
 - d. les biotopes des animaux et des plantes dignes d'être protégés.

² DFJP, Le plan directeur cantonal, Guide de la planification directrice, p. 42

La plupart des cantons se sont dotés, dans leur législation, de dispositions spécifiques, voire de sections consacrées aux zones à protéger selon l'art. 17 LAT. On mentionnera par exemple le canton AR, dont la loi sur les constructions contient deux articles (art. 82 et 83) sur les zones de paysages et les réserves naturelles définissant des principes spécifiques et des restrictions qui s'appliquent à ces deux types de zones à protéger. Certains cantons mentionnent la zone à protéger uniquement en relation avec les mesures de protection de la nature et du paysage, sans préciser davantage cet instrument. Quelques cantons, peu nombreux, n'évoquent pas du tout la notion de zone à protéger et mentionnent uniquement des aires de protection, des espaces ouverts et autres.

Art. 5 et 6 LPN

Protection des inventaires fédéraux d'objets d'importance nationale

Les plans directeurs cantonaux de tous les cantons intègrent, conformément aux trois ordonnances concernant les inventaires fédéraux, les aires à protéger visées à l'art. 5 LPN. La plupart des cantons désignent les objets à protéger selon l'art. 5 LPN et enjoignent aux communes et aux autorités cantonales d'en tenir compte dans leur planification. Quelques rares cantons incluent les objets protégés dans leurs propres inventaires ou définissent eux-mêmes des zones cantonales à protéger.

Art. 18b, al. 1 LPN

Les cantons veillent à la protection et à l'entretien des biotopes d'importance régionale et locale.

Force est tout d'abord de constater des divergences dans l'usage des termes. Ainsi, « inventaire » désigne fréquemment un relevé scientifique d'objets dignes de protection. Le terme est toutefois aussi utilisé parfois pour désigner le registre des objets naturels à protéger, par analogie aux inventaires du patrimoine immobilier qui recensent les monuments historiques dignes de protection.

Nombreux sont les cantons qui délèguent aux communes aussi bien la désignation que la protection et l'entretien des biotopes d'importance locale, et qui assument ces tâches pour les biotopes d'importance régionale. À noter que cette délégation n'est que rarement associée à des directives ou des critères précisant les types et la qualité des biotopes à protéger. Quelques cantons, par ex. LU et OW, chargent les communes de dresser des inventaires des biotopes d'importance locale.

Plusieurs cantons, par ex. UR, AG, FR ou GR, disposent d'inventaires de l'ensemble des biotopes d'importance régionale et locale, les communes étant responsables des mesures pour les objets à protéger d'importance locale. Le canton GE a adopté une solution intéressante : c'est le Grand

Conseil qui est responsable de l'adoption des plans d'affectation et qui désigne, en collaboration avec le département en charge de l'aménagement du territoire et conformément à sa stratégie de biodiversité, tous les biotopes d'importance régionale et locale à protéger. Les biotopes sont définis comme un continuum biologique, c'est-à-dire un réseau d'espaces permettant à une espèce de se déplacer au sein d'un écosystème, et des corridors biologiques. La loi cantonale exige en outre l'élaboration d'un inventaire de la biodiversité dans les zones urbanisées existantes.

D'autres cantons utilisent également leur propre terminologie. Dans le canton VS, par exemple, il est question d'objets d'importance cantonale et communale. La solution valaisanne n'est d'ailleurs pas idéale pour promouvoir la biodiversité dans le milieu bâti. En effet, en vertu de l'art. 12, al. 4, LcPN³, les communes peuvent décider d'une mise sous protection des objets d'importance communale dignes de protection situés à l'intérieur de la zone à bâtir uniquement de cas en cas et à titre exceptionnel, après avoir obtenu le préavis du service compétent.

Art. 18b, al. 2,
LPN

Dans les régions où l'exploitation du sol est intensive à l'intérieur et à l'extérieur des localités, les cantons veillent à une compensation écologique sous forme de bosquets champêtres, de haies, de rives boisées ou de tout autre type de végétation naturelle adaptée à la station. Ce faisant, ils tiennent compte des besoins de l'agriculture.

Les réglementations diffèrent fortement d'un canton à l'autre. Certains n'ont prévu aucune règle de compensation écologique, d'autres ne traitent cette question que dans le PDC, d'autres encore ont restreint les dispositions en la matière à la zone agricole. Plusieurs cantons reprennent sur son principe la disposition de la LPN et délèguent cette tâche aux communes.

Certains cantons traitent les surfaces de compensation écologique sous le titre d'objets dignes de protection. Si cela n'est pas contestable du point de vue du droit fédéral, il serait en revanche faux de les désigner comme des biotopes dignes de protection. En tout cas, rapprocher ainsi les surfaces de compensation des biotopes dignes de protection n'est pas idéal pour une mise en œuvre efficace de la compensation écologique. Cela risque de faire obstacle à la délimitation de ces espaces puisque, par définition, les objets dignes de protection bénéficient de toute façon d'une certaine protection.

La solution du canton AG est certainement intéressante. Pour les constructions et les installations ayant une incidence importante sur l'environnement, le canton AG exige une compensation écologique de 15 % (au

³ Loi du 13.11.1998 sur la protection de la nature, du paysage et des sites (LcPN 451.1)

maximum) de la surface modifiée par le projet ; ce principe défini par l'art. 40a de la loi cantonale sur les constructions s'applique également aux constructions sur des friches urbaines.

Le canton GE dispose d'une carte qui définit les aires de compensation écologique et est partie intégrante de sa Stratégie Biodiversité. Dans la loi sur la biodiversité⁴, il exige en outre la création d'un programme d'incitation au développement de la nature en ville (précision dans l'ordonnance).

Il convient également de mentionner la solution du canton VD qui oblige chaque commune à définir, conformément à sa nouvelle loi sur la protection du patrimoine naturel et paysager (LPrPNP)⁵, un programme d'action dans l'espace bâti et les zones à bâtir afin d'améliorer la biodiversité et la qualité du paysage. Ce programme doit être pris en compte dans les règlements et plans d'aménagement. Il précise les mesures à prendre, notamment afin de pallier la raréfaction des habitats pour la faune et la flore et de renforcer le patrimoine arboré et les surfaces vertes pour atténuer les effets du changement climatique.

Art. 38a LEaux

¹ Les cantons veillent à revitaliser les eaux. Ils tiennent compte des bénéfices de ces interventions pour la nature et le paysage, ainsi que de leurs répercussions économiques.

² Les cantons planifient les revitalisations et en établissent le calendrier. Ils veillent à ce que les plans directeurs et les plans d'affectation prennent en compte cette planification. La disparition de surfaces d'assolement est compensée conformément aux plans sectoriels de la Confédération visés à l'art. 13 de la loi du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire.

Depuis 2014, conformément au mandat clair et contraignant de la législation fédérale sur la protection des eaux, tous les cantons disposent de leurs propres plans de revitalisation, assortis de priorités et de délais de mise en œuvre. Il s'agit de valoriser, sur une période de 80 ans, environ un quart des quelque 14 000 km d'eaux aménagées. Certes, l'objectif de revitaliser 50 km par an (soit 4 000 km en 80 ans) n'a pas encore été atteint : un peu moins de 18 km par an ont été revitalisés entre 2012 et 2019.⁶ On peut tout de même constater un nombre relativement important de revitalisations accomplies à ce jour dans les zones urbanisées. Entre 2011 et 2019, sur les 433 projets de revitalisation de cours d'eau, autant de projets ont été réalisés en zone agricole qu'en zone urbaine et périurbaine (41 % chacun)⁷.

⁴ Loi du 14 septembre 2012 sur la biodiversité (rsGE M 5 15)

⁵ Loi du 30 août 2022 sur la protection du patrimoine naturel et paysager (BLV 450.11)

⁶ OFEV, Renaturation des eaux suisses. État de la mise en œuvre des revitalisations de 2011 à 2019, rapport du 01.07.2021, p. 19

⁷ Id., *ibid.*, p. 13

Art. 1, al. 2a^{bis},
LAT en relation
avec l'art. 8a, let.
c, LAT

La Confédération, les cantons et les communes soutiennent par des mesures d'aménagement les efforts qui sont entrepris notamment aux fins d'orienter le développement de l'urbanisation vers l'intérieur du milieu bâti, en maintenant une qualité de l'habitat appropriée.
Le plan directeur définit notamment la manière de concentrer le développement d'une urbanisation de qualité à l'intérieur du milieu bâti.

Comme indiqué plus haut, l'analyse s'est limitée à la question de savoir dans quelle mesure les dispositions relatives au développement de l'urbanisation vers l'intérieur contribuent à promouvoir la biodiversité et la qualité du paysage dans le milieu bâti.

Presque tous les cantons précisent dans leur plan directeur que la qualité du développement vers l'intérieur implique également de préserver des espaces verts et des espaces ouverts, ou d'en favoriser la création. Toutefois, ces dispositions sont en général peu contraignantes et ne sont pas complétées d'exigences concrètes ou mesurables. À noter également que les cantons n'imposent pas de directives aux communes, ni en ce qui concerne la qualité et la quantité des espaces de verdure et des espaces ouverts, ni pour ce qui est de leur intégration dans l'environnement ou leur mise en réseau.

Si certains cantons exigent des communes qu'elles élaborent des bases conceptuelles pour les espaces verts dans les zones urbanisées, ils ne le font toutefois pas au titre de la densification du milieu bâti. Ainsi, dans le canton BE, les communes affichant des besoins particuliers d'aménagement du territoire définissent dans leur plan d'affectation des mesures pour favoriser les structures urbaines adaptées au changement climatique. Ce sont par exemple la création et la préservation de surfaces libres non imperméabilisées, l'aménagement de structures urbaines garantissant une circulation de l'air suffisante ainsi que le recours à des services écosystémiques multifonctionnels, en particulier les forêts, les espaces verts, les haies et les arbres isolés dans le milieu bâti. Le canton VD exige de toutes les communes qu'elles définissent un plan d'action pour améliorer la biodiversité et la qualité du paysage dans l'espace bâti et les zones à bâtir (voir ci-dessus art. 18b, al. 2, LPN sur la compensation écologique).

2.3 Constatations générales

Dans l'ensemble

En général, force est de constater que la mise en œuvre des dispositions du droit fédéral, telle qu'elle est opérée par les cantons dans leur

législation et leur planification directrice cantonale est insuffisante. Les lacunes sont importantes dans plusieurs domaines, en particulier en ce qui concerne les dispositions essentielles pour le milieu bâti que sont l'art. 3, al. 3, let. e, LAT et l'art. 18b, al. 1 et 2, LPN. De nombreux cantons se contentent de reproduire le libellé de la disposition fédérale ou de renvoyer à celle-ci. En outre, les dispositions cantonales tendent à être trop peu précises et à déléguer des tâches aux communes sans spécifier les modalités d'application.

Droit de l'aménagement du territoire :

1. En général

Les explications ci-dessus le montrent : les dispositions de la LAT sont mises en œuvre de manière plutôt générale à l'échelon cantonal. Cela se justifie dans la mesure où elles ont avant tout valeur de principes de planification, dont la concrétisation s'opère en aval, dans le cadre d'une pesée d'intérêts et au stade du plan d'affectation.

2. Art. 3, al. 3, let. e, LAT

En revanche, les auteurs estiment que l'art. 3, al. 3, let. e, LAT qui impose de ménager dans le milieu bâti de nombreux aires de verdure et espaces plantés d'arbres n'est pas suffisamment pris en compte. Certes, les cantons réservent sous une forme ou sous une autre, dans leurs propres dispositions, des espaces verts dans les agglomérations. Mais les arbres ne sont mentionnés que dans un seul plan directeur cantonal. C'est insuffisant compte tenu de leur importance pour la protection du climat dans les zones urbanisées, en particulier dans les villes, sachant qu'en raison de l'évaporation, les arbres assurent davantage de fraîcheur que les espaces verts. Les chiffres témoignent également de cette mise en œuvre déficiente : en moyenne, la surface arborée dans le milieu bâti en Suisse a reculé de 9,9 % au cours des 24 dernières années.⁸

3. Art. 17 LAT

L'art. 17 LAT relatif aux zones à protéger n'est pas mentionné dans toutes les législations cantonales, ce qui n'est d'ailleurs pas nécessaire puisque cet article est directement applicable dans les plans d'affectation.

Protection de la nature et du paysage :

1. En général

Concernant les dispositions de la LPN, il est frappant de constater à quel point la mise en œuvre cantonale de l'art. 18b, al. 1 et 2 sur les biotopes d'importance régionale et locale varie d'un canton à l'autre. Nombreux sont les cantons (de Suisse alémanique) qui ne disposent pas de leur propre loi sur la protection de la nature, mais règlent cet aspect dans leur législation sur les constructions et la planification. C'est plutôt un atout pour la coordination avec l'aménagement du territoire, mais ce n'est sans doute pas idéal pour la cohérence de la protection de la nature dans son ensemble. Par ailleurs, les définitions diffèrent parfois fortement d'un canton à l'autre, ce qui ne favorise pas une mise en œuvre efficace à l'échelon national.

⁸ Selon les indications du Service des espaces verts de la ville de Berne, Stadtgrün Bern : <https://www.bern.ch/themen/umwelt-natur-und-energie/stadtnatur/baume>

2. Art. 18*b*, al. 1 et 2, LPN
- Quant au contenu proprement dit de l'art. 18, al. 1, LPN, la plupart des cantons délèguent aux communes la désignation et la protection des biotopes d'importance locale. Seuls quelques cantons s'assurent, par des dispositions juridiques claires, que les communes désignent effectivement les biotopes et les mettent sous protection, et ce bien que le législateur fédéral ait formulé le mandat sans ambiguïté : « les cantons veillent à... ». Plusieurs cantons délèguent entièrement aux communes la désignation et la protection des biotopes d'importance locale, sans directives ni instructions particulières. Comme cette désignation est une tâche qui repose sur une démarche scientifique et qu'elle n'a de sens, sous l'angle du droit de la protection de la nature, que dans le cadre d'un réseau régional à même d'assurer l'interconnexion entre les biotopes⁹, un pilotage par les cantons serait indiqué (et plusieurs cantons l'ont réglé ainsi dans la loi). Il est possible pour le moins, en se fondant sur les biotopes d'importance nationale et régionale désignés par la Confédération et les cantons, d'estimer à peu près quels habitats pourraient entrer en ligne de compte en tant que biotopes d'importance locale. Des critères qualitatifs existent donc dans la pratique. Il faut malgré tout considérer que la mise en œuvre de l'art. 18*b*, al. 1, LPN est dans l'ensemble insuffisante. On ne saurait sous-estimer le poids de cette lacune pour la biodiversité dans les zones urbanisées, d'autant que le milieu bâti n'offre que des surfaces disponibles limitées et que l'on y trouve surtout des biotopes de petite taille et donc plutôt d'importance locale.
3. Art. 18*b*, al. 2, LPN
- L'art. 18*b*, al. 2, LPN, relatif à la compensation écologique est formulé de manière aussi contraignante pour les cantons que l'art. 18*b*, al. 1, LPN qui concerne les biotopes d'importance régionale et locale. Il établit en effet que « dans les régions où l'exploitation du sol est intensive à l'intérieur et à l'extérieur des localités, les cantons veillent à une compensation écologique... ». Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, l'art. 18*b*, al. 2, LPN, est en outre directement applicable et son application en principe librement examinée par le Tribunal fédéral¹⁰. La plupart des cantons délèguent ici aussi le mandat aux communes sans autre précision, ce qui entraîne des ambiguïtés dans la pratique¹¹ et fait obstacle à une mise en œuvre efficace de l'art. 18*b*, al. 2, LPN. Comme cet article, contrairement à l'art. 18*b*, al. 1 LPN, ne définit pas d'exigence qualitative, mais impose simplement une certaine proportion de végétation proche de l'état naturel et adaptée à la station (bosquets champêtres, haies, rives boisées n'y sont cités qu'à titre d'exemples), cette insuffisance pèse particulièrement lourd.

⁹ Selon l'art. 14, al. 3, let. e et al. 6, let. c, OPN (Ordonnance du 16 janvier 1991 Sur la protection de la nature du paysage ; RS 451.1), la connexion des biotopes entre eux joue un rôle essentiel pour la désignation des biotopes dignes de protection.

¹⁰ Commentaire LPN, 2^e édition, 2019, Art. 18*b*, N. 36

¹¹ Ibid., art. 18*b*, N. 36

L'on remarquera en outre qu'aucun canton n'a entrepris de donner forme au lien évident entre l'art. 18*b*, al. 2, LPN, et l'art. 3, al. 3, let. e, LAT, en vertu duquel les zones bâties doivent inclure de nombreux espaces arborés et aires de verdure. Et ce alors que ces deux dispositions du droit fédéral sont en vigueur depuis plus de 35 ans.

Pour améliorer la mise en œuvre du droit fédéral en matière de compensation écologique, les auteurs estiment qu'il serait nécessaire d'introduire dans le droit fédéral des prescriptions plus claires sur la mesure, la forme et les instruments permettant de réaliser une compensation écologique suffisante dans le cadre des plans d'affectation communaux. Une solution envisageable serait par exemple l'approche suivie par la Confédération avec la planification de la revitalisation selon l'art. 38*a* LEaux.

4. Art. 5 LPN En général, la mise en œuvre de l'art. 5 LPN (Inventaires fédéraux d'objets d'importance nationale) fonctionne bien. L'inventaire des voies de communication historique de la Suisse (IVS) fait partiellement exception. Contrairement aux dispositions de l'OIVS¹², il n'a pas été pris en compte dans tous les plans directeurs cantonaux.

Loi sur la protection des eaux La mise en œuvre de cette disposition à l'échelon cantonal se passe relativement bien : tous les cantons se sont dotés d'un plan de revitalisation et les revitalisations dans les zones urbanisées sont nombreuses. Cela s'explique probablement par le fait que, contrairement à l'art. 18*b*, al. 1 et 2, LPN, les cantons ne doivent pas seulement veiller à la mise en œuvre du mandat de revitalisation des eaux, mais disposent également, avec la planification des revitalisations requises par l'art. 38*a*, al. 2 LEaux¹³, d'un instrument qui inclut des lignes directrices claires et vérifiables pour l'exécution du mandat. En outre, la Confédération alloue aux cantons des indemnités aussi bien pour la planification que pour la mise en œuvre des mesures (art. 62*b*, al. 1, LEaux). Il convient toutefois de noter que l'objectif de revitalisation de 50 km par an est loin d'être atteint. Il est d'ailleurs à notre avis plutôt ambitieux au vu de la grande complexité de ce type de projets.

Développement de l'urbanisation à l'intérieur du milieu bâti La mise en œuvre des dispositions de la LAT relatives au développement de l'urbanisation à l'intérieur du milieu bâti n'est pas idéale, pour le moins en ce qui concerne la biodiversité et la qualité du paysage. Les plans directeurs cantonaux ne précisent pas suffisamment que la préservation et la promotion des espaces verts et d'espaces ouverts constituent, d'un point de vue technique, un élément important d'une densification de qualité, telle qu'elle est visée à l'art. 8*a*, al. 1, let. c, LAT. Cela tient d'une part

¹² Ordonnance du 14 avril 2010 concernant l'inventaire fédéral des voies de communication historiques de la Suisse (RS 451.13)

¹³ La planification est concrétisée par l'art. 41*d* OEaux (ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux ; RO 814.201) qui prescrit un horizon de planification de 20 ans, une mise à jour tous les 12 ans, ainsi que des délais précis pour l'adoption de la planification et l'audition préalable de l'OFEV.

au fait que ni la loi, ni le message¹⁴ sur la révision de la LAT 2014 n'explique le lien entre le principe d'aménagement énoncé à l'art. 3, al. 3, let. e, LAT, selon lequel il faut ménager dans le milieu bâti de nombreux aires de verdure et espaces plantés d'arbres, et les exigences relatives au contenu du plan directeur selon l'art. 8a LAT, qui prescrit une urbanisation de qualité à l'intérieur du milieu bâti. D'autre part, la densification urbaine implique un habitat plus compact et une utilisation accrue des friches dans les zones urbanisées¹⁵. Entre le développement à l'intérieur du milieu bâti et la biodiversité ainsi que la qualité paysagère dans les zones urbanisées, il existe donc un certain conflit d'objectifs que les autorités chargées de la planification pourront difficilement dénouer sans instructions plus précises concernant la planification et les actions à engager dans les plans directeurs cantonaux.

3. Examen approfondi

3.1 Objet

Entretiens avec
les cantons AG,
BS, SG, VD, VS

Dans le cadre de l'examen approfondi, des entretiens ont tout d'abord été menés avec les cantons AG, BS, SG, VD et VS, sélectionnés en commun avec les mandantes. À cet effet, après l'envoi préalable d'un questionnaire, un entretien par canton a été conduit et enregistré via le programme MS-Teams sur la mise en œuvre cantonale du droit fédéral dans le domaine de la biodiversité et de la qualité paysagère dans l'espace urbain et périurbain. Dans les cantons AG, BS, SG et VS, les entretiens ont été menés conjointement avec des représentantes du service cantonal chargé de la nature et du paysage et du service cantonal chargé de l'aménagement du territoire ; dans le canton VD, pour des raisons d'organisation, les deux services ont été interrogés séparément. Les comptes rendus des six entretiens, corrigés et approuvés, se trouvent à l'annexe 2.

Examen des bases
communales dans
les cantons AG,
BS, SG, VD, VS

En outre, dans chacun des cantons sélectionnés (AG, BS, SG, VD et VS), une ville, une commune d'agglomération et une commune rurale ont fait l'objet d'un examen sommaire portant sur la mise en œuvre à leur échelon du droit fédéral dans le domaine de la biodiversité et de la qualité paysagère. Cette analyse, qui a pris en compte non seulement le contenu des plans d'affectation des communes, mais également leurs bases

¹⁴ Selon le message du Conseil fédéral (FF 2010 959), la qualité de l'urbanisation à l'intérieur du milieu bâti couvre ce qui suit :

Un développement « de qualité » de l'urbanisation à l'intérieur du milieu bâti met un accent particulier sur les aspects qualitatifs de l'urbanisation, qui peuvent créer une plus-value. L'agencement des espaces réservés au stationnement et aux routes, l'agencement des bâtiments, la proximité des équipements d'approvisionnement en biens et en services et des prestations de service public, les distances entre lieux de résidence, d'activité professionnelle et de loisirs, sans oublier les bâtiments répondant aux besoins actuels en termes de logement et de travail, constituent autant de critères importants de qualité.

¹⁵ FF 2010 959

conceptuelles éventuelles, cherchait d'une part à cerner de possibles tendances entre les cantons et les trois types de communes sélectionnées et, d'autre part, à mettre au jour des exemples de bonnes pratiques. Les bases communales identifiées se trouvent à l'annexe 3 (aucune exhaustivité n'est garantie par les auteurs).

3.2 Résultats des entretiens

Résultats généraux	Aux yeux des auteurs, force est tout d'abord de constater que les cinq cantons interrogés soulignent l'existence de lacunes dans le domaine de la biodiversité et de la qualité paysagère dans les zones urbanisées, lacunes qu'ils ont par ailleurs à cœur de combler. Dans ce contexte, ils considèrent la densification à l'intérieur du milieu bâti comme un défi. Les propos des représentantes cantonales interrogées divergent toutefois, en raison des spécificités propres à chaque canton, concernant l'analyse des causes et les améliorations à apporter.
Résultats spécifiques :	À l'exception du canton SG, les cantons sont d'avis que des améliorations devraient être apportées aux directives fédérales en matière de compensation écologique, celles-ci étant importantes pour la biodiversité et la qualité paysagère dans l'espace bâti. Les cantons AG, BS et VD considèrent qu'il est nécessaire de renforcer la protection des forêts et des sols. Le canton VD estime en outre que l'art. 18b al. 1, LPN (protection des biotopes d'importance régionale et locale), doit faire l'objet d'une concrétisation, notamment pour la protection des biotopes à l'intérieur des agglomérations. Le canton AG souligne les limites et les lacunes des directives fédérales en matière de pollution lumineuse et d'espèces exotiques envahissantes. En ce qui concerne la législation, plusieurs cantons regrettent la complexité du droit fédéral et le manque de cohérence, qui rendent la mise en œuvre difficile.
1. Améliorations législatives	
2. Améliorations techniques	Les synergies entre les mesures de promotion de la biodiversité et de la qualité paysagère dans les zones urbanisées ainsi que les mesures d'adaptation au climat ont été mentionnées à plusieurs reprises (mot-clé : chaleur en ville). Dans ce contexte, les attentes sont grandes en ce qui concerne les prochaines directives relatives à la biodiversité dans le programme en faveur du trafic d'agglomération de la Confédération. La complexité des directives de la Confédération concernant la planification cantonale de l'« infrastructure écologique » est l'objet de critiques, de même que les directives concernant les conventions-programmes. Pour relever les défis actuels, tous les cantons mentionnent en outre qu'il faudra non seulement introduire de nouvelles directives fédérales, mais également proposer de nouvelles incitations, notamment de nature financière, pour les communes et les propriétaires fonciers, sans oublier d'améliorer la communication.

3.3 Résultats de l'examen des bases communales

Remarques liminaires	Dans chacun des cinq cantons étudiés, une ville, une commune d'agglomération et une commune rurale ont fait l'objet d'un examen sommaire portant sur la transposition du droit fédéral à leur échelon. Les résultats suivants, qui se fondent sur l'examen de ces 15 communes, ne sont donc que partiellement représentatifs.
Comparaison entre cantons	Dans les cinq cantons étudiés, il existe des bases conceptuelles (plans directeurs, concepts, stratégies, modèles, etc.) au niveau communal en matière de biodiversité et de qualité paysagère dans les agglomérations ; ce constat vaut aussi pour les communes rurales examinées. Certaines bases conceptuelles présentent un caractère contraignant, qui ne vise toutefois que les autorités. Les contraintes pour les propriétaires ont trait à la protection des monuments d'importance locale et concernent pour la plupart la protection classique de la nature à l'échelon communal. Il est rare de trouver dans les plans d'affectation des prescriptions plus poussées, par ex. en matière de compensation écologique, de réduction de l'imperméabilisation ou de protection des forêts. Ce type d'exigences se rencontrent davantage dans les cantons du Plateau (AG et VD) ainsi que dans le canton urbain BS. Selon les auteurs, les communes du canton VD se distinguent en ce sens tout particulièrement.
Comparaison par types de commune	Une comparaison ventilée selon les différents types de communes fait apparaître la tendance suivante : en matière de biodiversité et de qualité paysagère dans le milieu bâti, les villes examinées disposent de prescriptions plus nombreuses, plus complètes et plus étendues que les communes d'agglomération et les communes rurales. Ainsi, la ville de Lausanne impose une protection relativement stricte des espaces verts et des arbres. Dans son plan d'affectation, elle stipule par exemple que pour chaque bâtiment faisant l'objet d'un agrandissement ou de transformations, des espaces verts doivent être aménagés (20 m ² d'espace vert par 100 m ² de surface de plancher brute habitable) et des arbres plantés (au minimum un arbre d'une essence majeure pour chaque tranche ou fraction de 500 m ² de surface cadastrale de la parcelle).

4. Conclusion

Mise en œuvre insuffisante du droit fédéral	Dans l'ensemble, force est de constater que la mise en œuvre par les cantons et les communes du droit fédéral en matière de biodiversité et de qualité paysagère dans les agglomérations est lacunaire, alors que, selon les dires mêmes des cantons, des améliorations sont souhaitables dans ce domaine. Ce constat plutôt négatif concerne notamment des dispositions essentielles pour les zones urbanisées visées par la LAT et la LPN, à savoir l'art. 3, al. 3, let. e, LAT, qui prévoit que des aires de verdure et espaces plantés d'arbres doivent être ménagés en nombre dans les milieux bâtis,
---	---

l'art. 8a, al. 1, let. c, LAT, relatif au développement d'une urbanisation de qualité à l'intérieur du milieu bâti, et l'art. 18b, al. 1 et 2, LPN, selon lequel les cantons doivent veiller à l'entretien des biotopes d'importance régionale et locale et à la compensation écologique (dans les zones urbanisées).

Causes de la mise en œuvre insatisfaisante

1. Dispositions fédérales absentes

Aux yeux des auteurs, l'une des causes de la mise en œuvre parfois insuffisante du droit fédéral par les cantons réside dans le manque de précision de la législation fédérale. Ainsi les dispositions de la LPN sont certes contraignantes et, selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, justiciables, c'est-à-dire directement applicables. Mais étant donné qu'elles sont conçues comme des objectifs et formulées de manière abstraite, sans références contrôlables, elles ne peuvent remplir complètement leur objectif. L'espace dans les zones urbanisées est limité et les besoins en matière d'organisation du territoire sont multiples, notamment en raison de l'objectif de densification à l'intérieur du milieu bâti. Dans un contexte aussi exigeant, pour qu'une norme de protection de la nature et du paysage puisse produire pleinement son effet, il conviendrait qu'elle contienne non seulement des objectifs mesurables, comme des surfaces minimales, mais aussi des instructions directement applicables, imposant par exemple l'élaboration d'un aménagement technique ou d'un inventaire selon un processus préétabli et avec des contenus précis.

2. Prise en compte insuffisante par les cantons

La prise en compte de la législation fédérale par les cantons laisse parfois à désirer. C'est là une deuxième raison qui explique que les actions pour promouvoir la biodiversité et la qualité paysagère dans les zones urbanisées sont insuffisantes dans la plupart des cantons. Les dispositions fédérales sont claires et contraignantes, mais elles sont aussi plutôt abstraites et leur mise en œuvre nécessite en général une législation d'exécution cantonale spécifique. Or, de telles normes plus précises font défaut dans un grand nombre de cantons. Par exemple, selon l'art. 18b, al. 2, LPN, chaque canton est tenu de veiller à une compensation écologique suffisante dans l'espace urbain et suburbain. La plupart des cantons se contentent de déléguer ce mandat aux communes, sans réelle précision ni directives mesurables. À quoi il faut ajouter que les dispositions d'exécution cantonales contiennent souvent des notions dépassées.

L'une des raisons pouvant expliquer les limites de certaines dispositions d'exécution cantonales est que seuls quelques cantons disposent de lois récentes sur la protection de la nature et du paysage. Hormis les cantons FR, GE, GR, JU et VD, tous les cantons ont des lois sur la protection de la nature et du paysage vieilles de 20 ans ou plus et nombre d'entre eux ne disposent d'aucune loi spécifique sur la protection de la nature et du paysage, celle-ci étant réglementée par leur législation sur les constructions et l'aménagement du territoire ou une ordonnance sur la protection de la nature et du paysage¹⁶.

¹⁶ Cf. aperçu à l'annexe 1, ch. 1.

5. Recommandations

5.1 Introduction

Sur la base des résultats du screening et de l'examen approfondi, le rapport formule des recommandations pour chaque échelon de l'État. Elles sont énumérées dans un tableau, la colonne de droite renvoyant aux bonnes pratiques actuelles, c'est-à-dire aux approches qui ont fait leurs preuves dans des domaines comparables. Les recommandations concernent en premier lieu les trois dispositions dont la mise en œuvre est jugée problématique, à savoir celles relatives aux biotopes d'importance régionale et locale, celles qui concernent la compensation écologique et, enfin, celles qui portent sur les aires de verdure et espaces plantés d'arbres dans le milieu bâti (y compris le développement d'une urbanisation de qualité à l'intérieur du milieu bâti). Le rapport émet également des recommandations générales à l'intention des échelons cantonal et communal. Les recommandations se recoupent partiellement et ne sont donc pas totalement complémentaires.

5.2 Échelon fédéral

Pas de modification législative en vue

Les trois dispositions fédérales susmentionnées figurent d'une part dans la loi sur la protection de la nature et du paysage (art. 18*b*, al. 1 et 2, LPN), d'autre part dans la loi sur l'aménagement du territoire (art. 3, al. 3, let. e, et art. 8*a*, al. 1, let. c, LAT). Fin 2023, le Parlement a renoncé à élaborer un contre-projet indirect à l'initiative biodiversité sous la forme d'une révision de la LPN. La votation populaire sur l'initiative aura donc lieu en 2024 (le 22 septembre), raison pour laquelle il n'est actuellement ni judicieux ni opportun de formuler des recommandations relatives à une révision de la LPN. Le Parlement fédéral ayant décidé de modifier la LAT en automne 2023 (LAT 2 ; entrée en vigueur prévue pour l'été 2025), il en va de même pour la loi sur l'aménagement du territoire.

Comme il n'est pas exclu qu'une révision de la LPN sans rapport avec l'initiative sur la biodiversité soit engagée dans les prochaines années¹⁷, les modifications législatives possibles sont présentées comme des options à long terme dans un tableau distinct, à la suite des recommandations.

Miser sur les guides et les incitations

Plusieurs cantons modifient actuellement leur planification directrice ou leur législation en matière de construction et d'aménagement du territoire afin d'y intégrer des mesures d'adaptation aux changements climatiques

¹⁷ Voir à ce sujet, par ex., le postulat Z'graggen (n° 23.3676) transmis au Conseil fédéral par le Conseil des États, qui demande des mesures contraignantes pour renforcer et améliorer la biodiversité en se fondant sur les bases légales existantes. Concrètement, le Conseil fédéral est chargé d'examiner et de présenter un rapport sur la manière dont la biodiversité de la Suisse peut être améliorée de manière substantielle par le biais d'accords volontaires, de conventions ou d'un protocole d'entente entre les 26 cantons, la Confédération et, le cas échéant, d'autres acteurs.

et d'améliorer la qualité de vie dans les zones urbanisées. Les synergies qui accompagnent ces modifications peuvent être un levier utile pour améliorer la mise en œuvre du droit fédéral dans le domaine de la biodiversité et de la qualité paysagère les zones urbanisées ; ce point a été mentionné à plusieurs reprises dans les entretiens (ch. 3.2 ci-dessus). En général, il est donc souhaitable que la Confédération tente d'exploiter ces synergies en proposant des incitations et des aides facilement utilisables.

L'art. 18b, al. 1 et 2, LPN, et l'art. 3, al. 3, let. e, LAT, contiennent des objectifs contraignants adressés aux cantons, certes, mais aussi diverses notions juridiques plus floues. Afin de simplifier et d'harmoniser l'exécution cantonale de ces directives plutôt abstraites, il serait utile que les offices fédéraux concernés élaborent, en collaboration avec les cantons, des aides à l'exécution et à la planification précisant les notions juridiques formulées de manière générale et indiquant aux cantons comment remplir les objectifs fixés par le droit fédéral. Des aides à l'exécution technique solides, élaborées sur une assise large et en collaboration avec les cantons, ont généralement un impact positif et sont reconnues par les tribunaux. En atteste par exemple l'aide à l'exécution *Reconstitution et remplacement en protection de la nature et du paysage* de l'OFEV¹⁸, dont l'application est soutenue à la fois par la doctrine¹⁹ et par le Tribunal fédéral²⁰.

Sachant que l'amélioration des incitations financières contribue à la protection des biotopes²¹, les auteurs recommandent de privilégier un soutien financier ciblé aux mesures de promotion des espaces verts dans les zones urbanisées. Jusqu'à présent, un tel soutien relevait en premier lieu de la responsabilité des communes concernées. Le nouvel objectif 3 du programme partiel « Qualité du paysage » de la convention-programme Paysage 2025-2028 se révèle donc judicieux : il prévoit, en complément des règles existantes en matière de compensation écologique, la possibilité pour les cantons de mettre en place des incitations financières pour encourager les propriétaires fonciers à prendre des mesures de valorisation écologiques et paysagères sur leurs surfaces²². Il est toutefois regrettable que les fonds fédéraux prévus pour ce nouvel objectif du programme ne semblent pas disponibles actuellement²³.

¹⁸ Kägi, B.; Stalder, A.; Thommen, M. (2002): Reconstitution et remplacement en protection de la nature et du paysage. Guide de l'environnement No 11, office fédéral de l'environnement, des forêts, de la nature et du paysage, Berne.

¹⁹ Commentaire LPN, op. cit., art. 18, N. 29.

²⁰ Arrêts du TF 1C_346/2014 consid. 4.4 et 1C_156/2012 consid. 6.2.2.

²¹ Ecoplan (2013): Finanzielle Anreize bezüglich Biodiversität optimieren. Hrsg. Bundesamt für Umwelt, Bern. p. 62.

²² OFEV (éd.) 2023 : Manuel sur les conventions-programmes 2025-2028 dans le domaine de l'environnement, Communication de l'OFEV en tant qu'autorité d'exécution.

²³ Cf. à ce sujet les motions Bäümle (n° 23.4520) et Z'graggen (n° 23.4432) concernant le renforcement du soutien aux cantons et la mise à disposition de ressources (financières et humaines) en vue de promouvoir la biodiversité dans l'espace urbain (proposition du Conseil fédéral : rejet).

Miser sur l'information, le conseil et la mise en réseau

Le droit de la protection de la nature et du patrimoine est complexe et hétérogène. Les questions relatives à la biodiversité et à la qualité du paysage sont en effet régies à la fois par des dispositions fédérales, cantonales et communales. En outre, la mise en œuvre du droit fédéral dans les zones urbanisées repose en grande partie sur le droit de l'aménagement du territoire et de la construction, une matière tout aussi complexe que le droit de la protection de la nature et du patrimoine. Les présentes recommandations mettent donc l'accent sur l'information et le conseil ainsi que sur le transfert de connaissances et la mise en réseau. Au niveau communal notamment, il peut être très efficace de partager les exemples de bonnes pratiques à la faveur de publications et de plateformes facilement consultables. L'élaboration de guides de travail, tels que les recommandations de dispositions de référence publiées en 2022 par l'OFEV à l'intention des cantons et des communes²⁴, est également utile (voir ch. 5.4 ci-après pour l'utilisation de ces dispositions). Le système de partage de connaissances « Biodiversité et qualité paysagère dans les agglomérations » envisagé par la CT, dont l'élaboration est actuellement à l'étude, est aussi une idée prometteuse. En matière de diffusion d'information et de conseil, il convient en outre de mentionner le portail fokus-n²⁵ de la Haute école zurichoise des sciences appliquées (ZHAW), une plateforme d'échange de connaissances d'accès aisé pour les questions relatives aux espaces ouverts proches de l'état naturel. Au niveau cantonal, il paraît également opportun de promouvoir les conseils et l'échange d'expériences ainsi que la mise sur pied de formations assurées par la Confédération. Dans ce contexte, force est de constater actuellement l'absence au niveau cantonal d'offres de formation simplifiée pour les non-juristes (biologistes, géographes, ingénieur-es en environnement, etc.) ; la formation « Droit de l'environnement pour les non-juristes » de la HEIG-VD, que la CCE a parrainée il y a quelques années²⁶, ne figure apparemment plus dans l'offre de la HEIG-VD.

	Recommandations	Meilleures pratiques
1. Biotopes d'importance régionale et locale	– Compléments à l'OPN pour les biotopes d'importance régionale et locale (les cantons dressent des inventaires après consultation de la Confédération).	Art. 4 ^{ter} OChP concernant les zones de tranquillité pour la faune sauvage (l'OFEV édicte des directives et aide les cantons à les faire connaître)
2. Compensation écologique	– Complément à l'OPN sur la compensation écologique en mettant l'accent sur les zones bâties (y compris exploitation des synergies et mesures d'adaptation au climat nécessaires dans ces zones)	Art. 4 ^{ter} OChP concernant les zones de tranquillité pour la faune sauvage (l'OFEV édicte des directives et aide les cantons à les faire connaître)

²⁴ OFEV (éd.) 2022 : Biodiversité et qualité paysagère en zone bâtie. Recommandations de dispositions de référence à l'intention des cantons et des communes.

²⁵ Disponible sur : www.fokus-n.ch

²⁶ Source : <https://www.kvu.ch/fr/themes/information-conseil-formation>

	<ul style="list-style-type: none">– Aide à l'exécution de la compensation écologique élaborée en collaboration avec les cantons et en mettant l'accent sur les zones bâties (y compris exploitation des synergies et mesures d'adaptation au climat nécessaires dans ces zones).– Soutien financier à des mesures de valorisation écologiques et paysagères dans les zones bâties et les agglomérations	<p>Aide à l'exécution bien établie : <i>Reconstitution et remplacement en protection de la nature et du paysage</i></p>
3. Principes de planification	<ul style="list-style-type: none">– Complément au Guide de la planification directrice de l'ARE sur le thème des espaces verts/arbres et de l'urbanisation à l'intérieur du milieu bâti– Guide de planification ARE/OFEV élaboré en collaboration avec les cantons sur les espaces verts/arbres, la biodiversité et l'adaptation au climat ainsi que la compensation écologique dans le contexte de la densification du milieu bâti (sur la base de l'art. 3, al. 3, let. e, de l'art. 8a, al. 1, let. c, LAT et de l'art. 18b, al. 2, LPN)– Élaboration de bases techniques pour améliorer la qualité des espaces ouverts dans les agglomérations– Sites web/publications présentant de bons exemples et des approches à privilégier	<p>Objectif de programme 3 selon la convention-programme Paysage (Manuel CP 2025-28, partie 2)</p> <p>-</p> <p>Guide de planification ARE/OFEV Coordination aménagement du territoire et prévention des accidents majeurs (sur la base de l'art. 3, al. 3, let. b, LAT et de l'art. 11a OPAM), Aide de travail de l'ARE Changements climatiques et plan directeur cantonal</p> <p>Mesure 3.2 du plan de mesures CPS 2024-2030</p> <p>www.densipedia.ch (exemples de développement vers l'intérieur, y c. exemples de promotion des espaces verts dans les zones bâties) ; répertoire de l'ARE des projets-modèles pour un développement territorial durable (2014-2018, rubrique Aménager des espaces ouverts dans les agglomérations) ; www.baukulturschweiz.ch/fr/ (diverses études de cas sur la culture du bâti, y c. exemples de promotion des espaces verts) ;</p>

recueil d'exemples de bonnes pratiques rassemblés par la CT à partir des planifications régionales et du programme en faveur du trafic d'agglomération (PTA) et relatifs au paysage et à l'espace naturel (projet CT « Développer la biodiversité et la qualité paysagère dans les agglomérations ») ;
www.fokus-n.ch
(portail d'échange de connaissances de la ZHAW pour les espaces libres de construction à proximité de la nature et la promotion de la biodiversité)

Modifications législatives : options à long terme

Les modifications législatives abordées ci-dessous sont des actions à envisager sur le long terme dans le cas d'une révision en profondeur de la loi sur la protection de la nature et du paysage, qui ouvrirait la porte à une adaptation des dispositions de la LAT relatives au contenu de la planification directrice. Pour l'instant, une telle révision n'est pas en vue.

	Option à long terme	Référence
1. Biotopes d'importance régionale et locale	– Complément à la LPN imposant aux cantons de désigner des biotopes sur la base d'inventaires, y c. édicition par le CF de normes dans l'OPN (approbation des inventaires par la Confédération) et complément à la LAT relatif au contenu du plan directeur (le plan directeur cantonal doit indiquer les inventaires, qui doivent être repris par les communes).	Art. 18 <i>b</i> , al. 1, LPN selon le projet de révision LPN 2021 mis en consultation ²⁷ , art. 8c LAT selon le message relatif à la révision de la LPN (contenu du PDC dans le domaine de la diversité biologique) ²⁸
2. Compensation écologique	– Complément à la LPN exigeant des cantons l'élaboration d'un concept de	Art. 18 <i>b</i> ^{bis} LPN selon le projet de révision LPN

²⁷ Disponible sur : www.fedlex.admin.ch > Procédures de consultation > Procédures de consultation terminées > 2021 > DETEC > Révision de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN) en tant que contre-projet indirect à l'initiative populaire « Pour l'avenir de notre nature et de notre paysage (initiative biodiversité) » ; Remarque : le Parlement a finalement décidé de ne pas entrer en matière sur la révision de la LPN.

²⁸ FF 2022 737, p. 5 ; remarque : le Parlement a finalement décidé de ne pas entrer en matière sur la révision de la LPN.

compensation écologique et sa mise en œuvre dans les plans directeurs et d'affectation, y c. l'édition par le CF d'exigences quantitatives et qualitatives dans l'OPN (concept approuvé par la Confédération, mise en œuvre via les planifications directrices), et complément à la LAT relatif au contenu du plan directeur (le plan directeur doit exposer le concept).

2021 mis en consultation²⁹, planification de la revitalisation selon l'art. 38a LEaux ; art. 8c LAT selon le message relatif à la révision de la LPN (contenu du PD dans le domaine de la diversité biologique)³⁰

5.3 Échelon cantonal

Dispositions relatives à l'adaptation au climat

Pour améliorer la mise en œuvre du droit fédéral dans le domaine de la biodiversité et de la qualité paysagère dans les agglomérations, il est important et recommandé d'exploiter les synergies découlant des modifications apportées à la planification directrice ou à la législation sur les constructions et l'aménagement du territoire en vue d'intégrer des mesures d'adaptation aux changements climatiques (ch. 5.2 ci-dessus). Il faut notamment veiller à une intégration suffisante des aspects qualitatifs dans la promotion des espaces verts afin de soutenir dans le même temps la compensation écologique. La révision en cours de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (*Planungs- und Baugesetz*, PBG) du canton ZH, qui vise à favoriser un développement urbain adapté au climat, peut servir d'exemple : elle prévoit, dans un nouveau paragraphe consacré à la végétalisation, l'obligation de conserver ou d'aménager des espaces verts de qualité dans les jardins et sur les aires environnantes, en tenant compte du contexte local et du principe de compensation écologique³¹.

Révision en profondeur des lois cantonales sur la protection de la nature et du paysage

Comme l'indique le rapport au ch. 4 ci-dessus, de nombreux cantons n'ont pas adapté depuis longtemps leur législation relative à la protection de la nature et du patrimoine. De l'avis des auteurs, cela explique en partie la mise en œuvre insuffisante des dispositions fédérales examinées. Il conviendrait donc de soumettre les actes législatifs cantonaux à une révision en profondeur. La nouvelle loi sur la protection du patrimoine naturel et paysager du canton VD (LPrPNP) peut notamment servir d'exemple en matière de biodiversité dans l'espace bâti (cf. mentions correspondantes de la LPrPNP dans le tableau ci-dessous)³².

²⁹ Disponible sous : www.fedlex.admin.ch > Procédures de consultation > Procédures de consultation terminées > 2021 > DETEC > Révision de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN) ; loc. cit.

³⁰ FF 2022 737, p. 5 ; remarque : le Parlement a finalement décidé de ne pas entrer en matière sur la révision de la LPN.

³¹ Art. 238a al. 2 PBG (loi sur l'aménagement du territoire et les constructions du canton de Zurich) dans sa version du 29 janvier 2024 (après première lecture par le Grand Conseil)

³² Définie à l'art. 15 LPrPNP relatif à la protection des arbres, la procédure d'abatage exceptionnel d'arbres remarquables devrait déjà être quelque peu assouplie quelques mois après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, cf. motion « Charles

Renforcement des services cantonaux

Les services cantonaux de protection de la nature et du paysage au sens de l'art. 25, al. 2, LPN, jouent un rôle central dans l'exécution de la LPN.³³ Ils ont en quelque sorte une fonction charnière puisqu'ils veillent à la mise en œuvre essentielle des normes fédérales dans les plans d'affectation (généralement communaux). Partie intégrante des tâches d'exécution des services cantonaux, le mandat d'information et conseil au sens de l'art. 25a, al. 1, LPN, comprend notamment des prestations d'information et de conseil de base aux communes et aux particuliers, lesquels ne disposent en général que de peu de connaissances spécialisées dans le domaine de la protection de la nature et du paysage. Les services cantonaux doivent cependant être en mesure, en termes de personnel et de finances, d'assumer les tâches qui leur incombent en vertu de la Constitution, de la loi et des ordonnances³⁴.

Autrement dit, pour la mise en œuvre du droit fédéral dans le domaine de la biodiversité et de la qualité paysagère, il est essentiel que les services cantonaux disposent de connaissances et de ressources suffisantes ainsi que d'une section consacrée à cette fonction au sein de l'administration cantonale. On mentionnera à titre d'exemple la nouvelle section *Nature dans l'espace bâti et paysage* créée par le canton VD au sein de la division *Biodiversité et paysage*. Le canton de Vaud est ainsi le seul en Suisse à disposer d'une unité organisationnelle chargée exclusivement des questions de biodiversité et de promotion des espaces verts dans le milieu bâti, contribuant par là-même à la mise en œuvre du droit fédéral dans ce domaine.

Information, conseil et mise en réseau

Outre les prestations mentionnées ci-dessus d'information et de conseil assurées par les services cantonaux conformément aux dispositions de l'art. 25a, al. 1, LPN, il est recommandé de renforcer les échanges techniques entre cantons et avec la Confédération, ainsi qu'à l'intérieur de chaque canton. Il semble notamment judicieux de proposer des conseils et des formations au personnel communal, par ex. au sein des administrations en charge des constructions, dans le domaine du droit de la protection de la nature et du patrimoine.

Échelon cantonal :

1. Biotopes d'importance régionale et locale

Recommandations

– Dispositions cantonales exigeant des communes l'élaboration d'un concept communal en matière de biodiversité qui recense notamment les biotopes d'importance locale et est mis en œuvre dans les plans d'affectation.

Bonnes pratiques

Art. 44, al. 2, LPrNP du canton VD

Monod et consorts au nom du PLR - Une protection du patrimoine arboré avec une procédure simplifiée (23_MOT_31) ».

³³ Commentaire LPN, loc. cit., art. 25, N. 11

³⁴ Commentaire LPN, loc. cit., art. 25, N. 13

	<ul style="list-style-type: none">– Dispositions cantonales chargeant le Conseil d'État de dresser un inventaire des biotopes d'importance régionale et locale, exigeant des communes qu'elles prennent des mesures de protection pour les biotopes d'importance locale et accordant au Conseil d'État la compétence d'ordonner lui-même les mesures nécessaires en cas de besoin.– Promotion cantonale de concepts communaux en matière de biodiversité dans les milieux bâtis (en particulier via des aides financières).– Dispositions cantonales exigeant des parts minimales de surfaces de compensation écologique pour certains plans d'affectation et demandes d'autorisation de construire dans les zones à bâtir.	<p>Art. 10 et 18 de la loi sur la protection de la nature et du paysage du canton UR (<i>Gesetz über den Natur- und Heimatschutz</i>)</p>
2. Compensation écologique	<ul style="list-style-type: none">– Dispositions cantonales qui exigent des communes l'élaboration d'un concept en matière de biodiversité définissant des minimas en matière de compensation écologique et à mettre en œuvre dans les plans d'affectation.– Dispositions dans les lois sur la construction et l'aménagement du territoire et modifications des plans directeurs tenant compte de la compensation écologique afin de favoriser un développement urbain adapté au climat.	<p>Programme du canton SG pour la promotion de la biodiversité dans les milieux bâtis</p> <p>Art. 40 Loi sur les constructions du canton AG (<i>Baugesetz</i>), recommandations de dispositions de référence en matière de compensation écologique à l'intention des cantons et des communes</p> <p>Art. 44, al. 2, LPrPNP (VD)</p>
3. Principes de planification	<ul style="list-style-type: none">– Principes cantonaux de planification imposant des surfaces minimales sans construction par hab./place de travail– Adaptation des dispositions relatives aux distances pour les arbres et buissons dans les lois cantonales d'application du CC	<p>Art. 238a al. 2 PBG du canton ZH (loi sur l'aménagement du territoire et les constructions), version du 29 janvier 2024</p> <p>Valeurs de référence en matière d'espaces ouverts du canton BS et de la ville ZH, surfaces min. pour places de jeux et aires de loisirs selon la loi/l'ordonnance sur les constructions du canton BE</p>

4. Mesures générales	<ul style="list-style-type: none">– Encouragement de la fusion de communes et de la collaboration au-delà des frontières communales (dans les espaces fonctionnels, par ex. corridors écologiques)– Unité organisationnelle indépendante pour la gestion de la biodiversité/des espaces verts en milieu bâti– Promotion de projets exemplaires dans le domaine de la biodiversité en milieu bâti– Fonds cantonal en faveur de la biodiversité– Formation du personnel communal dans le domaine du droit de la protection de la nature et du patrimoine intégrée à la formation de base	<p>Canton GR : fusion de 50 communes comme objectif constitutionnel à long terme et réduction des subventions pour les petites communes réticentes</p> <p>Section <i>Nature dans l'espace bâti et paysage</i> du canton VD</p> <p>Projet « Nature findet Stadt » (<i>La nature trouve la ville</i>) du canton AG</p> <p>Art. 11 LBio du canton GE. Le fonds est alimenté entre autres par des dons et des legs ainsi que les montants liés à la non-réalisation de compensations (outre les fonds fédéraux et cantonaux réguliers).</p> <p>Diplôme cantonal bernois administrateur des bâtiments</p>
----------------------	--	--

5.4 Échelon communal

Dispositions communales dans les plans d'affectation	<p>De manière générale, les communes suisses sont libres d'édicter, dans leurs règlements des constructions et des zones, des dispositions supplémentaires relatives à la protection des biotopes au niveau local, à la compensation écologique et à la promotion des zones boisées et des espaces verts³⁵. Les communes disposant en général de ressources limitées tant sur le plan financier qu'en termes de personnel, les dispositions de référence et les exemples tirés d'autres règlements communaux des constructions et des zones sont des modèles utiles pour l'élaboration de leurs propres dispositions. Actuellement, les règlements des constructions et des zones sont en révision dans un grand nombre de communes, notamment en raison de l'introduction de la terminologie harmonisée conformément à l'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la terminologie dans le domaine de la construction (AIHC). Les recommandations de l'OFEV mentionnées au ch. 5.2 ci-dessus proposent des dispositions de référence à l'intention des cantons et des communes et mettent l'accent sur la mise</p>
--	--

³⁵ Les communes zurichoises constituent une exception : les dispositions qu'elles sont autorisées à édicter dans leur plan d'affectation sont énumérées de manière exhaustive à l'art. 49 al. 2 PBG (loi sur l'aménagement du territoire).

en œuvre de la compensation écologique ainsi que sur la valorisation et la mise en réseau des habitats dans les zones bâties. Elles constituent donc un instrument précieux dont l'utilisation est vivement recommandée.

Information, conseil et rôle de modèle

Au niveau communal, la mise à disposition à titre gracieux d'informations et de conseils peut avoir un effet positif sur la biodiversité et la qualité paysagère dans les zones urbanisées. Il convient de veiller à proposer des informations adaptées aux destinataires afin que les propriétaires fonciers privés puissent également en bénéficier. Les communes devraient en outre assumer davantage leur rôle de modèle dans le domaine de la biodiversité et de la qualité paysagère en milieu bâti. Des exemples positifs réalisés au niveau communal peuvent motiver la population à prendre elle-même en main des projets, par exemple l'aménagement d'un jardin proche de l'état naturel.

	Recommandations	Bonnes pratiques
1. Biotopes d'importance régionale et locale	<ul style="list-style-type: none"> – Inventaire communal complet des objets dignes de protection d'importance locale – Protection complète et différenciée des objets dignes de protection dans les plans d'affectation communaux 	Planification paysagère dans le canton BE (cf. guide « Exigences en matière d'aménagement du paysage au niveau communal ») Art. 28-45 BNO (ordonnance sur les constructions et les plans d'affectation) ville de Baden
2. Compensation écologique	<ul style="list-style-type: none"> – Dispositions communales dans les plans d'affectation qui exigent des surfaces minimales (différenciées) de compensation écologique pour les planifications et les projets de construction dans la zone à bâtir. 	Concept de biodiversité de la ville de Berne, dispositions communales de référence en matière de compensation écologique (recommandations de l'OFEV proposant des dispositions de référence aux cantons et aux communes)
3. Principes de planification	<ul style="list-style-type: none"> – Dispositions communales dans les plans d'affectation exigeant des surfaces minimales d'espaces verts et un nombre minimal d'arbres par m² de surface de plancher. – Protection complète et généralisée des arbres 	Règlement du Plan général d'affectation de la ville de Lausanne, art. 50 et ss. Art. 39 Ordonnance sur les constructions (Bauordnung) St-Gall ; règlement sur la protection des arbres de la ville de Berne

	<ul style="list-style-type: none">– Promotion de la plantation d’arbres dans les jardins privés	Action « Mein Baum dein Baum» (<i>mon arbre ton arbre</i>) Bâle, www.meinbaumdeinbaum.com
4. Mesures générales	<ul style="list-style-type: none">– Offre de conseil et recueils d’exemples pour les communes et les propriétaires fonciers privés	Action « Naturförderung im eigenen Garten » (<i>Promouvoir la nature dans son jardin</i>) de la commune Steg-Hohtenn ; programme d’encouragement « Mehr als Grün » (<i>plus que vert</i>) de la ville de Zurich ; service de conseil pour des jardins proches de la nature « Mehr Biodiversität in der Schweiz – Umsetzung im Siedlungsraum » (<i>Plus de biodiversité en Suisse – application en milieu urbain</i>) de la fondation Wirtschaft und Ökologie ; guide « Biodiversité dans les communes » de l’Association des communes suisses avec des exemples pratiques ; phase pilote de l’OFEV de promotion des prestations de conseil en matière de paysage pour les communes ³⁶
	<ul style="list-style-type: none">– Système d’incitation à l’adoption de mesures par les propriétaires fonciers privés dans le domaine de la biodiversité/des espaces verts en milieu urbain	Fonds pour une ville éponge St-Gall (contributions aux mesures de protection des eaux et du climat)
	<ul style="list-style-type: none">– Utilisation des recettes provenant de la compensation de la plus-value pour financer des mesures de promotion de la biodiversité, des espaces verts et des aires de détente ainsi que d’adaptation aux changements climatiques en milieu	Art. 120, al. 2, loi sur les constructions et la planification (Bau- und Planungsgesetz), Bâle-Ville

³⁶ Disponible sur : <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/paysage/info-specialistes/bildung-und-beratung/pilot-impuls-landschaftsberatung-2021-23.html>

bâti (l'énumération figurant à l'art. 5, al. 1^{er}, LAT n'est pas exhaustive).

6. Résumé

La présente étude a permis d'examiner la mise en œuvre du droit fédéral dans le domaine de la biodiversité et de la qualité du paysage en milieu bâti. Dans un premier temps, elle a consisté en un screening de la mise en œuvre des dispositions légales fédérales pertinentes dans tous les cantons. A été analysée dans un deuxième temps leur transposition dans les cinq cantons AG, BS-Ville, SG, VD et VS. Des entretiens ont été menés avec les représentant-es cantonaux des services de la nature et du paysage et de l'aménagement du territoire. La traduction du droit fédéral au niveau communal a été examinée dans ces cinq cantons. La troisième étape s'est fondée sur les connaissances acquises pour élaborer des recommandations d'action adaptées aux trois échelons de l'État et présenter des exemples de bonnes pratiques.

L'étude conclut que le droit fédéral en matière de biodiversité et de qualité du paysage en milieu bâti n'est pas suffisamment appliqué dans les cantons et les communes. Cela concerne notamment les dispositions centrales pour les zones urbanisées que sont l'art. 3, al. 3, let. e, LAT, selon lequel le milieu bâti doit inclure de nombreux aires de verdure et espaces plantés d'arbres, et l'art. 18b al. 2 LPN, qui exige que les cantons veillent à une compensation écologique dans les régions où l'exploitation du sol est intensive à l'intérieur et à l'extérieur des localités. Selon les auteurs, les raisons de cette mise en œuvre insuffisante résident notamment dans le fait que les dispositions du droit fédéral ne sont pas assez précises. Conçues comme des objectifs et formulées de manière abstraite et programmatique, sans références contrôlables, elles ne peuvent remplir pleinement leur objectif. Le rapport constate d'autre part que les prescriptions du droit fédéral ne sont pas toujours respectées au niveau cantonal et que les dispositions d'exécution cantonales spécifiques nécessaires font généralement défaut.

Les recommandations formulées comprennent notamment, au niveau fédéral, la publication d'une aide à l'exécution de l'OFEV sur la compensation écologique et d'une aide à la planification de l'ARE et de l'OFEV sur le thème des espaces verts et des arbres. Élaborés en collaboration avec les cantons, ces deux documents se concentrent sur les zones urbanisées et la mise à profit des synergies avec les mesures d'adaptation au climat

nécessaires dans les zones urbanisées. Sur les plans fédéral, cantonal et communal, le rapport recommande de renforcer l'information et le conseil ainsi que le transfert de connaissances et d'encourager le partage d'expériences horizontal et vertical. À l'échelon cantonal, il conseille notamment de compléter les nouvelles dispositions relatives à l'adaptation aux changements climatiques introduites dans les lois sur les constructions et l'aménagement du territoire par des exigences en matière de compensation écologique. À l'échelon communal, le rapport suggère en particulier d'inclure dans les plans d'affectation des dispositions qui exigent des pourcentages minimaux de surfaces de compensation écologique pour les planifications et les projets de construction, sur le modèle des Recommandations de l'OFEV de 2022 de dispositions de référence à l'intention des cantons et des communes.

Anhang 1: Screening kantonale Handhabungen

1. Überblick

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
ZH	<p>Kantonaler Richtplan (Stand Dezember 2022)</p> <p>Link: https://www.zh.ch/de/planen-bauen/raumplanung/richtplaene/kantonaler-richtplan.html</p>	<p>Planungs- und Baugesetz PBG vom 07.09.1975 (Stand 01.09.2022)</p> <p>Link: https://www.zh.ch/de/politik-staat/gesetze-beschluesse/gesetzessammlung/zhlex-ls/erlass-700_1-1975_09_07-1976_04_01-118.html</p> <p>Allg. Bauverordnung ABV vom 22.06.1977 (Stand 01.08.2021)</p> <p>Link: https://www.zh.ch/de/politik-staat/gesetze-</p>	<p>Kantonale Natur- und Heimatschutzverordnung KNHV vom 20.07.1977 (Stand 01.01.2018)</p> <p>Link: https://www.zh.ch/de/politik-staat/gesetze-beschluesse/gesetzessammlung/zhlex-ls/erlass-702_11-1977_07_20-1978_07_01-099.html?search=Naturschutz</p> <p>Verordnungen zu versch. Landschaften, z.B. Verordnung zum Schutze des Eigentales</p> <p>Link: https://www.zh.ch/de/politik-staat/gesetze-beschluesse/gesetzessammlung/zhlex-ls/erlass-702_615-1967_03_16-1967_04_07-099.html</p>	<p>kantonales Inventar der Landschaftsschutzobjekte</p> <p>Link: https://www.zh.ch/de/planen-bauen/raumplanung/land-schaftsschutz.html - -792208150</p> <p>Schutzverordnungen zu den Gebieten aus dem Inventar der Landschaftsschutzobjekten</p> <p>Link: https://www.zh.ch/de/planen-bauen/raumplanung/land-schaftsschutz.html - -792208150</p>	<p>Naturschutz-Gesamtkonzept von 1995</p> <p>Link: https://www.zh.ch/de/umwelt-tiere/naturschutz.html — 1197527357</p>

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
		beschluesse/gesetzessammlung/zhlex-ls/erlass-700_2-1977_06_22-1978_07_01-114.html			
BE	Richtplan Kanton Bern 2030, Stand 21. Dezember 2022 Link: https://www.raump.la-nung.dij.be.ch/de/start/kantonaler-richtplan.html	Baugesetz vom 09.06.1985 (Stand 01.01.2023; BSG 721.0, BauG) Link: https://www.belex.sites.be.ch/app/de/texts_of_law/721.0/versions/862 Bauverordnung vom 06.03.1985 (Stand 01.01.2023; BSG 721.1, BauV) Link: https://www.belex.sites.be.ch/app/de/texts_of_law/721.1	Naturschutzgesetz vom 15.09.1992 (Stand 01.01.2023; BSG 426.11, NSchG) Link: https://www.belex.sites.be.ch/app/de/texts_of_law/426.11/versions/2636 Naturschutzverordnung vom 10.11.1993 (Stand 01.01.2016; BSG 426.111, NSchV) Link: https://www.belex.sites.be.ch/app/de/texts_of_law/426.111/versions/2696	Kantonale Naturschutzgebiete (NSG) Link: https://www.map.apps.be.ch/pub/synserver?project=a42pub_nsg&userprofile=geo&language=de Geschützte geologische Objekte (GGO) und weitere Inventare: – Geschützte botanische Objekte (GBO) – Feuchtgebiete und Nährstoffpufferzonen (FG) – Hydrologische Hochmoor-Pufferzonen (HYDROPUF) – Trockenstandorte (TS)	Biodiversitätskonzept, bestehend aus folgenden Teilen: 1. Auftrag, Vision, Handlungsgrundsätze sowie sechs Handlungsfelder, 2. Ziele und Massnahmen, 3. Sachplan Biodiversität, räumliche Konkretisierung der Strategie Link: https://www.weu.be.c

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
				– Waldnaturinventar (WNI) Link: https://www.weu.be.ch/de/start/themen/umwelt/naturschutz/arten-und-lebensraeume/inventare.html	h/de/start/themen/umwelt/naturschutz/biodiversitaetskonzept-kanton-bern.html Kantonales Landschaftsentwicklungskonzept (KLEK) Link: https://www.be.ch/de/start/dienstleistungen/medien/medienmitteilung.html?newsID=4b4dd14b-fdf9-3f76-b9aa-32458c8262be
LU	Kantonaler Richtplan 2009, teilrevidiert 2015, angepasst 2019	Planungs- und Baugesetz PBG vom 07.03.1989 (Stand 01.01.2021; SRL 735) Link:	Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz NLG vom 18.09.1990 (Stand 01.01.2020, SRL 709a)	Lebensrauminventar LRI 1986-90: Naturobjekte von 20.04.2017 Datensatz des Geoportals	Planungsbericht Biodiversität vom 02.07.2019

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
	Link: https://richtplan.lu.ch/Behoerdenverbindlicher_Richtplan	https://srl.lu.ch/app/de/texts_of_law/735 Planungs- und Bauverordnung PBV vom 29.10.2013 (Stand 01.01.2023, SRL 736) Link: https://srl.lu.ch/app/de/texts_of_law/736/versions/3997	Link: https://srl.lu.ch/app/de/texts_of_law/709a Natur- und Landschaftsschutzverordnung NLV vom 04.06.1991 (Stand 01.10.2020, SLV 710) Link: https://srl.lu.ch/app/de/texts_of_law/710/versions/3633	Link: https://www.geo.lu.ch/meta?metaid=LRILOKOB_DS&version=1	Link: https://lawa.lu.ch/-/media/LAWA/Dokumente/njf/Biodiversitaet/Planungsbericht_Biodiversitaet.pdf Strategie Landschaft (2018) Link: https://lawa.lu.ch/-/media/LAWA/Dokumente/njf/landschaft/strategie_landchaft/Strategie_Landschaft_DS.pdf
UR	kantonaler Richtplan (Stand 13.08.2020) Link: https://www.ur.ch/	Planungs- und Baugesetz PBG vom 13.06.2012 (Stand 01.01.2012) Link: https://rechtsbuch.ur.ch/lexoverview-	Gesetz über den Natur- und Heimatschutz vom 18.10.1987 (Stand 01.01.2008)	Kap. 6 in kant. Richtplan (Natur und Landschaft)	

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
	dienstleistungen/3687	home/lex-40_1111?effective-from=20220101 Reglement zum Planungs- und Baugesetz RPBG vom 06.12.2011 (Stand 01.01.2012) Link: https://rechtsbuch.ur.ch/lexoverview-home/lex-40_1115?effective-from=20180101	Link: https://rechtsbuch.ur.ch/lexoverview-home/lex-10_5101?effective-from=20080101 Reglemente zu einzelnen Schutzobjekten /Regionen (z.B. Südufer Urnersee, versch. Moore, Gewässer, etc.) Link: https://rechtsbuch.ur.ch/lexoverview-home/lex-10_5110?effective-from=20001001		
SZ	kantonaler Richtplan Link: https://www.sz.ch/behoerden/raumentwicklung-e-bau/kantonale-planung/richtplanung/richtplan-aktuell.html/72-416-	Planungs- und Baugesetz PBG vom 14.05.1987 Link: https://www.sz.ch/public/upload/assets/32971/400_100.pdf?fp=13	Landschafts- und Naturschutzgesetz LSG vom 24.09.1992 Link: https://www.sz.ch/public/upload/assets/4162/721_110.pdf?fp=5 Verordnungen zum Schutz von versch. Gebieten Link: https://www.sz.ch/behoerden/amtsblatt-gesetze-	kant. Naturschutzgebiete je mit Nutzungsplan und Schutzverordnung Link: https://www.sz.ch/behoerden/umwelt-natur-land-schaft/natur-und-landschaft/naturschutzgebiete.html/72-416-397-396-4019 --- Kantonale Naturschutzgebiete	Mindestanforderungen Vernetzung Kt. Schwyz Link: https://www.sz.ch/public/upload/assets/25917/Mindestanforderungen_Vernetzung_SZ_2014_bewilligt_2015-08-11.pdf?fp=1

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
	377-2138-5090-6345	Vollzugsverordnung zum Planungs- und Baugesetz vom 02.12.1997 Link: https://www.sz.ch/public/upload/assets/6016/400_111.pdf?fp=8	entscheide/gesetzsammlung/systematische-srsz.html/72-416-413-1366-1365 — Anchor-32796	Kant. Landschaftskonzeption Link: https://www.sz.ch/behorden/umwelt-natur-land-schaft/natur-und-land-schaft/landschaftsschutzgebiete.html/72-416-397-396-4020	
OW	Kant. Richtplan vom 12.08.2019 Link: https://www.ow.ch/dienstleistungen/1527	Baugesetz BauG vom 12.06.1994 (Stand 01.09.2020) Link: https://gdb.ow.ch/frontend/versions/1103 Verordnung zum Baugesetz BauV vom 07.07.1994 (Stand 01.06.2017) Link: https://gdb.ow.ch/frontend/versions/1709	Verordnung über den Natur- und Landschaftsschutz NSV vom 30.03.1990 (Stand 01.06.2017) Link: https://gdb.ow.ch/frontend/versions/1698 Regierungsratsbeschlüsse zu versch. Naturschutzobjekten und -zonen sowie Landschaftsschutzgebieten. GDB 786.41 — 786.59 Link: https://gdb.ow.ch/ Ausführungsbestimmungen über geschützte Tier- und Pflanzenarten	kantonale Naturschutzzonen Link: https://www.ow.ch/dienstleistungen/2566	

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
			Link: https://gdb.ow.ch/frontend/versions/630?locale=de		
NW	kant. Richtplan vom 25.09.2019 Link: https://www.nw.ch/raumentwdienste/2871	Planungs- und Baugesetz PBG vom 21.05.2014 (Stand 01.01.2023) Link: https://gesetze.nw.ch/app/de/texts_of_law/611.1 Planungs- und Bauverordnung PBV vom 25.11.2014 (Stand 01.11.2020) Link: https://gesetze.nw.ch/app/de/texts_of_law/611.11	Naturschutzgesetz NSchG vom 04.02.2004 (Stand 01.10.2018) Link: https://gesetze.nw.ch/app/de/texts_of_law/31.1 Naturschutzverordnung NSchV vom 29.11.2005 (Stand 01.05.2010) Link: https://gesetze.nw.ch/app/de/texts_of_law/31.11 Verordnung über den Schutz bedrohter Tiere und Pflanzen vom 29.11.2005 (Stand 01.01.2006) Link: https://gesetze.nw.ch/app/de/texts_of_law/31.13	Landschaftsschutzverordnung LSchV vom 01.04.1998 (Stand 01.01.2016) Link: https://gesetze.nw.ch/app/de/texts_of_law/332.21 Biotopschutzverordnung BSchV vom 04.04.2017 (Stand 17.05.2017) Link: https://gesetze.nw.ch/app/de/texts_of_law/332.11 sowie Schutzverordnungen für Gnappiried (Gmde Stand) und für Stansstaderried NG 332.12 & 332.14	Waldreservatskonzept Kanton Nidwalden Link: https://www.nw.ch/waldpub/3041

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
GL	Kantonaler Richtplan 2018 (Stand 03.12.2021) Link: https://www.gl.ch/verwaltung/bau-und-umwelt/hochbau/raumentwicklung-und-geoinformation/raumentwicklung/kantonale-richtplanung.html/5046	Raumentwicklungs- und Baugesetz RBG vom 02.05.2010 (Stand 01.07.2018) Link: https://gesetzze.gl.ch/app/de/texts_of_law/VII%2520B%252F1%252F1 Bauverordnung vom 23.02.2011 (Stand 03.11.2021) Link: https://gesetzze.gl.ch/app/de/texts_of_law/VII%2520B%252F1%252F2	Gesetz über den Natur- und Heimatschutz vom 02.05.1971 (Stand 01.01.2023) Link: https://gesetzze.gl.ch/app/de/texts_of_law/IV%2520G%252F1%252F1 kantonale Natur- und Heimatschutzverordnung vom 02.10.1991 (Stand 03.12.2014) Link: https://gesetzze.gl.ch/app/de/texts_of_law/IV%2520G%252F1%252F2 Verordnung über den Arten- und Biotopschutz von 28.04.1997 (Stand 07.05.2006) Link: https://gesetzze.gl.ch/app/de/texts_of_law/IV%2520G%252F3%252F1	Beschlüsse über den Schutz verschiedener Gebiete IV G/5—1 - IV G/5/9 Link: https://gesetzze.gl.ch/app/de/systematic/texts_of_law	Biodiversitätsstrategie nach Art. 8a des Gesetzes über den Natur- und Heimatschutz

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
ZG	Kantonaler Richtplan vom 06.09.2022 Link: https://www.zg.ch/behorden/audirektion/arv/richtplanung	Planungs- und Baugesetz PBG vom 26.11.1998 (Stand 23.10.2021) Link: https://bgs.zg.ch/app/de/texts_of_law/721.11 Verordnung zum Planungs- und Baugesetz V PBG vom 20.11.2018 (Stand 01.01.2019) Link: https://bgs.zg.ch/app/de/texts_of_law/721.111	Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz vom 01.07.1993 (Stand 01.10.2013) Link: https://bgs.zg.ch/app/de/texts_of_law/432.1 Heckenverordnung vom 24.03.1992 (Stand 01.10.2013) BGS 432.2 Link: https://bgs.zg.ch/app/de/texts_of_law/432.2	kantonale und kommunale Schutzgebiete mit RRB und Schutzplänen Link: https://www.zg.ch/behorden/audirektion/arv/natur-landschaft/naturschutz/schutzplananpassungen-1 Naturobjekte im Kanton Zug Link: https://www.zg.ch/behorden/audirektion/arv/natur-landschaft/landschaft/naturobjekte—e-naturobjekte	Konzept Waldbiodiversität Kanton Zug Link: https://www.zg.ch/behorden/direktion-des-innern/wald-und-wild/a-wald/waldfunktionen/naturschutzfunktion/waelder-mit-besonderer-naturschutzfunktion/2020-konzept-waldbiodiversitaet-kanton-zug.pdf/download Musterbauordnung mit Bestimmungen zur Biodiversität:

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
					https://www.zg.ch/behörden/audirektion/arv/aktuell/musterbauordnung-ist-nun-verfügbar
FR	Kantonaler Richtplan Link: https://www.fr.ch/de/rubd/brpa/dati/kantonaler-richtplan?page=1-detail	Raumplanungs- und Baugesetz RPGB vom 02.12.2008 (Stand 01.01.2023) Link: https://bdlf.fr.ch/app/de/texts_of_law/710.1 Ausführungsreglement zum Raumplanungs- und Baugesetz RPBR vom 01.12.2009 (Stand 01.01.2023) Link: https://bdlf.fr.ch/app/de/texts_of_law/710.11	Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz NatG vom 12.09.2012 (Stand 01.01.2022) Link: https://bdlf.fr.ch/app/de/texts_of_law/721.0.1 Reglement über den Natur- und Landschaftsschutz NatR vom 27.05.2014 (Stand 01.02.2022) Link: https://bdlf.fr.ch/app/de/texts_of_law/721.0.11 Beschluss betreffend den Schutz der freiburgischen Tier- und	Reglemente betreffend Naturschutzgebieten (SGF 721.2) und Verordnungen über Waldreservate (SGF 721.3) Link: https://bdlf.fr.ch/app/de/systematic/texts_of_law Inventar der Biotop von kantonaler Bedeutung Link: https://www.fr.ch/de/energie-landwirtschaft-und-umwelt/fauna-und-biodiversitaet/inventar-der-biotop-von-kantonaler-bedeutung	

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
			Pflanzenwelt vom 12.03.1973 (Stand 01.07.2014) SGF 721.1.11 Link: https://bdlf.fr.ch/app/de/texts_of_law/721.1.11/versions/5347	Landschaften von kantonaler Bedeutung Link: https://www.fr.ch/de/raum-planung-und-bau/raum/die-landschaften-von-kantonaler-bedeutung	
SO	kant. Richtplan (Stand 25.05.2021) Link: https://so.ch/verwaltung/bau-und-justizdepartement/amt-fuer-raumplanung/richter-richtplan-stand-25052021/	Planungs- und Baugesetz vom 03.12.1978 (Stand 01.07.2018) Link: https://bgs.so.ch/app/de/texts_of_law/711.1	Verordnung über den Natur und Heimatschutz vom 14.11.1980 (Stand 01.01.2023) Link: https://bgs.so.ch/app/de/texts_of_law/435.141	Kantonale Naturreservate Link: https://so.ch/verwaltung/bau-und-justizdepartement/amt-fuer-raumplanung/natur-und-landschaft/naturschutzobjekte/kantonale-naturreservate/ Schutzzone Witi Link: https://so.ch/verwaltung/bau-und-justizdepartement/amt-fuer-raumplanung/natur-und-landschaft/witi/	Strategie Natur und Landschaft 2030+ Link: https://so.ch/verwaltung/bau-und-justizdepartement/amt-fuer-raumplanung/natur-und-landschaft/strategie-natur-und-landschaft/

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
				landschaft/naturschutzobjekte/schutzzone-witi/	
BS	Kantonaler Richtplan (Stand 22.10.2019) Link: https://www.richtplan.bs.ch/	Bau- und Planungsgesetz BPG vom 17.11.1999 (Stand 01.08.2022) Link: https://www.gesetzessammlung.bs.ch/app/de/texts_of_law/730.100 Bau- und Planungsverordnung BPV vom 19.12.2000 (Stand 17.06.2021) Link: https://www.gesetzessammlung.bs.ch/app/de/texts_of_law/730.110	Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz vom 25.01.1995 (Stand 01.07.2020) Link: https://www.gesetzessammlung.bs.ch/app/de/texts_of_law/789.100 Verordnung über den Natur- und Landschaftsschutz vom 08.09.1998 (Stand 01.01.2019) Link: https://www.gesetzessammlung.bs.ch/app/de/texts_of_law/789.110 Verordnung über die Förderung der Biodiversität und Landschaftsqualität im Landwirtschaftsgebiet vom 24.03.2015 (Stand 01.04.2015)	Naturinventar Link: https://www.stadtgaertneri.bs.ch/biodiversitaet/naturinventar.html Kant. Inventar geschützter Naturobjekte Link: https://www.stadtgaertneri.bs.ch/biodiversitaet/schutzgebiete/kantonales-inventar-geschuetzter-naturobjekte.html	Naturschutzkonzept Link: https://www.stadtgaertneri.bs.ch/biodiversitaet/naturschutzkonzept.html

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
			Link: https://www.gesetzessammlung.bs.ch/app/de/texts_of_law/789.600		
BL	Kantonaler Richtplan Basel-Landschaft (Stand Juli 2020) Link: https://www.baselland.ch/politik-und-behorden/direktionen/bau-und-umweltschutzdirektion/raumplanung/richtplanung	Raumplanungs- und Baugesetz RBG vom 08.01.1998 (Stand 01.01.2023) Link: https://bl.clex.ch/app/de/texts_of_law/400 Verordnung zum Raumplanungs- und Baugesetz RBV vom 27.10.1998 (Stand 01.07.2022) Link: https://bl.clex.ch/app/de/texts_of_law/400.11	Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz vom 20.11.1991 (Stand 01.01.2007) Link: https://bl.clex.ch/app/de/texts_of_law/790 Verordnung über die Förderung der Biodiversität und Landschaftsqualität im Landwirtschaftsgebiet vom 24.03.2015 Link: https://bl.clex.ch/app/de/texts_of_law/790.31 Verordnungen über versch. Naturschutzgebiete (SGS 790.4—3 - SGS 790.547)	Inventar der geschützten Naturobjekte Link: https://www.baselland.ch/politik-und-behorden/direktionen/volkswirtschafts-und-gesundheitsdirektion/landw-zentrum-ebenrain/natur/naturschutzgebiete/inventar-der-geschuetzten-naturobjekte	

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
			Link: https://bl.clex.ch/app/de/systematic/texts_of_law		
SH	Kantonaler Richtplan September 2021 Link: https://sh.ch/CMS/Webseite/Kanton-Schaffhausen/Behorde/Verwaltung/Baudepartement/Planu---und-Naturschutzamt/Raumplanung/Kantonale-Richtplanung-1612737-DE.html	Baugesetz vom 01.12.1997 (Stand 01.01.2022) Link: https://rechtsbuch.sh.ch/CMS/get/file/d9d63f6d-909b-4c47-b448-7a6731642fbb Verordnung zum Baugesetz BauV vom 15.12.1998 (Stand 01.01.2011) Link: https://rechtsbuch.sh.ch/CMS/get/file/f5c90ee9-337c-45c0-a208-8f38c0571225	Gesetz über den Natur- und Heimatschutz im Kanton Schaffhausen vom 12.02.1968 (Stand 01.01.2019) Link: https://rechtsbuch.sh.ch/CMS/get/file/f66b3ab1-532f-42b2-8688-f16f92baa892 Naturschutzverordnung vom 06.03.1979 (Stand 01.01.2016) Link: https://rechtsbuch.sh.ch/CMS/get/file/e507941a-3ddb-4dd2-866d-1a8a300fcae7	kommunale und digitale (WebGIS) Naturschutzinventare Link: https://sh.ch/CMS/Webseite/Kanton-Schaffhausen/Behorde/Verwaltung/Baudepartement/Planu---und-Naturschutzamt/Naturschutz/Region--Zonen-und-Inventare/-berblick-Inventare-1561819-DE.html	
AR	Kantonaler Richtplan (Stand 01.04.2022)	Baugesetz vom 12.05.2003 (Stand 01.01.2019)	Verordnung über den Naturschutz vom 08.06.1959 (Stand 06.05.1991)	RRB über die Pflanzenreservate im Kanton Appenzell A.Rh. vom 20.06.1960 (Stand 31.03.1969)	Stiftung Pro Appenzell Link: https://ar.clex.ch/app/

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
	Link: https://www.ar.ch/verwaltung/departement-bau-und-volkswirtschaft/amt-fuer-raum-und-wald/abteilung-raumentwicklung/plankann-kantonale-planung/	Link: https://ar.clex.ch/app/de/texts_of_law/721.1 Bauverordnung BauV vom 02.12.2003 (Stand 01.04.2022) Link: https://ar.clex.ch/app/de/texts_of_law/721.11	Link: https://ar.clex.ch/app/de/texts_of_law/422.111	Link: https://ar.clex.ch/app/de/texts_of_law/422.111.1 Kantonale Schutzzonenplanung (Stand 31.12.2017) Link: https://www.ar.ch/verwaltung/departement-bau-und-volkswirtschaft/amt-fuer-raum-und-wald/abteilung-natur-und-wildtiere/schutz/	de/texts_of_law/422.111.1
AI	kantonaler Richtplan (Stand April 2018) Link: https://www.ai.ch/themen/planen-und-bauen/raumplanung/richtplanung	Baugesetz BauG vom 29.04.2012 (Stand 01.05.2022) Link: https://ai.clex.ch/frontend/versions/2030 Verordnung zum Baugesetz BauV vom 22.10.2012 (Stand 01.11.2021)	Verordnung über den Natur- und Heimatschutz VNH vom 13.03.1989 (Stand 01.01.2017) Link: https://ai.clex.ch/frontend/versions/1551	StKB über die Errichtung von Pflanzenschutzgebieten vom 14.08.2006 Link: https://ai.clex.ch/frontend/versions/1248 Inventare und rote Listen (Verweis auf Bundesinventare) Link: https://www.ar.ch/verwaltung/departement-bau-und-volkswirtschaft/amt-fuer-raum-und-wald/abteilung-natur-und-wildtiere/schutz/	

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
		Link: https://ai.clex.ch/frontend/versions/1962		volkswirtschaft/amt-fuer-raum-und-wald/abteilung-natur-und-wildtiere/inventare-und-rote-listen/	
SG	Richtplan Kanton St. Gallen (Stand August 2022) Link: https://www.sg.ch/bauen/raumentwicklung/kantonale-planung/richtplanung.html	Planungs- und Baugesetz PBG vom 05.07.2016 (Stand 01.10.2022) Link: https://www.gesetzessammlung.sg.ch/app/de/texts_of_law/731.1 Verordnung zum Planungs- und Baugesetz PBV vom 27.06.2017 (Stand 01.10.2021) Link: https://www.gesetzessammlung.sg.ch/app/de/texts_of_law/731.11	Naturschutzverordnung NSV vom 17.06.1975 (Stand 01.10.2017) Link: https://www.gesetzessammlung.sg.ch/app/de/texts_of_law/671.1 RRB über Natur- und Pflanzenschutzgebiete, SGS 67—511 - 671.514 Link: https://www.gesetzessammlung.sg.ch/app/de/systematic/texts_of_law	Vorranggebiete Natur und Landschaft im Richtplan Kap. V 31 Link: https://www.sg.ch/content/dam/sgch/bauen/raumentwicklung/richtplanung/natur-und-landschaft/Vorranggebiete_Natur_und_Landschaft.pdf	Kantonale Biodiversitätsstrategie Link: https://www.sg.ch/umwelt-natur/natur-landschaft/biodiversitaet/biodiversitaetsstrategie.html

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
GR	Kantonaler Richtplan (Stand Dezember 2020) Link: https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/are/dienstleistungen/richtplanung/Seiten/Text-und-Karte.aspx	Raumplanungsgesetz für den Kanton Graubünden KRG vom 06.12.2004 (Stand 01.04.2019) Link: https://www.gr.ch/app/de/texts_of_law/801.100 Raumplanungsverordnung für den Kt. Graubünden KRVO vom 24.05.2005 (Stand 01.04.2019) Link: https://www.gr.ch/app/de/texts_of_law/801.110	Kant. Natur- und Heimatschutzgesetz KNHG vom 19.10.2010 (Stand 01.01.2023) Link: https://www.gr.ch/app/de/texts_of_law/496.000 Kant. Natur- und Heimatschutzverordnung KNHV vom 18.04.2011 (Stand 01.07.2020) Link: https://www.gr.ch/app/de/texts_of_law/496.100 Nationalparkordnung vom 23.02.1983 (Stand 01.01.2011) Link: https://www.gr.ch/app/de/texts_of_law/498.200	Landschaft- und Naturschutzgebiete nach kant. Richtplan, Kap. 3.6 und 3.7 Link: https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/are/richtplanung/Kapitel_3_Landschaftweb.pdf	

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
AG	Richtplan Kanton Aargau, Stand November 2022 Link: https://www.ag.ch/de/verwaltung/bvu/raumentwicklung/grundlagenkantonalplanung/richtplanung	Baugesetz BauG vom 19.01.1993 (Stand 01.01.2022) Link: https://gesetzessammlungen.ag.ch/app/de/texts_of_law/713.100 Bauverordnung BauV vom 25.05.2011 (Stand 01.07.2022) Link: https://gesetzessammlungen.ag.ch/app/de/texts_of_law/713.121	Naturschutzverordnung vom 17.09.1990 (Stand 01.01.2010) Link: https://gesetzessammlungen.ag.ch/app/de/texts_of_law/785.131 Dekret über den Natur- und Landschaftsschutz NLD vom 26.02.1985 (Stand 01.01.2017) Link: https://gesetzessammlungen.ag.ch/app/de/texts_of_law/785.110 Gesetze/Dekrete/ Verordnungen über Naturschutzgebiete, SAR 78— .100 - 787.350 Link: https://gesetzessammlungen.ag.ch/app/de/systematic/texts_of_law	Naturschutzgebiete von kant. Bedeutung Link: https://www.ag.ch/de/verwaltung/bvu/umwelt-natur-landschaft/natur-und-landschaftsschutz/arten-und-lebensraeume/schutzgebiete/naturschutzgebiete-kantonaler-bedeutung-(nkb)-nach-richtplan Landschaften von kant. Bedeutung Link: https://www.ag.ch/de/verwaltung/bvu/umwelt-natur-landschaft/natur-und-landschaftsschutz/landschaft/landschaften-von-kantonaler-bedeutung	Programm Natur 2030 Link: https://www.ag.ch/de/verwaltung/bvu/umwelt-natur-landschaft/natur-und-landschaftsschutz/programm-natur-2030 regionales Landschaftsentwicklungsprogramm LEP Link: https://www.ag.ch/de/verwaltung/bvu/umwelt-natur-landschaft/natur-und-landschaftsschutz/oekologische-infrastruktur/landschaftsentwicklungskonzept

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
TG	Kantonaler Richtplan (Stand Mai 2022) Link: https://raumentwicklung.tg.ch/themen/kantonaler-richtplan.html—4211-js-accordion-control--00	Planungs- und Baugesetz PBG vom 21.12.2011 (Stand 01.04.2022) Link: https://www.rechtsbuch.tg.ch/app/de/texts_of_law/700 Verordnung zum Planungs- und Baugesetz und zur interkant. Vereinbarung über die Harmonisierung der Baubegriffe PBV vom 18.09.2012 (Stand 08.10.2022) Link: https://www.rechtsbuch.tg.ch/app/de/texts_of_law/700.1	Gesetz zum Schutz und zur Pflege der Natur und der Heimat TG NHG vom 08.04.1992 (Stand 01.01.2017) Link: https://www.rechtsbuch.tg.ch/app/de/texts_of_law/450.1 Verordnung des Regierungsrats zum TG NHG vom 29.03.1994 (Stand 09.05.2020) Link: https://www.rechtsbuch.tg.ch/app/de/texts_of_law/450.11	Naturschutzgebiete Link: https://raumentwicklung.tg.ch/themen/natur/schutzgebietebiotop.html/4232 Biodiversitätsmonitoring Link: https://raumentwicklung.tg.ch/themen/natur/biodiversitaet.html/4218	Landschaftsentwicklungskonzept Link: https://raumentwicklung.tg.ch/themen/natur/landschaftsentwicklungskonzept.html/4226
TI	Richtplan Kanton Tessin, Stand 2009 Link: https://www4.ti.ch/dt/dstm/sst/temi/pi	Baugesetz: Legge sullo sviluppo territoriale LST vom 21.06.2011 Link: https://www3.ti.ch/CAN/RLeg	Naturschutzgesetz: Legge cantonale sulla protezione della natura vom 12.12.2001 Link: https://www3.ti.ch/CAN/RLeggi/pu	Schutzgebiete mit Verordnung Link: https://www4.ti.ch/dt/dstm/sst/unp/biodiversita-natura-e-paesaggio/basi-legali/basi-legali	

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
	ano-direttore/piano-direttore/piano-direttore	gi/public/index.php/raccolta-leggi/legge/num/398 Bauverordnung: Regolamento della legge sullo sviluppo territoriale vom 20.12.2011 Link: https://www3.ti.ch/CAN/RLeggi/public/index.php/raccolta-leggi/legge/num/399	blic/index.php/raccolta-leggi/legge/num/551 Naturschutzverordnung: Regolamento della legge contonale sulla protezione della natura RLCN vom 23.01.2013 Link: https://www3.ti.ch/CAN/RLeggi/public/index.php/raccolta-leggi/legge/num/552	kantonales Biotopschutzinventar Link: https://www4.ti.ch/dt/dstm/sst/unp/biodiversita-natura-e-paesaggio/biodiversita-natura-e-paesaggio/natura/inventari/cantionali	
VD	Richtplan Kanton Waadt, Stand 11.11.2022 Link: https://www.vd.ch/themes/territoire-et-construction/amenagement-du-territoire/plan-	Bau gesetz: Loi'sur l'aménagement du territoire et les constructions LATC vom 04.12.1985 (Stand 01.10.2020) Link: https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/conso-lide/700.11?key=1673959154	Loi sur la protection du patrimoine naturel et paysager LPrNP vom 30.08.2022 (Stand 01.01.2023) Link: https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/conso-lide/450.11?key=1673959607099&id=4a786a8c-4557-4af3-8af3-8f3e90811acf	Biotope und Naturschutzgebiete mit Verordnungen zu Gebieten Link: https://www.vd.ch/themes/environnement/biodiversite-et-paysage/biotopes-et-sites-proteges Landschaft und Naturparks	Plan d'action biodiversité Link: https://www.vd.ch/themes/environnement/biodiversite-et-paysage/plan-daction-biodiversite

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
	directeur-cantonal/version-actuelle	<p>772&id=94980419-1c0b-4c3e-bf5d-6d37d57902ec</p> <p>Bauverordnung: Règlement d'application de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions RLATC vom 19.09.1986 (Stand 01.01.2023) Link: https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/conso-lide/700.11.1?key=1673959351247&id=12fdc2a6-5c95-4ad5-9433-0801702d6d2b</p>	<p>Règlement sur la protection de la nature et des sites RLPNS vom 22.03.1989 (Stand 01.06.2022) Link: https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/conso-lide/45.0.11.1?key=1673959769266&id=0c860e70-b111-47b6-8f1d-177c8c68c61e</p> <p>Règlement concernant la protection de la flore RPF vom 02.03.2005 (Stand 15.03.2005) Link: https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/conso-lide/453.11.1?key=1673959941804&id=b086860c-a3c8-4810-8f9a-b1df4a98f359</p>	<p>Link: https://www.vd.ch/themes/environnement/biodiversite-et-paysage/paysage-et-parcs-naturels</p>	

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
VS	Kantonaler Richtplan 2019 Link: https://www.vs.ch/de/web/sdt/plan-directeur-cantonal-2019	Baugesetz BauG vom 15.12.2016 (Stand 01.01.2022) Link: https://lex.vs.ch/app/de/texts_of_law/705.1 Bauverordnung BauV vom 22.03.2017 (Stand 01.01.2022) Link: https://lex.vs.ch/app/de/texts_of_law/705.100	Gesetz über den Natur- und Heimatschutz KNHG vom 13.11.1998 (Stand 01.01.2018) Link: https://lex.vs.ch/app/de/texts_of_law/451.1 Verordnung über den Natur- und Heimatschutz KNHV vom 20.09.2000 (Stand 01.01.2018) Link: https://lex.vs.ch/app/de/texts_of_law/451.100	Kantonale Naturschutzgebiete Link: https://www.vs.ch/de/web/sfnp/biotopes Kantonale Landschaftsschutzgebiete: Link: https://www.vs.ch/de/web/sfnp/paysage	Kant. Parkkonzept, August 2009 Link: https://www.vs.ch/documents/408590/415579/2202_01+Kantonalles+Konzept+betreffend+errichtung+und+betrieb+von+Pärken+nationaler+bedeutung.pdf/0cba0063-fa42-4485-9a04-f863802ed7a8?t=1433335969568&v=1.2
NE	kantonaler Richtplan Link: https://www.ne.ch/autorites/DDTE/SCAT/pdc	Baugesetz: Loi sur les constructions vom 25.03.1996 (Stand 01.01.2020)	Naturschutzgesetz: Loi sur la protection de la nature LCPN vom 22.06.1994 (Stand 01.01.2011) Link: https://rsn.ne.ch/DATA/program/books/rsne/htm/461.10.htm	Décret concernant la protection des biotopes vom 19.11.1969 (Stand 01.01.2007) Link:	

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
	<p>/Pages/accueil.aspx</p>	<p>Link: https://rsn.ne.ch/DATA/program/books/rsne/htm/720.0.htm</p> <p>Bauverordnung: Règlement d'exécution de la loi sur les constructions vom 16.10.1996 (Stand 01.05.2021 Link : https://rsn.ne.ch/DATA/program/books/rsne/htm/720.1.htm</p>	<p>Naturschutzverordnung: Règlement d'exécution de la loi sur la protection de la nature RELCPN vom 21.12.1994 (Stand 01.08.2013) Link: https://rsn.ne.ch/DATA/program/books/rsne/htm/461.100.htm</p> <p>Arrêté concernant la protection de la flore vom 13.07.1965 (Stand 01.08.2013) Link: https://rsn.ne.ch/DATA/program/books/rsne/htm/461.105.htm</p> <p>Arrêté fixant le statut des réserves naturelles neuchâtelaises de la faune et de la flore vom 21.12.1976 (Stand 01.08.2013) Link: https://rsn.ne.ch/DATA/program/books/rsne/htm/461.12.htm</p>	<p>https://rsn.ne.ch/DATA/program/books/rsne/htm/461.21.htm</p> <p>Décret concernant la protection des sites naturels du canton vom 14.02.1966 (Stand 01.05.2019) Link: https://rsn.ne.ch/DATA/program/books/rsne/htm/461.303.htm</p> <p>Schutzgebiete: Territoires protégés Link: https://www.ne.ch/autorites/DDTE/SFFN/nature/Pages/Territoires_proteges.aspx</p>	

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
GE	Kantonaler Richtplan 2030 (Stand 28.01.2021) Link: https://www.ge.ch/document/plan-directeur-cantonal-2030-mis-jour	Baugesetz: Loi sur les constructions et les installations diverses LCI vom 14.04.1988 (Stand 31.08.2021) Link: https://silgeneve.ch/legis/program/books/RSG/htm/rsg_l5_05.htm Bauverordnung: Règlement d'application de la loi sur les constructions et les installations diverses RCI vom 27.02.1978 (Stand 09.11.2022) Link: https://silgeneve.ch/legis/program/books/RSG/htm/rsg_l5_05p01.htm	Biodiversitätsgesetz: Loi sur la biodiversité LBio vom 14.09.2012 (Stand 15.11.2022) Link: https://silgeneve.ch/legis/program/books/RSG/htm/rsg_m5_15.htm Règlement d'application de la loi sur la biodiversité RBio vom 08.05.2013 (Stand 17.10.2020) Link: https://silgeneve.ch/legis/program/books/RSG/htm/rsg_m5_15p01.htm		Stratégie Biodiversité Genève 2030 (Stand Januar 2018) Link: https://www.ge.ch/document/strategie-biodiversite-geneve-2030-plan-action

Anhang

Kt.	Richtplan	Bau- und Planungsgesetzgebung	Naturschutzgesetzgebung	Biotop- und Landschaftsschutzinventare	weiteres
JU	Kantonaler Richtplan (Stand 12.03.2018) Link: https://www.jura.ch/DEN/SDT/Plan-directeur-cantonal/Plan-directeur-cantonal.html	Baugesetz: Loi sur les constructions' et l'aménagement du territoire LCAT vom 25.06.1987 (Stand 01.02.2021) Link: https://rsju.jura.ch/fr/viewdocument.html?idn=20124&id=36917 Bauverordnung: Ordonnance sur les constructions' et l'aménagement du territoire vom 03.07.1990 (Stand 01.03.2021) Link : https://rsju.jura.ch/fr/viewdocument.html?idn=20124&id=38782	Naturschutzgesetz: Loi sur la protection de la nature et du paysage LPNP vom 16.06.2010 (Stand 01.02.2016) Link : https://rsju.jura.ch/fr/viewdocument.html?idn=20085&id=34558	Naturschutzgebiete und -objekte: Réserves naturelles et monuments naturels Link: https://www.jura.ch/fr/Autorites/Administration/DEN/ENV/Protection-de-la-nature-et-du-paysage/Reserves-naturelles-et-monuments-naturels.html	

2. Einzelne Kantonale Regelungen

2.1 Vorgaben Raumplanungsrecht

Die Kantone müssen dafür sorgen, dass die Landschaft geschont wird und See- und Flussufer freigehalten werden. Des Weiteren müssen sie sicherstellen, dass Siedlungen viele Grünflächen und Bäume enthalten. Diese Ziele (Art. 3 Abs. 2 Bst. c und Abs. 3 Bst. e RPG) werden hauptsächlich über die Richtplanung umgesetzt. Gemäss Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG müssen die Kantone als Grundlage für die Erstellung der Richtpläne auf ihrem Gebiet die besonders schönen, wertvollen und für die Erholung oder als natürliche Lebensgrundlage bedeutsamen Gebiete erheben und bezeichnen; auch die Umsetzung dieser Vorgabe erfolgt naturgemäss über die kantonale Richtplanung. Dasselbe gilt für die RPV-Bestimmungen zur Interessenabwägung und zur Berichterstattung. Die Überprüfung der Umsetzung von Art. 17 RPG zu den Schutzzonen erfolgte demgegenüber primär über die kantonalen Baugesetzgebungen.

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG 4. Art. 3 und 47 RPV 5. Art. 17 RPG
ZH	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Gemäss KRP Kap. 3.5.3 b) sind Regionen und Gemeinden dafür zuständig, die Freihaltung und Zugänglichkeit des Zürichsees zu verbessern. 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Kommunale Ausscheidungspflicht von Erholungsflächen in §29 ff. KNHV 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: §19 KNHV definiert Landschaftsschutzgebiete. Landschaftsschutz- und förderungsgebiete sind in KRP Kap. 3.7.2 aufgelistet. 4. Art. 3 und 47 RPV: In Kap. 2.1.2 KRP wird Berichterstattung der Gemeinden gegenüber Kanton bez. Nutzungsreserven erwähnt. 5. Art. 17 RPG: Keine Erwähnung. Planungsgerechter Schutz erfolgt mittels Freihaltezonen.

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG 4. Art. 3 und 47 RPV 5. Art. 17 RPG
BE	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Kantonales Gesetz über See- und Flussufer (SFG) 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Nichts zu finden, weder im KRP noch im NSchG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Keine explizite Bezeichnung. Allgemeine Grundsätze zum Erhalt der Landschaftsqualität im Strategiekapitel E1 Landschaftsentwicklung. Zudem Verweis auf die kantonalen Instrumente im Bereich Landschaftsschutz: Kantonales Landschaftsentwicklungskonzept (KLEK), kantonales Biodiversitätskonzept (inkl. Sachplan Biodiversität) sowie kantonaler Sachplan Moorlandschaften. 4. Art. 3 und 47 RPV: AHOP (Arbeitshilfe für die Ortsplanung) «Bericht nach Art. 47 RPV»; Arbeitshilfe für die Erarbeitung des Berichts zur Nutzungsplanung 5. Art. 17 RPG: Keine explizite Erwähnung, weder im KRP noch im NSchG. Art. 86 BauG verpflichtet die Gemeinden, Schutzgebiete festzulegen.
LU	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Massnahme L2-3 KRP über öffentlichen Zugang zu Gewässern. 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Massnahme S2-6 KRP sichert Grün- und Freiräume im Siedlungsgebiet. 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Gemäss Erläuterungen zu Massnahme L1 KRP werden Inventare für schützens- und erhaltenswerte Einzelobjekte und Landschaften regelmässig nachgeführt. Kanton und Gemeinden sorgen für sachgerechten Schutz und Unterhalt. Inventar in kant. Geoportal aufrufbar. 4. Art. 3 und 47 RPV: Massnahme S1-5 KRP verlangt Nachweis über Bauzonenreserven und -kapazitäten von den Gemeinden. Nach Massnahme R4-1 bedürfen Vorhaben mit räumlichen Auswirkungen einer besonderen Interessenabwägung. 5. Art. 17 RPG: Eigener Abschnitt zu Schutzzonen im PBG (§ 60 PBG). Schutzzonen mit Enteignungsrecht möglich.
UR	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Massnahme 6.5-3 KRP bewirkt, dass öffentlicher Zugang zu Gewässern erhalten und nach Möglichkeit erweitert wird.

Anhang

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: <ol style="list-style-type: none">1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG4. Art. 3 und 47 RPV5. Art. 17 RPG
	<ol style="list-style-type: none">2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Massnahme 4.2-4 bezweckt, dass die Gemeinden die Siedlungsgebiete angemessen mit Grün-/Freiräumen ausstatten.3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Mit Massnahme 6.1-1 und 6.1-2 KRP legt Kanton sämtliche Naturschutzgebiete, Landschaftsschutzgebiete und alpine Ruhegebiete fest, für welche der Kanton Schutzreglemente erlässt. Art. 6 Gesetz über Natur- und Heimatschutz definiert, was Schutzobjekte etc. sind. Die Schutzobjekte sind im Kantonalen Schutzinventar aufgeführt (https://www.ur.ch/dienstleistungen/4284)4. Art. 3 und 47 RPV: Gemäss Massnahme 4.1-10 erarbeitet der Kanton mit den Gemeinden eine Übersicht über die inneren Nutzungsreserven. Ansonsten nichts gefunden.5. Art. 17 RPG: Eigener Unterabschnitt zu Schutzzonen im PBG Art. 34a PBG.
SZ	<ol style="list-style-type: none">1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: keine Regelung auf kantonaler Ebene gefunden.2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: gemäss RES-2.2 e) KRP ist bei der Siedlungsverdichtung auch der entsprechende Freiraum für die Bevölkerung zu berücksichtigen. Keine weiteren Präzisierungen.3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: gem. § 6 LSG sind die Gemeinden für das Ausscheiden der Schutzgebiete im Rahmen einer Schutzzonenplanung zuständig. Der Regierungsrat genehmigt die kommunalen Schutzzonenplanungen.4. Art. 3 und 47 RPV: Beschluss A-3.1 KRP legt fest, dass der Kanton ein Monitoring-Programm erstellt, um die raumrelevanten Entwicklungen periodisch aufzuzeigen. Dem Bund wird alle 4 Jahre ein Controllingbericht zum Stand der Richtplanung vorgelegt. Ansonsten nichts gefunden.5. Art. 17 RPG: Eigene Bestimmung zu Schutz- und Gefahrenzonen (§ 20 PBG).

Anhang

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG 4. Art. 3 und 47 RPV 5. Art. 17 RPG
OW	<ol style="list-style-type: none">1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Massnahme E6-3 legt fest, dass die Gemeinden darauf achten, dass See- und Flusssufer öffentlich zugänglich sind und die Seeufer als Lebensräume für Flora und Fauna erhalten und aufgewertet werden.2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Die Festlegung E1-1 verlangt, dass die Gestaltung von Siedlungen geeignete Bewegungs- und Freiräume integriert. Die Landschaftsqualität in der Wohnumgebung soll verbessert werden.3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Massnahme E3-2 KRP regelt, dass der Kanton für den Schutz und den Unterhalt besonders schönen und wertvollen Landschaften sorgt. Auf Seite E-13 des KRP werden die Landschaftsschutzgebiete von regionaler Bedeutung genannt.4. Art. 3 und 47 RPV: Massnahme C7-1 KRP definiert, dass der Kanton die Entwicklung der Raumnutzerdichte in den Gemeinden kontrolliert und gegebenenfalls die Gemeinde zum Handeln auffordert. Zu einer Berichterstattung seitens Gemeinde nichts gefunden.5. Art. 17 RPG: Erwähnt wird nur die Naturschutzzone (Art. 13 Abs. 2 BauG).
NW	<ol style="list-style-type: none">1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Gemäss Kap. 5.3 des kant. Seeuferkonzepts (2001), das als Grundlage der kant. Richtplanung gilt, ist die freie Zugänglichkeit der Seeufer zu fördern. Im Rahmen von Neueinzonungen von Ufergrundstücken ist die öffentliche Zugänglichkeit zu fordern. Ausserdem streben Kanton und Gemeinden nach Koordinationsaufgabe L6-7 KRP nach einer Erhaltung und Verbesserung der Zugänglichkeit der Gewässer für die Öffentlichkeit.2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Leitidee 4 der Angestrebten Entwicklung (Kap. B3, S. 35 KRP) enthält die Forderungen nach Naherholungsgebieten in den Siedlungen, naturnahen Freiräumen innerhalb der Siedlungen, systematisch geplanter Begrünung des Siedlungsraums, sowie nach Erhalt und Aufwertung grösserer Grünflächen in den grossen Siedlungsräumen. Koordinationsaufgabe S1-15 schreibt den Gemeinden vor, in Freiraum- und Naherholungskonzepten die Grundlagen zu angemessenen Grün-, Frei- und Erholungsräumen in Wohngebieten zu erarbeiten.

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG 4. Art. 3 und 47 RPV 5. Art. 17 RPG
	<ol style="list-style-type: none"> 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Besonders schützenswerte Landschaften werden mit der kant. Landschaftsschutzverordnung LSchV geschützt. Die LSchV führt die geschützten Landschaften auf und definiert Landschaftsschutzzonen. Gem. Koordinationsaufgabe L3-4 KRP sind sämtliche Bau und Planungsprojekte innerhalb der Landschaftsschutzzonen auf ihre Konformität mit den geltenden Bestimmungen zu überprüfen. 4. Art. 3 und 47 RPV: Keine Informationen gefunden. 5. Art. 17 RPG: Eigene Bestimmung zu Schutz- und Gefahrenzonen (Art. 65 PBG).
GL	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Nichts gefunden. 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Gemäss dem Beschluss N1-B/1 KRP zu Landschaftsqualität soll die Gestaltung der Siedlungen Freiräume lassen. Die Landschaftsqualität in Wohnumgebungen soll beibehalten und wenn möglich verbessert werden. 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Gemäss Beschluss N2-B/2 KRP werden besonders erhaltenswerte Landschaftsräume und Naturdenkmäler erhalten, räumlich gesichert und bei bestehenden Beeinträchtigungen wo möglich aufgewertet. 4. Art. 3 und 47 RPV: Beschluss A5-B/1 KRP regelt, dass der Kanton eine systematische Raumbesichtigung durchführt, um unerwünschte Entwicklungen und räumliche Konflikte frühzeitig zu erkennen. Über Berichterstattung seitens Gemeinde nichts gefunden. 5. Art. 17 RPG: Schutzzone wird als überlagernde Zone unter Art. 20 RBG erwähnt.
ZG	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Laut L 8.3.1 KRP unterstützen Kanton und Gemeinden das Anliegen, den See für Erholung, Freizeit und Sport attraktiv zu gestalten. L 3.11.1 c. KRP verlangt, die Zugänge zum See in bestimmten Gebieten zu verbessern.

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG 4. Art. 3 und 47 RPV 5. Art. 17 RPG
	<ol style="list-style-type: none"> 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Unter S 5.4 KRP formuliert der Kanton das Ziel nach mehr Natur im Siedlungsraum. Nach S 5.3 KRP achten Kanton und Gemeinden auf eine naturnahe Umgebungsgestaltung und gestalten ihre Grundstücke naturnah. 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: L7.1.1 KRP führt zur Festsetzung von Landschaftsschongebieten zur Erhaltung der wertvollen Landschaften aus. Gemäss §3 b) des Gesetzes über Natur- und Landschaftsschutz (GNLS) erlässt der RR Landschaftsschutzzonen. Die Bestimmungen und Schutzpläne werden einzeln erlassen (§9 GNLS). 4. Art. 3 und 47 RPV: gem. A6.1.2 KRP führt das Amt für Raum und Verkehr zusammen mit den Gemeinden und Fachstellen eine einfache Raumbewachung durch. Ansonsten nichts gefunden. 5. Art. 17 RPG: Eigene Bestimmung unter § 28 PBG.
FR	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Gemäss Kap. T113 KRP ist ein Ziel, den öffentlichen Zugang zu Seeufern zu erleichtern und für den Langsamverkehr zu erschliessen. 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Ein Grundsatz des Kap. T103 KRP ist die Aufnahme von öffentlichen Räumen hoher Qualität, namentlich Grünflächen, und von Gebieten, die für die Artenvielfalt wichtig sind, in den Verdichtungsprozess. 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Kap. T311 thematisiert die geschützten Landschaften. Der Kanton ist für die Unterschutzstellung von national und kantonale bedeutenden Landschaften zuständig. Die Regionen und Gemeinden für die regional/lokal bedeutenden. Die kantonale bedeutenden Landschaften werden benannt. 4. Art. 3 und 47 RPV: Gemäss Kap. T102 KRP verfassen die Gemeinden einen erläuternden Bericht, welcher über die Einhaltung der Dimensionierungskriterien informiert, die Bilanz der Bauzonen präsentiert etc.. Ansonsten nichts gefunden.

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG 4. Art. 3 und 47 RPV 5. Art. 17 RPG
	<p>5. Art. 17 RPG: Eigener Abschnitt zu Schutzzonen (Art. 59 RPBG).</p>
SO	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Gemäss §33 kant. Gesetz über Wasser, Boden und Abfall GWBA sichern Kanton und Gemeinden durch ihre Richt- und Nutzungsplanung den freien Zugang zu den Ufern und deren Begehbarkeit. 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Beschluss S-1.2.4 KRP berücksichtigen die Gemeinden in den OPs die Lebensräume der einheimischen Tiere und Pflanzen innerhalb des Siedlungsgebiets. Kanton und Gemeinden fördern auf ihren eigenen Grundstücken gezielt die einheimische Natur (Beschluss S-1.2.5 KRP). 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Der Kanton beabsichtigt mit Kap. L-2.1 KRP den Schutz von Gebieten von besonderer Schönheit und Eigenart. Die Gemeinden haben die kant. Schutzzonen in ihre Nutzungsplanungen zu übernehmen. 4. Art. 3 und 47 RPV: nichts gefunden 5. Art. 17 RPG: Eigene Bestimmung unter §36 kant. Planungs- und Baugesetz. Enteignungsrecht nach § 37 möglich.
BS	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Gemäss strategischem Entscheid in Kap. ST3 KRP (S. 18) werden die Rheinufer vermehrt zugänglich gemacht sowie einer vielfältigeren und intensiveren Nutzung zugeführt. 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Strategischer Entscheid in Kap. St10 KRP(S.22) erwirkt, dass Orte der Natur im Siedlungsraum erhalten und entwickelt werden. Veränderungen zum Nutzen von Ökologie und Siedlungsqualität werden ermöglicht.

Anhang

<p>Kt.</p>	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG 4. Art. 3 und 47 RPV 5. Art. 17 RPG
	<ol style="list-style-type: none"> 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: laut den Planungsgrundsätzen in Kap. NL3.2 KRP sind die Landschaftsschutzgebiete in ihrer Charakteristik und ihrer Ausdehnung zu erhalten und ökologisch aufzuwerten. Landschaftsschutzgebiete sind weitgehend unverbaute Landschaftsbereiche, die sich durch ortstypische Vielfalt, Eigenart und Schönheit auszeichnen. 4. Art. 3 und 47 RPV: Gemäss Kap. E10 KRP wird alle vier Jahre ein Vollzugscontrolling durchgeführt. Hierbei wird mittels Fragebögen der Umsetzungsstand der Planungsanweisungen bei den betreffenden Amtsstellen erfragt und ausgewertet. Ansonsten nichts gefunden. 5. Art. 17 RPG: Eigene Bestimmung unter § 42 BPG (Natur- und Landschaftsschutz- und -schonzone).
<p>BL</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: nichts gefunden. 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: gemäss Ziel e) des Kap. S 2.1 KRP ist auf die Versorgung mit Freiraum- und Naherholungsangeboten besonders Wert zu legen. 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Nach Kap. L 3.2 KRP sind die Vorranggebiete Landschaft zu schützen, wobei es sich um Landschaften oder Landschaftsteile von besonderer Schönheit, Vielfalt und Eigenart oder um weitgehend unbebaute Landschaftsräume handelt. 4. Art. 3 und 47 RPV: Im KRP wird unter "Planungsanweisungen" in versch. Kapiteln vermerkt, dass die Gemeinden in einem Planungsbericht verschiedene Nachweise erbringen müssen. Gemäss §31 Abs. 4 kant. RBG reichen die Gemeinden mit dem Antrag zur Genehmigung der Zonenvorschriften den vorgeschriebenen Bericht ein. Ansonsten nichts gefunden. 5. Art. 17 RPG: Eigene Bestimmung unter § 29 RBG. Gemäss §11 Abs. 2 Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz erlassen Kanton und Gemeinden zudem die erforderlichen Schutz- und Schonzone für schützenswerte Landschaften und Naturobjekte.

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG 4. Art. 3 und 47 RPV 5. Art. 17 RPG
SH	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Im Abschnitt Gewässer im Raumkonzept des KRP wird festgehalten, dass durch eine Verbesserung der Zugänglichkeit zum Rheinufer eine Verzahnung mit den angrenzenden Siedlungsstrukturen angestrebt wird. Ausserdem stellt Art. 1 Gesetz über den Natur- und Heimatschutz im Kanton Schaffhausen klar, dass Schützenswerte Landschaften, Erholungsräume, Ortsbilder, geschichtliche Stätten und Natur- und Kulturdenkmäler der Allgemeinheit soweit möglich zugänglich gemacht werden sollen. 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: die Planungsgrundsätze zu Siedlungsqualität in Kap. 2-2-2 KRP definieren, dass die Siedlungsökologie gebührend zu berücksichtigen ist. Gemäss Kap. 2-3-2/7 KRP müssen die Gemeinden bei ihren Planungen die Anforderungen an eine erhöhte Wohn-, Grün- und Freiraumqualität berücksichtigen. 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Um die Qualitäten der Landschaften zu pflegen und gegebenenfalls weiterentwickeln werden schützenswerte Landschaften auf Bundes- und Kantonsebene festgelegt (Kap 1-3 KRP). Die national schützenswerten Landschaften gemäss BLN werden in Kap. 1-3-1 KRP genannt, hier hat der Schutz der Biotope und die Erhaltung der Landschaft Vorrang. Die kantonal schützenswerten Landschaften werden in Kap. 1-3-2 KRP genannt. Hier soll der Charakter der Landschaftsräume erhalten und gepflegt werden. 4. Art. 3 und 47 RPV: Kap. 2-4 KRP definiert, dass der Kanton ein Richtplanmonitoring aufbaut und zusammen mit den Gemeinden stufengerecht relevante Daten zur räumlichen Entwicklung in den Bereichen Siedlung, Landschaft und Verkehr erhebt. Ansonsten nichts gefunden. 5. Art. 17 RPG: Schutzzone erwähnt unter Art. 8 Abs. 1 Baugesetz. Art. 7 Gesetz über Natur- und Heimatschutz im Kanton Schaffhausen definiert zudem, was in einer Schutzzone enthalten ist (Landschaften, Erholungsräume, Flussufer, Naturreservate, Ortsbilder, etc.). Die erforderlichen Schutzziele für die Schutzzonen sind in Form von Rechtssätzen festzulegen.
AR	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: nichts gefunden.

Anhang

<p>Kt.</p>	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG 4. Art. 3 und 47 RPV 5. Art. 17 RPG
	<ol style="list-style-type: none"> 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Abschnitt 1 in Kap. S.2.1 KRP zu den Richtplanaufgaben nennt, dass der Siedlungsdurchgrünung und der Anordnung von öffentlichen Freiflächen im Rahmen der qualitativen Siedlungsentwicklung nach innen eine wichtige Bedeutung zukommt. 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Kap. L.9.1 KRP zu Landschaften von kantonaler Bedeutung benennt die Pflicht der Kantone nach Art. 6 RPG festzustellen, welche Landschaften besonders schön und naturkundlich oder kulturgeschichtlich wertvoll sind. Zu diesem Zweck hat der Kanton einen Schutzzonenplan erlassen und muss differenzierte Schutzziele formulieren, die als Grundlage im Gesetzesvollzug dienen. 4. Art. 3 und 47 RPV: Kap. S.8 KRP zu Controlling und Monitoring setzt fest, dass die Ermittlung der Bauzonenkapazitäten durch die Gemeinden im Rahmen von Ortsplanungsrevisionen erfolgt, unter Berücksichtigung der Innenentwicklungsreserven, Wachstumsverteilung und Dichtezielen. Das kantonale Amt für Raum und Wald erarbeitet dazu eine Arbeitshilfe für die Gemeinden. Ansonsten nichts gefunden. 5. Art. 17 RPG: Eigene Bestimmungen unter Art. 82 und 83 Baugesetz (Landschaftsschutz- und Naturschutzzonen).
<p>AI</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: nichts gefunden. 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: nichts gefunden. 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Gemäss Beschluss Objektblatt L.10 KRP sind Kulturlandschaften und Naturwerte in ihrem Bestand zu erhalten, zu fördern und zu schützen. In Objektblatt L.11 KRP werden die Landschaftsschutzgebiete von kantonaler Bedeutung bezeichnet. 4. Art. 3 und 47 RPV: Nichts gefunden. 6. Art. 17 RPG: Eigene Bestimmungen unter Art. 37 und 39 Baugesetz (Naturschutz- und Landschaftsschutzzonen).

Anhang

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG 4. Art. 3 und 47 RPV 5. Art. 17 RPG
SG	<ol style="list-style-type: none">1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Koordinationsblatt V34 des KRP zur Seeuferplanung des Bodensees wird vorgeschlagen, dass die Zugänglichkeit für Fussgänger zum Seeufer zu verbessern sei. Ansonsten nichts gefunden.2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Gemäss dem Kap. S13 KRP zu Siedlungsentwicklung nach innen hat diese auch die Funktionen als Sozial- und Freiraum gebührend zu berücksichtigen und zu stärken. Unter anderem soll das Bedürfnis nach mehr Grünräumen in der Siedlung umfassend berücksichtigt werden.3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Gemäss Kap. V31 KRP gelten jene Gebiete als Vorranggebiete Natur und Landschaft und sind somit geschützt, die aus kantonaler Sicht besonders wertvoll sind. Sie sind im gleichen Kapitel aufgelistet.4. Art. 3 und 47 RPV: Nichts gefunden.5. Art. 17 RPG: Eigene Bestimmung unter Art. 22 PBG. Zudem Erwähnung unter Art. 128 ff. BauG (Kapitel Natur und Landschaft).
GR	<ol style="list-style-type: none">1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: nichts gefunden.2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Leitsatz in Kap. 5.1.2 KRP verlangt, dass Massnahmen auf Gemeindeebene eine massvolle Verdichtung sichern bei gleichzeitiger Erhaltung oder Steigerung der Siedlungsqualität, unter anderem durch eine hochwertige Gestaltung und ein gutes Zusammenspiel von Bebauung, öffentlichem Raum und Frei- und Grünräumen.3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Laut Zielsetzung in Kap. 3.6 KRP zu Landschaftsschutz dienen Landschaftsschutzgebiete der ungeschmälernten Erhaltung von Vielfalt, Schönheit und Eigenart von regional und national bedeutenden Landschaften sowie der langfristigen Funktionsfähigkeit des Naturhaushaltes. Die Objekte des Landschaftsschutzes werden auch durch Art. 10 KNHG geschützt.

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG 4. Art. 3 und 47 RPV 5. Art. 17 RPG
	<ol style="list-style-type: none"> 4. Art. 3 und 47 RPV: Gemäss den Erläuterungen in Kap. 5.1.2 KRP sind die Nutzungsreserven zu quantifizieren und Mobilisierungsmassnahmen nachzuweisen durch die Gemeinden. Dazu wird ihnen eine Arbeitshilfe zur Verfügung gestellt. Ansonsten nichts gefunden. 5. Art. 17 RPG: Eigene Bestimmungen unter Art. 33 ff. KRG (Naturschutz- und Landschaftsschutzzonen).
AG	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Planungsgrundsatz B des Kap. L1.2 KRP verlangt, dass der Zugang zu Gewässern für die Naherholung zu gewährleisten sei. 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Gemäss der Planungsgrundsätze in Kap. S1.1 KRP wird die Siedlungsqualität aufgewertet. Dabei gilt der Aufwertung der öffentlichen Aussenräume ein besonderes Augenmerk. Weiter erfolgen Erneuerungen des Siedlungsraums unter anderem unter Beachtung des Freiraums. 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Gemäss Planungsgrundsatz A Kap. L2.3 KRP bezeichnen "Landschaften von kantonaler Bedeutung" Gebiete mit besonderer Eigenart, Vielfalt und Naturnähe oder weitgehend unzerschnittene Gebiete mit geringer Belastung des Landschaftsbildes durch Bauten und Anlagen. 4. Art. 3 und 47 RPV: Nichts gefunden. 5. Art. 17 RPG: Schutzzone erwähnt z.B. unter § 15 und §40 Abs. 1 BauG.
TG	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Gemäss Festsetzung 1.1.D KRP können dort Siedlungsbegrenzungslinien ausgeschieden werden, wo übergeordnete Interessen einer weiteren Siedlungsausdehnung auch langfristig entgegenstehen, wie z.B. das Freihalten der Seeufer. Planungsgrundsatz 1.6 P KRP fordert unter anderem, dass Kanton und Gemeinden die tourismusrelevante Infrastruktur pflegen und entwickeln und die öffentliche Zugänglichkeit der Seeufer verbessern.

Anhang

<p>Kt.</p>	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG 4. Art. 3 und 47 RPV 5. Art. 17 RPG
	<ol style="list-style-type: none"> 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Gemäss Kap. 1.3 KRP gehören Grün- und Freiräume mit ihrer Dimensionierung, Materialisierung, Bepflanzung und identitätsstiftenden Elementen wie Bäume, Brunnen etc. zu den wesentlichen Faktoren, die für die Siedlungsqualität ausschlaggebend sind. 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Laut Kap. 2.3 KRP werden mit den Gebieten mit Vorrang Landschaft Landschaften erhalten und gefördert, die durch Struktur und Eigenart erhaltenswert sind. Es gelten erhöhte Anforderungen an Standort und Ausgestaltung von baulichen Eingriffen. 4. Art. 3 und 47 RPV: Gemäss Planungsauftrag 1.2 A KRP müssen die Gemeinden im Rahmen ihrer OPs aufzeigen, wie die Dichten der überbauten WMZ gemäss der kantonalen Forderung erreicht werden können. Der Kanton unterstützt die Gemeinden in ihren entsprechenden Bestrebungen. Ansonsten nichts zu Berichterstattung durch Gemeinden gefunden. 5. Art. 17 RPG: Erwähnung unter §17 PBG ist festgehalten, dass der Zonenplan auch Schutzzonen enthalten kann.
<p>TI</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Gemäss Ziel 6 des Kpt. 6. KRP wird die vielfältige Nutzung und Funktion der Seen und Seeufer durch eine einheitliche Planung und gezielte Projekte gewährleistet. Die öffentliche Nutzung der Ufer soll verbessert werden, die Infrastruktur der Seen soll durch eine Neuordnung der regionalen Koordinierung gefördert werden und die Seelandschaften sollen geschützt und aufgewertet werden. Im Abschnitt 2.2 & 3.2 aus P7 zum KRP (Schede P7: Laghi e rive lacustri) wird Ziel 6 aus dem KRP weiter erläutert. Die öffentliche Nutzung der Seen und Seeufer muss durch die Ausweitung der öffentlichen Flächen am See gewährleistet und gestärkt werden. Dafür müssen staatliche Flächen zurückgewonnen werden, Spazierwege rund um den See angelegt werden, sowie direkte Seezugänge gewährleistet werden. Zudem müssen Aktivitäten von Campingplätzen und Strandbädern mit der öffentlichen Nutzung der Ufer koordiniert werden. Ebenfalls enthalten ist eine Übersicht alle Erholungsgebiete an Seen, von kantonaler Bedeutung.

Anhang

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG 4. Art. 3 und 47 RPV 5. Art. 17 RPG
	<p>2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Gemäss Ziel 16 des Kpt. 6 KRP sollen Grünflächen für die Freizeitgestaltung insbesondere in der Talsohle und in der Hügellandschaft gefördert werden. Ziel 25 des Kpt. 6 KRP verlangt zudem die Verbesserung der Lebensqualität der Bevölkerung durch städtebauliche Sanierung. Dabei soll unter anderem die Schaffung von Grün- und Naturräumen in den städtischen Gebieten gefördert werden. Im Abschnitt 2 & 3.3 aus R6 zum KRP (Schede R6: Sviluppo degli insediamenti e gestione delle zone edificabili) geht hervor, dass die Wohn- und Lebensqualität durch Massnahmen erhöht werden soll, die darauf abzielen genügend Frei- und Grünflächen zu gewährleisten. Zudem müssen die öffentlichen Räume und Grünflächen miteinander vernetzt sein. Gemäss Abschnitt 2.1 & 2.2 aus R10 (Schede R10: Qualita degli insediamenti) muss bei jedem Projekt und Eingriff auf die Integration qualifizierter natürlicher Elemente, das hydrologische Netz, und auf die einheimische Vegetation als Förderung der biologischen Vielfalt geachtet werden. Dabei müssen unter anderem als Reaktion auf den Klimawandel insbesondere genügend städtische Grünflächen gewährleistet sein.</p> <p>3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Ziel 2 des Kpt. 6 KRP verfolgt die Sicherung und Förderung der Biodiversität im Kanton Tessin. Dabei wurden besonders beispielhafte und charakteristische Landschaften als Schutzgebiet ausgewiesen, um so deren biologische Vielfalt zu sichern. Gemäss Ziel 7 des Kpt.6 KRP unterstützt der Kanton die Schaffung neuer Naturparks, um so die Erhaltung der natürlichen Umwelt und der Kulturlandschaft zu gewährleisten. Gemäss Abschnitt 3.1 aus P4 (Schede P4: componenti naturali) wird das Schutzgebietssystem vervollständigt und aktualisiert, um so die biologische Vielfalt effektiv zu fördern. Dafür werden die folgenden Inventare erstellt und aktualisiert: Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung, Inventar der Naturdenkmäler von kantonaler Bedeutung, Inventar der Geotope von kantonaler Bedeutung, Torfmoore von nationaler Bedeutung, Moore von nationaler und kantonaler Bedeutung, Auengebiete von nationaler und kantonaler Bedeutung, Bundesinventar der Stätten, Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung (BLN), sowie das Bundesinventar der Moorlandschaften von nationaler Bedeutung.</p> <p>4. Art. 3 und 47 RPV: nichts gefunden</p>

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG 4. Art. 3 und 47 RPV 5. Art. 17 RPG
	<p>5. Art. 17 RPG: Unter Art 20 des Baugesetzes ist festgehalten, dass der Zonenplan auch Schutzzonen enthalten kann. Diese werden in Art. 27 Abs. 9 der Bauverordnung genauer erläutert. Gemäss Abschnitt 2.1 aus P4 (Schede P4: componenti naturali) wird die Funktionsweise und Förderung von Schutzgebieten durch eine Vervollständigung des Schutzgebietssystems erlangt. Dies enthält die folgenden Schutzkategorien: Naturschutzgebiete, Naturschutzzonen, Landschaftsschutzgebiete, Naturparks, Naturdenkmäler und Waldreservate. Gemäss Abschnitt 2.1 P10 (Schede P10: beni culturali) gibt es zusätzlich zu den Schutzzonen der Ökosysteme noch das Inventar der schützenswerten Ortsbilder, sowie das Inventar der historischen Wege.</p>
VD	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Gemäss Massnahme E25 KRP ist es ein Ziel, die Seeufer freizuhalten, um u.a. den öffentlichen Zugang über Gehwege sicherzustellen. 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Gemäss Massnahme B34 KRP sollen natürliche Objekte in öffentlichen Räumen aufgewertet und vernetzt werden. Der Zugang zu siedlungsnahen Naturräumen soll vereinfacht werden. 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Nichts Spezifisches gefunden. 4. Art. 3 und 47 RPV: nichts gefunden. 5. Art. 17 RPG: Gemäss Art. 31 LATC werden im Nutzungsplan Schutzzonen im Sinne von Art. 17 RPG ausgeschieden.
VS	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Grundsatz 5 aus Koordinationsblatt A.15 KRP: Erleichtern des öffentlichen Zugangs zum Ufer und zum See und Gewährleisten freien Begehbarkeit der Ufer (Langsamverkehr) unter Berücksichtigung der sensiblen Schutzgebiete und der Biotope.

Anhang

<p>Kt.</p>	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG 4. Art. 3 und 47 RPV 5. Art. 17 RPG
	<ol style="list-style-type: none"> 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Grundsatz 8 des Koordinationsblatts C.2 KRP verlangt das Erhalten und Stärken der Natur und der Biodiversität im städtischen Raum, insbesondere durch Begrünung des Siedlungsraums. 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Koordinationsblatt A.8 definiert, dass die grossen intakten Naturlandschaften auf nachhaltige Art und Weise zu schützen sind, die identitätsstiftenden Walliser Landschaften, die durch ihre Besonderheit, Vielfalt und Schönheit von übergeordnetem Interesse sind, zu erhalten und aufwerten sind, die offenen Landschaften wiederherzustellen, etc. 4. Art. 3 und 47 RPV: Nichts gefunden. 5. Art. 17 RPG: Erwähnung unter Art. 2 BauG.
<p>NE</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Gemäss Massnahme URB_C3 des Plan Directeur des rives du lac de neuchâtel ist der öffentliche Zugang zu dem Seeufer. 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Massnahme 2 des Kap. U_12 KRP beschreibt, dass die Verdichtung immer unter Beachtung einer hohen Siedlungsqualität geschehen soll, welche auch die Umweltbedürfnisse nach limitierter Lärmbelastung, Vorhandensein von Grünräumen etc. erfüllen kann. Kap. U_23 KRP widmet sich der Natur im Siedlungsraum und hat zum Ziel, die Natur und Biodiversität in der Stadt zu stärken. 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Gemäss Massnahme 1 des Kap. S_31 KRP sollen die bedeutenden und vielfältigen Neuenburger Landschaften auf allen Ebenen erhalten und aufgewertet werden, was als Querschnittsthema über alle Politiksektoren gelten soll. 4. Art. 3 und 47 RPV: nichts gefunden. 5. Art. 17 RPG: Eigene Bestimmung unter Art. 56 LCAT.

Anhang

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG 4. Art. 3 und 47 RPV 5. Art. 17 RPG
GE	<ol style="list-style-type: none">1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Kap. C09 KRP widmet sich den Seeufern und hat u.a. zum Ziel, den öffentlichen Zugang zu den Seeufern zu fördern. Dazu soll der Kanton eine Strategie zu Revitalisierung und öffentlichem Zugang der Seeufer entwickeln. Die Gemeinden sollen in ihren Nutzungsplänen die Entwicklungsmöglichkeiten des Seeuferzugangs erörtern.2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Gemäss den Massnahmen in Kap. A11 KRP sollen in den kommunalen Richtplänen und Quartierplänen Grünräume und öffentliche Räume definiert werden, die es zu erhalten, umgestalten oder neu schaffen gilt.3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Gemäss Kap. C04 KRP nimmt der Kanton an der Entwicklung eines grenzüberschreitenden Landschaftsprojektes teil, welches die charakteristischen Landschaften identifiziert und die Region strukturiert. Damit zusammenhängend erstellt der Kanton ein kant. Landschaftskonzept, welches die Schutz- und Transformationsmassnahmen definiert.4. Art. 3 und 47 RPV: nichts gefunden.5. Art. 17 RPG: Eigene Bestimmung unter Art. 29 LaLAT, wobei das Gesetz direkt unter dieser Bestimmung gewisse spezialgesetzlich ausgewiesene Gebiete als Schutzzone bezeichnet.
JU	<ol style="list-style-type: none">1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG: Gemäss Prinzip 11 des Kap. 3.11 KRP sind die Ufer der Flussläufe freizuhalten, um den öffentlichen Zugang zu und entlang der Ufer zu gewähren.2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG: Prinzip 6 des Kap. U.01.2 KRP verlangt von den Gemeinden, in ihrer Nutzungsplanung die Neugestaltung der öffentlichen Flächen in Betracht zu ziehen, um die Attraktivität der Freiflächen zu steigern.

Anhang

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: 1. Art. 3 Abs. 2 Bst. c RPG 2. Art. 3 Abs. 3 Bst. e RPG 3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG 4. Art. 3 und 47 RPV 5. Art. 17 RPG
	3. Art. 6 Abs. 2 Bst. b RPG: Gem. Art. 8 Abs. 5 LPNP können die charakteristischen Naturlandschaften der verschiedenen Regionen des Kantons geschützt werden. Kap. 3.02 KRP beschreibt, dass die Feststellung der Jurassischen Landschaften durch das Landschaftsinventar und die kommunalen Landschaftsentwicklungskonzepte geschieht. Ausserdem ist im Kapitel eine Karte über die jurassische Landschaftsentwicklung abgelegt. 4. Art. 3 und 47 RPV: Nichts gefunden. 5. Art. 17 RPG: Eigene Bestimmung unter Art. 58 LCAT.

2.2 Vorgaben Natur- und Heimatschutzgesetz

Die drei Inventare nach Art. 5 NHG müssen nach den Vorgaben der drei dazugehörigen Inventarverordnungen des Bundes von den Kantonen berücksichtigt und über die kantonale Richtplanung umgesetzt werden. Die Kantone sind für die Bezeichnung und den Schutz der Biotope von regionaler und lokaler Bedeutung im Rahmen von Art. 18 Abs. 1bis NHG und Art. 14 NHV selbst verantwortlich. Mit den Bestimmungen zum ökologischen Ausgleich (Art. 18b Abs. 2 NHG) formuliert das Natur- und Heimatschutzgesetz die Pflicht der Kantone, in intensiv genutzten Gebieten für ökologischen Ausgleich zu sorgen. Beim Screening der Vorgaben des Natur- und Heimatschutzgesetzes wurden die kantonalen Richtpläne und die kantonalen Naturschutzgesetzgebungen bzw. die kantonalen Baugesetzgebungen konsultiert.

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: 1. Art. 5 und 6 NHG 2. Art. 18b Abs. 1 NHG 3. Art. 18b Abs. 2 NHG
ZH	1. Art. 5 und 6 NHG: Unter Kap. 3.7.2 KRP werden BLN als Landschaftsschutzgebiete von kantonaler Bedeutung bezeichnet. Nach Kap. 2.4.3 und 4.4.3 tragen die Gemeinden im Rahmen der Nutzungsplanung dem ISOS bzw. dem IVS Rechnung. 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Die Regionen bezeichnen im regionalen Richtplan die Naturschutzobjekte von regionaler Bedeutung und die Gemeinden bezeichnen Naturschutzobjekte von kommunaler Bedeutung (Kap. 3.6.3 KRP). 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Nichts gefunden zum ökol. Ausgleich. Der Kanton führt aber eine Potenzialkarte für die Umsetzung von Massnahmen für ökologische Aufwertung und erarbeitet ein kantonales Vernetzungskonzept.
BE	1. Art. 5 und 6 NHG: Massnahmenblatt E_09 im KRP (Bundesinventare nach Art. 5 NHG berücksichtigen), wonach namentlich gilt, dass die Gemeinden die Inhalte der Bundesinventare mit Schutzvorschriften und je nach Inventar räumlichen Festlegungen gemäss der Bundesgesetzgebung in die Grundordnung umsetzen.

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG 2. Art. 18b Abs. 1 NHG 3. Art. 18b Abs. 2 NHG
	<ol style="list-style-type: none"> 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Biotopschutz in einem eigenen Kapitel im Naturschutzgesetz geregelt. Art. 19 NSchG: der Kanton sorgt für Schutz und Unterhalt der Biotope von nationaler und regionaler Bedeutung und die Gemeinden sorgen für Schutz und Unterhalt der Biotope von lokaler Bedeutung. Auflistung der oben erwähnten kantonalen Inventare und des Biodiversitätskonzepts 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Der ökologischer Ausgleich ist in Art. 21 NSchG geregelt: Der Kanton und die Gemeinden schliessen im Interesse des ökologischen Ausgleichs für bestimmte Flächen oder für ganze Landwirtschaftsbetriebe Verträge ab. Sie vereinbaren insbesondere die erforderlichen Nutzungsbeschränkungen, Bewirtschaftungsaufgaben, Pflege-, Gestaltungs- und Bepflanzungsmassnahmen. Gestützt auf diese Bestimmung hat der Kt. BE mit der Kiesbranche die sogenannte Branchenvereinbarung abgeschlossen, in welcher sich die Branche zwecks Gewährleistung des ökologischen Ausgleichs zu einer Lebensraum- und Artenförderung mittels Zielvorgaben und zu einer Aufrechterhaltung von mindestens 15 % der offenen Betriebsflächen über alle Standorte als ökologisch wertvolle Flächen verpflichtet hat.
LU	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: KRP definiert, dass Kanton Landschaftsstrategie entwickelt, gestützt auf nationale und regionale Landschaftsinventar. Die Landschaftsstrategie nennt an mehreren Stellen den Wert der 3 Bundesinventare (S. 37 betr. ISOS, S. 52 betr. IVS, S. 59 betr. BLN). 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Der Regierungsrat erlässt ein Inventar der Objekte, denen regionale Bedeutung zukommt, die Gemeinden erlassen ein Inventar der Objekte, denen lokale Bedeutung zukommt (§ 17 und 18 NLG). 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Die Gemeinden sorgen nach § 9 NLG dafür, dass in intensiv genutzten Gebieten innerhalb und ausserhalb von Siedlungen genügend ökologische Ausgleichsflächen vorhanden sind. Ökologische Ausgleichsflächen sind insbesondere auf den Grundstücken des Kantons und der Gemeinden zu schaffen und zu unterhalten. Ist der Bestand an ökologischen Ausgleichsflächen ungenügend oder sind die Wechselbeziehungen unter ihnen unterbrochen, sorgen die Gemeinden für eine Ergänzung oder Vernetzung. Die Gemeinden erlassen nach § 10 NLG in Zusammenarbeit mit der zuständigen Dienststelle einen Leitplan für die anzustrebenden Ergänzungen oder Vernetzungen der ökologischen Ausgleichsflächen.

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG 2. Art. 18b Abs. 1 NHG 3. Art. 18b Abs. 2 NHG
UR	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Nach Kap. 6.1-3 sichert der Kanton mit geeigneten Massnahmen den Schutz und die Pflege der im BLN-Inventar aufgeführten Schutzobjekte (mittels Schutzreglementen oder Vereinbarungen). Nach Kap. 4.4-1 und 4.4.2 berücksichtigen die Gemeinden die ISOS- und die IVS-Objekte in den kommunalen Planungen. 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Schutzmassnahmen für Schutzobjekte von nationaler und regionaler Bedeutung erlässt nach Art. 10 des Gesetzes über den Natur- und Heimatschutz der Regierungsrat, solche für Schutzobjekte von lokaler Bedeutung die betreffende Gemeinde. Unterlässt es eine Gemeinde, für Schutzobjekte von lokaler Bedeutung rechtzeitig genügende Schutzmassnahmen zu treffen, werden solche vom Regierungsrat angeordnet. Der Regierungsrat erlässt das kantonale Schutzinventar (Art. 17). Die Gemeinde trägt die Verantwortung für einen wirksamen Natur- und Heimatschutz, soweit es sich um Schutzobjekte von lokaler Bedeutung handelt (Art. 22). 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Massnahme 4.2-4 KRP definiert, dass die Gemeinden in intensiv genutzten Gebieten innerhalb des Siedlungsgebiets für einen ökologischen Ausgleich sorgen.
SZ	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Gemäss Kap. B-12.1 und B-12.2 KRP sind das ISOS- und das IVS-Inventar bei der Planung und Projektierung beizuziehen und in der Interessenabwägung entsprechend zu berücksichtigen. Nach Kap. L-6.1 sind die BLN-Gebiete in den kommunalen Nutzungsplanungen zu berücksichtigen. Die Gemeinden nehmen Bestimmungen zum angepassten Bauen in Bauzonen in BLN-Gebieten in ihre Baureglemente auf. Der Kanton setzt sich dafür ein, dass die rechtskräftigen Bauzonen aus den BLN-Gebieten entlassen werden. 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Die Gemeinden erstellen nach § 4 LSG Inventare der schutzwürdigen Landschaftselemente und Biotope. Diese enthalten eine Umschreibung, Bewertung und Einstufung der Schutzobjekte sowie Aussagen über die erforderlichen Schutz- und Unterhaltmassnahmen. Zuständig für den Schutz sind nach § 7 LSG der Kanton für die kantonalen Schutzobjekte und die Gemeinden für die kommunalen Schutzobjekte zu sorgen.

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG 2. Art. 18b Abs. 1 NHG 3. Art. 18b Abs. 2 NHG
	<p>3. Art. 18b Abs. 2 NHG: § 3 LSG definiert, was als ökologische Ausgleichsfläche gilt. Gemäss §9 Abs. 1 LSG sind die Gemeinden dafür zuständig, geeignete Flächen auf eigenem Grund oder durch Vereinbarungen festzulegen und durch Massnahmen zu ökologischen Ausgleichsflächen zu machen. Der Kanton sorgt auf seinen eigenen Grundstücken und bei eigenen Bautätigkeiten für den ökologischen Ausgleich.</p>
OW	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Gemäss Art. 5 der kantonalen NSV sind die vom Bund erlassenen Inventare Teil der kantonalen Inventare. Gem. Kap. C3.2-1 KRP sind raumwirksame Tätigkeiten unter Berücksichtigung der ISOS und IVS durchzuführen. Nach Kap. E3-2 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Nach Art. 5 der kant. NSV erarbeitet der Kanton Inventare der schutzwürdigen Objekte von regionaler Bedeutung und die Gemeinden Inventare der schutzwürdigen Objekte von lokaler Bedeutung. 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Nach Art. 15 der kant. NSV zum ökologischen Ausgleich dürfen standortgerechte Hecken, Feldgehölze, stehende und fließende Gewässer mit ihrer Ufervegetation, Waldsäume, Magerwiesen, Trockenstandorte und Streueflächen sowie extensiv bewirtschaftete Böschungen weder zerstört noch in ihrem Umfang und Charakter verändert werden. Hecken sind periodisch zu pflegen. Zudem ist der Bestand hochstämmiger freistehender Bäume im Sinne des Landschaftsbildes zu erhalten und die Ersatzanpflanzung hochstämmiger Obstbäume (Kernobst-, Steinobst- und Nussbäume) zu fördern.
NW	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Koordinationsaufgaben S3-1 und S3-4 KRP schreiben vor, dass das ISOS und das IVS mit seinen Zielen und Empfehlungen in einem Schutzplan durch die Gemeinden umgesetzt werden. Die BLN-Objekte werden entsprechend dem „BLN-Konzept Nidwalden“ umgesetzt. Zudem gilt, dass Eingriffe in Bauzonen innerhalb der BLN-Objekte der zuständigen Fachstelle zur Begutachtung vorzulegen sind. 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Zur Bestandaufnahme erarbeiten der Kanton und die Gemeinden gemeinsam Inventare der schutzwürdigen und der unter Schutz gestellten Objekte, die Objekte werden in solche von nationaler, regionaler oder lokaler Bedeutung unterteilt (Art. 6 und 7 NSchG). Der

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG 2. Art. 18b Abs. 1 NHG 3. Art. 18b Abs. 2 NHG
	<p>Schutz der regionalen Biotope ist durch die kant. Biotopschutzverordnung BSchV sichergestellt. Für die Objekte von lokaler Bedeutung sind gem. Art. 9 Abs. 2 NSchG die Gemeinden zuständig.</p> <p>3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Koordinationsaufgabe L1-3 KRP legt fest, dass mit Anreizen die Qualität und Vernetzung ökologischer Ausgleichsflächen verbessert werden soll.</p>
GL	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Nach Kap. N2-C/3 KRP sorgt der Kanton für den Schutz und den Unterhalt der Landschaften von nationaler und kantonaler Bedeutung. Er berücksichtigt die in den Inventaren festgelegten Ziele bei seinen raumwirksamen Tätigkeiten. Nach Kap. N2-C/4 KRP scheiden die Gemeinden die Landschaftsschutzgebiete für Landschaften von nationaler und kantonaler Bedeutung in ihrer Nutzungsplanung aus. 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Der Kanton sorgt für den Schutz und Unterhalt der nationalen und kantonalen Biotope (N2-C/1 KRP). Für den Schutz und Unterhalt der Biotope mit kommunaler Bedeutung sind die Gemeinden zuständig (N2-C/2 KRP). Die Inventare werden vom Regierungsrat beschlossen, wobei Objekte, die in einem vom Bund erlassenen Inventar aufgeführt sind, ohne weiteres auch als Bestandteil des kantonalen Inventars gelten (Art. 9 des Gesetzes über den Natur- und Heimatschutz). Die Inventare sind nach Art. 10 für die Behörden von Kanton und Gemeinden verbindlich. 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Nach Kap. N3.1-B/3 KRP werden die Schaffung und die Erhaltung von ökologischen Ausgleichsflächen gefördert. Gemäss Kap. N1-C/4 prüfen die Gemeinden die Schaffung von ökologischen Ausgleichsflächen und Vernetzungsprojekten im Bereich der Siedlungen und Naherholungsgebieten.
ZG	<p>1. Art. 5 und 6 NHG: Gemäss Kap. S 7.2.3 und S 7.5.1 KRP werden das ISOS sowie das IVS als Planungshilfe bei der Ausscheidung der Ortsbildschutzgebiete beigezogen. Nach Kap. L 7.2.1 dienen die BLN-Gebiete den Behörden von Kanton und Gemeinden als eine Grundlage für ihre planerischen Entscheide. Im Rahmen ihrer Interessenabwägung zeigen sie dies auf.</p>

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG 2. Art. 18b Abs. 1 NHG 3. Art. 18b Abs. 2 NHG
	<ol style="list-style-type: none"> 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Der Regierungsrat beschliesst nach § 3 des Gesetzes über den Natur- und Landschaftsschutz Massnahmen zur Erhaltung von Naturobjekten von regionaler Bedeutung. Die Gemeinden können für Objekte von lokaler Bedeutung sowie für den ökologischen Ausgleich innerhalb des Siedlungsgebietes Schutzmassnahmen im Sinne dieses Gesetzes treffen (§ 4). 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Nach § 1 Abs. 2 des Gesetzes über den Natur- und Landschaftsschutz sorgen der Kanton und die Gemeinden für den ökologischen Ausgleich innerhalb und ausserhalb des Siedlungsgebiets. Nach § 11 werden die Pläne und Bestimmungen für Massnahmen des ökologischen Ausgleichs im Einzelfall oder im Rahmen der Zonenplanung festgelegt. Die zonengemässe Nutzung des Bodens bleibt in Berücksichtigung des Ziels der getroffenen Massnahmen grundsätzlich gewährleistet.
FR	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Die Gemeinden schützen und sorgen nach Kap. T115. 3.3 KRP in ihrer Ortsplanung für die Umsetzung der vom ISOS festgelegten Ziele und Schutzmassnahmen. Nach Kap. T311. 3.3 KRP stellen sie die inventarisierten nationalen, kantonalen und regionalen Landschaften, also ins. die BLN, in ihrer Planung unter Schutz. 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Erfassung der Biotope erfolgt nach Art. 9 NatG über Vorinventare durch die Gemeinden (mit Unterstützung des Kantons): Die Gemeinden erfassen in einem Vorinventar die Biotope auf ihrem Gemeindegebiet, die nicht zu den Biotopen von nationaler Bedeutung gehören, ihnen aber schützenswert scheinen; dieses Inventar kann auch in einem interkommunalen oder regionalen Rahmen erstellt werden. Der Staatsrat bezeichnet nach Art. 10 NatG auf dem Verordnungsweg die Biotope von kantonaler Bedeutung; die in den Vorinventaren erfassten Biotope, die weder von nationaler noch von kantonaler Bedeutung sind, gelten als Biotope von lokaler Bedeutung; die Bestätigung, dass ein Objekt lokale Bedeutung hat, obliegt den Gemeinden und kann anlässlich der Unterschutzstellung erfolgen. Der Kanton ist verantwortlich für den Schutz von national und kantonale bedeutenden Biotopen, die Gemeinden für die lokal bedeutenden Biotope (Art. 14 NatG). 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Der ökologische Ausgleich wird in Art. 23 ff. NatG geregelt. Der Kanton und die Gemeinden sorgen demnach für einen angemessenen ökologischen Ausgleich in intensiv genutzten Gebieten. Neben den ökol. Ausgleichsmassnahmen in der Landwirtschaft (Art. 24 NatG),

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG 2. Art. 18b Abs. 1 NHG 3. Art. 18b Abs. 2 NHG
	<p>obliegt es den Gemeinden, weitere ökologische Ausgleichsmassnahmen einzuführen und zu fördern; dies gilt namentlich im Siedlungsgebiet (Art. 25 NatG).</p>
SO	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Schutz von Objekten aus ISOS, IVS und BLN wird unter den Kap. S-2.1, S-2.3 bzw. L-2.6 KRP sichergestellt. Wobei die BLN-Gebiete kantonal entweder mit der Juraschutzzone/Gebiet von besonderer Schönheit oder Eigenart, der kantonalen Uferschutzzone, kantonalen Naturreser- vaten oder kantonalen Vorranggebieten Natur und Landschaft geschützt sind und die Gemeinden in ihren Nutzungsplänen Landschaftsschutz- zonen für jene BLN-Gebietsteile ausscheiden, die aufgrund der Schutz- und Entwicklungsziele vollständig von Bauten und Anlagen freizuhalten sind (L-2.6 KRP). 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Massnahmen von kantonalen Bedeutung trifft der Kanton. Er ergreift nach Anhörung der betroffenen Regionalplanungsorgani- sation oder Gemeinde auch Schutzmassnahmen von regionaler oder kommunaler Bedeutung, wenn Region und Gemeinden nicht tätig werden (§ 3 Abs. 3 Verordnung über den Natur- und Heimatschutz). 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Nach § 119 Abs. 2 beinhalten die Naturschutzmassnahmen in intensiv genutzten Gebieten innerhalb und ausserhalb von Sied- lungen namentlich auch einen ökologischen Ausgleich mit Feldgehölzen, Hecken, Uferbestückung oder anderer naturnaher und standortgemässer Vegetation. Ökol. Ausgleichflächen sind bei Rekultivierungen, Liegenschaften von Kanton und Gemeinden sowie bei Strukturverbesserungen erfor- derlich (§ 18, 20 und 21 der Verordnung über den Natur- und Heimatschutz).
BS	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Kanton und Gemeinden ziehen die Bundesinventare ISOS und IVS als Planungshilfe bei (Kap. S1.6 KRP). 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Gem. §6 Gesetz über Natur- und Landschaftsschutz nimmt der Regierungsrat schützenswerte Naturobjekte von nationaler regionaler und lokaler Bedeutung auf Antrag des zuständigen Departements in das Inventar der geschützten Naturobjekte auf. Um die Verbindungs- achsen dieser Biotop zu koordinieren, wurde gestützt auf das Naturschutzkonzept das Biotopverbundkonzept erarbeitet.

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG 2. Art. 18b Abs. 1 NHG 3. Art. 18b Abs. 2 NHG
	<p>3. Art. 18b Abs. 2 NHG: §14 Verordnung über den Natur- und Landschaftsschutz beschreibt den ökologischen Ausgleich. Dieser bezweckt, Voraussetzungen für natürliche Dynamik zu schaffen, in intensiv genutzten Gebieten isolierte Lebensräume miteinander zu verbinden, die Artenvielfalt zu fördern, Natur und Landschaften in den Siedlungsraum einzubinden und das Landschaftsbild durch standorttypische Vielfalt zu beleben. Kanton und die Gemeinden Bettingen und Riehen erarbeiten namentlich im Rahmen ihrer Richtplanung Konzepte für genügenden ökologischen Ausgleich.</p>
BL	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Das BLN wird nach Kap. L3.3 KRP in der Richt- und in der Nutzungsplanung bewusst berücksichtigt. Das ISOS stellt nach Kap. L3.2 KRP eine zwingend zu beachtende Grundlage für die Richt- und Nutzungsplanung bei raumplanerischen Interessensabwägungen dar. Kanton und Gemeinden berücksichtigen das IVS nach Kap. L3.4 KRP in der Interessensabwägung bei Planungen und bei der Realisierung von raumwirksamen Vorhaben. In ihren Planungsberichten gemäss Art. 47 RPV zeigen die Gemeinden auf, wie sie die Inventare berücksichtigen. 2. Gemäss §12 Abs. 1 Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz nimmt der Regierungsrat schützenswerte Naturobjekte von nationaler und regionaler Bedeutung in das kant. Inventar der geschützten Naturobjekte aufgenommen. Er bezeichnet die Naturobjekte von regionaler Bedeutung. Die massgebenden Grundsätze sind im Inventar darzulegen. Auf Antrag der Einwohnergemeinden kann er auch Objekte von lokaler Bedeutung in das Inventar aufnehmen. Zudem erheben Kanton und Einwohnergemeinden die schützenswerten Landschaften und Naturobjekte zudem nach § 11 im Rahmen ihrer raum- und nutzungsplanerischen Aufgaben. Sie stützen sich dabei auf Fachgutachten. 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Nach §9 Abs. 2 Gesetz über Natur- und Landschaftsschutz sind Kanton und Gemeinden dafür zuständig, für ökologischen Ausgleich innerhalb und ausserhalb von Siedlungen zu sorgen.
SH	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: In den BLN-Gebieten haben der Schutz der Biotope und die ungeschmälerterte Erhaltung der Landschaft nach Kap. 1-3-1 Vorrang. Das IVS ist nach Kap. 3-7 KRP Grundlage für die Interessenabwägung, Planung und Projektierung. Nach Kap. 2-2-3 KRP berücksichtigen Kanton und Gemeinden bei allen raumwirksamen Vorhaben die Inventare des Bundes und des Kantons, namentlich u.a. das ISOS.

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG 2. Art. 18b Abs. 1 NHG 3. Art. 18b Abs. 2 NHG
	<ol style="list-style-type: none"> 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Gemäss Art. 6 Abs. 1 NHG/SH erstellen die Gemeinden unter Berücksichtigung der Vorgabe von Bund und Kanton Inventare der Schutzzonen und Schutzobjekte (Denkmalschutzinventar und Naturschutzinventar). Die Inventare und ihre Änderung bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates. Art. 7ff. NHG/SH regeln den Schutz der Schutzzonen und Schutzobjekte. 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Das Planungs- und Naturschutzamt kann bei Biotopen und ökologischen Ausgleichsflächen von nationaler und kantonaler Bedeutung die fachgerechte Pflege mit Bewirtschaftungsverträgen sicherstellen (§ 2a Naturschutzverordnung). Nach Kap. 1-2-1 wird ein Vorranggebiet für ökologische Ausgleichsmassnahmen bezeichnet, in welchem durch passende Massnahmen wie Bewirtschaftungsverträgen ein Netz aus naturnahen Flächen und Strukturen geschaffen werden soll.
AR	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Die ISOS-Objekte sind über kantonale Schutzzonenpläne rechtskräftig geschützt (Kap. S.4.1 KRP). Das BLN-Objekt ist über eine Landschaftsschutzzone geschützt (Kap. L.9.2 KRP). IVS: Nichts gefunden. 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Biotope werden entsprechend ihrer Dimension und Bedeutung entweder im Rahmen der kantonalen Schutzzonenplanung (Naturschutzzonen gemäss Art. 83 Baugesetz) oder aber im Rahmen des Einzelobjektschutzes gemäss Art. 86 Baugesetz in Verbindung mit Art. 34 dieser Verordnung geschützt (Art. 35 BauV). 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Keine Bestimmungen im Kantonsrecht. Festlegung 3.2 von Kap. L.2 KRP besagt, dass ökologische Ausgleichsmassnahmen grösstenteils das Landwirtschaftsgebiet betreffen. Der Sachplan "Lebensraumverbund AR" dient als Orientierungshilfe zur zielgerichteten und wirksamen Umsetzung dieser Massnahmen.
AI	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Das BLN-Gebiet wird im Richtplan (Objektblatt L.18 KRP) behördenverbindlich geschützt. Die Objekte des ISOS wurden gem. Objektblatt S.8 KRP in den Nutzungsplanungen der Bezirke umgesetzt, namentlich über Ortsbildschutzzonen. IVS: Nichts gefunden.

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG 2. Art. 18b Abs. 1 NHG 3. Art. 18b Abs. 2 NHG
	<ol style="list-style-type: none"> 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Geschützte Gebiete werden von der Standeskommission, gegebenenfalls auf Antrag der zuständigen Behörde entsprechend ihrer Schutzwürdigkeit in solche von regionaler oder von lokaler Bedeutung eingeteilt (Art. 2 VHN). Der Biotopschutz erfolgt durch den Erlass von Schutzzonen sowie bei Einzelobjekten durch den Erlass von Schutzlisten und -registern durch die Bezirke (Art. 34 VHN). 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Keine Bestimmungen im Kantonsrecht. Objektblatt L.8 KRP Der Kanton erarbeitet ein umfassendes Konzept zur Erhaltung und Aufwertung der ökologischen Funktionen sowie zum Schutz bedeutsamer und gefährdeter Landschaftsräume im Kanton (Lebensraumverbund).
SG	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Mit Massnahmen der Ortsplanung stellen die Gemeinden gemäss Kap. S31 KRP den Schutz der ISOS-Objekte parzellenscharf und grundeigentümergebunden innert zehn Jahren ab Genehmigung der Richtplan-Anpassung (genehmigt vom UVEK am 5. März 2013) durch den Bundesrat sicher. Die BL-Objekte sind nach Kap. V31 KRP über Landschaftsschutzgebiete geschützt. IVS: Nichts gefunden. 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Der Biotopschutz ist Sache der Gemeinden (Art. 128 PBG), ausser bei gemeindeübergreifenden Schutzgebieten (Art. 15 NSV). 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Nach Art. 130 PBG sorgen die Gemeinden in intensiv genutzten Gebieten innerhalb und ausserhalb des Siedlungsgebiets für den ökologischen Ausgleich mit Feldgehölzen, Hecken, Uferbestockungen oder anderer naturnaher und standortgemässer Vegetation.
GR	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Die BLN-Objekte sind mehrheitlich als Landschaftsschutzgebiete bezeichnet (S. 3.6.4 KRP). Die Gemeinden mit ISOS- und IVS-Objekten sichern im Rahmen der Nutzungsplanung den Schutz und die Weiterentwicklung im Sinne der Grundsätze. Sie erarbeiten hierfür Siedlungsinventare, Gestaltungs- bzw. Schutzkonzepte und treffen die erforderlichen Schutzmassnahmen (S. 5.4-3 KRP). 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Gemäss Art. 16 KNHG erfasst der Kanton die regional und lokal bedeutenden schutzwürdigen Biotope in einem Inventar. 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Art. 17 KNHG schreibt vor, dass Kanton und Gemeinden in intensiv genutzten Gebieten für ökologischen Ausgleich sorgen.

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG 2. Art. 18b Abs. 1 NHG 3. Art. 18b Abs. 2 NHG
AG	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Gem. Planungsgrundsatz B Kap. S1.5 KRP sind Inventare wie das ISOS, IVS etc. als Grundlagen bei der Planung und Projektierung beizuziehen. Planungsgrundsatz A des Kap. L2.4 KRP definiert, dass die Objekte der BLN zu berücksichtigen sind. 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Das zuständige Departement beschafft Inventare (= Bestandesaufnahmen von schutzwürdigen Landschaften, Landschaftselementen). Die Inventarobjekte werden nach ihrer Schutzwürdigkeit unterteilt in solche von nationaler, kantonaler und lokaler Bedeutung. Die Gemeinden legen Landschafts- und Naturschutzzonen fest und sichern Naturobjekte in allgemeinen Nutzungsplänen. Der Grosse Rat kann Landschafts- und Naturschutzzonen von überkantonaler oder kantonaler Bedeutung festlegen. 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Ökologischer Ausgleich: <ul style="list-style-type: none"> · § 40a Gesetz über Raumentwicklung und Bauwesen: Die Bauherrschaft leistet für Bauten und Anlagen mit erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt einen ökologischen Ausgleich. Die Grösse der Ausgleichsfläche entspricht höchstens 15 % der Fläche, die durch das Bauvorhaben verändert wird. Die Gemeinden können zweckgebundene Ersatzabgaben einführen. Nach § 39 Abs. 2 Bst. f BauV sind ökologische Ausgleichsflächen eine Bewilligungsvoraussetzung für Arealüberbauungen. · § 95 Abs. 1bis Gesetz über Raumentwicklung und Bauwesen: Für Strassenbauprojekte in Nichtbauzonen, welche die Landschaft wesentlich beeinträchtigen, sind ökologische Ausgleichsmassnahmen im Gesamtumfang von 3 % der Bausummen vorzusehen. · § 13 Naturschutzverordnung: Der ökologische Ausgleich bezweckt insbesondere den Erhalt natürlicher Lebensräume für einheimische Tiere und Pflanzen ausserhalb geschützter Biotope, Vernetzung von Biotopen, Bewahren der Artenvielfalt, ein naturnahes Landschaftsbild und schonende, naturnahe Bodennutzung.
TG	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Die Ortsbildschutzgebiete, deren Schutz noch nicht durch rechtsgültige Pläne und Vorschriften grundeigentümergebunden gesichert ist, sind im Rahmen der Ortsplanungen zu schützen (Kap. 1.10 A KRP). Die Gemeinden stellen den grundeigentümergebundenen Schutz der im Bundesinventar aufgeführten historischen Verkehrswege von nationaler Bedeutung sicher (Kap. 1.10 D KRP). In den Gebieten mit Vorrang

Anhang

<p>Kt.</p>	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG 2. Art. 18b Abs. 1 NHG 3. Art. 18b Abs. 2 NHG
	<p>Landschaft gelten erhöhte Anforderungen an den Standort und an die Gestaltung von bewilligungspflichtigen baulichen Eingriffen. Landwirtschaftszonen mit besonderen Nutzungen (gemäss Art. 16a Abs. 3 RPG) werden nur in Ausnahmefällen zugelassen (Kap. 2.3 A KRP).</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Gemäss §10 TG NHG sichern die Gemeinden Schutz und Pflege erhaltenswerter Objekte (in erster Linie durch Reglemente oder Nutzungspläne nach PBG). 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Laut§11 TG NHG obliegt es den Gemeinden, Massnahmen zum ökologischen Ausgleich anzuordnen und zu finanzieren. Dem ökologischen Ausgleich dienen insbesondere Feldgehölze, Hecken, Uferbestockungen oder andere naturnahe und standortgemässe Pflanzungen. Die Interessen der landwirtschaftlichen Nutzung sind zu berücksichtigen. Der RR koordiniert die Massnahmen zum ökologischen Ausgleich (§17 TG NHG).
<p>TI</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Gemäss Art. 13 und 14. NHG TI werden Schutzverordnungen für Objekte nationaler und kantonaler Bedeutung erlassen. Objekte von nationaler und kantonaler Bedeutung werden in nationalen und kantonalen Inventaren festgehalten. Gemäss Art. 11 können Schutzkategorien für Objekte nationaler, kantonaler und kommunaler Bedeutung erlassen werden. Gemäss Abschnitt 4.1 P4 (Schede P4: componenti naturali) ist die Sektion für Raumentwicklung für die korrekte Erarbeitung, Aufnahme und Förderung von Schutzverordnungen zuständig. Sie koordinieren auch deren Überwachung und prüfen die Übereinstimmung mit den Nutzungsplänen. 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Gemäss Art. 14 NHG TI. enthalten die Schutzverordnung die Beschreibung der Objekte und ihre kartographische Abgrenzung, die Gründe für den Schutz, die Schutzkategorie und die entsprechenden Schutz- und Verhaltensmassnahmen. 3. Art. 18b Abs.2 NHG: Gemäss Art. 6 NHG TI obliegt es den Kantonen in den intensiv genutzten Gebieten für einen ökologischen Ausgleich zu sorgen. Dabei wird insbesondere sichergestellt, dass der Biotopverbund erhalten bleibt.

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG 2. Art. 18b Abs. 1 NHG 3. Art. 18b Abs. 2 NHG
VD	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Im Kap. C11 KRP ist definiert, wie der Kanton mit einzelnen Bundesinventaren umgeht: Inventare zum Schutz des kulturellen Erbes werden in alle Planungen einbezogen und bilden die Basisdaten für kantonale, regionale oder kommunale Projekte. 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Regional und lokal bedeutende Biotope werden gem. Art. 20 Abs. 1 Bst. a LPrPNP in ein kant. Inventar aufgenommen. Mittels Nutzungsplänen werden sie nach Art. 27 LPrPNP unter Schutz gestellt. 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Laut Art. 43 LPrPNP soll der Kanton den ökologischen Ausgleich in Form von Hecken, Bäumen, Ufergehölz, etc. auf intensiv bewirtschafteten Flächen innerhalb und ausserhalb des Siedlungsgebiets fördern. Nach Art. 44 LPrPNP legen die Gemeinden auf lokaler oder regionaler Ebene Ziele und Aktionsprogramme im Siedlungsraum und in den Bauzonen fest, um die Biodiversität und die Qualität der Landschaft zu verbessern. Sie berücksichtigen diese in den Reglementen und Raumplänen, in der Baupolizei sowie in den interkommunalen Richtplänen. Das Aktionsprogramm präzisiert die Massnahmen, die u.a. ergriffen werden müssen, um die Verknappung von Lebensräumen für Tiere und Pflanzen zu verhindern und den Baumbestand und die Grünflächen zu stärken sowie um die Auswirkungen des Klimawandels abzuschwächen.
VS	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Laut Koordinationsblatt A.8 KRP berücksichtigt der Kanton die Bundesinventare bei all seinen raumwirksamen Tätigkeiten. Die Gemeinden übertragen die Schutzgebiete von nationaler, kantonaler und kommunaler Bedeutung sowie die schützenswerten traditionellen Landwirtschaftsflächen in ihren ZNP und integrieren die Schutzziele und die Bewirtschaftungsmodalitäten hinsichtlich dem Schutz der Landschaft ins BZR. 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Nach Art. 8 KNHG erstellt die fachlich zuständige Dienststelle in Zusammenarbeit mit den Gemeinden das Inventar der schutzwürdigen Objekte von kantonaler Bedeutung. In Zusammenarbeit mit der zuständigen Fachstelle erstellen die Gemeinden das Inventar der schutzwürdigen Objekte von kommunaler Bedeutung. Die Gemeinden sind nach Art. 8 zuständig für den Schutz der Objekte kommunaler Bedeutung gemäss der Raumplanungsgesetzgebung. Nach Erhalt der Vormeinung der zuständigen Dienststelle können die schutzwürdigen Objekte ausnahmsweise von Fall zu Fall innerhalb der Bauzone unter Schutz gestellt werden (Art. 12 Abs. 4 KNHG).

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG 2. Art. 18b Abs. 1 NHG 3. Art. 18b Abs. 2 NHG
	<p>3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Gemäss Art. 7 KNHG sind Flächen des ökologischen Ausgleichs in intensiv genutzten Gebieten Objekte des Naturschutzes. Art. 18 KNHG verpflichtet unter dem Titel ökol. Ausgleich Kantone und Gemeinden im Rahmen der Raumplanung und ihrer Projekte für die Erhaltung der Vielfalt und Mobilität der Arten zu sorgen.</p>
NE	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Die ISOS-Gebiete sind in den Planungsprozessen und bei Ansätzen zur städtebaulichen Aufwertung und zur Verdichtung der Zentren zu berücksichtigen; die Gemeinden berücksichtigen das IVS in ihrer Nutzungsplanung (Kap. R_35 KRP). Der Kanton nimmt bei der Erfüllung und Koordination der raumwirksamen Aufgaben innerhalb eines BLN-Perimeters die Interessenabwägung vor. Er übersetzt die Inhalte der einzelnen BLN-Objektblätter in operative Ziele und legt fest, wie diese umgesetzt werden sollen, in erster Linie im Rahmen bestehender oder bereits geplanter Planungsinstrumente (Kap. S_31 KRP). 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Nach Art. 13 Abs. 3 LCPN ist der Kanton zuständig für den Schutz schützenswerter Objekte von kantonaler und regionaler Bedeutung. Art. 16 Abs. 1 LCPN definiert, dass die Gemeinden für den Schutz schützenswerter Objekte von lokaler Bedeutung zuständig sind. Die im kommunalen Inventar aufgeführten Biotope bilden Schutzzonen im Sinne von Artikel 56 des kantonalen Raumplanungsgesetzes. Die Schutz- und Pflegemassnahmen werden in einem Reglement präzisiert (Art. 29 LCPN). Die im kantonalen Inventar aufgeführten Biotope werden aufgrund von kantonalen Schutzzonen- und Schutzobjektplänen unter Schutz gestellt (Art. 31 LCPN). 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: nichts gefunden in der Gesetzgebung.
GE	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: <i>Hinweis:</i> Im Kt. GE ist der Kanton für den Erlass der Nutzungsplanung zuständig. Die BLN-Objekte werden vom Kanton in den Planungsdokumenten berücksichtigt und die notwendigen Schutzperimeter festgelegt (Kap. C08 KRP). Auch die ISOS- und die IVS-Objekte sind in den städtebaulichen Dokumenten (Richtpläne von Quartieren, lokalisierte Quartierpläne) zu berücksichtigen und werden mit Nutzungsplänen umgesetzt.

Anhang

Kt.	<p>Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG 2. Art. 18b Abs. 1 NHG 3. Art. 18b Abs. 2 NHG
	<ol style="list-style-type: none"> 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Nach Art. 12 LBio erstellt das Departement in Zusammenarbeit mit dem für die Raumplanung zuständigen Departement und unter Beteiligung der betroffenen Kreise eine Kartografie der biologischen Kontinuen (Kernlebensräume) und Korridore, die als Referenz für die Erstellung eines Synthesepans dient. Dieser ist Bestandteil der kantonalen Biodiversitätsstrategie und führt zu einem sektoriellen Aktionsplan, der mit dem kantonalen Richtplan übereinstimmt. 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Gemäss Art. 14 LBio definiert der Kanton auf einer Karte die Gebiete zum ökologischen Ausgleich nach Art. 18b NHG. Die Karte ist Bestandteil der kantonalen Biodiversitätsstrategie und initiiert einen sektoralen Aktionsplan. Nach Art. 16 LBio ist in den bestehenden Siedlungsgebieten ein Inventar der Biodiversität zu erarbeiten. Zudem ist ein Anreizprogramm zu schaffen für die Entwicklung der Natur in der Stadt, dessen Umsetzungsmodalitäten, wie Art der Flächen, Art der Massnahmen, Begünstigte, finanzielle Beiträge, anerkannte Labels, auf dem Verordnungsweg präzisiert werden.
JU	<ol style="list-style-type: none"> 1. Art. 5 und 6 NHG: Die Gemeinden integrieren den Schutz und die Aufwertung von Objekten und Orten, die im ISOS aufgeführt sind, in ihre Ortsplanung (Kap. U.01.3). Die BLN-Objekte werden als Grunddaten in den kantonalen Richtplan aufgenommen. Diese Landschaften und Objekte sind intakt zu erhalten oder zumindest so weit wie möglich zu schonen (Kap. N.12). IVS: Nichts gefunden. 2. Art. 18b Abs. 1 NHG: Die Regierung erstellt und aktualisiert die Inventare der Objekte von regionaler Bedeutung (Art. 11 LPNP). Die Schutzmassnahmen für die Objekte von regionaler Bedeutung werden im Rahmen der Ortsplanungen oder durch Schutzbeschluss festgelegt. Die zum Schutz der Objekte von lokaler Bedeutung erforderlichen Massnahmen werden von den Gemeinden im Rahmen ihrer Ortsplanung festgelegt (Art. 12 LPNP). 3. Art. 18b Abs. 2 NHG: Art. 55 LPNP definiert, dass in Regionen mit intensiv genutzten Böden ein ökologischer Ausgleich stattfinden muss in Form von Anpflanzungen oder durch die Schaffung neuer Biotope, welche die biologische Vielfalt fördern.

2.3 Vorgaben Gewässerschutzgesetz

Das Ziel der Gewässerrevitalisierungspflicht nach Art. 38a GSchG ist die Wiederherstellung von naturnahen Bächen, Flüssen und Seen mit ihren charakteristischen Tier- und Pflanzenarten. Dabei ist eine Umsetzung durch die Kantone notwendig, wobei diese bei der Umsetzung viel Spielraum haben. Beim Screening der Gewässerrevitalisierungspflicht wurden primär die kantonalen Richtpläne und die kantonalen Revitalisierungsplanungen konsultiert.

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: Art. 38a GSchG
ZH	Revitalisierungsplanung Kanton Zürich 30.04.2015 (https://www.zh.ch/de/planen-bauen/wasserbau/planungsgrundlagen-wasserbau.html - 547129371) betroffene Gebiete in Kap. 3.4.2 aufgeführt.
BE	Revitalisierungsplanung des Kantons Bern, 2014 (GEKOB.2014; LANAT, AWA, TBA, AGR), Massnahmenblatt E_05 im KRP (Gewässer erhalten und aufwerten)
LU	Strategische Planung Revitalisierung Seeufer, Dezember 2022 (https://uwe.lu.ch/-/media/UWE/Dokumente/Themen/Gewaesser/Revitalisierung/Revitalisierung_Seeufer_KtLU_V04_10.pdf) und Revitalisierung Fliessgewässer, Dezember 2014 (https://uwe.lu.ch/-/media/UWE/Dokumente/publikationen/publikationen_03_M_bis_S/Revitalisierungsplanung_Bericht.pdf)
UR	Gemäss Massnahme 6.5-4 KRP erarbeitet der Kanton eine kantonale Revitalisierungsplanung. Kantonale Planung von Revitalisierungen und Gewässersanierung im Kanton Uri (https://www.ur.ch/docn/193460/B_AAPlanungsbericht_4_12.pdf)
SZ	Gemäss Beschluss L-12.1 KRP erarbeitet der Kanton eine kantonale Revitalisierungsplanung, in welcher er Koordination und Priorisierung in der Gewässerrevitalisierung festlegt. In §43 des kant. Wasserrechtsgesetzes wird die Revitalisierung durch Kanton, Bezirke und Gemeinden rechtlich gesichert. Mit

Anhang

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: Art. 38a GSchG
	der Strategischen Planung für Fliessgewässer (November 2020) und der Strategischen Planung für Seeufer (Januar 2022, Erläuterungsbericht zu Mitwirkung) koordiniert der Kanton die Revitalisierungsprojekte.
OW	Massnahme E6-1 KRP definiert, dass der Kanton in Zusammenarbeit mit den Gemeinden für die Revitalisierung der Gewässer sorgt, gemäss seiner strategischen Revitalisierungsplanung. Die Strategische Revitalisierungsplanung wurde nicht gefunden.
NW	Koordinationsaufgabe L6-1 zur Revitalisierung von Ufer- und Flachwasserbereichen am Vierwaldstättersee und L6-2 zur Revitalisierung von Fliessgewässern legen fest, dass eine strategische Revitalisierungsplanung die prioritären Massnahmen und Fristen für deren Umsetzung regelt.
GL	Gemäss N5-C/1 KRP sorgt der Kanton für die Revitalisierung der Gewässer gemäss seiner Revitalisierungsplanung. Die Gemeinden prüfen und realisieren Massnahmen zur Revitalisierung weiterer, nicht in der Revitalisierungsplanung erfasster Gewässer (N5-C/2 KRP).
ZG	Gemäss L8.1.2 KRP fördern Kanton und Gemeinden die ökologische und landschaftliche Aufwertung durch Unterhalt, raumplanerische Massnahmen und Revitalisierung. L8.1.3 KRP listet die Fliessgewässer auf, welche im Rahmen von Gesamtprojekten renaturiert werden sollen. L8.1.5 KRP setzt dabei die Prioritäten.
FR	In T403 KRP wird die Revitalisierung der Fliess- und stehenden Gewässer als Ziel genannt. Dies soll gem. der strategischen Planung des Kantons und unter Berücksichtigung der Herausforderungen und Grundsätze der Wald- und Grundwassererhaltung geschehen.
SO	Gem. E-1.1.2 KRP soll die Aufwertung von Gewässern gefördert werden. Das Amt für Umwelt hat sowohl eine Strategische Gewässerplanung (2014) sowie ein Wasserbaukonzept (2018) erarbeitet.

Anhang

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: Art. 38a GSchG
BS	Gemäss Planungsgrundsatz 6. des Kap NL1.1 KRP prüft der Kanton für Revitalisierungsmassnahmen die Errichtung eines Fonds oder eine zweckgebundene Finanzierung. Revitalisierungsmassnahmen dürfen die Trinkwasserversorgung nicht beeinträchtigen. Aufzuwertende Fliessgewässerabschnitte sind ebenfalls aufgeführt.
BL	Kap. L1.1 KRP verweist auf das Wasserbaukonzept. Das kantonale Wasserbaukonzept zeigt auf, wo im Kanton welche Vorkehrungen im Bereich der Revitalisierungen und des Hochwasserschutzes mittelfristig zu treffen sind. Es stützt sich auf §10 Gesetz über den Wasserbau und die Nutzung der Gewässer und definiert Massnahmen für einzelne Gewässerabschnitte, inkl. Raumbedarf, Grobkosten und Priorität.
SH	Gemäss Kap. 1-6 KRP besteht der Planungsgrundsatz, die Gewässerrevitalisierung und Gewässerdynamik zu fördern. In Unterkapitel 1-6-2 wird das Konzept der Gewässerrevitalisierung erläutert und die Priorisierung der Revitalisierungsprojekte in Tabelle und Karte dargestellt.
AR	In Kap. L.4 KRP ist eine Karte zur Revitalisierungsplanung enthalten. Sie enthält die in den nächsten zwanzig Jahren prioritär zu behandelnden Gewässer.
AI	nichts gefunden auf der Website des Kantons.
SG	Der Kanton St. Gallen besitzt seit 2014 eine kantonale Revitalisierungsplanung. Diese ist in der Richt- und Nutzungsplanung zu berücksichtigen und zeigt Vorrangstrecken für Revitalisierungen auf.
GR	Gemäss den Leitsätzen in Kap. 3.9 KRP erfolgen Revitalisierungen nach der strategischen Revitalisierungsplanung des Kantons, die in Absprache mit den Gemeinden 2014 erstellt wurde. Die strategische Revitalisierungsplanung zeigt auf, an welchen Gewässerabschnitten durch Revitalisierungen eine möglichst grosse Wirkung zur Wiederherstellung der natürlichen Funktionen im Verhältnis zum Aufwand erreicht werden kann.

Anhang

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: Art. 38a GSchG
AG	Gemäss Kap. L1.2 KRP führt der Kanton eine Liste mit Fliessgewässern, welche sich für die Renaturierung eignen. Er erarbeitet und verwirklicht Renaturierungsprojekte nach Massgabe der finanziellen Mittel. Gemäss Wassernutzungsgesetz WnG sind mindestens 5 % des jährlichen Wasserzinsenertrags für die Renaturierung, Vernetzung und ökologische Aufwertung der Gewässer zu budgetieren.
TG	Planungsauftrag 2.9 B KRP: Der Kanton erarbeitet unter der Mitwirkung der betroffenen Gemeinden eine behördenverbindliche Revitalisierungsplanung von stehenden Gewässern. Planungsgrundsatz 2.9 G KRP: Die Revitalisierung der Fliessgewässer soll gefördert werden. Gewässeraufwertungen und Ausdolungen sollen primär dort erfolgen, wo der Nutzen für Natur und Landschaft im Verhältnis zum voraussichtlichen Aufwand gross oder mittel ist.
TI	Mit der kantonalen Strategieplanung für die Revitalisierung der Fliessgewässer vom Dezember 2014 verfügt der Kanton Tessin über ein Instrument, welches ihm erlaubt die Planung der Gewässerrenaturierung der nächsten 20 Jahre vorzunehmen. Es ist aber kein Plan im Sinne des Raumplanungsgesetzes, sondern dient dazu die nötigen Ressourcen festzulegen, welche der Bund und der Kanton Tessin für die Revitalisierung benötigen. (https://www4.ti.ch//fileadmin/DT/temi/corsi_acqua/documenti/Pianificazione_strategica_Rivitalizzazione_corsi_acqua_Rapporto_finale_.pdf)
VD	Die Massnahmen aus Kap. E23 KRP verlangen, dass der Kanton ein umfassendes Wassermanagement fördert. Er erarbeitet zusammen mit den Gemeinden Konzepte zur Revitalisierung, der Renaturierung und dem Hochwasserschutz und stellt sicher, dass den Gewässern genügend Raum zur Verfügung steht.
VS	Koordinationsblatt A.13 KRP verlangt das Renaturieren der Fliessgewässer und das Wiederherstellen ihrer natürlichen Funktionen im weiteren Sinn: Revitalisieren der ufernahen Lebensräume unter Einbezug der Ökomorphologie und des naturnahen Geschiebehauhalts, Gewährleisten der freien Fischwanderung, Reduzieren schwerwiegender Beeinträchtigungen durch Schwall/Sunk und Sicherstellen der Restwassermengen. Der Kanton erarbeitet dazu die kantonalen Renaturierungsplanungen und überwacht deren Umsetzung gemäss den festgelegten Prioritäten.

Anhang

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: Art. 38a GSchG
NE	Gemäss dem Hauptziel in Kap. S_36 KRP sollen die minimal nötigen Gewässerräume gesichert werden und die Gewässerläufe und -flächen revitalisiert werden. Massnahme 7 definiert, dass die strategische Revitalisierungsplanung die Prioritäten der Revitalisierungsplanung regelt und nennt die prioritären Gewässerabschnitte.
GE	Die Massnahmen in Kap. C07 KRP verlangen, dass das Renaturierungsprogramm der Fliessgewässer weiterverfolgt wird. Der Kanton ist beauftragt, sowohl das Renaturierungsprogramm der Fliessgewässer als auch eine strategische Renaturierungsplanung zu erstellen.
JU	nach dem Prinzip 1 des Kap. 3.11 KRP muss der Kanton sicherstellen, dass die Flussläufe und die Ufer erhalten bleiben. Flussabschnitte in schlechtem Zustand sind zu einem naturnahen Zustand zu revitalisieren.

2.4 Vorgaben zur Siedlungsentwicklung nach innen

Die Analyse der Bestimmungen zur Siedlungsentwicklung nach innen (Art. 1 Abs. 2a bis RPG in Verbindung mit Art. 8a Bst. c RPG) wurde auf die Frage beschränkt, inwiefern diese zur Förderung der Biodiversität und der Landschaftsqualität im Siedlungsraum beitragen. Beim Screening der Vorgaben zur Siedlungsentwicklung nach innen wurden primär die kantonalen Richtpläne konsultiert.

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: Art. 1 Abs. 2a bis RPG in Verbindung mit Art. 8a Bst. c RPG
ZH	KRP Kap. 2.1.1 d) Siedlungsqualität erhöhen (Fokus eher auf Lärm, namentlich Strassenverkehrslärm aber auch Fluglärm).
BE	Strategiekapitel A1 Siedlung, Unterkapitel Siedlungsentwicklung nach innen fördern und nach aussen beschränken, Massnahmenblatt A_07 im KRP (Siedlungsentwicklung nach innen (SEin) fördern), wonach dabei Siedlungs- und Wohnqualität (Freiräume, öffentliche Räume, ortsbauliche Qualität etc.) berücksichtigt werden müssen. Neues Massnahmenblatt D_11 zur Klimaadaptation (geplant, aber noch nicht beschlossen bzw. genehmigt): Klimagerechte Siedlungsstruktur fördern; danach sollen die definierten Gemeinden mit besonderem raumplanerischen Handlungsbedarf in einem Richtplan (z.B. Richtplan Siedlungs- und Freiräume) Massnahmen für eine klimagerechte Siedlungsstruktur festlegen.
LU	Massnahme S2-3 KRP verlangt Förderung von kompakten und dichten Siedlungsformen mit hohen Qualitäten. §9 NLG verlangt, dass Gemeinde auch in intensiv genutzten Gebieten <u>innerhalb</u> von Siedlungen genügend ökologische Ausgleichsfläche sicherstellt.
UR	Massnahme 4.2-4 KRP setzt fest, dass zur Förderung der natürlichen Artenvielfalt in den Wohn- und Arbeitsgebieten angemessene Grün- und Freiflächen, sowie Naherholungsräume, erstellt werden. Die Flächen sollen dabei so angelegt werden, dass nach Möglichkeit eine ökologische Vernetzung möglich ist und konsequent einheimische Pflanzenarten gefördert werden.

Anhang

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: Art. 1 Abs. 2a bis RPG in Verbindung mit Art. 8a Bst. c RPG
SZ	Beschluss RES-1.2 b) KRP definiert, dass die Siedlungsentwicklung eine attraktive Siedlungsqualität beachtet und auf die Anliegen von Umwelt- und Naturschutz sowie den Erhalt der Ortsbilder und Kulturdenkmäler Rücksicht nimmt.
OW	Festlegung C2-1 KRP definiert, dass sich die Siedlungen im Kanton im Grundsatz nach innen entwickeln mit dem Ziel, die Siedlungsqualität zu erhöhen und den Verkehr raum- und umweltverträglich abzuwickeln. Jedoch keine weiteren Spezifizierungen.
NW	Gemäss Koordinationsaufgabe S1-4 KRP sollen Innenverdichtungsprojekte von einer Aufwertung der Aussenräume begleitet sein. In Siedlungsräumen mit hoher Dichte soll bei der Siedlungsentwicklung nach innen die Siedlungsqualität erhalten und erhöht werden, sowie die öffentlichen Räume und inneren Grünräume aufgewertet werden.
GL	Gemäss dem Beschluss N1-B/1 KRP zu Landschaftsqualität soll die Gestaltung der Siedlungen Freiräume lassen. Die Landschaftsqualität in Wohnumgebungen soll beibehalten und wenn möglich verbessert werden.
ZG	Gemäss S2.1.1 KRP werden die Siedlungsbegrenzungen festgesetzt, was eine SEIn nach sich zieht. Mit S5.3.1 KRP sorgen Kanton und Gemeinden für ökologische Ausgleichsflächen und naturnahe Umgebungsgestaltung in Siedlungsgebiet.
FR	Grundsatz in Kap. T103 KRP verlangt die Aufnahme der für die Artenvielfalt günstigen Gebiete und die Aufnahme von öffentlichen Räumen hoher Qualität, namentlich Grünflächen, in den Verdichtungsprozess.
SO	Gemäss s-1.2.4 KRP berücksichtigen die Gemeinden bei ihrer Siedlungsentwicklung in den OPs die Lebensräume von einheimischen Pflanzen und Tieren innerhalb der Siedlungsgebiete und erarbeiten dazu Naturkonzepte.

Anhang

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: Art. 1 Abs. 2a bis RPG in Verbindung mit Art. 8a Bst. c RPG
BS	In Kap. S1.1 KRP wird bei allen Massnahmen zur Siedlungsentwicklung nach innen auch eine Ausdehnung und Verbesserung des Angebots an öffentlichen Frei- und Grünräumen im bestehenden Siedlungsraum angestrebt. Der strategische Entscheid in Kap. St10 KRP(S.22) hat zum Ziel, dass Orte der Natur im Siedlungsraum erhalten und entwickelt werden. Veränderungen zum Nutzen von Ökologie und Siedlungsqualität werden ermöglicht.
BL	Gemäss dem Ziel e des Kap. S2.1 KRP ist auf die Versorgung mit Freiraum- und Naherholungsangeboten in Siedlungsgebiet besonders Wert zu legen.
SH	Laut Kap. 2-2-2 KRP sind im Rahmen der SEin besondere Anstrengungen erforderlich zur Erhöhung der Grün- und Freiräume. Bei der Verdichtung ist darauf zu achten, dass quartierbedeutsame Grünflächen erhalten oder neu geschaffen werden.
AR	In Kap. S.2.1 KRP wird erwähnt, dass im Rahmen der qualitativen Siedlungsentwicklung nach innen der Siedlungsdurchgrünung und der Anordnung von öffentlichen Freiflächen eine wichtige Bedeutung zukommt.
AI	nichts gefunden auf der Website des Kantons.
SG	Kap. S13 KRP zu Siedlungsentwicklung nach innen enthält Vorgaben zur Stärkung und Förderung der Freiflächensicherung sowie der Aussenraumgestaltung und Durchgrünung in Ergänzung zur baulichen Verdichtung.
GR	Gemäss Leitsatz in Kap. 5.1.2 KRP sichern Massnahmen auf Gemeindeebene eine massvolle Verdichtung bei gleichzeitiger Erhaltung beziehungsweise Steigerung der Siedlungsqualität, insbesondere der Wohn- und Aussenraumqualität.
AG	Gem. Kap. S1.1 KRP sind Anordnungen zur Sicherung und Entwicklung der erforderlichen Siedlungsfreiräume sowie Massnahmen zur ökologischen Aufwertung bisher selten in Bauordnungen eingeflossen. Neuere Ortsplanungen formulieren dazu Bestimmungen, zum Beispiel für Erholungsanlagen, zur

Anhang

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: Art. 1 Abs. 2a bis RPG in Verbindung mit Art. 8a Bst. c RPG
	Ausstattung der Freiräume, zum Grünflächenanteil und zum ökologischen Ausgleich. Planungsgrundsatz A zielt auf eine Aufwertung der Siedlungsqualität. Angestrebt wird eine qualitativ hochwertige Gestaltung und städtebauliche Einbettung von Siedlungselementen in die Landschaft. Ein besonderes Augenmerk gilt dabei der Aufwertung der öffentlichen Aussenräume und der Gestaltung der Bauzonengrenze.
TG	Gemäss Planungsgrundsatz 1.3B KRP ist bei der Siedlungsentwicklung nach innen eine hochwertige Siedlungsqualität anzustreben. Ein wesentlicher Faktor bei der Siedlungsqualität sind die Grün- und Freiräume.
TI	Gemäss Ziel 12 aus Kpt. 6 KRP fördert der Kanton einen sparsamen und nachhaltigen Umgang mit Grund und Boden durch eine verstärkte Siedlungsentwicklung nach Innen. Dabei wird geachtet, dass die positiven Aspekte einer kompakten Siedlung gegenüber den negativen überwiegen. Abschnitt 2 R6 (Schede R6: Sviluppo degli insediamenti e gestione delle zone edificabili) erläutert, welche Punkte für eine qualitative Verdichtung berücksichtigt werden müssen. So müssen Bauflächen effizienter genutzt werden, Grünräume miteinander vernetzt sein und genügend Frei- & Grünflächen, sowie Dienstleistungs- und Begegnungsangebote vorhanden sein.
VD	In Kap. A1 KRP wird erläutert, dass die Verdichtung von der ausgeprägten Forderung nach einer integrierten Bauweise und der Schaffung von öffentlichen Räumen begleitet ist.
VS	Koordinationsblatt C.2 KRP verlangt im Grundsatz u.a. das Erhalten und Stärken der Natur und der Biodiversität im städtischen Raum, insbesondere durch Begrünung des Siedlungsraums.
NE	Kap. S_34 KRP hat u.a. zum Ziel, die Biodiversität im urbanen Raum zu erhalten und stärken. Dazu soll u.a. ein Massnahmenplan "Biodiversité - Réseaux écologiques" entworfen werden, der auch die Verbindung von natürlichen und halbnatürlichen Räumen zur Biodiversitätsförderung stärkt.

Anhang

Kt.	Kantonale Handhabung bei der Umsetzung von: Art. 1 Abs. 2a bis RPG in Verbindung mit Art. 8a Bst. c RPG
GE	Nach KRP sind Grünräume für eine qualitativ hochwertige Siedlungsentwicklung wichtig. Kap. C08 KRP hat zum Ziel, die Biodiversität auch in Städten zu stärken und beauftragt die Gemeinden, in der Nutzungsplanung Massnahmen zur Biodiversitätsförderung im urbanen Raum zu integrieren. Kap. A11 KRP verfolgt das Ziel, die Biodiversität, die Natur im Siedlungsgebiet und die Bodendurchlässigkeit zu fördern. Dazu sollen die für den Grünraum erforderlichen Räume in den Siedlungen planungsrechtlich gesichert werden, die Bevölkerung in die Realisierung der öffentlichen Räume einbezogen werden, das Vorkauf- und Enteignungsrecht zum Vorteil von Grünflächen eingesetzt werden etc.
JU	Gemäss Kap. U.01.2 KRP sind die Gemeinden bedacht, bei Verdichtungsprojekten die siedlungsinternen Grünräume zu erhalten.

Anhang

Anhang 2: Protokolle Interviews Kantone

1. Kanton Aargau

BAFU: Überprüfung der Umsetzung des Bundesrechts im Bereich Biodiversität und Landschaftsqualität

Protokoll Interview Kanton Aargau

Interview vom 15. März 2023 von 9:00 bis 10:30 Uhr via MS-Teams

Teilnehmende:

- Daniela Bächli, Fachberaterin Siedlungsentw. & Freiraum, Abteilung Raumentwicklung
- Simon Egger, Sektionsleiter, Abteilung Landschaft und Gewässer
- Christian Kilchhofer, ecoptima ag
- Ann-Kathrin Braendle, ecoptima ag

Antworten auf die einleitenden Fragen

1. **Wie sehen Sie grundsätzlich den Zustand von Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet in der Schweiz bzw. Ihrem Kanton?**

Gemäss dem vom Kanton Aargau seit 1996 geführten Kessler-Index (Messsystem für die Entwicklung der Biodiversität) sieht man, dass die Biodiversität im Siedlungsraum auf tiefem Niveau stagniert. Es ist hier im Gegensatz zum Wald oder den sonstigen Räumen ausserhalb des Siedlungsgebiets keine positive Entwicklung ersichtlich. Es besteht daher ein besonders grosser Handlungsbedarf im Siedlungsgebiet. Darüber hinaus besteht ein enormer Wachstumsdruck und mit der Siedlungsentwicklung nach innen nimmt der Druck auf Freiflächen zu. 1/7 der Kantonsfläche gehört zur Bauzone und von dieser Fläche sind bereits 90% überbaut. Der Nutzungsdruck auf die Freiräume nimmt weiter zu.

2. **Was sind aus Ihrer Sicht die hauptsächlichen Herausforderungen für Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet?**

Ein grosses Thema sind sicherlich die Flächenkonkurrenz sowie die verfügbaren Flächen an sich. Es ist im Siedlungsgebiete bereits vieles versiegelt. Dabei sind nicht nur Gebäude ein grosses Problem, sondern generell versiegelte Flächen. Unterirdische Bauten sind zudem ein Problem für die Qualität der Freiräume gerade im Hinblick auf die Bepflanzung mit Bäumen. Auch die Vernetzung der Lebensräume ist schwierig. Betreffend den Begriff «Landschaftsqualität» ist festzuhalten, dass dieser weniger klar und dadurch anspruchsvoller ist, als der Begriff «Biodiversität».

3. **Welche Rolle spielt das Thema in Ihrem Kanton (Skala 1 –10)?**

Das Thema spielt im Kanton Aargau eine grosse Rolle und kann daher mit einer 10 bewertet werden. Dies zeigt sich bereits daran, dass sich sowohl die Abteilung Raumentwicklung als auch die Abteilung Landschaft und Gewässer mit diesem Thema beschäftigen. Auch im Bereich der Klimaanpassung ist der Kanton im Übrigen sehr aktiv. Es gibt auch diverse Vernetzungsplattformen, die rege genutzt werden. Die Gemeinden haben

eine wichtige Rolle inne und es wird daher versucht, diese mit in die Pflicht zu nehmen bzw. diese zu befähigen.

Es sind auch verschiedene politische Vorstösse hängig sowohl betreffend der Biodiversitätsförderung in der Siedlung als auch in der Landschaft.

Antworten auf die Fragen zur Umsetzung des Bundesrechts

4. Rechtliche Aspekte:

- **Wie wird das Bundesrecht im Bereich Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet in Ihrem Kanton umgesetzt?**

Besonders wichtig ist die Regelung zum Ökologischen Ausgleich in § 40 a Baugesetz. Aber auch die Regelung zur Siedlungsqualität in § 4 Abs. 1 Bst. d Bauverordnung spielt eine wichtige Rolle. Selbstverständlich kommt auch dem Richtplan eine zentrale Bedeutung zu. Aktuell ist hier beispielsweise eine Teilüberprüfung in Bearbeitung. So sollen sowohl die Hitzeanpassung als auch die Biodiversität verstärkt Einfluss finden. Unter anderem gibt es im Richtplan auch ein Strategiekapitel zum Klima. Dort ist der Grundsatz, die integrale Denkweise, Hitzeanpassung und Innenentwicklung zusammen zu betrachten, verankert.

- **Von welchen bundesrechtlichen Bestimmungen leiten sich die Vorgaben des Kantons ab?**

Der Planungsgrundsatz, eine hochwertige Siedlungsentwicklung nach innen, wird mit der Sondernutzungsplanung umgesetzt. Im RPG ist der Hinweis enthalten, dass Siedlungen viele Grünflächen und Bäume enthalten sollen. Auch auf diesen Aspekt wird beispielsweise vermehrt in Stellungnahmen in der Nutzungsplanung hingewiesen. Der Ökologische Ausgleich (18b Abs. 2 NHG) ist ebenfalls wichtig. Die Bestimmung wird mit einer neuer Vollzugsrichtlinie, die kurz vor ihrer Publikation steht, konkretisiert.

5. Organisatorische Aspekte:

- **Was sind die organisatorischen Gegebenheiten? Und wie funktioniert die Zusammenarbeit zwischen Natur- und Landschaftsschutz- sowie Raumplanungsfachstelle?**

Die Abteilung Raumentwicklung und die Abteilung Landschaft und Gewässer arbeiten sehr eng zusammen. Für die Biodiversität in der Siedlung ist Selina Gugelmann von der ALG zuständig. Daniela Bächli ist für die Förderung von qualitativen Freiräumen in der Siedlung sowie für das Thema hitzeangepasste Siedlungsentwicklung zuständig. Sie ist die Ansprechperson für die integrale Freiraumqualität in der Siedlung. Dabei steht insbesondere der integrale Anspruch im Vordergrund. Thema ist aber auch, wie man das Ganze bei der Sondernutzungsplanung einfordern kann. Auch bei verwaltungsinternen Koordinationsgeschäften wird unter den beiden Abteilungen eng zusammengearbeitet. Insgesamt besteht eine sehr gute Zusammenarbeit.

Die Kreisplaner haben bei der Prüfung von Nutzungs- und Sondernutzungsplanungen den Lead. Die Abteilung Landschaft und Gewässer nimmt Stellung bei

Nutzungs- und Sondernutzungsplänen. Zudem wird bei der Abteilung Raumentwicklung Frau Bächli als spezialisierte Fachperson bei diesen Geschäften hinzugezogen. Hier sind die Ressourcen entsprechend beschränkt, da es nur eine Person auf 200 Gemeinden gibt.

Die Naturschutzfachstelle hat den Kanton für die Nutzungs- und Sondernutzungsplanungen sowie für Baugesuche in vier Kreise aufgeteilt und jeweils auf ProjektleiterInnen verteilt. Zusätzlich gibt es eine Projektleitung für ökologische Infrastruktur sowie eine Projektleitung für das Thema Biodiversität im Siedlungsgebiet.

- **Wie läuft das Zusammenspiel zwischen Kanton und Gemeinden bei der Umsetzung des Bundesrechts? Insbesondere: Wird die Umsetzung des Bundesrechts im Bereich Biotopschutz und Landschaftsqualität im Rahmen von Nutzungsplanungen geprüft (Prüfung und Genehmigung von Nutzungsplänen gemäss Art. 26 RPG durch den Kanton)? Was sind die wichtigsten diesbezüglichen Handlungsanweisungen zuhanden der Gemeinden im kant. Richtplan? Gibt es allenfalls Wegleitungen, Arbeitshilfen, Checklisten des Kantons in diesen Bereichen?**

Die Freiraumqualität wird als weiches Kriterium beurteilt. Es gibt keine Checkliste, welche die Erfüllung der Freiraumqualität garantiert. Aktuell gibt es eine neue Arbeitshilfe «Ortsplanungsrevision», die aufzeigen soll, was Siedlungsqualität bedeutet. Es gibt durchaus Empfehlungen im Bereich Siedlungsqualität beispielsweise hinsichtlich genügender Freiräume oder Grünflächenziffern. Jedoch können diese Empfehlungen nicht gegen den Willen der Gemeinden umgesetzt werden. Aber diese Themen gewinnen mehr an Bedeutung für Gemeinden und diese bringen durchaus interessante Vorschläge ein. Die Gemeinde haben hier sehr viele Möglichkeiten und rechtliche Spielräume. Generell wird Gemeindeautonomie im Kanton Aargau sehr hoch gehalten.

Die früheren Musterbestimmungen «Bau- und Nutzungsordnung» erwiesen sich in der Anwendung als eher schwierig. Da sich der Bereich Biodiversität sehr rasch verändert, müssten die Musterbestimmungen laufend aktualisiert werden. Eine weitere Gefahr war, dass die Musterbestimmungen teilweise einfach nur übernommen wurden und nicht auf die aktuellen Gegebenheiten angepasst wurden; oder es wurden nur die gerade passenden Teile übernommen. Die Musterbestimmungen wurden deshalb aufgehoben und stattdessen wird eine neue modular aufgebaute Arbeitshilfe Ortsplanungsrevision aufgebaut. In der die allgemein gültigen thematischen Anforderungen an die BNO aufgeführt sind.

Den Gemeinden wird ein aufbereiteter Gemeindeordner von der Naturfachstelle digital zur Verfügung gestellt. Dieser soll die neue Arbeitshilfe fachlich ergänzen. Es geht darum, die Befähigung der Gemeinden entsprechend zu fördern.

6. Instrumente und Ressourcen:

– Was sind die wichtigen Instrumente zur Umsetzung des Bundesrechts?

Die Genehmigung der Bau- und Nutzungsplanung ist auf der raumplanerischen Seite das wichtigste Instrument. Hier ist der Abteilung wichtig, dass die Gemeinden früh im Austausch mit den Kreisplanern sind. Es werden Grundlagen abgegeben, die Vorgaben und Empfehlungen der Fachstellen aufzeigen. Selbstverständlich ist auch der Richtplan ein wichtiges Instrument. Auch die bereits erwähnte Arbeitshilfe «Ortsplanungsrevision», die aktuell entworfen wird, ist ein wichtiges Instrument. Es gibt daneben diverse Publikationen, um die Gemeinden zu sensibilisieren.

Ergänzend zu den gesetzlichen Instrumenten wird viel auf Stufe von Programmen gearbeitet. Hier steht insbesondere das Programm Natur 2030 im Vordergrund. Dabei wurden zwei Handlungsfelder aufgenommen, die das Thema in den Fokus nehmen: Handlungsfeld 6: «Menschen an Wert von Natur und Landschaft teilhaben lassen» sowie das Handlungsfeld «Kooperation im Dialog mit Partnern stärken». Bei sogenannten Vernetzungsplattformen wird gestützt auf das Programm 2023 Natur und Freiraumaufwertung im Siedlungsgebiet thematisiert. Man versucht auch über die soziale Medien für diese Themen zu sensibilisieren. Gestützt auf das Programm möchte man noch enger mit den Regionen / Regionalplanungsverbänden zusammenarbeiten. Es gibt schon länger mit einzelnen Regionalplanungsverbänden Leistungsvereinbarungen. Dies wird als wichtiges Instrument erachtet, um via die Regionalplanungsverbände an die Gemeinden zu gelangen.

Der Kanton erhofft sich, dass bei den Aggloprogrammen die Themen Biodiversität und Landschaftsqualität, wie vom Bund angekündigt, ein echtes Gewicht bekommen.

Ein weiteres Instrument ist der Immobilienstandard Biodiversität (Teil der Immobilienstrategie des Kt. AG), der aktuell ausgearbeitet wird.

Es braucht aus Sicht der Befragten neben den gesetzlichen Grundlagen auch Anreize. Dort könnte der Kanton Aargau noch besser dastehen, da zurzeit nur Leuchtturmprojekte gefördert werden können und es keine Unterstützung für Gemeinden gibt. Man möchte jetzt die Verordnung so anpassen, dass man Beiträge an die Gemeinden gewähren kann. Im Bereich der Raumentwicklung gibt es noch die Möglichkeit, mit Hilfe der Mehrwertabgaben finanzielle Hilfen für Gemeinden für Landschaftsprojekte und Aufwertung von Freiräume in Aussicht zu stellen (<https://www.ag.ch/de/verwaltung/bvu/raumentwicklung/innenentwicklung/planungswegweiser/6-mehrwertabgabe-und-baupflicht>).

Von der grossrätlichen Kommission für Umwelt, Bau, Verkehr, Energie und Raumplanung hat die Naturfachstelle den politischen Auftrag erhalten, ein Beratungsangebot für Biodiversität Im Siedlungsgebiet aufzubauen. Des Weiteren gab es ein Postulat aus bäuerlichen Kreisen, dass es eine harte Flächenquote für ökologisch wertvolle Flächen im Siedlungsgebiet brauche.

– Welche Ressourcen (personell und finanziell) stehen ungefähr zu Verfügung?

Der Kanton Aargau hat gemäss einem schweizweiten Ranking offenbar die schlankste Verwaltung; das merkt man im Alltag. Viele Fachstellen beurteilen ihre personellen Ressourcen als nicht ausreichend. Dies wird insbesondere im Bereich der Zielkonflikte deutlich. Hier bringt man sich als Fachstelle bei den Stellungnahmen gut ein und hofft, dass es entsprechend gut von der Gemeinde berücksichtigt wird. Wenn zu wenig Ressourcen bestehen, um diese Themen gut abzuhandeln und gut rüberzubringen, kommen viele Geschäfte auf dem Beschwerdeweg erneut zurück. Aktuell kann man eine Häufung der Beschwerden im Baubewilligungsverfahren im Bereich schützenswerte Lebensräume im Siedlungsgebiet beobachten. Eine Beschleunigung der Verfahren wird durch die tendenziell eher knapp Ressourcen verunmöglicht.

7. Ist Ihnen das Landschaftskonzept Schweiz (LKS) 2020, insb. die Ziele 8 und 9, bekannt? Inwiefern hilft es bei der Umsetzung des Bundesrechts?

Das LKS ist bekannt und wird bei der Argumentation genutzt (bspw. bei Kreditanträgen). Es wird auch bei der neusten Richtplanaktualisierung zur Argumentation genutzt. Es ist aber sehr allgemein gehalten und interpretationsbedürftig und nicht das härteste Instrument. Das LKS wird im Richtplan als Grundlage erwähnt und ist dafür sehr hilfreich.

8. Sind die neuen Musterbestimmungen «Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet» des BAFU bekannt? Inwiefern helfen sie bei der Umsetzung des Bundesrechts?

Sind bekannt und bauen fast auf den Musterbestimmungen des Kantons Aargau auf. Die beiden Ämter haben bei diesem Projekt mitgewirkt. Die Rückmeldung der Projektleitenden zu den Musterbestimmungen ist positiv. Insbesondere, dass die Bestimmungen so konkret sind. Auch die Grundlagen sind gut aufbereitet.

9. Spezifische Fragen zu den mittels Internetrecherchen entdeckten Instrumenten und Mechanismen des Kantons

9.1 Wurde von vielen Gemeinden das Instrument der zweckgebundenen Ersatzabgabe im Sinne von § 40a Gesetz über Raumentwicklung und Bauwesen eingeführt? Welche Erfahrungen wurden dabei gemacht? Ab wann wird das verlangt? Projektgrösse

Die Einführung einer Ersatzabgabe wurde noch nie zur Anwendung gebracht. Es werden jeweils die Massnahmen selbst eingeführt.

9.2 Ab wann wird der ökologische Ausgleich gemäss § 40a Gesetz über Raumentwicklung und Bauwesen verlangt? Projektgrösse?

Diese Vorgabe wird auch im Siedlungsgebiet angewendet; beispielsweise wird sie bei grossen Dienstleistungskomplexen im Siedlungsgebiet durchgesetzt und muss von Anfang an bei der Planung berücksichtigt werden. Unter «Bauten und Anlagen mit erheblichen Auswirkungen» sind alle Vorhaben subsumiert, die UVP-pflichtig sind. Auch bei Gestaltungsplänen wird der ökologische Ausgleich eingefordert. Hinzugezogen wird nicht nur § 40 a Gesetz über Raumentwicklung und Bauwesen sondern auch § 14

Naturschutzverordnung. Aktuell soll die gesamte Kantonale Praxis in einer Vollzugsrichtlinie festgehalten werden. Es soll eine Untergrenze im Sinne von §40a definiert werden. Wichtig ist, dass hier nicht nur die Quantität sondern die Qualität eine Rolle spielen.

9.3 Auffällig ist, dass viele Gemeinden im Kanton AG ein Biodiversitätskonzept haben. Wird dies vom Kanton gefördert?

Der Kanton fördert dies im Rahmen des Programms 2030. Der Fokus liegt hier auf Handlungsempfehlungen oder Leistungsvereinbarungen mit den Regionen.

Antworten auf die Fragen zum Handlungsbedarf

10. Sind Sie der Ansicht, das geltende Bundesrecht genüge zur Bewältigung der anstehenden Herausforderungen?

Jein! Der Ökologische Ausgleich ist sehr allgemein formuliert und delegiert die Aufgabe einfach an die Kantone. Das Bundesrecht könnte etwas konkreter sein. Des weiteren fehlen verbindlichere Vorgaben zum Thema Lichtverschmutzung und Umgang mit Neobiota.

Es gilt aber grundsätzlich festzuhalten, dass Verstärkungen des Bundesrechts allein nicht genügen werden. Nötig ist die ganze Palette an Massnahmen, also auch Anreize, Information, Kommunikation etc..

11. Falls Sie der Ansicht sind, das Bundesrecht sei nicht genügend, aus welchen der nachfolgenden Gründen ist dies aus Ihrer Sicht der Fall?

- weil das Bundesrecht von Zielen ausgeht, die unklar sind oder nicht erreicht werden können
- weil das Bundesrecht keine messbaren bzw. konkreten Vorgaben oder keine genügenden Anreize zum vorgegebenen Sollzustand enthält
- aus folgenden anderen Gründen:

Beim Ökologischen Ausgleich ist das Bundesrecht zu wenig konkret und enthält Lücken. Siehe im Übrigen die vorherigen Antworten.

12. In welchen der nachfolgenden Bereiche sehen Sie primären Handlungsbedarf?

- fehlende personelle/finanzielle Ressourcen, unklare Abläufe oder ungeklärte Zuständigkeiten (zwischen unterschiedlichen Fachstellen / Gebietskörperschaften)
- fehlender Wille der Umsetzenden / mangelnde Priorisierung von Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet
- fehlende Kontrollen, Sanktionen oder Anreize
- fehlende Bekanntheit des Bundesrechts auf kantonaler bzw. kommunaler Ebene
- andere Gesetze und/oder Rahmenbedingungen beeinträchtigen die effiziente und wirkungsvolle Umsetzung (Stichwort: Zielkonflikte)

Vollzug und Kontrolle sind ausbaufähig, dies hat auch der Kanton AG erkannt. Es wird zurzeit ein neuer GIS-Layer zum ökol. Ausgleich aufgebaut, so dass man risikobasiert, stichprobenartig Kontrollen durchführen kann. Grundsätzlich hängt ein guter Vollzug vor allem von den Gemeinde ab. Diese haben aber oft zu wenige Ressourcen. Das

Thema kommt bei den meisten Gemeinden ohnehin erst zum Schluss. Klar auch, dass hier Gemeindefusionen hilfreich wären.

13. Sehen Sie weiteren Handlungsbedarf?

Grundsätzlich sind in Sachen Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet Fortschritte nur möglich, wenn weiterhin mit einem integralen Ansatz gearbeitet wird. Insbesondere sind mit der Biodiversitätsförderung und der Freiraumqualität die Massnahmen für den Klimaschutz zu verbinden. Es besteht auch Handlungsbedarf im Bereich des Bodenschutzes und der Versiegelung.

14. Haben Sie allenfalls Vorstellungen, was aus Ihrer Sicht unternommen werden müsste und was Sie dem Bund empfehlen würden?

Der grösste Bedarf besteht in der Landschaft und nicht im Siedlungsgebiet, dies ist vorweg festzuhalten. Im Bereich der Siedlungsentwicklung nach innen sollte der integrale Ansatz gefördert werden. Die Themen Freiraumqualität, Biodiversität und Klima müssen unter einen Hut gebracht werden. Ein wichtiger Punkt ist den Boden zu schonen. Ein Thema sind hier auch Tiefgaragen. Hier ist es generell wichtig, dass genügend Flächen für Freiräume gesichert werden. Ein gutes Beispiel hierfür ist das diesjährige Siegerprojekt des Naturpreises des Kt. AG; das Projekt Rosengarten in Zofingen. Der Naturpreis wird als Kommunikationinstrument für gute Beispiele verwendet.

Ein weiterer Handlungsbedarf besteht im Bereich der Grenzabstände von Bäumen (EG-ZGB). Viele Bäume stehen im Grenzabstand und können deshalb bei einem natürlichen Abgang nicht mehr ersetzt werden. Aufgrund von geringen Parzellengrössen und den vorgegebenen Grenzabstände ist vielerorts das Pflanzen von grossen Bäumen gar nicht möglich. Mit der 5. Generation der Aggloprogramme besteht eine grosse Chance für die Biodiversität im Siedlungsraum. Voraussetzung ist, dass diese ernst genommen werde und dass der Bund hierzu klare Vorgaben entwickelt.

Im Bereich der Landschaftsqualität sind konkretere Anforderung hinsichtlich der qualitätsgebenden Kriterien notwendig; dies basierend auf einem modernen Landschaftsverständnis (integraler Ansatz). Allenfalls wäre eine Präzisierung über das LKS sinnvoll.

Antworten auf die Schlussfragen

15. Gibt es wichtige Punkte zum Thema Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet, die noch nicht zur Sprache gekommen sind?

Die Vorgabe mit dem Boden schonend umzugehen, sollte auch als Argument für die Freiraumförderung im Siedlungsgebiet genutzt werden. Diese Verknüpfung ist wichtig. Dies bedarf einer Zusammenarbeit über die Departementsgrenzen hinweg.

16. Haben Sie abschliessende Bemerkungen?

Generell gibt es inzwischen schon viele Konzepte. Die Durchsetzung und Beachtung im Alltag muss verbessert werden. Es fehlen noch Scharniere für deren Umsetzung; sie sollten besser eingefordert und kontrolliert werden können. Zudem sollte vermehrt geschaut werden, was Siedlungen im Bereich Ökologie leisten können. Ein Beispiel ist

hier die Ausnahmestellung des Siedlungsgebiets bei Gebäudebrütern. Bei einem Monitoring könnte hier mehr der Schwerpunkt gesetzt werden.

In der Arbeitshilfe «Ökologische Infrastruktur» des Bundes wird das Siedlungsgebiet nur marginal behandelt. Diesem Bereich sollte man in Zukunft mehr Gewicht geben.

Bern, 11. April 2023

Für das Protokoll
ecoptima ag

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A-K Braendle', written in a cursive style.

Ann-Kathrin Braendle

Anhang

2. Kanton Basel-Stadt

BAFU: Überprüfung der Umsetzung des Bundesrechts im Bereich Biodiversität und Landschaftsqualität

Protokoll Interview Kanton Basel-Stadt

Interview vom 04. April 2023 von 17:00 bis 18:00 Uhr via MS-Teams

Teilnehmende:

- Martin Sandtner, Leiter Abteilung Raumplanung, Dienststelle Städtebau & Architektur
- Yvonne Reisner, Leiterin Fachbereich Natur Landschaft Bäume, Dienststelle Stadtgärtnerei
- Christian Kilchhofer, ecoptima ag
- Ann-Kathrin Braendle, ecoptima ag

Antworten auf die einleitenden Fragen

1. **Wie sehen Sie grundsätzlich den Zustand von Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet in der Schweiz bzw. Ihrem Kanton?**

Die Biodiversität ist im Stadtkanton aus Sicht des Fachbereichs Natur Landschaft Bäume extrem unter Druck. Es wird massiv gebaut und verdichtet. Es gibt übergeordnete Ziele bspw. zu neuen Einwohnerzahlen und Verkehrsprojekten (z.B. Rheintunnel /Osttangente). Es hat sich zwar viel Natur in Bereichen von Industriebrachen entwickelt. Hier findet man Quellpopulationen, die in den städtischen Bereich ausstrahlen. Gerade diese wertvollen Brachen kommen aber im Zug der Siedlungsentwicklung nach innen verstärkt unter Druck.

Die Abteilung Raumplanung schätzt die Situation etwas positiver ein. Es sind Konflikte zwischen der Biodiversität im Siedlungsraum einerseits und Zielen zur inneren Verdichtung andererseits, die raumplanerisch bestmöglich gelöst werden.

Landschaftsqualität innerhalb vom Siedlungsgebiet kann mit der Qualität der öffentlichen Freiräume gleichgesetzt werden. Diese hat in Basel einen sehr hohen Stellenwert. Hier liegt das Augenmerk auf der Ästhetik und der Nutzbarkeit für die Menschen. In diesem Bereich ist die Situation sicher besser als bei der Biodiversität.

2. **Was sind aus Ihrer Sicht die hauptsächlichen Herausforderungen für Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet?**

Den Wert der Biodiversität deutlich zu machen, ist eine Herausforderung. Daneben besteht ein Konflikt zwischen der Siedlungsentwicklung nach innen und der Erhaltung bzw. Förderung der Biodiversität. Die Verdichtung hat seine Grenzen auch für die Lebensqualität der Menschen. Beispielsweise wird die Stadt immer mehr unterhöhlt (Tiefgaragen etc.). Dadurch gibt es keinen Wurzelraum mehr. Soll die Biodiversität im Siedlungsraum erhalten werden, insbesondere die Bäume, müsste die Unterbauung deutlich reduziert bzw. eingeschränkt werden.

Die Verdichtung nach Innen findet im Kanton Basel-Stadt auf ehemaligen Industriegebieten und Verkehrsflächen statt. Diese Flächen waren also bereits genutzt und

erhalten durch den Wandel teilweise sogar mehr Grün. Laut der Abteilung Raumplanung muss nicht immer ein Widerspruch zwischen der Verdichtung nach Innen und der Entwicklung von Grün- und Freiräumen bestehen.

3. Welche Rolle spielt das Thema in Ihrem Kanton (Skala 1 –10)?

Oftmals ist es aus der Sicht des Fachbereichs Natur Landschaft Bäume eine Art Kampf gegen die Interessen der Investoren. Es besteht das Gefühl, dass das Thema eine zu geringe Rolle spielt (Bewertung deshalb: 5-6). Bspw. hat Immobilien Basel-Stadt den Auftrag, günstigen Wohnraum zur Verfügung stellen. Dies wird oft so interpretiert, dass nichts bzw. zu wenig in die Baumpflege und Gartengestaltung investiert wird. Grosse Bebauungen, Industrie, Steuereinnahmen und Arbeitsplätze stehen meist im Vordergrund. Der Natur- und Landschaftsschutz wird bis zur Schmerzgrenze ausgereizt. Dies merkt man beim Ermessensspielraum im Vollzug, der aus der Sicht des Fachbereichs Natur Landschaft Bäume zu oft zu Ungunsten der Biodiversität im Siedlungsraum in Anspruch genommen wird.

Aus raumplanerischer Sicht sind Biodiversität und Landschaftsqualität zwei Anliegen, die hoch gewichtet werden. Die Themen geniessen in Basel einen vergleichsweise hohen Stellenwert – sowohl bei der politischen als auch bei der rechtlichen Auseinandersetzung. Das Thema wird deshalb mit 8-9 bewertet.

Antworten auf die Fragen zur Umsetzung des Bundesrechts

4. Rechtliche Aspekte:

- **Wie wird das Bundesrecht im Bereich Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet in Ihrem Kanton umgesetzt?**

Laut dem Fachbereich Natur Landschaft Bäume nutzen im Tagesgeschäft die tendenziell eher offenen Formulierungen des Bundesrechts im Vollzug wenig. Diese müssten konkreter ausgestaltet sein.

Die Vorgaben aus dem RPG findet sich im kantonalen Richtplan mit allgemeinen Formulierungen in Strategien und Leitsätzen wieder. Daneben gibt es auch die örtlichen Festlegungen von einzelnen Naturschutzobjekten. Dies sind wichtige Grundlage für die Nutzungsplanung. In den Bebauungsplänen gibt es bspw. Naturschutz-zonen. Selbstverständlich gibt es auch einen ökologischer Ausgleich und Ersatz bei Arealentwicklungen und grossen Infrastrukturprojekten.

Eine wichtige Rolle spielen die beiden kantonalen Naturinventare. Zum einen gibt es das Inventar der geschützten Naturinventarobjekte mit den Objekten, die über einen Regierungsratsbeschluss geschützt sind, und Schutzobjekte, die Naturschutz-zonen oder Schon-zonen sind. Und zum anderen gibt es das Inventar der schutzwürdigen Naturobjekte. Das ist ein Fachinventar und nicht grundeigentümer-verbindlich.

- **Von welchen bundesrechtlichen Bestimmungen leiten sich die Vorgaben des Kantons ab?**

Art. 18 NHG, Art. 3 und 6 RPG sind an sich akzeptiert und nicht mehr erklärungsbedürftig, sondern allgemein anerkannt.

5. Organisatorische Aspekte:

- Was sind die organisatorischen Gegebenheiten? Und wie funktioniert die Zusammenarbeit zwischen Natur- und Landschaftsschutz- sowie Raumplanungsfachstelle?

Der Fachbereich Natur Landschaft Bäume ist häufig eher am Reagieren. Die Planungsgeschäfte kommen durch die Abteilung Raumplanung zu ihnen. Sie wird aber meistens früh in den Planungsprozess mit einbezogen. Auch bei der Zonenplanung. Die Zusammenarbeit wird als gut bewertet. Ein wichtiger Aspekt ist, dass der Naturschutz bereits auf Ebene Nutzungsplanung Einfluss findet. Dies könnte auch explizierter so im Bundesgesetz verankert sein.

Auch die Abteilung Raumplanung beurteilt die Zusammenarbeit als gut.

- Wie läuft das Zusammenspiel zwischen Kanton und Gemeinden bei der Umsetzung des Bundesrechts? Insbesondere: Wird die Umsetzung des Bundesrechts im Bereich Biotopschutz und Landschaftsqualität im Rahmen von Nutzungsplanungen geprüft (Prüfung und Genehmigung von Nutzungsplänen gemäss Art. 26 RPG durch den Kanton)? Was sind die wichtigsten diesbezüglichen Handlungsanweisungen zuhanden der Gemeinden im kant. Richtplan? Gibt es allenfalls Wegleitungen, Arbeitshilfen, Checklisten des Kantons in diesen Bereichen?

Die Stadt Basel hat keine kommunale Verwaltung, sondern der Kanton übernimmt beide Ebenen. Daher wird die Nutzungsplanung ein Stück weit selbst geprüft. Aber es sind zwei verschiedene Abteilungen im Amt. Wenn eine der beiden weiteren Gemeinden des Kantons, wie beispielsweise Riehen, eine Nutzungsplanung macht oder ihren Zonenplan revidiert dann geht diese zur Vorprüfung an die Abteilung Raumplanung. Im Rahmen der Ämterkonsultation wird dann auch die Fachstelle Natur Landschaft Bäume mit einbezogen.

Wegleitungen, Arbeitshilfen etc. sind nicht verfügbar. Die Umsetzung der Naturschutzgesetzgebung ist an die Gemeinde delegiert. Diese sind auch für die Umsetzung des ökologischen Ausgleichs zuständig.

Im Richtplan gibt es bei den Objektblättern «Naturschutz und ökologische Korridore» und «Landschaftsschutz» jeweils Planungsanweisungen an die Gemeinden. Der Kanton und die Gemeinden setzen die Vorgaben für Naturschutzgebiete in ihren Zonenvorschriften um. Hier ist formal der Auftrag an die Gemeinden, die Richtplaninhalte in der Nutzungsplanung umzusetzen, gegeben.

6. Instrumente und Ressourcen:

- Was sind die wichtigen Instrumente zur Umsetzung des Bundesrechts?

Das Naturinventar ist eine wichtige Grundlage. Das Biotopverbundkonzept enthält die Anforderung, ein ökologisches Infrastrukturplanung zu machen. Des Weiteren gibt es ein kantonales Naturschutzgesetz sowie eine kantonale Naturschutzverordnung. Für den grenzüberschreitenden Landschaftspark Wiese gibt es noch

zusätzlich einen Landschaftsrichtplan. Hier spielen Landschaftsqualität und Biodiversität eine grosse Rolle. Wichtige Umsetzungsinstrumente sind konkrete Aufwertungsprojekte, wie beispielsweise Renaturierungen von Flussläufen.

– **Welche Ressourcen (personell und finanziell) stehen ungefähr zu Verfügung?**

In Basel kümmert sich der Fachbereich Natur Landschaft Bäume um mehrere Belange, daher ist es schwierig abzuschätzen, wie viele Ressourcen genau für Landschaftsqualität und Biodiversität im Siedlungsraum zur Verfügung stehen. Grundsätzlich werden die personellen Ressourcen aber als genügend erachtet (400%). Bei der Abteilung Raumplanung steht rund eine Vollzeitstelle, also ca. 100%, für das Thema Landschaftsfreiräume im Richtplan zur Verfügung. Die finanziellen Mittel werden als ausreichend beurteilt. Wenn überhaupt, bestehen die Engpässe in personeller Hinsicht.

Ein Thema, das auf Bundesebene zu diskutieren wäre: Der Kanton Basel-Stadt würde aus eigenem Antrieb keine Planung der ökologischen Infrastruktur vornehmen, da das vorhandene kantonale Biotopverbundkonzept aus Sicht des Kantons ausreichend ist. Hier stellt sich daher die Frage, warum der Bund diese Planungsarbeiten nicht vollständig finanziert. Es war schwierig und mit viel Arbeit verbunden, den notwendigen Kantonsanteil für die Finanzierung zu generieren.

7. Ist Ihnen das Landschaftskonzept Schweiz (LKS) 2020, insb. die Ziele 8 und 9, bekannt? Inwiefern hilft es bei der Umsetzung des Bundesrechts?

Ist dem Fachbereich Natur Landschaft Bäume nicht bekannt.

Bei der Abteilung Raumplanung ist das LKS bekannt und wird als treffend beurteilt. Es lassen sich daraus jedoch keine Forderungen oder konkrete Anhaltspunkte für die Interessenabwägungen im Einzelfall ableiten.

8. Sind die neuen Musterbestimmungen «Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet» des BAFU bekannt? Inwiefern helfen sie bei der Umsetzung des Bundesrechts?

Diese Bestimmungen sind bekannt, werden aber als nicht treffend für den Kanton Basel-Stadt beurteilt.

9. Spezifische Fragen zu den mittels Internetrecherchen entdeckten Instrumenten und Mechanismen des Kantons

9.1 Das Naturschutzkonzept gibt es schon recht lange. Wie hat sich dieses bewährt? Was können Sie zur geplanten Überarbeitung 2024 sagen?

Im Bereich öffentliche Grünflächen des Naturschutzkonzeptes soll die Aktualisierung 2024 erfolgen. Im Übrigen ist eine neue Biodiversitätsstrategie in Erarbeitung. Diese soll im Juni 2023 verabschiedet werden. Dort sind dann auch nochmals Massnahmen verankert, die Zielwerte definieren. Grundsätzlich soll mehr mit Zielwerten und Freiraumqualitäten gearbeitet werden.

Voraussichtlich wird das Naturschutzkonzept dennoch beibehalten und neu aufgearbeitet. Bspw. soll die Ersatzpflicht aufgenommen werden und es soll definiert werden, was für den Kanton ökologischen Ausgleich bedeutet.

9.2 Der Richtplan enthält vergleichsweise sehr verbindliche Formulierungen im Bereich Siedlungsentwicklung nach innen. Es wird eine Ausdehnung und Verbesserung an Frei- und Grünräumen angestrebt. Wie gehen Sie mit dieser Anweisung um?

Bei den Arealentwicklungen im Bereich ehemaliger Industrieflächen und Verkehrsflächen müssen neue Freiräume geschaffen werden. Dies wird eingehalten, wenn man die grossen Bebauungspläne anschaut. Im kantonalen Freiraumkonzept gibt es eine Richtgrösse von 9 m² öffentlich zugänglicher Grünfläche pro Einwohner/in und 3 m² pro Arbeitsplatz. Diese Richtgrösse kann nicht überall eingehalten werden. Aber dennoch werden auch bei der grössten Arealentwicklung mindestens 80% eingehalten. Dies bedeutet, dass im Vergleich zu früher zusätzliche Grünflächen geschaffen werden können.

Die Stadt Basel hat schon sehr lange einen eigenen Mehrwertabgabefond (vor Inkrafttreten der RPG-Revision 2014). Dieses Geld war viele Jahre lang zweckgebunden für die Aufwertung von Grünflächen. Dies rührt daher, dass der eigentliche Zweck der Mehrwertabschöpfung, Auszonungen zu finanzieren, im Kanton Basel-Stadt wegfällt. Die Zweckbindung Grünflächen wurde jetzt auch auf die Biodiversitätsförderung erweitert.

Antworten auf die Fragen zum Handlungsbedarf

10. Sind Sie der Ansicht, das geltende Bundesrecht genüge zur Bewältigung der anstehenden Herausforderungen?

Beim Verbesserungsbedarf werden genauere Vorgaben zum ökologischen Ausgleich gewünscht. Dasselbe gilt auch für die ökologische Infrastruktur. Die Anweisungen des Bundes in diesem Bereich sind eher unklar. Ein weiterer Punkt ist, dass der ökologische Ausgleich zwar Sache der Kantone ist, aber bei den teils sehr umfangreichen Bundesprojekten die Bundesbehörden Bewilligungsbehörden sind. Der Kanton kann in diesen Fällen lediglich Stellungnahmen abgeben und darf nichts zum ökologischen Ausgleich fordern. Schlussendlich wird bei diesen Projekten von Seite der Bundesbewilligungsbehörde nichts zum ökologischen Ausgleich gefordert. Dies wird als störend empfunden, da gerade hier ein erhöhter Handlungsbedarf besteht. Zudem ist die Biodiversität in den Siedlungen bisher zu wenig konkret beleuchtet worden (im Vergleich zur Landwirtschaftszone).

Die Abteilung Raumplanung sieht aktuell keinen Handlungsbedarf. Eine Bemerkung zu den aktuellen Entwicklungen: bei den Diskussionen rund um Energiesicherheit fiel auf, wie schnell die Biodiversität und Landschaftsqualität unter Druck geraten, wenn andere Interessen sehr hoch gewichtet werden. Diese Entwicklung hat für eine negative Überraschung gesorgt.

11. Falls Sie der Ansicht sind, das Bundesrecht sei nicht genügend, aus welchen der nachfolgenden Gründe ist dies aus Ihrer Sicht der Fall?

- weil das Bundesrecht von Zielen ausgeht, die unklar sind oder nicht erreicht werden können

- weil das Bundesrecht keine messbaren bzw. konkreten Vorgaben oder keine genügenden Anreize zum vorgegebenen Sollzustand enthält
- aus folgenden anderen Gründen:

Siehe die vorherigen Antworten.

12. In welchen der nachfolgenden Bereiche sehen Sie primären Handlungsbedarf?

- fehlende personelle/finanzielle Ressourcen, unklare Abläufe oder ungeklärte Zuständigkeiten (zwischen unterschiedlichen Fachstellen / Gebietskörperschaften)
- fehlender Wille der Umsetzenden / mangelnde Priorisierung von Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet
- fehlende Kontrollen, Sanktionen oder Anreize
- fehlende Bekanntheit des Bundesrechts auf kantonaler bzw. kommunaler Ebene
- andere Gesetze und/oder Rahmenbedingungen beeinträchtigen die effiziente und wirkungsvolle Umsetzung (Stichwort: Zielkonflikte)

Siehe die vorherigen Antworten.

13. Sehen Sie weiteren Handlungsbedarf?

Ein wichtiges Thema ist immer wieder die Mobilität. Velowege werden auf Kosten von Böschungen und Baumbeständen verbreitert. Die Interessenabwägungen sind schwierig und finden eher auf der politischen Ebene statt. Hier ist die gesetzliche Grundlage nicht sehr griffig.

14. Haben Sie allenfalls Vorstellungen, was aus Ihrer Sicht unternommen werden müsste und was Sie dem Bund empfehlen würden?

Siehe die vorherigen Antworten.

Antworten auf die Schlussfragen

15. Gibt es wichtige Punkte zum Thema Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet, die noch nicht zur Sprache gekommen sind?

Nein, vielen Dank.

16. Haben Sie abschliessende Bemerkungen?

Nein, vielen Dank.

Bern, 17. April 2023

Für das Protokoll
ecoptima ag



Ann-Kathrin Braendle

Anhang

3. Kanton St. Gallen

BAFU: Überprüfung der Umsetzung des Bundesrechts im Bereich Biodiversität und Landschaftsqualität

Protokoll Interview Kanton St. Gallen

Interview vom 29. März 2023 von 14:00 bis 15:00 Uhr via MS-Teams

Teilnehmende:

- Urs Gimmi, Abteilungsleiter Natur & Landschaft, Amt für Natur, Jagd und Fischerei
- Bruno Thürlemann, Abteilungsleiter Ortsplanung, Amt für Raumentwicklung und Geoinformation
- Christian Kilchhofer, ecoptima ag
- Ann-Kathrin Braendle, ecoptima ag

Antworten auf die einleitenden Fragen

1. **Wie sehen Sie grundsätzlich den Zustand von Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet in der Schweiz bzw. Ihrem Kanton?**

Ganz spezifische Daten im Bereich Biodiversität gibt es für den Kanton St. Gallen nicht. Das Biodiversitätsmonitoring Schweiz soll in Zukunft für den Kanton verdichtet werden, sodass spezifische Aussagen bspw. für den Siedlungsraum getroffen werden können.

Allgemein kann ein positiver Trend beobachten werden. Im Siedlungsraum gibt es eine hohe Biodiversität. Für Gebäudebrüter spielt die Siedlung inzwischen eine wichtige Rolle. Auch die Wahrnehmung der Biodiversität im Siedlungsraum ist sowohl bei der Bevölkerung als auch bei den Gemeinenden gestiegen. Die Gemeinden nehmen immer mehr Aufgaben in diesem Bereich wahr.

Eine Herausforderung oder sogar eine Chance auch für die Siedlungsökologie ist der Trend der Innenentwicklung. Hier besteht jedoch die Gefahr, dass wertvolle Lebensräume in Bedrängnis geraten. Wichtig ist eine qualitativ hochwertige Verdichtung. Eine der Hauptaufgaben ist es daher, dass es nicht nur um Verdichtung geht, sondern das Augenmerk auf eine qualitativ hochwertige Entwicklung gelegt wird. Aus raumplanerischer Sicht funktioniert die Innenentwicklung gut. Der Kanton setzt sehr stark darauf.

2. **Was sind aus Ihrer Sicht die hauptsächlichen Herausforderungen für Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet?**

Im Kanton St. Gallen gibt es ein ausgesprochen liberales politisches Umfeld. Dies wird beispielsweise beim Erlass neuer Gesetze auf kantonaler Ebene deutlich. Man tut sich schwer, qualitative Grundlagen im Planungs- und Baugesetz zu verankern. Als Beispiel kann hier die Grünflächenziffer genannt werden. Das politische Umfeld ist auch bei der Umsetzung in den ländlicheren Gemeinden spürbar. Hier ist es schwierig, qualitative Grundlagen zu schaffen, um die Biodiversität zu fördern.

Die Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet stellt eine grosse Herausforderung daher. Diese hängt auch mit der Baukultur zusammen. Die ländlichen Regionen haben aber

den Handlungsbedarf teils selbst erkannt. Z.B. wurde im Toggenburg ein entsprechender Leitfaden herausgebracht.

Eine Herausforderung ist die Fachplanung «ökologische Infrastruktur». Diese beinhaltet auch die Erstellung einer Landschaftskonzeption erstellt. In dieser übergeordneten Planung ist es teilweise schwer, den Siedlungsraum abzubilden. Es gibt zwar eine Arbeitshilfe vom Bund, aber diese gibt nicht konkret vor, wie mit dem Siedlungsraum umgegangen werden soll. Hier besteht eine gewisse Ratlosigkeit.

3. Welche Rolle spielt das Thema in Ihrem Kanton (Skala 1 –10)?

Der Bereich Landschaftsqualität spielt im Bereich von 4-5 eine Rolle. Im Bereich Biodiversität wird im Kanton einiges gemacht. Zu nennen ist hier bspw. die kantonale Biodiversitätsstrategie. Hier wird die Rolle im Bereich 6-7 verankert.

Antworten auf die Fragen zur Umsetzung des Bundesrechts

4. Rechtliche Aspekte:

- **Wie wird das Bundesrecht im Bereich Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet in Ihrem Kanton umgesetzt?**

Der Ökologische Ausgleich (18b Abs. 2 NHG) wird im Siedlungsraum eingefordert, wenn es um grössere Projekte wie Sondernutzungspläne geht; hier gibt es manchmal Abstimmungsprobleme bei den Zuständigkeiten zwischen den Gemeinden und dem Kanton. Sondernutzungspläne gehen zur Vernehmlassung immer an das Amt für Natur, Jagd und Fischerei. Dort wird das Thema Freiraum und Ökologie detailliert angeschaut.

Als Instrument ist der Richtplan zu nennen, der unter dem Haupttitel «Natur und Landschaft» diverse Kapitel in diesem Bereich enthält. Wichtig ist, dass auch das Landschaftskonzept noch gut verankert wird.

Im Rahmen der Ortsplanungsrevisionen werden die Gemeinden motiviert, im Rahmen ihrer Richtplanung das Thema Biodiversität und Landschaftsqualität aufzunehmen. Hier gibt es jedoch personelle Engpässe bei den Gemeinden. Ansonsten gibt es noch die klassischen Instrumente im Bereich der Zonenplanung mit beispielsweise Freihaltezonen und Gewässerräume. Hervorzuheben ist auch die neue Grünflächenziffer im Bau- und Planungsgesetz.

- **Von welchen bundesrechtlichen Bestimmungen leiten sich die Vorgaben des Kantons ab?**

Bei den Diskussionen wird auf die allgemeinen Grundsätze des RPG und NHG verwiesen. Aber in der Umsetzung und Planung wird einfach für das Thema sensibilisiert. Auch die Motivation steht mehr im Vordergrund. Im Bereich ökologischer Ausgleich und Ersatz wird sich natürlich eng aufs NHG bezogen.

5. Organisatorische Aspekte:

- **Was sind die organisatorischen Gegebenheiten? Und wie funktioniert die Zusammenarbeit zwischen Natur- und Landschaftsschutz- sowie Raumplanungsfachstelle?**

Speziell im Kanton St. Gallen ist, dass viele Aufgaben an die Gemeinden delegiert werden. Zwischen den Fachstellen gibt es eine enge und gute Zusammenarbeit. Hervorzuheben sind die kurzen und unkomplizierten Kommunikationswege. Der Themenbereich ist für das Amt für Raumentwicklung wichtig, wobei ihre Fachstelle das Amt für Natur, Jagd und Fischerei ist.

Klar ist, dass ausgewiesene Landschaften (BLN etc.) spezieller angeschaut werden als «Alltagslandschaften». Die Zuständigkeiten für den Landschaftsschutz sind aber oftmals nicht ganz klar. Sind «Alltagslandschaften» betroffen, wird das Amt für Natur, Jagd und Fischerei oftmals gar nicht im Prozess einbezogen. Hier gibt es einen gewissen Abstimmungsbedarf zwischen den Ämtern. Wahrscheinlich gibt es nicht genügend Ressourcen im Amt für Natur, Jagd und Fischerei.

- **Wie läuft das Zusammenspiel zwischen Kanton und Gemeinden bei der Umsetzung des Bundesrechts? Insbesondere: Wird die Umsetzung des Bundesrechts im Bereich Biotopschutz und Landschaftsqualität im Rahmen von Nutzungsplanungen geprüft (Prüfung und Genehmigung von Nutzungsplänen gemäss Art. 26 RPG durch den Kanton)? Was sind die wichtigsten diesbezüglichen Handlungsanweisungen zuhanden der Gemeinden im kant. Richtplan? Gibt es allenfalls Wegleitungen, Arbeitshilfen, Checklisten des Kantons in diesen Bereichen?**

Die Gemeinden haben grundsätzlich viele Kompetenzen. Der kommunale Richtplan, als wichtiges Instrument der Nutzungsplanung der Gemeinden, wird im Kanton St. Gallen nicht genehmigt, sondern vom Amt für Raumentwicklung nur zur Kenntnis genommen. Die Gemeinden müssen dem Amt die Planung nur zur Stellungnahme unterbreiten. Im Bereich der Nutzungsplanung gibt es keine Pflicht zur Vorprüfung. In aller Regel werden die Nutzungspläne jedoch freiwillig zur Vorprüfung geschickt. Der Naturschutz wird bei Ortsplanungen durch das Amt für Natur, Jagd und Fischerei immer geprüft.

Eine wichtige Rolle spielen die Schutzverordnungen der Gemeinden. Diese sind ein klassisches Instrument, bei denen der fachliche Input durch das Amt für Natur, Jagd und Fischerei wichtig ist und immer abgeholt wird. Im Bereich der Schutzverordnungen gibt es verschiedene Wegleitungen. Hier werden fachliche Grundlagen zur Verfügung gestellt (bspw. Heckenmonitoring). Daneben gibt es auch eine Musterschutzverordnung. Wegleitungen für Ortsplanungen und Grünraumplanungen gibt es nicht. Es gab früher eine Art unausgesprochene Weisung, dass dies Sache der Gemeinden sei.

6. Instrumente und Ressourcen:

- **Was sind die wichtigen Instrumente zur Umsetzung des Bundesrechts?**

Die Nutzungsplanung auf Gemeindeebene.

- **Welche Ressourcen (personell und finanziell) stehen ungefähr zu Verfügung?**

Das Amt für Natur, Jagd und Fischerei ist personell eher schmal aufgestellt. Auch das Amt für Raumentwicklung hat keine spezifische Stelle für das Thema Grünraum / Biodiversität und ist personell auch eher schlecht aufgestellt.

Finanziell gelangt der Kanton im Naturschutzbereich durch Programmvereinbarungen mit dem Bund grundsätzlich zu genügenden Mitteln. Auch für die Biodiversitätsstrategie gibt es seit 2018 zusätzliche Mittel.

7. Ist Ihnen das Landschaftskonzept Schweiz (LKS) 2020, insb. die Ziele 8 und 9, bekannt? Inwiefern hilft es bei der Umsetzung des Bundesrechts?

Das LKS ist bekannt und wird bei Landschaftskonzeptionen durchaus als Orientierung genutzt. Im Alltag bei der Bearbeitung der Sachgeschäfte spielt das LKS aber keine grosse Rolle, da es eher allgemein gehalten ist. Auch beim Amt für Natur, Jagd und Fischerei fliesst das LKS inhaltlich mit ein.

8. Sind die neuen Musterbestimmungen «Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet» des BAFU bekannt? Inwiefern helfen sie bei der Umsetzung des Bundesrechts?

Diese Bestimmungen sind im Amt für Natur, Jagd und Fischerei bekannt. Die Muster werden weitergegeben, wenn eine Gemeinde danach fragt. Der Abteilung Ortsplanung sind die Bestimmungen noch nicht bekannt.

Grundsätzlich ist der Kanton froh, wenn Gemeinden direkt auf Bundesrecht gestützt etwas umsetzen können.

9. Spezifische Fragen zu den mittels Internetrecherchen entdeckten Instrumenten und Mechanismen des Kantons

- 9.1 Die kantonale Biodiversitätsstrategie wurde bereits genannt. Könnten Sie dazu noch nähere Ausführungen machen?

Die Biodiversitätsstrategie des Kantons ist seit 2018 in Kraft und hilft, Massnahmen in diesem Bereich zu fördern. Eine Stossrichtung ist, dass der Kanton eine Vorbildfunktion beim Umgang mit kantonseigenen Bauten hat (z. B. Vertikalbegrünungen). Ansonsten gibt es Unterstützungsmöglichkeiten für Gemeinden, wenn diese eine eigene Strategie entwickeln möchten. Auch bei Umsetzungsprojekten gibt es einen Beitrag. Die Biodiversitätsstrategien werden von den Gemeinden stark nachgefragt. Fast die Hälfte aller Gemeinden hat bereits so eine Strategie.

- 9.2 Macht die Stadt St. Gallen wirklich viel im Bereich Biodiversität?

Politisch und in der Verwaltung ist die Biodiversität im Siedlungsraum ein grosses Thema in der Stadt. Dies ist ersichtlich, wenn man durch die Stadt geht. Der Versiegelungsgrad ist zwar noch recht hoch, aber es wird bereits vieles umgesetzt. Auch der Baumschutz ist in St. Gallen recht stark.

Antworten auf die Fragen zum Handlungsbedarf

10. Sind Sie der Ansicht, das geltende Bundesrecht genüge zur Bewältigung der anstehenden Herausforderungen?

Wenn überhaupt, klemmt es eher im Bereich der kantonalen Gesetzgebung, die alles an die Gemeinden delegiert. Es liegt also wahrscheinlich kein grundsätzlicher Mangel auf

Bundesrechtsebene vor. Wichtig ist bei solchen Themen vor allem, mit Motivation und Überzeugung zu arbeiten und die Menschen so von deren Wichtigkeit zu überzeugen.

11. Falls Sie der Ansicht sind, das Bundesrecht sei nicht genügend, aus welchen der nachfolgenden Gründen ist dies aus Ihrer Sicht der Fall?
- weil das Bundesrecht von Zielen ausgeht, die unklar sind oder nicht erreicht werden können
 - weil das Bundesrecht keine messbaren bzw. konkreten Vorgaben oder keine genügenden Anreize zum vorgegebenen Sollzustand enthält
 - aus folgenden anderen Gründen:

Siehe die vorherigen Antworten.

12. In welchen der nachfolgenden Bereiche sehen Sie primären Handlungsbedarf?
- fehlende personelle/finanzielle Ressourcen, unklare Abläufe oder ungeklärte Zuständigkeiten (zwischen unterschiedlichen Fachstellen / Gebietskörperschaften)
 - fehlender Wille der Umsetzenden / mangelnde Priorisierung von Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet
 - fehlende Kontrollen, Sanktionen oder Anreize
 - fehlende Bekanntheit des Bundesrechts auf kantonaler bzw. kommunaler Ebene
 - andere Gesetze und/oder Rahmenbedingungen beeinträchtigen die effiziente und wirkungsvolle Umsetzung (Stichwort: Zielkonflikte)

Fehlende personelle Ressourcen und fehlender Willen bei den Umsetzenden. Gemeinden, die stark in der Verantwortung stehen, sind teilweise überfordert. Die Herausforderungen für die Gemeinden sind enorm, oft fehlt es an den personellen und finanziellen Ressourcen. Teilweise lassen sich schlicht auch keine geeigneten Fachbüros finden.

13. Sehen Sie weiteren Handlungsbedarf?

Wurde bereits genannt.

14. Haben Sie allenfalls Vorstellungen, was aus Ihrer Sicht unternommen werden müsste und was Sie dem Bund empfehlen würden?

Bspw. bei der Thematik Gewässerräume kann bei der Auslegung des Begriffs «dicht überbaut» festgestellt werden, dass das BAFU weit von der Praxis entfernt ist. Dies fällt auch bei diversen sonstigen Fach- und Sachfragen auf. Die Zusammenarbeit mit dem Bund ist also nicht immer einfach. Innerhalb der Bundesverwaltung wird fachlich und sachlich teilweise nicht optimal koordiniert und das Ganze erscheint wenig lösungsorientiert. Das vernünftige Arbeiten mit den bestehenden Regeln sollte im Vordergrund stehen.

Antworten auf die Schlussfragen

15. Gibt es wichtige Punkte zum Thema Biodiversität und Landschaftsqualität im Siedlungsgebiet, die noch nicht zur Sprache gekommen sind?

Im Zusammenhang mit der Biodiversitätsstrategie war feststellbar, dass es sehr schwierig ist, wenn Projekte im Siedlungsraum mit Bundesmitteln gefördert werden könnten, hier die vom Bund verlangte rechtliche Sicherung zu erreichen. Eigentlich ist

die gleiche rechtliche Sicherung wie im Aussenbereich verlangt. Dies bindet verhindert es aus Sicht des Kantons manchmal, ein gutes Projekt zu unterstützen.

16. Haben Sie abschliessende Bemerkungen?

Nein, vielen Dank.

Bern, 17. April 2023

Für das Protokoll
ecoptima ag

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A-K Braendle', written in a cursive style.

Ann-Kathrin Braendle

Anhang

**4a. Canton de Vaud: Section Nature dans l'espace bâti et
paysage**

OFEV : Examen de la mise en œuvre du droit fédéral dans le domaine de la biodiversité et de la qualité du paysage

Procès-verbal de l'interview du canton de Vaud : Section Nature dans l'espace bâti et paysage

Interview du 28 mars 2023 de 09:00 à 10:00 via MS Teams

Participants

- Najla Naceur, cheffe de section Nature dans l'espace bâti et paysage
- Christian Kilchhofer, chef de projet, ecoptima sa
- Maxime Jeanneret, ecoptima sa (protocole)

Questions d'ouverture

1. Comment évaluez-vous l'état de la biodiversité et de la qualité du paysage dans les zones urbaines en Suisse et dans votre canton ?

Aujourd'hui il n'existe pas d'indicateurs spécifiques pour évaluer ceci. On a des « pistes à suivre » pour permettre une forme d'appréciation, oui, mais pas d'indicateurs. Il est donc difficile d'évaluer l'état de la biodiversité et de la qualité du paysage dans les zones bâties.

Pour donner une réponse - Il est potentiellement bon, mais encore une fois il n'y a pas de suivi comme pour d'autres thèmes : Le monitoring commence concernant la biodiversité, suivi des insectes etc. mais n'est pas encore développé. On commence également à développer des études sur la couverture de la canopée et les îlots de chaleur pour justement permettre de mieux évaluer ces thèmes.

2. Quels sont, selon vous, les principaux défis à relever en matière de biodiversité et de qualité du paysage dans les zones urbanisées ?

Les défis principaux sont :

1. Mettre en cohérence les différentes politiques publiques que doivent suivre les communes : efficacité énergétique, biodiversité, réchauffement climatique – il existe de nombreuses contradictions.
2. Claire volonté des communes à améliorer la qualité – le canton n'a pas la maîtrise foncière, et les communes se voient aussi confrontées à d'autres défis : il faut aussi densifier et créer des espaces de bonne qualité, tout ça dans un espace exigu. Il faut beaucoup d'effort et de pensée – et une claire volonté - pour aussi tenir compte de la biodiversité et de la nature dans la zone bâtie en plus des défis déjà existants.

3. Quel est l'importance de ce thème dans votre canton (échelle 1 -10) ?

Importance 8

Questions sur la mise en œuvre du droit fédéral

4. Aspects juridiques :

- Comment le droit fédéral est-il mis en œuvre dans votre canton dans le domaine de la biodiversité et de la qualité du paysage en milieu urbain ?
- De quelles dispositions du droit fédéral les prescriptions du canton découlent-elles ?

Remarque – Le droit fédéral ne fait pas de remarques spécifiques pour le milieu urbain. La LPN n'en parle pas assez. En général, les instructions retenues sont :

- Pallier la raréfaction des espèces
- Promouvoir la biodiversité
- Mettre en œuvre la compensation écologique (art. 18 b al. 2 LPN) de projets qui influencent de manière négative les espèces rares ou la biodiversité (note : pas de cas connu dans le canton de Vaud d'application de cet article)

La nouvelle Loi (cantonale) sur la protection du patrimoine naturel et paysager (LPrPNP, BLV 450.11) inclut un chapitre qui traite la nature dans l'espace bâti. C'est une première dans la législation du canton de Vaud.

La Loi oblige les communes à :

- Définir des programmes d'action pour protéger le patrimoine arboré
- Promouvoir la biodiversité dans divers espaces du domaine public
- Garantir une surface verte minimale dans le domaine privé

Le canton prend aussi d'autres mesures pour mettre en œuvre le droit fédéral :

- Le Plan d'action biodiversité 2019 - 2030 adopté par le conseil d'état s'adresse aux services de l'état et prévoit des mesures pour améliorer la biodiversité. La fiche de mesure S8 traite justement la biodiversité dans l'espace bâti. Un portefeuille de finances est prévu pour la mise en œuvre du plan d'action.
- Le Plan d'action climat vaudois prévoit un grand nombre de mesures pour stopper et réagir au changement climatique. Il prévoit par exemple la création d'un « plan énergie et climat » par les communes, avec aide financière du canton si les communes traitent la biodiversité et la lutte contre les espèces invasives.
- Un Exposé des motifs et projet de décret (EMPD), servant à obtenir des fonds pour un projet, a été adopté par le conseil d'état en juin 2022 (EMPD « Nature en milieu bâti»). Il prévoit un crédit-cadre de 4,5 millions sur 6 ans et a pour but de financer des mesures du plan climat vaudois entreprises par les communes (plantation d'arbres, dégoudronnage, création d'espace verts multifonctionnels).
- Les intérêts de la biodiversité et nature en espace bâti vivent une montée en puissance grâce au plan d'action climat. La section Nature dans l'espace bâti et paysage a été créée en janvier 2023 et va encore s'étoffer. La section se composera de 4 personnes de différentes professions pour accomplir les tâches dont elle est responsable.

5. Organisation :

- Comment le canton est-il organisé pour faire valoir tant les buts du développement et de l'aménagement du territoire qu'aussi ceux de l'environnement, de la nature, biodiversité etc. ?

- Comment fonctionne la collaboration entre les services de protection de la nature et du paysage et les services d'aménagement du territoire ?
- Comment se déroule l'interaction entre le canton et les communes lors de la mise en œuvre du droit fédéral ? En particulier :
 - La mise en œuvre du droit fédéral en matière de protection des biotopes et de qualité du paysage est-elle examinée dans le cadre des plans d'affectation (examen et approbation par le canton des plans d'affectation selon l'art. 26 LAT) ?
 - Quelles sont les principales instructions à ce sujet à l'attention des communes dans le plan directeur ? Existe-t-il éventuellement des directives, des aides au travail, des check-lists du canton dans ces domaines ?

Organisation : La Direction générale de l'environnement regroupe tous les services de l'environnement. La Section nature dans l'espace bâti et paysage a été créé récemment. La section elle-même est petite, mais liens entre les sections, personnes responsables et entre les directions sont anciens, étroits et collaboratifs. Beaucoup des liens nécessaires aux tâches d'aujourd'hui existent déjà depuis longtemps grâce à la conservation de la nature qui a toujours été importante dans le canton de Vaud. Les politiques publiques que les directions suivent et qui changent de temps en temps peuvent mener à ce que les directions se développent différemment, mais la collaboration reste très approfondie.

Le Plan d'action biodiversité engage tous les services de l'état. Plusieurs mesures sont engagées pas plusieurs directions en collaboration. La mesure S2 (Sécurisation des surfaces de valeur pour la biodiversité par l'aménagement du territoire) par exemple est pilotée par le service de l'aménagement du territoire. Les instruments et « pilotes » des mesures des plans d'actions sont en général judicieusement choisis pour la tâche à accomplir.

Exemple : L'affectation et protection des biotopes est développée en collaboration avec les communes depuis longtemps et avec succès. Mais il y a aussi des cas très complexe et des procédures peuvent durer de nombreuses années. Des aides à l'exécution (le terme exact est : Fiches d'application) sont mises à disposition sur le site web du service de l'aménagement du territoire avec des exemples et explications de la loi applicable. Jusqu'à maintenant seulement les biotopes d'importance nationale devaient être pris en compte, ce qui a changé avec la nouvelle loi LPrPNP. Les aides au travail devront donc être actualisées.

Il faut quand même dire que les communes ne sont pas toujours exemplaires / volontaires dans leur travail, et que le train à cet égard a peut-être été raté (plans d'affectations déjà tous refaits en réaction à la nouvelle LAT 2014). Il n'empêche que le système marche bien.

6. Instruments et ressources :

- Quels sont les principaux instruments de mise en œuvre du droit fédéral ?
- Quelles sont à peu près les ressources (humaines et financières) à disposition ?

Les offices fédéraux mettent à disposition des aides à l'exécution, par exemple la conception sur le paysage suisse qui est très bien écrite. Parfois les documents restent très conceptuels, un peu „méta“, ce qui ne facilite pas la tâche des communes qui doivent toujours penser et agir de manière très concrète.

Les ressources pour la nature et biodiversité (de manière générale, pas seulement dans l'espace bâti) se composent de :

Ressources financières :

- Le canton de Vaud est financé par la confédération au travers de 3 conventions-programme :
 - Paysages - avec 2 sous-programmes (parcs et paysages d'importance)
 - Nature
 - Sites fédéraux de la faune (biodiversité et conservation des espèces)
- De son côté, le canton met à disposition des fonds venant du fonds de protection de la nature essentiellement, qui est lui inscrit dans la loi, et des moyens financiers du grand conseil, qui sont accordées selon les EPMDs et qu'il faut renouveler régulièrement. Le soutien de la confédération est important et les moyens financiers que le canton lui-même met à disposition sont adéquats.

Du point de vue ressources humaines la situation est plus difficile mais s'est améliorée récemment, car plusieurs postes à durée déterminée ont pu être recrutés. En général il est plus difficile d'avoir assez de ressources humaines à disposition que de sécuriser assez de ressources financières.

7. Connaissez-vous la Conception "Paysage suisse" (CPS) 2020, en particulier les objectifs 8 et 9 ? Dans quelle mesure ce document facilite-t-il la mise en œuvre de la législation fédérale ?

- La nouvelle Loi LPrPNP prévoit de développer des concepts et plans sectoriels, qui se baseront sur la conception « paysage suisse » et seront validés par le chef de département, ce qui donnera un poids politique à l'ensemble des mesures prévues.
- Cette conception « paysage Vaud » formera une étude de base du plan directeur cantonal (PDC) et sera le pendant vaudois de la conception paysage suisse. Il ne s'agit pas de réinventer, mais de concrétiser et rendre plus compréhensible pour le canton de Vaud la conception « paysage suisse ».
- La conception paysage suisse ne facilite pas nécessairement directement la mise en œuvre de la législation fédérale, mais elle facilite en tout cas le travail du canton vis-à-vis des interlocuteurs lui donne de la légitimité.

8. Connaissez-vous les nouvelles réglementations modèles "Biodiversité et qualité du paysage en milieu urbain" de l'OFEV ? Dans quelle mesure aident-elles à la mise en œuvre du droit fédéral ?

Pas de réponse possible

9. Oral : questions spécifiques sur les instruments et les mécanismes du canton découverts au moyen de recherches sur Internet

Mise en œuvre de l'article 44 LPrPNP : Il n'y a pas encore d'expérience avec la LPrPNP et pas encore de documents à partager en externe. La section n'existe que depuis 3 mois...

Les documents existant se basant sur l'article 44 LPrPNP sont les suivants :

- Paquets de subventions destinés aux communes :

- Inventaire et entretien des arbres remarquables
 - Arrachage de haies et buissons exotiques et remplacement pas des haies indigènes
 - Plans d'action pour la protection des chauves-souris, les hirondelles et les martinets avec possibilité de mettre des nichoirs
 - Actions dans les sites scolaires
- En travail : subventions pour le dégoudronnage des surfaces et la plantation d'arbres, appel à projets pour les espaces verts de très grande envergure et multifonctionnels.
- Il n'y a pas encore de règlement d'application de la nouvelle loi, celui-ci est encore en travail. Les communes ne peuvent et doivent donc pas encore commencer l'élaboration des règlements de protection des arbres etc. exigés par la LPrPNP.

En parallèle, la section est aussi en contact direct avec certaines communes qui développent des projets d'agglomération pour aider à intégrer les intérêts de la biodiversité et nature dans les espaces bâtis.

Questions sur les mesures à prendre

10. Estimez-vous que le droit fédéral en vigueur soit suffisant pour relever les défis à venir ?

Le droit fédéral est ambitieux, mais est supporté par beaucoup d'expérience dans le domaine de la protection de la nature en dehors des espaces urbains. La protection à l'intérieur des espaces urbains est une idée plus récente et donc encore moins précise. L'article 18b de la LPN ne va pas assez loin et n'est pas assez spécifique, car il n'a pas de passages dédiés à l'espace urbain. Cette petite lacune pèse lourd vu que, concernant la protection de la nature en dehors des espaces urbains, la LPN est sinon bien étoffée et efficace.

En résumé :

- En ce qui concerne les tâches de la section nature dans l'espace bâti et paysage, l'article 18b al. 2 est difficilement lisible et applicable.
- Les biotopes d'importance locale et régionale ne sont pas assez protégés - mais le canton de Vaud a maintenant créé sa propre loi pour combler cette lacune.

11. Si vous estimez que le droit fédéral n'est pas suffisant, pour quelles raisons, parmi celles énumérées ci-dessous, estimez-vous que ce soit le cas :

- Parce que le droit fédéral se base sur des objectifs qui ne sont pas clairs ou qui ne peuvent pas être atteints
 - Parce que le droit fédéral ne contient pas d'objectifs mesurables ou concrets ou d'incitations suffisantes pour atteindre l'état souhaité.
 - Pour les autres raisons suivantes :
- La balance entre généralité (pour couvrir tous les cas qui doivent l'être) et spécificité (pour que le droit soit facilement applicable) n'est pas encore juste. Dans de nombreux cas, comme la protection du patrimoine arboré ou bien la biodiversité et nature dans les espaces urbains, la LPN est encore trop générale et vague.

12. Dans lesquels des domaines suivants voyez-vous un besoin d'action prioritaire ?

- Manque de ressources humaines/financières, processus peu clairs ou compétences peu claires (entre différents services spécialisés / collectivités territoriales).

- Manque de volonté des personnes chargées de la mise en œuvre / manque de priorité accordée à la biodiversité et à la qualité du paysage dans les zones d'habitation
 - Absence de contrôles, de sanctions ou d'incitations
 - Manque de connaissance du droit fédéral au niveau cantonal ou communal
 - D'autres lois et/ou contraintes entravent la mise en œuvre efficace et effective (mot-clé : conflits d'objectifs).
- Le frein principal est le manque de volonté, non des personnes chargées de la mise en œuvre mais de la politique, ou plus concrètement des personnes chargées de la maîtrise foncière. Il y a en effet d'autres intérêts à prendre en compte qui font souvent obstacle (densification etc.), ce qui requiert beaucoup de ressources. La biodiversité et qualité des paysages dans la zone bâtie passe alors souvent au second plan, surtout au niveau communal.
- Au niveau fédéral, les instruments ne sont pas toujours très compréhensibles, par exemple concernant les conventions-programmes où les priorités ne sont pas toujours très claires. Les instruments pourraient être plus faciles à appliquer et expliquer.
- La nouvelle LPrPNP prévoit un controlling, avec des sanctions et des incitations. En revanche rien n'a encore pu être appliqué. La sensibilisation elle seule ne porte pas assez de fruits pour pouvoir renoncer aux sanctions et amendes.
- C'est sans doute une bonne chose de plus faire connaître le droit fédéral, mais ce n'est pas prioritaire. Dans les services spécialisés les offres de formation et d'échange sont riches, donc la compréhension est bien maintenue. Au niveau cantonal en dehors des services spécialisés ainsi qu'au niveau communal il n'est pas sûr que ça soit nécessaire. Les communes doivent déjà faire preuve de beaucoup de connaissances. L'aide des services spécialisés est souvent demandée et toujours apportée. En revanche, le droit fédéral pourrait toujours bénéficier de plus de clarté, même pour les services spécialisés.

13. Estimez-vous que d'autres mesures soient nécessaires ?

Simplification, clarification !

14. Avez-vous éventuellement une idée de ce qui devrait être entrepris et de ce que vous recommanderiez à la Confédération ?

- Ne pas changer les conventions-programmes trop souvent. La stabilité et sécurité des conventions-programmes sont essentielles pour pouvoir atteindre les résultats souhaités.
- Répondre aux demandes de manière concrète, plus de constructivité et d'aide et moins de renvois (« c'est la responsabilité du canton »), car on demande rarement de l'aide quand on sait quoi faire. Les renvois sont rares mais arrivent de temps en temps - généralement le canton demande de l'aide quand il a impérativement besoin de guidance...

Questions de conclusion

15. Y a-t-il des aspects importants concernant la biodiversité et la qualité du paysage dans les zones urbanisées qui n'ont pas encore été abordés ?

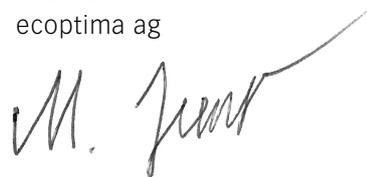
- La protection du patrimoine arboré pourrait aussi être étoffée par la confédération, le canton de Vaud a maintenant déjà abordé ça lui-même.
- Ne pas trop ajouter d'outils, les conventions-programmes doivent rester le seul instrument de coordination – surtout pas de « mélanges d'instruments » avec des mesures réparties sur plusieurs programmes et instruments (« monstres d'administration »).

16. Avez-vous des remarques finales à faire ?

- Merci de donner aux services cantonaux la possibilité de s'exprimer et de partager leur expérience en matière d'application du droit fédéral. Le questionnaire en tant que fil conducteur est une bonne manière de faire un échange entre les plusieurs cantons et l'OFEV.
- Le résultat doit être valorisé et partagé avec d'autres cantons et si possible mis en œuvre. Pas tous les cantons ont les mêmes défis à relever, il serait donc très intéressant de voir ce que les différents cantons tiennent du droit fédéral et comment ils travaillent avec.

Berne, le 11. avril 2023

Pour le PV
ecoptima ag



Maxime Jeanneret

Anhang

4b. Canton de Vaud: Direction gén. du territoire et du logement

OFEV : Examen de la mise en œuvre du droit fédéral dans le domaine de la biodiversité et de la qualité du paysage

Procès-verbal de l'interview du canton de Vaud : Direction générale du territoire et du logement

5 juin 2023 de 15:00 à 16:00 via MS Teams

Participants

- Rebecca Lyon Stanton, Directrice générale adjointe et cheffe du Service de la planification cantonale
- Yves Noirjean, Directeur, Direction de l'Aménagement
- Christian Kilchhofer, chef de projet, ecoptima sa
- Maxime Jeanneret, ecoptima sa (protocole)

Questions d'ouverture

1. Comment voyez-vous l'état de la biodiversité et de la qualité du paysage dans les zones urbaines en Suisse et dans votre canton ?

L'état de la biodiversité dans le canton de Vaud est décrit dans le *Plan d'action biodiversité 2029-2030*, adopté par le Conseil d'Etat en septembre 2019.

Extrait de la plaquette de synthèse :

« Une situation préoccupante

Le canton de Vaud se situe à un carrefour biogéographique entre les Alpes, le Plateau et le Jura. Son relief, l'importance de ses surfaces agricoles (42 %) et forestières (39 %), ainsi que sa richesse en lacs et cours d'eau (12 %) sont à l'origine d'une grande diversité de paysages, de milieux et d'espèces dont plusieurs revêtent une importance nationale voire internationale.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'état de la biodiversité est préoccupant également dans notre canton. Le développement du bâti et des infrastructures, comme l'usage intensif de l'espace qui en découle, ainsi que l'augmentation de la productivité en zone agricole exercent une pression croissante sur la qualité et la connectivité des espaces naturels. Associée aux répercussions du changement climatique et au développement des espèces exotiques envahissantes, cette évolution menace non seulement la diversité animale et végétale, mais aussi la qualité de vie des habitants. »

Lien vers plaquette de synthèse :

https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/themes/environnement/faune_nature/fichiers_pdf/PA_Biodiversite/Synthese-Plan-Biodiversite-web.pdf

La Mesure S8 (voir document complet) concerne en particulier *la Conservation et développement de la biodiversité dans l'espace bâti*, extrait :

« Préserver la biodiversité urbaine et renforcer le rôle de la nature en ville constituent aujourd'hui un enjeu des politiques d'urbanisme durable. Si depuis 10 ans, la nature se développe ponctuellement plus librement au cœur des grandes villes, sa prise en compte dans les bourgs et villages n'est pas acquise.

Pour la renforcer, montrer son importance dans l'adaptation aux changements climatiques et la qualité de vie de la population, le canton entend renforcer l'information, la préservation et le renouvellement du patrimoine arboré, l'aménagement de plans d'eau, enfin accompagner les communes dans la mise en place de mesures durables en faveur de la biodiversité. »

Lien vers document complet :

https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/themes/environnement/faune_nature/fichiers_pdf/PA_Biodiversite/Plan-action-Biodiversite-web.pdf

2. Quels sont, selon vous, les principaux défis à relever en matière de biodiversité et de qualité du paysage dans les zones urbanisées ?

Les défis à relever sont décrits dans les enjeux de la révision complète du plan directeur cantonal du canton de Vaud. Les enjeux, en particulier le document *Plan directeur cantonal 2050, Perspectives pour le territoire*, sont en cours d'adoption par Conseil d'Etat et ne sont donc pas encore publics. Il est prévu de les publier en septembre 2023.

Il s'agit particulièrement des enjeux relatifs à l'*Environnement naturel* et aux *Espaces bâtis* :

Environnement naturel

- *Un environnement naturel préservé et renforcé*
 - *Prendre soin des sols et des milieux naturels*
 - *Optimiser la gestion des ressources en eau*
 - *Préserver la diversité biologique des forêts*
 - *Concrétiser l'infrastructure écologique*

Espaces bâtis

- *Des espaces bâtis compacts, attractifs et résilients*
 - *Requalifier les espaces bâtis*
 - *Garantir des espaces ouverts de qualité*
 - *Valoriser le patrimoine et le paysage*
 - *Réduire l'exposition aux nuisances et dangers*

3. Quel est le statut de ce thème dans votre canton (échelle 1 -10) ?

La manière dont cette thématique est prise en considération n'est pas encore satisfaisante.

Evaluation : 5 sur 10.

Questions sur la mise en œuvre du droit fédéral

4. Aspects juridiques :

- Comment le droit fédéral est-il mis en œuvre dans votre canton dans le domaine de la biodiversité et de la qualité du paysage en milieu urbain ?
- De quelles dispositions du droit fédéral les prescriptions du canton découlent-elles ?

La Direction générale du territoire et du logement (DGTL) est dépendante de la Direction générale de l'environnement (DGE), qui applique en premier lieu la loi sur la protection du patrimoine naturel et paysager (LPrNP, BLV 450.11), pour la mise en œuvre du droit fédéral concernant la biodiversité et la qualité du paysage dans les zones bâties.

On a encore peu de recul vis-à-vis de la LPrNP, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023, et de sa mise en œuvre. Cette nouvelle loi met davantage l'accent sur la biodiversité et la

protection de la nature que la loi précédente. En général, on se réfère aux lois cantonales, dont la LPrPNP (précédemment LPNMS) et non directement à la loi fédérale.

Au niveau de l'aménagement communal, la DGTL s'est principalement concentrée sur le redimensionnement des zones à bâtir et sur les autres thématiques prioritaires, dont les surfaces d'assolement, en application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) révisée, entrée en vigueur le 1^{er} mai 2014. L'accent a donc moins été mis sur la biodiversité, et un certain retard vis-à-vis de cette thématique peut être constaté. A noter que la réduction des zones à bâtir surdimensionnées peut bénéficier à la biodiversité, et qu'une partie des inventaires des biotopes n'a été publiée sur internet que récemment.

Le fait que la DGTL et la DGE soient rattachées à deux départements différents, qui ont leurs objectifs propres, peut rendre la convergence des positions plus difficile, même si la collaboration fonctionne en général bien.

5. Aspects organisationnels :

- Quelles sont les circonstances organisationnelles ?
- Comment fonctionne la collaboration entre les services de protection de la nature et du paysage et les services d'aménagement du territoire ?

Comme indiqué ci-avant, la DGTL et la DGE sont rattachées à deux départements différents, qui peuvent avoir des objectifs, des visions et des priorités différentes.

Au niveau technique, les collaborations très fréquentes et régulières fonctionnent généralement bien, notamment dans le cadre de séances de coordination fréquentes, de nombreux projets menés par les services des deux directions générales, dans le cadre des projets d'agglomération, dont plusieurs entités cantonales sont parties prenantes, ainsi que dans le cadre de la révision complète du plan directeur cantonal en cours.

- Comment se déroule l'interaction entre le canton et les communes lors de la mise en œuvre du droit fédéral ? En particulier :
 - o La mise en œuvre du droit fédéral en matière de protection des biotopes et de qualité du paysage est-elle examinée dans le cadre des plans d'affectation (examen et approbation par le canton des plans d'affectation selon l'art. 26 LAT) ?

Les inventaires fédéraux sont intégrés, et les inventaires cantonaux et communaux seront pris en compte dès qu'ils seront disponibles.

Le paysage est pris en compte, particulièrement les inventaires suivants : ISOS (LPrPCI), IFP, IVS, etc.

Dans le cadre de la procédure d'examen préalable et d'approbation des plans directeurs et des plans d'affectation, toutes les entités cantonales concernées sont consultées et se prononcent sur leur légalité. La DGE se prononce, entre autres, sur la biodiversité et la qualité des paysages, en application du cadre légal dont elle a la responsabilité.

Intégrer les nouveaux contenus de la LPrPNP dans les révisions en cours des plans d'affectation communaux ne va pas de soi, car ceux-ci sont déjà bien engagées, et que l'art. 71 *Dispositions transitoires* de la LPrPNP indique à son alinéa 1 que :

« Les plans d'affectation communaux qui ont déjà été soumis à l'examen préalable au sens de l'article 37 LATC lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, ne sont pas soumis aux obligations de l'article 27, alinéa 1. Pour le surplus, les dispositions

de la présente loi sont applicables aux procédures pendantes à son entrée en vigueur ».

- Quelles sont les principales instructions à ce sujet à l'attention des communes dans le plan directeur ?
Existe-t-il éventuellement des directives, des aides au travail, des check-lists du canton dans ces domaines ?

Voir notamment à ce sujet le chapitre Compétences des mesures E 21 Pôles cantonaux de biodiversité et E 22 Réseau écologique cantonal (REC) du plan directeur cantonal.

Lien vers le plan directeur cantonal en vigueur :

<https://www.vd.ch/themes/territoire-et-construction/amenagement-du-territoire/plan-directeur-cantonal/version-actuelle/contenu-detaille>

Les fiches d'application (voir les liens ci-dessous) amènent également des instructions aux communes sur la manière de considérer ces thématiques dans l'élaboration de leurs planifications.

6. Instruments et ressources :

- Quels sont les principaux instruments de mise en œuvre du droit fédéral ?

Le instruments principaux sont:

- La LPrPNP.
- Le Plan d'action biodiversité.
- Le Plan directeur cantonal.
Guichet cartographique cantonal.
- Inventaires fédéraux, cantonaux, régionaux – planifications à diverses échelles territoriales.
- Fiches d'application du plan directeur cantonal, élaborées en collaboration avec les entités cantonales spécialisées, qui font office de « mode d'emploi » et donnent des précisions concrètes pour faciliter le travail des communes et de leurs mandataires : Comment traiter un inventaire, un biotope, un site de reproductions, etc., dans leur planifications.
Si une thématique doit être traitée, le questionnaire l'examen préliminaire (EPL) renvoie vers la fiche d'application ad hoc.
A noter que la DGE implémente la plupart des éléments en lien avec la biodiversité.

Liens vers le questionnaire de l'examen préliminaire :

https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/themes/territoire/amenagement/LATC/Formulaire_EPL_DGTL_2022.pdf

Liens vers les fiches d'application :

https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/themes/territoire/amenagement/Fiches_application/Patrimoine_naturel/19.09.01_Fiche_application_patrimoine_naturel_biotopes.pdf

https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/themes/territoire/amenagement/Fiches_application/Patrimoine_naturel/20.02.01_Fiche_application_patrimoine_naturel_biotopes_cant.pdf

https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/themes/territoire/amenagement/Fiches_application/Patrimoine_naturel/19.09.01_Fiche_application_patrimoine-naturel_OROEM.pdf

https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/themes/territoire/amenagement/Fiches_application/Patrimoine_naturel/20.02.01_Fiche_application_patrimoine-naturel_IFP.pdf

https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/themes/territoire/amenagement/Fiches_application/Patrimoine_naturel/20.02.01_Fiche_application_patrimoine-naturel_IMNS.pdf

https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/themes/territoire/amenagement/Fiches_application/Patrimoine_naturel/20.02.01_Fiche_application_patrimoine-naturel_Parcs_importance.pdf

https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/themes/territoire/amenagement/Fiches_application/Patrimoine_naturel/20.02.01_Fiche_application_patrimoine-naturel_REC.pdf

- **Quelles sont à peu près les ressources (humaines et financières) à disposition ?**

Dans le cadre des procédures d'examen préalable des plans, et de leur approbation, les dix-huit urbanistes de la direction de l'aménagement de la DGTL effectuent la synthèse des préavis émanant des différentes entités de l'administration cantonale, qui traitent leurs thématiques spécialisées. Il est donc difficile d'évaluer les ressources globales. Celles mises à contribution pour la biodiversité proviennent principalement de la DGE, section nature et paysages dans les espaces bâtis.

7. **Connaissez-vous la Conception "Paysage suisse" (CPS) 2020, en particulier les objectifs 8 et 9 ? Dans quelle mesure ce document facilite-t-il la mise en œuvre de la législation fédérale?**

La Conception paysage suisse sert de base pour l'élaboration de la Conception paysage Vaud, qui elle-même sera une étude de base pour la révision complète du plan directeur cantonal. En ce qui concerne les plans d'affectations, la DGTL se sert rarement de la Conception « Paysage suisse » directement, car la biodiversité relève principalement de la compétence de la DGE.

8. **Connaissez-vous les nouvelles réglementations modèles "Biodiversité et qualité du paysage en zone bâtie" de l'OFEV? Dans quelle mesure aident-elles à la mise en œuvre du droit fédéral ?**

Les nouvelles réglementations modèles, publiées par l'OFEV en 2022, ne sont pas connues. En revanche, beaucoup de communes mandatent des urbanistes qui peuvent leur recommander ces réglementations modèles. Elles commencent donc à se répandre, mais pas par le biais de la DGTL.

9. ***Questions orales d'Ecoptima : questions spécifiques sur les instruments et les mécanismes du canton découverts au moyen de recherches sur Internet***

Article 44 LPrPNP (Nature et paysage dans l'espace bâti et les zones à bâtir) : programmes d'action – avez-vous déjà fait des expériences, la mise en œuvre est-elle déjà pratiquée ?

La DGE n'a pas anticipé la mise en œuvre de la loi. Il y a donc encore, cinq mois après son entrée en vigueur, beaucoup de questions concernant sa mise en œuvre qui est encore en train d'être préparée.

L'impression donnée par les recherches est que le Canton de Vaud est très avancé quand il s'agit de la protection de la biodiversité, de la nature et des paysages dans l'espace bâti. La DGTL ne semble toutefois pas satisfaite du progrès fait – pourquoi?

Il y a encore beaucoup de choses à faire, et les objectifs pour mieux prendre en compte la biodiversité et la qualité des paysages dans l'espace bâti sont encore loin d'être atteints. Le Canton de Vaud est en retard dans la mise en œuvre par rapport aux ambitions du plan directeur cantonal de 2008. Celui-ci contenait par exemple déjà le concept du réseau écologique cantonal, dont la mise en œuvre n'a pas encore été effectuée.

Questions sur les mesures à prendre

10. Estimez-vous que le droit fédéral en vigueur soit suffisant pour relever les défis à venir ?

La mise en œuvre du droit fédéral concernant la biodiversité, etc., est principalement de compétence de la DGE, tandis que la mise en œuvre de la LAT, qui contient des grands principes à ce sujet, relève principalement de la DGTL.

Ce qui concerne la nature et l'environnement, la matière est très fragmentée en plusieurs lois et ordonnances, qui sont souvent peu coordonnées et potentiellement contradictoires. Par ailleurs, ces ordonnances peuvent parfois aller à l'encontre du développement vers l'intérieur ; on pense notamment à l'ordonnance sur la protection contre le bruit. Celles-ci peuvent notamment aller à l'encontre des principes du développement vers l'intérieur, tel que préconisé par la LAT. Il serait souhaitable de rassembler ces différents éléments, par exemple dans une législation spécifique relative à la biodiversité, ou dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre des infrastructures écologiques.

11. Si vous estimez que le droit fédéral n'est pas suffisant, pour quelles raisons, parmi celles énumérées ci-dessous, estimez-vous que ce soit le cas :

- Parce que le droit fédéral se base sur des objectifs qui ne sont pas clairs ou qui ne peuvent pas être atteints
- Parce que le droit fédéral ne contient pas d'objectifs mesurables ou concrets ou d'incitations suffisantes pour atteindre l'état souhaité.
- Pour les autres raisons suivantes :

Le canton de Vaud se trouve dans une phase de croissance démographique et économique importante. Dans ce contexte, et faute de base légale forte la nature et la biodiversité sont souvent le parent pauvre dans la pesée des intérêts.

La DGE paraît aussi en manque de ressources humaines à consacrer aux dossiers et projets à traiter avec la DGTL (examens préalables, etc.). On constate aussi un manque de connaissances en ce qui concerne l'aménagement du territoire et ses différentes échelles territoriales, notamment les plans d'affectation. Les demandes manquent parfois de pragmatisme et de concrétude.

12. Dans lesquels des domaines suivants voyez-vous un besoin d'action prioritaire ?

- Manque de ressources humaines/financières, processus peu clairs ou compétences peu claires (entre différents services spécialisés / collectivités territoriales).
- Manque de volonté des personnes chargées de la mise en œuvre / manque de priorité accordée à la biodiversité et à la qualité du paysage dans les zones d'habitation
- Absence de contrôles, de sanctions ou d'incitations
- Manque de connaissance du droit fédéral au niveau cantonal ou communal
- D'autres lois et/ou contraintes entravent la mise en œuvre efficace et effective (mot-clé : conflits d'objectifs).

Il existe peu / pas de sanctions et incitations prévues en faveur de la biodiversité.

- Il s'agit de combiner la densification et le maintien de la biodiversité, ce qui rend la mise en œuvre difficile, les objectifs étant souvent antinomiques.

13. Estimez-vous que d'autres mesures soient nécessaires ?

- Il y a besoin de formation/séminaires sur les liens entre la biodiversité en zone urbaine et l'aménagement du territoire, à tous les niveaux. Le lien entre ces différents thèmes doit devenir plus concret. La biodiversité doit devenir un thème plus structurant, être inscrit dans des bases légales, afin de gagner en importance, notamment dans la pesée des intérêts.
- Les projets d'agglomération sont une chance : des mesures en faveur de la biodiversité et des paysages dans les zones bâties sont possibles dans le cadre de ces projets, mais elles ne bénéficient d'aucun cofinancement fédéral (qui pourrait émaner de l'ARE ou de l'OFEV), contrairement aux mesures de mobilité.
- Selon leur sensibilité et leur volonté, les communes prennent plus ou moins de mesures en faveur de la biodiversité dans le cadre des plans d'affectation. Celles qui ne sont pas intéressées par cette thématique n'ont aucune obligation d'aller plus loin que ce que le cadre légal prévoit. Il n'y a donc aucune obligation à mettre en place des mesures directes (plantation d'arbres, gazons extensifs, interdiction des néophytes, etc., dans les espaces publics et sur les terrains communaux).
- Le canton a beaucoup fait en faveur de la biodiversité en général, mais pas forcément à l'intérieur des zones bâties. En application de la LAT, beaucoup de territoires seront dézonnés, ce qui peut être un gain pour la biodiversité en général, particulièrement en dehors des zones à bâtir.

14. Avez-vous éventuellement une idée de ce qui devrait être entrepris et de ce que vous recommanderiez à la Confédération ?

Voir point 13.

Questions de conclusion

15. Y a-t-il des aspects importants concernant la biodiversité et la qualité du paysage dans les zones urbanisées qui n'ont pas encore été abordés ?

La transversalité entre les thématiques à prendre en compte et entre les échelons institutionnels est un défi. On travaille encore souvent en silos, ce qui rend le travail plus difficile quand il s'agit de traiter des questions transversales comme la biodiversité dans les espaces bâtis.

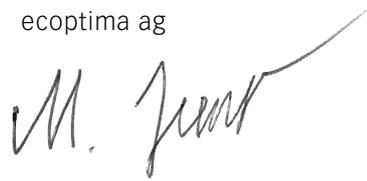
Il faut donc rendre plus facile la compréhension des divers aspects de ces questions. Il s'agit de « traduire » le cadre légal applicable dans des aides de travail concrètes, selon les différentes échelles territoriales. Un catalogue de dispositions types, ainsi que de bons exemples pour chaque thème selon l'échelle à traiter (commune, région, canton), serait très utile.

16. Avez-vous des remarques finales à faire ?

Pas de remarques finales

Berne, le 28. Juin 2023

Pour le PV
ecoptima ag



Maxime Jeanneret

Anhang

5. Canton de Valais

OFEV : Examen de la mise en œuvre du droit fédéral dans le domaine de la biodiversité et de la qualité du paysage

Procès-verbal de l'interview du canton de Valais : Service du développement territorial & section Nature et Paysages

Interview du 25 avril 2023 de 15:15 à 16 :15 via MS Teams

Participants

- Aurélie Defago (AD), aménagiste, Service du développement territorial, Canton du Valais
- Yann Clavien (YC), responsable de section nature et paysage, Canton du Valais
- Christian Kilchhofer, chef de projet, ecoptima sa
- Maxime Jeanneret, ecoptima sa (protocole)

Questions d'ouverture

1. **Comment évaluez-vous l'état de la biodiversité et de la qualité du paysage dans les zones urbaines en Suisse et dans votre canton ?**

YC: Très variable, surtout dans les zones urbaines. L'état varie surtout en fonction des zones elles-mêmes et de la taille des communes. En général, dans les villes et grandes communes on trouve de plus en plus de bons exemples. Cependant, dans les villages et petites communes, la tendance peut aller dans un sens ou l'autre en fonction des sensibilités des politiques ou des services techniques . On trouve des villages où rien n'est fait pour améliorer la biodiversité, ou bien où la zone bâtie se développe même „dans le mauvais sens“, donc au détriment de la biodiversité et qualité du paysage, alors que des mesures positives imposables il y a 5 ans sont mises en oeuvre dans d'autres villages.

AD: Les acteurs sont de plus en plus sensibles à la biodiversité. Le service du développement territorial a réalisé une brochure en collaboration avec le SFNP „Nature en villes et villages“ pour sensibiliser la population. Au niveau des professionnels du bâtiment, il y a encore un déficit selon de prise en compte. La fiche sur la qualité des zones à bâtir dans le plan directeur cantonal (qui prend aussi en compte la biodiversité et qualité du paysage) est encore récente (PDC approuvé par le Conseil fédéral en 2019).

2. **Quels sont, selon vous, les principaux défis à relever en matière de biodiversité et de qualité du paysage dans les zones urbanisées ?**

AD :

- Les différentes échelles qu'il faut considérer dans toute intervention dans les milieux urbains, surtout quand on parle de biodiversité
- Les conflits entre biodiversité/paysages et la densification
- Les coûts. Il est difficile de montrer de bons exemples qui sont aussi économiques - comme les loyers sont bas et les coûts de construction comparables au reste de la Suisse en Valais, il faut rester bon marché dans le bâtiment. élevés.

YC :

- La perméabilisation des sols pour la biodiversité du sol – il faut que le sol lui-même reste de bonne qualité, aussi dans les espaces bâtis

- Les changements systémiques à venir à cause du changement climatique - des adaptations seront requises dans les espaces verts existants et futurs. Il faudra au futur mélanger plantes indigènes et plantes horticoles, et donc souvent exotiques, surtout dans les villes, pour pouvoir préserver les écosystèmes qui en dépendent.
- La propriétés privée - il faut plus de moyens incitatifs pour que les propriétaires se mettent en action. Les surfaces qui n'ont pas de contraintes de rendement, donc à priori avec moins de conflits, devrait être plus facilement aménagées pour permettre plus de biodiversité. Les incitations, en particulier financière, devrait aidé à faire le pas.

3. Quel est l'importance de ce thème dans votre canton (échelle 1 -10) ?

AD: Actuellement, il y a peu de moyens alloués à ces thèmes. On aimerait changer ça avec divers instruments (conception paysages, plan climat, plan d'action biodiversité).

Pour le canton de Valais, la grande priorité à longterm a été le dézonage et les moyens ont surtout été alloués à ça. Il faut maintenant passer du dézonage à la qualité des espaces bâtis. **Importance : 4 – 6, on est en train d'observer les premières améliorations...**

YC: Les moyens, financiers et surtout humains, sont largement insuffisants vu les buts et l'ampleur des défis. L'agriculture et les biotopes d'importance nationale passent avant la biodiversité dans l'espace bâti, et il reste donc peu de moyens. **Importance : 4 - 6.**

Questions sur la mise en œuvre du droit fédéral

4. Aspects juridiques :

- Comment le droit fédéral est-il mis en œuvre dans votre canton dans le domaine de la biodiversité et de la qualité du paysage en milieu urbain ?
- De quelles dispositions du droit fédéral les prescriptions du canton découlent-elles ?

AD:

- Zones de protections selon LAT Art. 14, 17
- Zones agricoles protégées selon LAT Art. 16, 17
- Qualité des zones à bâtir selon LAT art. 8a
- On se base aussi sur la LPN, LPE qui permettent d'agir sur la valorisation, gestion et protection de la nature et du paysage.

YC:

- La section nature et paysages agit et intervient à l'intérieur des processus de l'aménagement du territoire, en se basant surtout sur l'article 18a LPN. Concernant la biodiversité on protège aussi les haies et bosquets. Quand il s'agit des zones à bâtir, les possibilités sont réduites. Les moyens ne sont pas à disposition pour se pencher sur chaque nouvelle construction et prononcer des mesures de compensations selon le terrain concerné.
- Article 18b LPN n'a jusqu'à présent pas été pris en compte comme dans certains autres cantons, car le canton de Valais n'a pas de directives à ce sujet.

5. Organisation :

- Comment le canton est-il organisé pour faire valoir tant les buts du développement et de l'aménagement du territoire qu'aussi ceux de l'environnement, de la nature, biodiversité etc. ?
- Comment fonctionne la collaboration entre les services de protection de la nature et du paysage et les services d'aménagement du territoire ?

- Comment se déroule l'interaction entre le canton et les communes lors de la mise en œuvre du droit fédéral ? En particulier :
 - La mise en œuvre du droit fédéral en matière de protection des biotopes et de qualité du paysage est-elle examinée dans le cadre des plans d'affectation (examen et approbation par le canton des plans d'affectation selon l'art. 26 LAT) ?
 - Quelles sont les principales instructions à ce sujet à l'attention des communes dans le plan directeur ? Existe-t-il éventuellement des directives, des aides au travail, des check-lists du canton dans ces domaines ?

YC : La section nature et paysage intervient comme tous autres services à l'intérieur des processus classiques de l'aménagement (révisions des plans d'aménagement etc.) et examine les instruments selon leur conformité par rapport à la LPN.

AD : Les services collaborent aussi main dans la main à l'occasion de projets liés au plan directeur cantonal comme la Conception paysage cantonale, aux projets d'agglomération, la réalisation de brochures à l'intention des communes et des différents acteurs, comme la brochure « Nature en ville et villages » etc.

6. Instruments et ressources :

- Quels sont les principaux instruments de mise en œuvre du droit fédéral ?
- Quelles sont à peu près les ressources (humaines et financières) à disposition ?

AD:

Le canton se sert surtout des instruments d'aménagement classiques : plans t d'affectation des zones, plan directeur cantonal, etc.. Le canton agit aussi beaucoup par des moyens incitatifs et informatifs, donc non contraignants.

On développe actuellement la Conception paysage cantonale qui servira de base pour développer ensuite d'autres moyens. Ces moyens seront probablement surtout incitatifs.

YC: La section nature et paysage travaille sur un projet issu d'un postulat parlementaire qui doit justement permettre d'améliorer la qualité de la biodiversité et des paysages dans les zones bâties. Il s'agit de mettre en place un fonds ou trouver un autre moyen, pour financer des mesures incitatives à l'amélioration de biodiversité et paysage dans la zone urbaine. Le cahier des charges est en préparation.

7. Connaissez-vous la Conception "Paysage suisse" (CPS) 2020, en particulier les objectifs 8 et 9 ? Dans quelle mesure ce document facilite-t-il la mise en œuvre de la législation fédérale ?

AD : Ce document a servi de base pour la Conception paysage cantonale. Il n'est cependant pas utilisé directement pour les tâches quotidiennes d'aménagement du territoire.

YC: Le document n'est pas applicable au quotidien, mais lors de mise en place de stratégie ou directives plus globales. On s'en sert peut-être en procédure de recours quand il faut aller chercher plus d'informations, mais généralement le niveau de ce document est trop élevé.

8. Connaissez-vous les nouvelles réglementations modèles "Biodiversité et qualité du paysage en milieu urbain" de l'OFEV ? Dans quelle mesure aident-elles à la mise en œuvre du droit fédéral ?

AD : Le service du développement territorial a développé des articles types pour les communes qui révisent leur planification communale – et s'est basé sur les réglementations modèles de l'OFEV autant que possible.

9. *Questions orales :*

Vous avez parlé de cette nouvelle Conception paysage Valais : Quel est le rôle des espaces bâtis dans la conception, quels sont les contenus de la conception concernant les espaces bâtis ?

YC : Différentes thématiques transversales ont été considérées, les zones urbaines en elles-mêmes ont été aussi thématisées – tout autant que les zones agricoles etc.

AD : Pour le paysage bâti, l'enjeu est de le développer en considérant le paysage et en recherchant un équilibre avec l'existant. Des objectifs de qualité ont été développés et le recours à des processus qualitatifs comme des concours et le travail pluridisciplinaire sont encouragés.

Quels nouveaux instruments, quelles nouvelles tâches concernant la biodiversité dans les espaces bâtis devront être prises en main par les communes sur la base de la conception paysages Valais ?

YC : La conception ne contient pas de contraintes pour les communes à ce stade et pas d'indicateurs pour mesurer les progrès. Elle sert en tant qu'étude de base pour le plan directeur cantonal, donc reste au niveau stratégique à l'échelle cantonale. Les Instruments et contraintes seront à préciser dans le cadre du plan d'action qui sera développé suite à la validation de la Conception paysage cantonale par le Conseil d'Etat. Par rapport aux indicateurs chiffrés - les articles types dont nous avons parlé contiennent des indices d'espaces verts etc. et peuvent être repris par les communes.

Questions sur les mesures à prendre

10. Estimez-vous que le droit fédéral en vigueur soit suffisant pour relever les défis à venir ?

YC : Totalement insuffisant. Certaines planifications qui sont exigées par la Confédération ne peuvent pas être mises en œuvre avec les outils donnés par le droit fédéral – notamment celles qui ne sont pas soutenues par des plans sectoriels (exemple : la planification de l'infrastructure écologique qui doit être rendue dans quelques jours). Il y a trop d'enjeux et d'intérêts d'autres politiques sectorielles à prendre en compte. Dans la pesée des intérêts le paysage et la biodiversité perdent souvent face à d'autres intérêts comme la densification.

11. Si vous estimez que le droit fédéral n'est pas suffisant, pour quelles raisons, parmi celles énumérées ci-dessous, estimez-vous que ce soit le cas :

- Parce que le droit fédéral se base sur des objectifs qui ne sont pas clairs ou qui ne peuvent pas être atteints
- Parce que le droit fédéral ne contient pas d'objectifs mesurables ou concrets ou d'incitations suffisantes pour atteindre l'état souhaité.
- Pour les autres raisons suivantes :

- **Transversalité et complexité** : Ces thématiques font preuve d'une transversalité qui n'est pas prévue ni dans la base légale, ni dans les processus de planifications. Il faudrait pouvoir travailler avec des compromis, ce qui n'est souvent pas acceptable dans l'interprétation de la base légale et dans les processus généralement appliqués.
Le droit fédéral suffit en général dans les zones de protection où les priorités sont très claires et où on n'a pas besoin de compromis. Il est bien plus compliqué d'atteindre les mêmes buts dans les milieux urbains.
- **AD : Plus de moyens incitatifs, plus de clarté** : Les leviers financiers font autant avancer que les leviers légaux. Une inclusion des thèmes de la biodiversité et du paysage dans la politique des agglomérations donnerait non seulement une tâche claire aux services cantonaux concernés mais servirait aussi à revoir les priorités financières. Aujourd'hui il y a un fort décalage entre les moyens alloués aux infrastructures et ceux alloués aux paysages et à la biodiversité.
Il est aussi très difficile de reconnaître les possibilités de subventionnement et de financements de mesures paysage/biodiversité quand elles existent. Ce manque de clarté fait que les moyens financiers existants ne peuvent pas toujours être utilisés.

12. Dans lesquels des domaines suivants voyez-vous un besoin d'action prioritaire ?

- Manque de ressources humaines/financières, processus peu clairs ou compétences peu claires (entre différents services spécialisés / collectivités territoriales).
- Manque de volonté des personnes chargées de la mise en œuvre / manque de priorité accordée à la biodiversité et à la qualité du paysage dans les zones d'habitation
- Absence de contrôles, de sanctions ou d'incitations
- Manque de connaissance du droit fédéral au niveau cantonal ou communal
- D'autres lois et/ou contraintes entravent la mise en œuvre efficace et effective (mot-clé : conflits d'objectifs).

YC / AD : Les ressources humaines font clairement défaut à plusieurs niveaux, mais aussi les connaissances en général :

- Utilisation et distribution des moyens financiers existants.
- Appropriation et partage des connaissances légales, locales et dans le domaine du subventionnement (par exemple art. 18b al. 2 LPN qui pourrait servir comme base pour certains projets mais qui n'est pas connu – **rière de mettre en avant cet article !**)
- Implications des services cantonaux appropriés et au bon moment
- Personnes actives en dehors des services cantonaux – voir question 13

De plus il serait favorable de viser une meilleure intégration de l'étude sur les subventions dommageables à la biodiversité, publiée par la société des sciences naturelles, car il existent encore diverses subventions dont il est fait usage et qui sont nuisibles à la biodiversité y compris en zone urbaine.

(DOI : 10.5281; lien : https://portal-cdn.scnat.ch/asset/c49f6f41-eb79-5c7b-a46d-81bdbc97753a/Factsheet_Subventionen_F_rot_online.pdf?b=c5054aa3-088b-5408-ac42-a5721b38f6c7&v=7496829b-8cb2-5525-9e22-ca21978b0c46_0&s=JSTnfpw2B1TyvCfY7Vtb-bYQtImWctx-Fpv0FL0D6gNvwDnSI933Z5h8rEgOrwBlrGUDR4RAiQY4kJQ1M-tMdYJ1EXRS6htWGNLpkngYl3yKrl9meYC8H0kXzGXlNpX5i3N0XB1hdxnSKYG3PA-neyn13lmks5bBAql2gkUjvRrhM)

13. Estimez-vous que d'autres mesures soient nécessaires ?

Il manque dans le canton du Valais des personnes actives non comme « décideurs et contrôleurs » au niveau cantonal, mais plus comme coachs et accompagnateurs / faiseurs de liens (« pèlerins ») qui pousseraient ces thématiques dans les communes de manière informelle et créeraient un réseau de partage de connaissances. C'est quelque chose qui existe par exemple dans le grand-Genève avec les corridors écologiques et qui y fait beaucoup avancer la biodiversité.

14. Avez-vous éventuellement une idée de ce qui devrait être entrepris et de ce que vous recommanderiez à la Confédération ?

- AD a déjà évoqué des idées de mise en œuvre à l'intermédiaire des projets d'agglomération (question 11). Les communes mettent ces projets en œuvre de manière active grâce aux aides financières octroyées. Il faut attribuer la même importance et les mêmes moyens à la nature, la biodiversité et aux paysages qu'on attribue aujourd'hui à la mobilité et aux infrastructures au sein des programmes d'agglomération.
- Il s'agit aussi de mieux coordonner les mesures demandées des cantons et communes pour ne pas générer d'impacts négatifs sur la biodiversité en suivant d'autres directives considérées plus importantes. Généralement la biodiversité et les paysages dans les espaces bâtis sont les premiers contenus de planification à être ignorées en faveur d'autres priorités, qu'elles soient légales ou financières – il ne faut pas continuer cette pratique.

Questions de conclusion

15. Y a-t-il des aspects importants concernant la biodiversité et la qualité du paysage dans les zones urbanisées qui n'ont pas encore été abordés ?

Un élément rarement abordé pour cause de manque de ressources sont les réseaux écologiques ainsi que les plans d'action intercommunaux/régionaux pour développer ces réseaux. Quelques groupes de communes commencent à y penser et à offrir des cours et partages de connaissances. Il faut en tout cas plus de partage entre communes – cela va main en main avec la réponse 13.

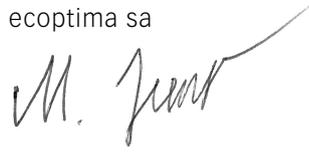
En parlant de réseaux écologiques/infrastructure écologique : Les zones urbaines ne peuvent pas être considérées dans le cadre de la planification en cours, car les surfaces non bâties dans ces zones sont trop petites pour l'échelle du projet. Cet élément devra donc être renforcé dans le futur ; pour l'instant les espaces bâtis ne pourront pas être considérés dans le processus de planification de l'infrastructure écologique au niveau cantonal.

16. Avez-vous des remarques finales à faire ?

Il serait très intéressant d'obtenir les résultats de l'étude, et de voir ce que disent les autres cantons inclus dans l'étude.

Bern, 9 mai 2023

pour le PV
ecoptima sa

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Jeanneret', with a long, sweeping flourish extending to the right.

Maxime Jeanneret

Anhang 3: Kommunale Grundlagen

1. Kanton Aargau

1.1 Aarau (Stadt)

Bau und Nutzungsordnung (BNO), vom 27.08.2018 (Stand 11.06.2020) (https://aarau.tlex.ch/app/de/texts_of_law/7.1-1)

- § 17 Zonen Gartenstadt zwei- und dreigeschossig (GS2, GS3)
 - 1 ...Zudem bezwecken sie die strukturelle Erhaltung und massvolle Verdichtung der von grosszügiger Durchgrünung geprägten Wohnquartiere.
 - 2 Es sind ... und eine Grünflächenziffer von 0.45 einzuhalten. Falls im Einzelfall die strukturelle Erhaltung und die grosszügige Durchgrünung durch die volle Ausschöpfung der Grundmasse beeinträchtigt würden, kann der Stadtrat reduzierte Grundmasse (GL und ÜZ) und eine erhöhte Grünflächenziffer festlegen.
 - 5 Abgrabungen und Aufschüttungen sind möglichst zu vermeiden.
 - 6 Im Raum zwischen Strasse und Gebäude dürfen Zugänge, Zufahrten und Hartbeläge in der Regel höchstens einen Drittel der gemeinsamen Grenze mit der Strasse in Anspruch nehmen.
 - 7.... Soweit die übrige Abgrenzung gegenüber den Strassen nicht mit einer Mauer oder einem Zaun vorgenommen wird, ist sie mit einer Hecke herzustellen. Einfriedungen sind strassentypisch zu erstellen und dürfen nur für Zugänge und Zufahrten unterbrochen werden.
 - 8 Die Umgebung ist soweit möglich ökologisch wertvoll zu begrünen. Die Bepflanzung mit Bäumen und Sträuchern ist zu erhalten oder wiederherzustellen. Dabei sind einheimische, standortgerechte Pflanzenarten zu bevorzugen.
- § 19 Zone Freiraum (FR)
 - 1 Die Zone dient der Erholung, der Freizeitgestaltung und der Trennung des Siedlungsgebiets.
 - 2 Die Zone ist vorrangig begrünt zu erhalten. Zulässig sind nur untergeordnete Bauten und Anlagen, die dem Zonenzweck dienen...
- im Kapitel 4, Schutzzone werden einige Bestimmungen bezüglich Schutzzonen genannt. Dabei liegt der Fokus aber auf Schutzzonen im Kulturland und somit ausserhalb des Siedlungsgebietes
- § 61 Umgebungsgestaltung
 - 1 Das Terrain darf nicht unnötig verändert werden. Terrainveränderungen müssen sich einwandfrei in die Umgebung einordnen. Die Versiegelung von Flächen ist auf das Notwendige zu beschränken.
 - 2 Grünräume sind ökologisch wertvoll zu gestalten.

Naturnahe Umgebung. Leitfaden März 2020

(https://www.aarau.ch/public/upload/assets/11026/Leitfaden_naturnahe_Umgebung_web.pdf?fp=1599035967069)

- "Die Broschüre richtet sich an Bauherrschaften, Projektierende und an die interessierte Bevölkerung. Sie zeigt verschiedene naturnahe

Anhang

Elemente auf, die der Erhaltung von Pflanzen und Tieren dienen und die Biodiversität fördern. Informationen zur Planung, zu verschiedenen Lebensräumen oder zu den tierischen Bewohnern des Naturgartens führen ins Thema. Sie dienen als Inspirationsquelle für grössere und kleinere Veränderungen im eigenen Garten, rund ums Mehrfamilienhaus oder auf dem Firmenareal."

Biodiversitätskonzept

- Teil 1: Strategien und Ziele (<https://www.aarau.ch/public/upload/assets/12193/Biodiversitätskonzept%20Teil%201%20Strategien%20und%20Ziele.pdf?fp=1>)
- Teil 2: Massnahmen (<https://www.aarau.ch/public/upload/assets/11646/Biodiversitätskonzept%20Teil%202%20Massnahmen.pdf?fp=1>)
 - *"Ziel 3: Der ökologische Wert nicht versiegelter Flächen im Siedlungsraum wird erhalten und gefördert."*
 - *"Ziel 4: ökologisch wertvolle Stadtbäume und Gehölze werden erhalten und gefördert"*.
 - *"Ziel 5: Eine hohe Arten- und Erlebnisvielfalt wird am Stadtbach sowie an den kantonalen Bächen erhalten und gefördert. Die Hochwassersicherheit wird gewährleistet"*
 - --> pro Ziel sind weitere Unterziele, sowie konkrete Massnahmen im Teil 2 des Konzeptes enthalten

Natur findet Stadt (<https://www.naturfindetstadt.ch>)

- *"verschiedene Gemeinden des Kantons Aargau unterstützen ihre Bevölkerung aktiv durch das Projekt NATUR FINDET STADT bei der massgeschneiderten Planung und Umsetzung von naturnahen Aufwertungen und Gestaltungen"*
- Gemeinde finanziert die Naturgartenberatung von Privatpersonen
- Das Projekt in Kürze:
"Mit dem Siedlungswachstum und der zunehmenden Verdichtung wird es immer wichtiger, die noch vorhandenen Freiräume ökologisch hochwertig zu gestalten und sie als Trittsteine zwischen den Lebensräumen zu erhalten. Denn im urbanen Raum kann ein beachtlicher Teil unserer Artenvielfalt erhalten und gefördert werden."

"Das Projekt NATUR FINDET STADT beinhaltet die Förderung der Biodiversität im Siedlungsraum auf zwei Ebenen: Einerseits auf öffentlichen Grünflächen, andererseits in privaten Gärten. Möglichst viele Menschen sollen dabei unterstützt werden, mit einfachen Mitteln die Natur in ihrer unmittelbaren Umgebung zu fördern und gleichzeitig die Aufenthaltsqualität für die Menschen zu erhöhen. Lanciert wurde das Projekt in Baden und wird dank der Finanzierung durch den Kanton Aargau, dem Naturama Aargau, dem Jurapark Aargau und den teilnehmenden Gemeinden seit 2018 im ganzen Kanton umgesetzt. Die übergeordnete Projektleitung liegt beim Naturama Aargau und Jurapark Aargau. In den Gemeinden übernehmen Umweltfachleute der Verwaltung, Naturschutzkommissionen sowie Natur- und Vogelschutzvereine tragende Rollen vor Ort. Die Umsetzung und der Unterhalt werden von

Anhang

erfahrenen Naturgärtnerinnen und Naturgärtnern sowie der Werkhofgruppe übernommen."

Freiraumkonzept Stadt Aarau. Pflege und Entwicklung der öffentlichen Grün- und Freiräume (https://www.aarau.ch/public/upload/assets/6243/Kurzfassung-Freiraumkonzept_A4.pdf?fp=1)

- *Das Freiraumkonzept zeigt im Teil 1 die Qualitäten, Potenziale und Defizite der Freiräume Aaraus auf und definiert den Handlungsrahmen sowohl für gestalterische Aufwertungen wie für die Schaffung neuer Freiräume. Es dient als Grundlage zur Vorbereitung und Umsetzung zukünftiger Planungsvorhaben im Siedlungsraum.*
- *Demgegenüber legt der Masterplan Pflege und Entwicklung als Teil 2 den inhaltlichen Schwerpunkt auf die Optimierung des Unterhalts der vom städtischen Werkhof bewirtschafteten Grün- und Freiräume Aaraus. Er koordiniert die Zielrichtung für die Pflege und Entwicklung dieser Flächen.*
- *Die Teile 1 und 2 des Freiraumkonzepts werden ergänzt mit Pflegeplänen sowie Massnahmenblättern zu allen 98 (Stand 2009) vom Werkhof betreuten Anlagen bzw. Anlagenteilen (Teil 3), sowie mit Entwicklungsplänen für spezielle, wichtige Gebiete bzw. Liegenschaften wie die Gönhardgüter, den Casinogarten oder das Aareufer West (Teil 4).*

1.2 Berikon (Agglomerationsraum)

Konzept Biodiversität (<https://www.berikon.ch/biodiversitaet>)

- Biodiversitätskonzept der Gemeinde Berikon greift die Ziele aus dem Leitbild auf
- *konkrete Aufgaben und Projekte zur Förderung der Biodiversität in Berikon*
 - *Hecken*
 - *Hochstammbäume*
 - *Ruderalflächen*
 - *Waldlehrpfad und Rundwege*
 - *Öffentlichkeitsarbeiten*
 - *Rummelbach - Bachläufe*
 - *Bekämpfung der Neophyten*
 - *Stellungnahmen zu aktuellen Problemen wie Buchsbaumzünsler, Laubholzkäfer, usw.*
 - *Förderung von Steinhaufen und Altholzinseln*
 - *Stellungnahmen von grossen Überbauungen mit Grünflächen*
 - *Buntbrachen und Blumenwiesen*
 - *Vernetzung von bestehenden Wäldern oder Waldteilen mit verschiedenen Bepflanzungen*
 - *Erstellung von Feuchtzonen oder stehenden Gewässern für die Förderung der bedrohten Amphibienarten*

Leitsätze / Leitbild (https://www.berikon.ch/sites/default/files/2016-10/Leitsaetze_Berikon_aktuell.pdf)

Anhang

- 1. Gemeindeentwicklung;
 - 1.1 Bevölkerungs- und Siedlungsentwicklung: "...Den Grünräumen wird besondere Beachtung geschenkt..."
 - 2.2. Landschaft und Ökologie: "Wir schützen die natürlichen Lebensressourcen Wasser, Luft und Boden und pflegen aktiv unsere Natur und Umwelt."; "Die Gemeinde sorgt für den Erhalt der Landschaft und Grünflächen."; "Der Biodiversität wird besondere Beachtung geschenkt."

Bau- und Nutzungsordnung (BNO) vom 04.11.2015 (https://www.berikon.ch/sites/default/files/2016-12/Berikon_BNO_2.pdf)

- §3 Planungsgrundsätze (Leitbild 2010)
 - 1 Die BNO dient der Verwirklichung der Planungsgrundsätze hinsichtlich der räumlichen Ordnung und der Umwelt. Die wesentlichen Ziele der BNO sind:
 - 2 Jede raumwirksame Tätigkeit soll unter Schonung der natürlichen Lebensgrundlagen wie Boden, Luft und Wasser erfolgen.
- §9 Dorfzone DZ
 - 9 Die Freiräume sind entsprechend dem Dorfcharakter mit Gärten, Vorplätzen, Bäumen zu gestalten. Abstellplätze sind sorgfältig einzufügen. Gemeinschaftliche Lösungen sind anzustreben. Zusätzlich zu den erforderlichen Unterlagen ist ein Umgebungsplan einzureichen.
- §20 Naturobjekte
 - 1 Die im Bauzonen- und Kulturlandplan bezeichneten und im Anhang 1.3 aufgelisteten Naturobjekte sind landschaftlich und biologisch wertvoll. Sie sind geschützt, dürfen nicht beseitigt werden und sind artgerecht zu unterhalten.
 - 2 Es werden folgende Naturobjekte geschützt: Hecken und Feldgehölze; Einzelbaum / Baumreihen; Waldränder; Erratiker

(Schutzziele und Pflegemassnahmen, Nutzungsbeschränkungen in BNO aufgelistet)

1.3 Tegerfelden (ländlich)

Leitbild Tegerfelden (18.02.2019) (https://www.tegerfelden.ch/docn/577883/Leitbild_Tegerfelden_vom_27.02.2019.pdf)

- Ziele Siedlungs- und Landschaftsstruktur:
 - Die Gemeinde pflegt und fördert die Nähe zur Natur und wertet den Grünanteil im öffentlichen Raum auf.
- Ziele Umwelt, Energie, Naturschutz:
 - Die Umwelt wird aktiv und nachhaltig genutzt und gestaltet.
 - Tegerfelden unterstützt ressourcenschonende und nachhaltige Massnahmen.
 - Naturnahe Lebensräume werden gefördert und erhalten.
- Massnahmen Siedlungs- und Landschaftsstruktur:
 - Naturbelassene Strassen und Fusswege pflegen.
 - Fördern der verdichteten Bauweise und Beratung für qualitativ hochstehende Grünanteile.

Anhang

- *Beratung der Wohnbevölkerung über die Verwendung von einheimischen Bäumen, Sträuchern und Pflanzen.*
- *Die Gemeinde fördert Naherholungsgebiete.*
- *Übersicht über Feucht- und Amphibiengebiete erstellen.*
- *Informationstafeln im Gelände für Schule und Bevölkerung.*
- *Stellenweise Fussweg entlang der Surb,*
- *Massnahmen Umwelt, Energie und Naturschutz;*
 - *Ergänzung und Erweiterung der bestehenden lokalen Konzepte zu Energie, Umwelt und Naturschutz.*
 - *Der Austausch und die Vernetzung über Themen betreffend Umwelt, Energie und Naturschutz wird gepflegt und gefördert.*

Bau- und Nutzungsordnung (BNO) 08.11.2013 ([https://www.tegerfelden.ch/docn/1129192/BNO_Bau- und Nutzungsordnung.pdf](https://www.tegerfelden.ch/docn/1129192/BNO_Bau-_und_Nutzungsordnung.pdf))

- §3 Planungsgrundsätze:
 - 1 *die BNO dient der Verwirklichung der Planungsgrundsätze hinsichtlich der räumlichen Ordnung und der Umwelt. Die wesentlichen Ziele der BNO.*
 - die ökonomisch wie ökologisch sinnvolle Verdichtung des Baugebietes, entsprechend den örtlichen Voraussetzungen (Siedlungsentwicklung nach "innen").*
 - das Erreichen einer guten Siedlungs-, Freiraum- und Architekturqualität.*
 - Die Pflege des Orts- und Landschaftsbildes, der prägenden Bauten und Anlagen sowie der Naturelemente.*
 - Die Erhaltung und Verbesserung der siedlungsökologischen und landschaftlichen Qualitäten.*
 - Der Schutz der Menschen, Tiere und Pflanzen, ihrer Lebensgemeinschaften und Lebensräume vor schädlichen oder lästigen Einwirkungen.*
 - 2 *jede raumwirksame Tätigkeit soll unter Schonung der natürlichen Lebensgrundlagen wie Boden, Luft und Wasser erfolgen.*
- §8 Dorfzone D
 - 9 *Die Freiräume sind entsprechend dem Dorfcharakter mit Gärten, Vorplätzen und Bäumen zu gestalten. Abstellplätze sind sorgfältig einzufügen. Zusätzlich zu den erforderlichen Unterlagen ist mit dem Baugesuch ein Umgebungsplan einzureichen.*
- §11 Gewerbezone GE
 - 5 *die Grünflächenziffer beträgt mindestens 0.1. Die Grünflächen sind als extensiv genutzte Flächen und, soweit betrieblich möglich, zusammenhängend anzulegen. Wo möglich sollen Bäume angepflanzt werden. Es ist ein Bepflanzungsplan einzureichen. Der Gemeinderat kann Ersatzvornahme anordnen, wenn die vereinbarten Massnahmen nicht eingehalten werden.*
- §14 Uferschutzzone
 - 1 *Die Uferschutzzone bezweckt die Erhaltung der Gewässer und der Ufervegetation. Veränderungen am Gewässer und an der Uferbestockung sind nicht zulässig, ausgenommen sind die im öffentlichen Interesse erforderlichen Unterhaltsarbeiten gemäss BauG.*

Anhang

2 Die Uferschutzzone ist von allen Bauten freizuhalten. Spazierwege, Erholungseinrichtungen (Gartenbänke, Kinderspielflächen usw.) sowie zur Pflege der Uferschutzzone notwendige Kleinbauten sind zugelassen sofern sie der kantonalen und eidgenössischen Gewässerschutzgesetzgebung entsprechen.

3 Der Bestand an Bäumen und Sträuchern ist zu erhalten und allenfalls zu ergänzen. Die nicht Ufervegetation umfassenden Bereiche können als Heuwiese genutzt werden.

– §18 Naturschutzzonen

Schutzzonen: Trockenstandorte, Feuchtstandorte (mit Schutzziele und Pflegemassnahmen, Nutzungsbeschränkungen in BNO)

– §21 Naturobjekte

2 es werden folgende Naturobjekte geschützt: Hecken und Feldgehölze; Hochstammbestände und Baumreihen; Natur-/Kulturobjekte im Wald; Einzelbaum; unbestockte Fläche.

2. Kanton Basel-Stadt

2.1 Basel (Stadt)

Freiraumkonzept (<https://www.raumplanung-staedtebau-stadt-raum.bs.ch/planungsgrundlagen-konzepte/konzepte/freiraumkonzept.html>)

- *Ziel: Basel ist reich an Freiräumen unterschiedlichster Art. Das Stadtbild wird von Flächen unter freiem Himmel geprägt – vom städtischen Clara-platz bis zum landschaftlich gestalteten St. Johanns-Park, von den grünen Innenhöfen in den Quartieren bis zu den Obstwiesen auf dem Bruderholz. Die Freiräume sind ein wichtiger Bestandteil der Lebensqualität in unserer Stadt. Sie tragen entscheidend zum Wohlbefinden der Menschen bei, die hier wohnen, arbeiten oder die Stadt besuchen. Es ist deshalb von besonderer Bedeutung, solche Freiräume zu schaffen, zu erhalten und weiterzuentwickeln.*
- *Vorgehen: Mit dem Freiraumkonzept für die Stadt Basel wurde eine Bestandsaufnahme gemacht und gleichzeitig aufgezeigt, wie sich diese Räume entwickeln sollen. Das Konzept beschreibt detailliert, wie die Freiräume über die Stadt verteilt sind, wie viele Grünflächen in Basel zur Verfügung stehen und wo Verbesserungsbedarf besteht.*

Teilrichtpläne (<https://www.raumplanung-staedtebau-stadt-raum.bs.ch/planungsgrundlagen-konzepte/teilrichtplaene.html>)

- Stadtteilrichtplan Gundeldingen
- Entwicklungsrichtplan Innenstadt
- Entwicklungskonzept Badischer Bahnhof
- Stadtteilrichtplan Heuwaage-Zoo
- Landschaftspark Wiese
- Richtplan Äusseres St. Johann
- (Teilrichtplan Energie)
- (Teilrichtplan Fuss- und Wanderwege)
- (Teilrichtplan Velo)

Merkblatt Gewässerraum. Nutzung, Bewirtschaftung und Bebauung des Gewässerraums. (<https://www.raumplanung-staedtebau-stadt-raum.bs.ch/planungsgrundlagen-konzepte/nutzungsplaene/kantonaler-nutzungsplan-gewaesserraum.html>)

- *Dieses Merkblatt richtet sich an Eigentümer und Eigentümerinnen sowie Bewirtschafter und Bewirtschafterinnen von Parzellen im Gewässerraum und an Bauherren und Planungsbüros, die Anlagen im Gewässerraum planen oder umsetzen. Es orientiert über die zulässigen Nutzungen und Bewirtschaftungsmethoden sowie über die Vorgaben für den Bau oder die Umgestaltung von Anlagen im Gewässerraum.*

2.2 Riehen (Agglomerationsraum)

Natur- und Landschaftsschutzkonzept der Gemeinde Riehen. Naturinventar 2016, Erfolgskontrolle sowie Ziele und Massnahmen für die

Anhang

nächsten 15 Jahre (https://www.riehen.ch/verwaltung/dokumente/dokumente/natur-und-umweltschutz/bericht_naturinventar_riehen_2016.pdf?highlight=Baureglement)

- 5.5 Ziele und Massnahmen (hier aufgelistet: Ziele mit direktem Bezug zum Siedlungsgebiet)
 - Ziel 9: "Das Wissen über Biodiversität und den Wert einer vielfältigen, naturnahen Umgebung innerhalb und ausserhalb der Siedlung ist in der Bevölkerung vorhanden."
 - Ziel 31: "Die Fläche der öffentlichen Grünanlagen in der Siedlung soll nicht abnehmen und vermehrt extensiv bewirtschaftet werden. In den dafür geeigneten öffentlichen Grünanlagen sollen insgesamt mindestens 30% extensive Flächen entstehen."
 - Ziel 32: "Der Friedhof Hörnli wird nach einem umfassenden Naturschutzkonzept bewirtschaftet, welches garantiert, dass die verschiedenen Naturwerte optimal erhalten und gefördert werden."
 - Ziel 34: "Die Siedlungsfläche soll weiterhin wertvollen Lebensraum für Tier- und Pflanzenarten bieten und insgesamt einen hohen Naturwert aufweisen."
 - Ziel 35: "Die Anzahl grosskroniger und alter Bäume innerhalb der Siedlung soll erhalten bleiben."
 - Ziel 36: "Die Kleinwaldflächen im Siedlungsgebiet bleiben erhalten. Sie weisen eine standortgemässe Baumartenvielfalt und eine vielfältige Struktur auf."

Zonenordnung Riehen (SG RiE 730-130) vom 24.09.2015 (Stand 01.01.2017) (https://www.gesetzessammlung.bs.ch/app/de/texts_of_law/RiE%20730.130)

- § 5 Freizeitgartenzone
 - 1Für die Freizeitgartenzone werden folgende Vorschriften erlassen:*
 - a) Es sind Freizeitgartenareale und die für den Betrieb notwendigen gemeinsamen Infrastrukturbauten und -anlagen zulässig.*
 - b) Pro Gartenparzelle ist ein Gartenhaus mit einer maximalen Grundfläche von 10 m² und einer maximalen Gebäudehöhe von 2,8 m zulässig. Die Grundfläche sämtlicher Gebäudeteile des Gartenhauses inklusive Vordächer und aller Neben- und Anbauten darf pro Gartenparzelle 34 m² nicht überschreiten.*
 - c) Die Gartenhäuser sind in Holzbauweise zu erstellen.*
 - d) Zusätzlich ist ein Gewächshaus mit einer Grundfläche von 10 m² und einer maximalen Gebäudehöhe von 2,2 m zulässig.*
 - e) In den Freizeitgartenarealen Hörnli und Bäumlhof II ist pro Gartenparzelle eine Unterkellerung mit einer Grundfläche von maximal 10 m² zulässig.*
 - f) Die Bewirtschaftung der Gartenparzellen soll naturnah erfolgen.*
 - g) Solaranlagen sind bis zu einer Gesamtleistung von 180 Watt und einer Betriebsspannung von 24 Volt zulässig.*
 - h) In den Freizeitgartenarealen sind als ergänzende Nutzungen öffentliche Wegverbindungen, dem ökologischen Ausgleich und Ersatz dienende Flächen sowie der Erholung dienende öffentliche Freiräume und die zu ihrer Ausstattung üblichen Bauten und Anlagen zulässig.*

Anhang

- Riehen besitzt kein eigenes Zonenreglement. Das kantonale Bau- und Planungsgesetz regelt die Nutzung und Bebauung der Grundstücke in Riehen.

Nutzungsplanung Stettenfeld: Erhebung der Naturwerte und Entwerfen eines Zukunftsbildes (26.10.2020) (https://www.riehen.ch/wAs-sets/docs/leben-und-wohnen/bau-mobilitaet/planungen-gemeinde/entwicklungsbereich-stettenfeld/2010_Naturraum-Stettenfeld-Bericht-V3.pdf?highlight=Gartenrotschwanz)

- *Die Entwicklung des 17.5 ha grossen Stettenfelds erfolgt in einem zweistufigen Verfahren. In einem ersten Schritt hat der Einwohnerrat 2015 die Nutzungsplanung festgesetzt, die besagt, dass die Gemeinde ein Gesamtkonzept für ein attraktives und familienfreundliches Quartier gestützt auf nachhaltigen Grundsätzen erarbeitet wird. Ebenso wurden die Flächenanteile der verschiedenen Nutzung definiert; 55% sind als Bauzone, 35% als öffentliche Grünfläche und 10% für Freizeit- und Sportanlagen vorgesehen. In einer zweiten Planungsstufe wird nun konkret definiert, wo diese Zonen liegen und wie sie gestaltet werden.*
- *Gemäss Nutzungsplanung sind die vorhandenen Naturwerte bei der Festlegung der Bauungsstrukturen zu berücksichtigen. Als Grundlage für den weiteren Planungsprozess sollen deshalb die Naturwerte im Stettenfeld genauer erfasst und bewertet werden. Das Gebiet weist eine grosse Bedeutung für die Vernetzung der Grünräume am Dinkelberg, dem Wiesental und am Schlipf zu. Auch diesbezüglich sollen deshalb die relevanten Aspekte (Zielarten, Strukturen) aufgearbeitet werden, um in die weitere Planung einzufließen.*

2.3 Bettingen (Agglomerationsraum [keine ländliche Gemeinde vorhanden im Kanton])

Kommunaler Richtplan Bettingen (25.11.2003). (<https://www.bettingen.bs.ch/umwelt/raumplanung/richtplan-bettingen.html>)

- *Siedlung:*
 - Ziel 8: Attraktiv gestaltete Grün- und Freiräume durchziehen die Quartiere. Sie dienen der Erhöhung des Wohnwertes, der Naherholung und der ökologischen Vernetzung.
 - *Massnahme 12: Natur im Siedlungsgebiet: Das Naturpotential im öffentlichen und privaten Siedlungsraum wird durch die Schaffung von naturnahen Lebensräumen verstärkt genutzt. Die naturnahe Gestaltung von öffentlichen Anlagen und von Privatgärten wird gefördert.*
 - *Massnahme 15 Klima: Thermische Situation / Durchlüftung: Im Rahmen der Nutzungsplanung werden folgende Zielsetzungen verankert: Versiegelung so gering wie möglich halten; Grün- und Freiflächen erhalten; Bepflanzungen im Bereich der Strassen*
- *Verkehr und Landschaft:*
 - Ziel 11. *Die biologischen und landwirtschaftliche Vielfalt werden erhalten und, wo Defizite bestehen, aufgewertet. Einheimische Tier- und Pflanzenarten mit ihren Lebensräumen werden geschützt und gefördert. Ein weiteres Artensterben wird verhindert.*

Anhang

- Ziel 12: Der ökologischen Vernetzung wird im Rahmen der nachfolgenden Planungen eine hohe Priorität eingeräumt.
- Ziel 13: Geländeformen und geologische Aufschlüsse sowie Steinbrüche werden als gliedernde Elemente und vernetzende Lebensräume in Siedlung, Kulturland und Wald erhalten.
- Ziel 15: Die Fliessgewässer (Bettinger Bach, eingedolter Bach im Chrischonatal) werden - soweit sinnvoll - renaturiert und wieder ausgedolt. Das «Entwicklungskonzept Fliessgewässer BS» dient als Grundlage.
- Ziel 17: Das «Bettinger Naturkonzept 2001» wird - wo nötig – in der Nutzungsplanung verankert. Die darin aufgezeigten Massnahmen, insbesondere der Erhalt der Hochstammobstgärten und die Waldrandaufwertung werden mit hoher Priorität umgesetzt.
- Massnahme 4: Korridore ökologische Vernetzung Sicherung der Korridore im Rahmen der nachfolgenden Planungen: Erhaltung und Schaffung von linearen und punktuellen Strukturen wie markante Einzelbäume, Alleen, Krautstreifen, Hecken in der Siedlung oder Landschaft und durch Aufwertung von Gewässern bzw. ihrer Uferbereiche. Günstige Rahmenbedingungen für Vernetzung im Siedlungsgebiet schaffen.

Naturinventar Bettingen (2017) (<https://www.bettingen.bs.ch/umwelt/naturschutz/naturkonzept.html>)

- Das Naturinventar aus dem Bettinger Naturkonzept von 2001 sollte aktualisiert werden. Im Rahmen von Vorarbeiten wurden deshalb die rund 50 Naturobjekte aus diesem kommunalen Inventar digitalisiert und auf einem Plan dargestellt. Zudem wurde im gleichen Massstab ein „Überschneidungsplan“ erstellt, in welchem die sich teilweise überschneidenden kommunalen Naturobjekte, die Naturobjekte des kantonalen Inventars der schutzwürdigen Naturobjekte und die kantonalen Biodiversitätsförderflächen (BFF) dargestellt sind. Der Überschneidungsplan und das Naturkonzept 2001 sind die Grundlagen für die Aktualisierung bzw. Neubearbeitung des Naturinventars Bettingen 2017.
- Im Gegensatz zum Naturkonzept 2001, welches Naturschutzkonzept und Naturinventar in einem Bericht zusammenfasste, werden diesmal Naturinventar und Natur- und Landschaftsschutzkonzept in separaten Berichten erarbeitet, da nur Letzteres vom Regierungsrat des Kantons Basel-Stadt genehmigt werden muss. Der vorliegende Bericht beinhaltet das Naturinventar. Dieses ist ein Biotopinventar, enthält also die Beschreibung und Beurteilung der Lebensräume ohne Artenlisten. Das Naturinventar bildet die Grundlage für die anschliessende Erarbeitung des Natur- und Landschaftsschutzkonzepts 2018.
- Art der Naturobjekte:
 - Wälder und Waldränder
 - Fliessgewässer und Weiher
 - Feldgehölze und Hecken
 - Obstgärten
 - Wiesen, Weiden und Rasen
 - Geotope (geologische Aufschlüsse und Dolinen)
 - Siedlungsraum (Trockenbiotop/Trockenmauern, Ruderalflächen)

Anhang

Natur- und Landschaftsschutzkonzept (2018) (<https://www.bettin-gen.bs.ch/umwelt/naturschutz/naturkonzept.html>)

- 77 - Siedlungsraum (Trockenbiotope/Trockenmauern, Ruderalflächen)
- langfristige Lebensraumziele:
 - Bestehende Trockenmauern sind erhalten und offengehalten. Sie dienen als Lebensraum für licht- und wärmeliebende Tiere und Pflanzen.
 - Es sind weitere Trockenbiotope und -mauern im öffentlichen Raum und in Privatgärten angelegt worden.
 - Trockenbiotope sind weitgehend frei von invasiven Arten.
 - Bestehende Ruderalflächen sind erhalten und offengehalten, d.h. der Bewuchs ist lückig und enthält höchstens einzelne Sträucher.
 - Im öffentlichen Raum sind weitere Ruderalflächen anstelle von intensiv gepflegten Grünflächen entstanden.
 - Ruderalflächen sind weitgehend frei von invasiven Neophyten.
- Massnahmen zur Zielerreichung
 - Bestehende Standorte werden regelmässig offengehalten.
 - Invasive Arten werden regelmässig entfernt oder zurückgeschnitten.
 - Weitere Trockenstandorte werden durch die Gemeinde im öffentlichen Raum angelegt und mit einheimischen Arten bepflanzt.
 - Die Bevölkerung wird bezüglich Wichtigkeit von Trockenstandorten sensibilisiert und zum Anlegen von Trockenbiotopen bzw. -mauern im eigenen Garten, auf dem Vorplatz etc. motiviert.
 - Das Unterhaltspersonal der Gemeinde wird bezüglich naturnaher Pflege geschult.
 - Invasive Arten werden regelmässig entfernt oder zurückgeschnitten.
 - Bestehende Standorte werden regelmässig offengehalten.
 - Die Bevölkerung bezüglich Wichtigkeit von Ruderalstandorten sensibilisiert. Damit wird die Akzeptanz für solche Lebensräume gefördert.
 - Das Unterhaltspersonals wird bezüglich naturnaher Pflege geschult.

3. Kanton St. Gallen

3.1 St. Gallen (Stadt)

Bauordnung vom 29.08.2000 (Stand 01.01.2018) (https://st.galen.tlex.ch/app/de/texts_of_law/731.1)

- Art. 3 Inventar der Naturobjekte
 - 1 *Der Stadtrat erstellt für die Verwaltung verbindliche Inventare der schützenswerten Natur- und Kulturobjekte.*
 - 2 *Sind solche Natur- oder Kulturobjekte gefährdet, wird das Verfahren auf Erlass von Schutzmassnahmen eingeleitet.*

- Art. 33 Allgemeines
 - 2 *Flachdächer mit mehr als 100m² Fläche sind zu begrünen*

- Art. 38 Umgebungsgestaltung
 - 1 *Die Umgebung von Bauten und Anlagen ist mit Grünflächen und Bepflanzungen ansprechend und benutzergerecht zu gestalten.*

- Art. 39 Bäume
 - 1 *Der Bewilligungspflicht unterliegt das Fällen von Bäumen*
 - a) *in den im Zonenplan bezeichneten Gebieten mit schutzwürdigen Grünflächen mit Baumbestand, mit einem Stammumfang von mehr als 0,8 m, gemessen 1 m über dem Boden;*
 - b) *deren Pflanzung verfügt worden ist.*
 - 2 *Die Bewilligung wird erteilt, wenn das Interesse an der Fällung das Interesse an der Erhaltung überwiegt. Das ist insbesondere der Fall, wenn*
 - a) *ein Baum ohne qualitative Verschlechterung des bestehenden Baumbestandes gefällt werden kann und der Baum nicht besonders schützenswert ist;*
 - b) *ein Baum im Bereich einer geplanten Hauptbaute steht und der Baum nicht besonders schützenswert ist;*
 - c) *die Nutzung von Räumen zu längerem Aufenthalt von Menschen unzumutbar beeinträchtigt wird.*
 - 3 *Mit der Bewilligung kann eine angemessene Ersatzpflanzung verfügt werden.*
 - 4 *Unzulässig ist der verunstaltende oder baumgefährdende Rückschnitt.*
 - 5 *Zur Erhaltung besonders schützenswerter Bäume können Grenz- und Gebäudeabstände unterschritten werden, soweit keine öffentlichen oder erhebliche private Interessen entgegenstehen.*

- Art. 59 Grünzonen
 - 1 *Die im Zonenplan ausgeschiedenen Grünzonen dienen folgenden Zwecken:*
 - a) *Freihaltung von Flächen vor Überbauung, insbesondere zwecks Gliederung des Siedlungsgebietes (Grünzonen F);*
 - b) *Erhaltung und Schaffung von Sport, Park- und Erholungsanlagen (Grünzonen A);*
 - c) *Erhaltung von Schutzgegenständen nach Art. 98 BauG[15] (Grünzonen S);*

Anhang

d) Sicherung von Grundwasserschutzzonen oder Grundwasserschutzzonen (Grünzonen G).

2 Der Zonenplan bezeichnet den Zweck der einzelnen Grünzonen.

- Art. 60 Landschaftsschutzzonen
 - 1 Die im Zonenplan bezeichneten Landschaftsschutzgebiete sind in ihrem Charakter zu erhalten.*
 - 2 Massnahmen, welche das Landschaftsbild oder den Landschaftshaushalt nachteilig verändern, sind unzulässig.*
 - 3 Bauten sind besonders gut zu gestalten und besonders gut in die Landschaft einzufügen.*

- Art. 61 Gehölzgruppen
 - 1 Die im Zonenplan bezeichneten Gehölzgruppen sind zu erhalten.*
 - 2 Über die ökologisch richtige Pflege hinausgehende Veränderungen sind bewilligungspflichtig. Sie sind nur zulässig, wenn ein gewichtiges, das Interesse an der Erhaltung überwiegendes Bedürfnis besteht. Mit der Bewilligung können Ersatzpflanzungen angeordnet werden.*
 - 3 Bauten haben gegenüber geschützten Gehölzgruppen einen Abstand von 10 m ab der Stockgrenze einzuhalten. Geringere Abstände sind im Einzelfall zuzulassen, wenn das Schutzziel nicht gefährdet wird.*

Biodiversitätsstrategie Stadt St. Gallen (09.08.2022)

(https://www.stadt.sg.ch/home/raum-umwelt/natur-landschaft/biodiversitaet/jcr_content/Par/stsg_downloadlist/DownloadListPar/stsg_download.ocFile/Biodiversitätsstrategie_StadtSt.Gallen_2022.pdf)

Handlungsfelder:

- *L Lebensraumförderung und Siedlungsökologie*
 - *V Lebensraumvernetzung*
 - *A Artenförderung*
 - *G genetische Vielfalt*
 - *N Invasive Neophyten*
 - *Ö Ökologischer Ausgleich*
 - *B Beratung, Information und Förderung*
 - *M Monitoring*
- Zu diesen acht Handlungsfeldern wurden 46 Ziele und 114 Massnahmen definiert.

Umweltkonzept, 2020 (<https://www.stadt.sg.ch/home/raum-umwelt/umwelt-nachhaltigkeit.html>)

Handlungsbereiche:

- *Stadtklima*
- *Stadtnatur*
- *Strahlung*
- *Luft*
- *Lärm*
- *Boden*
- *Wasser*

Anhang

- Für die sieben erwähnten Handlungsbereiche wurden 52 Massnahmen definiert. Dabei wurde die zeitliche Umsetzung sowie die Bedeutung für die sieben Handlungsbereiche bestimmt.

Baumstrategie, 2020 ([https://www.stadt.sg.ch/home/raum-umwelt/natur-landschaft/baeume/_jcr_content/Par/stsg_accordion_list/AccordionListPar/stsg_accordion/AccordionPar/stsg_downloadlist/DownloadListPar/stsg_download.ocFile/Baumstrategie%20\(September%202020\).pdf](https://www.stadt.sg.ch/home/raum-umwelt/natur-landschaft/baeume/_jcr_content/Par/stsg_accordion_list/AccordionListPar/stsg_accordion/AccordionPar/stsg_downloadlist/DownloadListPar/stsg_download.ocFile/Baumstrategie%20(September%202020).pdf))

Ziele:

- *Baumkontrolle und Baumpflege auf öffentlichen Flächen*
 - *Sicherheit gewährleisten*
 - *Alte Bäume erhalten*
- *Baumartenvielfalt auf öffentlichen Flächen*
 - *Standortgerechte, zukunftsfähige Bäume pflanzen*
 - *Tolerante Baumarten im Strassenraum verwenden*
 - *Einheimische Baumarten auf öffentlichen Grünflächen bevorzugen*
 - *Grosse Baumartenvielfalt sicherstellen*
 - *Keine invasiven Baumarten verwenden*
 - *Gute Standortbedingungen für Bäume schaffen*
- *Baumvolumen*
 - *Baumvolumen auf öffentlichen Flächen langfristig steigern*
 - *Baumvolumen auf privaten Flächen langfristig halten*
- *Baum auf öffentlichen und privaten Flächen*
 - *Baumschutz gewährleisten und einfordern*
 - *Baumschutz auf Baustellen sicherstellen*
- *Interessenvertretung und Kommunikation*
 - *Vertretung der Interessen des Baumschutzes*
 - *Aktive Kommunikation zu Baumthemen*

Stadtklima St. Gallen, Fachbericht zur Hitzeminderung, 2021 (https://www.stadt.sg.ch/home/raum-umwelt/umwelt-nachhaltigkeit/stadtklima/_jcr_content/Par/stsg_downloadlist/DownloadListPar/stsg_download.ocFile/P%20Stadtklima%20Bericht%20Version%204.2.pdf)

Handlungsfelder: "Mehr grün (Vegetation) und blau (Verdunstung von Wasser) statt grau (dunkle Materialien)"

- *Gebäude und Infrastruktur klimagerecht planen und bauen*
 - *Verwendung von Baumaterialien mit hoher Albedo*
 - *Begrünung von Gebäuden*
 - *Erhaltung und Schaffung von Grünflächen und unversiegelten Flächen*
 - *Förderung von Wasserflächen*
- Die einzelnen Handlungsfelder werden beschrieben, deren Wirksamkeit bewertet sowie konkrete Umsetzungsmassnahmen und Beispiele aufzeigt.

Freiraumstrategie, 2021 (https://www.stadt.sg.ch/home/raum-umwelt/staedtische-projekte/revision-bau--und-zonenordnung/freiraumstrategie/_jcr_content/Par/stsg_downloadlist/DownloadListPar/stsg_download_1123313633.ocFile/Bericht_Freiraumstrategie_20210512_Gestalter.pdf)

Anhang

Fünf Hauptziele:

1. *Freiraumversorgung sicherstellen*
 - *Neue Quartier-Freiräume in Entwicklungsgebieten sowie generell in Gebieten intensivierter Innentwicklung*
 - *Mehr Freiräume in Arbeitsplatzgebieten für ein attraktives Arbeitsumfeld*
 - *Mehr Aufenthaltsmöglichkeiten und Belebung der Quartierkerne*
 - *Entlastung der Innenstadt, mehr Belebung in St. Gallen Ost und West*
 - *Anpassung der Qualität und Nutzungsmöglichkeit in weniger dynamischen Gebieten*
 2. *Komfort und Atmosphäre gemäss den Freiraumprofilen pflegen*
 3. *StadtNatur und Stadtklima fördern*
 4. *Nutzungen koordinieren und gesellschaftliche Aktivitäten fördern*
 - *Engagierte unterstützen*
 - *Nutzungsansprüche abstimmen*
 - *Zugang zu öffentlichen Freiräumen schaffen*
 5. *Freiraumentwicklung aktiv und kooperativ vorantreiben*
 - *Mit Grundeigentümerschaften zusammenarbeiten*
 - *Partizipation zu unterschiedlichen Zeitpunkten koordinieren*
 - *Aktive Rolle in der Freiraumversorgung*
- *Raumplanung und quantitative Versorgung*
- *Informationen zu Freiräumen digital vernetzen*
 - *Freiräume mit dem Instrument "Freiraumprofile" aufwerten*
 - *Freiräume raumplanerisch sichern*
 - *Freiräume in Gewerbegebieten entwickeln*
 - *Die Zeile der Freiraumstrategie in den frühen Planungsphasen einbringen*
- *Gestaltung und Qualität*
- *Gemeinschaftsbildende und ökologisch wertvolle Grün-/Freiraumanlagen in Gebietsentwicklungen einfordern*
 - *Mehr Bäume im Strassenraum pflanzen*
 - *Vielfältig nutzbare Strassenräume schaffen*
 - *Angebot attraktiver Fusswege verbessern*
 - *Wirkung der Freiraumstrategie evaluieren*

Innenentwicklungsstrategie, 2021

<https://www.stadt.sg.ch/home/raum-umwelt/staedtische-projekte/revision-bau--und-zonenordnung/innenentwicklungsstrategie.html>

Leitsätze:

Qualitäten der Innenentwicklung

3. Bei der Innentwicklung und der Gestaltung des Stadtraum gehen wir vorausschauend mit den Auswirkungen des Klimawandels um (Durchlüftung, Versiegelung), sichern und schaffen neue Grünräume und fördern die Biodiversität.

4. Wir erhalten wertvolle grüne Freiräume und werten sie für Stadtbevölkerung und Arbeitstätige auf. Insbesondere unterversorgte oder stark wachsende Quartiere benötigen qualitativ gute Freiräume. Bei Arealentwicklung Privater fordern wir öffentlich zugängliche Freiräume ein.

Innenentwicklungsziele:

Anhang

- Einplanen neuer öffentlich-zugänglicher Freiräume
- Anpassung bestehender Freiräume (v.a. Zugänglichkeit, Aufenthaltsqualität)
- Sichern und Vernetzen bestehender öffentlicher Freiräume
- Sichern der Zugänglichkeit des Landschaftsraumes
- Grünzüge Ost/West entwickeln

Richtplan, 2012 (<https://www.stadt.sg.ch/home/raum-umwelt/stadtplanung/richtplan.html>)

S1 Siedlungsstruktur

- S1.1 Siedlungsraum
 - a) *Siedlungsbegrenzungslinien: Die Übergänge von Siedlung zur Landschaft und die Übergänge in unterschiedlichen Landschaftsbereichen innerhalb des Siedlungsgebietes sind empfindliche Bereiche, die einer sorgfältigen Planung bedürfen. Die Grenzen zwischen den verschiedenen Landschaftsräumen sollen dabei respektiert und durch gezielte Massnahmen, zum Beispiel durch eine Sondernutzungsplanung, hervorgehoben werden.*
 - b) *Bedeutende Freiräume: Das Stadtbild wird durch kleinere und grössere charakteristische Freiräume geprägt. Diese Freiräume sind nachhaltig in ihrer räumlichen Ausdehnung und Ausprägung zu sichern. Die Freiräume sind zudem im Rahmen der Zonen- und Sondernutzungsplanung zu berücksichtigen.*
- S1.3 Siedlungsverdichtung
 - a) *potenzielle Verdichtungsgebiete: ...Bei Neubauprojekten ist auch bei höherer Dichte der Gestaltung der Frei- und Aussenräume und einer angemessene Durchgrünung genügend Beachtung zu schenken....*

S4 Freiraum

- S4.1 Gebiete mit freiräumlichem Handlungsbedarf
 - a) *Gebiete mit freiräumlichem Handlungsbedarf: Der Erhaltung der vorhandenen Freiräume kommt in Gebieten mit schlechter Versorgung eine besondere Bedeutung zu. Bei städtebaulichen Entwicklungen sind diese Freiräume in die Projektierung zu integrieren. ... Mit gezielten gestalterischen Aufwertungsmassnahmen können Restflächen zu attraktiven Freiräumen entwickelt werden. Im Sinne einer erhöhten Nutzbarkeit sind vor allem funktionale Verbesserungen anzustreben. Freiräume wie Schul- und Sportanlagen sowie Familiengartenareale (vgl. S4.4), die bislang nur bestimmten Nutzergruppen zur Verfügung standen, sind auf eine Erhöhung ihres Öffentlichkeitsgrades zu überprüfen. In heute unterversorgten Gebieten soll im Rahmen von Bauvorhaben deshalb mit neuen, allgemein zugänglichen Freiräumen das Freiraumangebot verbessert werden.*
- S4.2 Öffentliche Räume
 - b) *Öffentliche Räume: Kerngebiete in Quartieren: ...Massnahmen zur Aufwertung und Stärkung der Kerngebiete sind beispielsweise: ...Einzelbäume oder Baumreihen pflanzen.*
 - d) *Bäume im Strassenraum: Aufgrund städtebaulicher Analysen werden die zu bepflanzenden und die freizuhaltenden Strassenabschnitte benannt. ...*
- S4.3 Städtischer Freiraumverbund

Anhang

- c) *Freiraumverbund neu: ...Bestehende Grün- oder Landschaftsräume sollen mit neuen Wegen ausgestattet werden. Ihre Realisierung ist mit Rücksicht auf die landschaftlichen und grünräumlichen Gegebenheiten anzugehen.*
- d) *Grünzug Ost: Der Grünzug Ost soll sich zu einem durchgängig vernetzten und erlebbaren Grünraum entwickeln, der die Stadt gliedert und ein breites Angebot an Freiraumnutzungen aufweist. Er soll wesentliche Erholungsfunktionen für die Bevölkerung der östlichen Stadtteile übernehmen. Ein Netz, bestehend aus Knoten (Kreuzungspunkten) und Längs- und Querverbindungen soll die Erlebbarkeit der Räume ermöglichen. Fehlende Verbindungen sollen ergänzt werden (vgl. V5.1d).*
- e) *Grünzug West: Mit dem Grünzug West soll eine durchgehende attraktive Grünverbindung von der Innenstadt bis zum Quartier Bruggen entwickelt werden. Für den Langsamverkehr soll eine eigene Verbindungsachse zwischen den Hauptverkehrsachsen Zürcher Strasse und Fürstenlandstrasse angeboten werden. Die angrenzenden Quartiere werden mit attraktiven Freiräumen versorgt. Es ist ein konzeptioneller Ansatz für einen Grünzug West zu erarbeiten, in dem die einzelnen vorhanden und neu zu entwickelnden freiräumlichen Bausteine zu einer Gesamtidee zusammengefasst werden.*
- S4.4 *Familiengärten*
 - a) *FG Blumenwies: Im Zusammenhang mit einer möglichen Bebauung auf dem Areal Blumenwies ist zu prüfen, ob mit den Restflächen eine Weiterführung des Familiengartenareals in Teilbereichen sinnvoll ist.*
 - b) *mögliche neue Familiengartenareale: Grütli/Burenbüchel..., Notkersegg..., Stephanshorn..., Moos/Schönenwegen..., Jahnstrasse..., Gübensee...*

L1 Land- und Forstwirtschaft

- L1.1 *Landwirtschaft*
 - b) *Landwirtschaft in Schutzgebieten: Landwirtschaftsflächen, die sich innerhalb des Perimeters einer Schutzverordnung befinden, sind nachhaltig, auf Basis ökologischer Bewirtschaftungsformen, zu pflegen resp. zu nutzen. Auf Flächen mit bedeutenden Naturwerten hat der Schutz Vorrang gegenüber der landwirtschaftlichen Produktion.*
- L1.2 *Fruchtfolgeflächen*
 - a) *Fruchtfolgeflächen (FFF) ...Fruchtfolgeflächen im übrigen Gemeindegebiet werden in eine Landwirtschaftszone (...), bzw. Grünzone (...) eingeteilt, sofern sie nicht für die Siedlungserweiterung vorgesehen sind.*
- L1.3 *Wald*
 - d) *Waldflächen innerhalb Siedlungsgebiet: Die Waldflächen innerhalb des Siedlungsgebietes benötigen eine gezielte Entwicklung, die der speziellen städtischen Situation entspricht. Unter Berücksichtigung der forstlichen, ökologischen, freiräumlichen und städtebaulichen Anforderungen sind gezielte Pflege- und Entwicklungsmassnahmen in einem Plan aufzuzeigen und sukzessive umzusetzen.*

L2 Natur- und Landschaftswerte

- L2.1 *Schutz der Naturwerte*
 - a) *Lebensraum: Die folgenden Lebensräume sind in ihrem Umfang zu erhalten, wo nötig und möglich zu erweitern, zu vernetzen,*

Anhang

ökologisch aufzuwerten und vor schädlichen Einwirkungen zu bewahren (Liste aller Objekte)

- *b) Gärten und Anlagen: Neun Gärten und Parkanlagen besitzen eine grosse Bedeutung als Lebensraum bedrohter Pflanzen und Tiere. Diese Objekte sind mit ihrer ökologischen Vielfalt zu erhalten und soweit möglich mit geeigneten Mitteln aufzuwerten. Die ursprüngliche Nutzung bleibt gewährleistet. (Liste aller Objekte)*
- *c) Ruderalflächen: Ruderalflächen setzen eine extensive Nutzung (z.B. Areal Güterbahnhof) oder regelmässige bauliche Eingriffe (Abstossen des bewachsenen Oberbodens) vor- aus, da sonst die seltenen Pflanzen und Tiere verdrängt werden. Im Gegensatz zu den eigentlichen Naturschutzgebieten können Ruderalflächen auch Teil der Umgebungsfläche einer Überbauung sein und so weiter bestehen. Die Entwicklung neuer Ruderalflächen wird unterstützt. (Liste aller Objekte) Für die erwähnten Ruderalflächen ist ein Konzept zu erarbeiten, das aufzeigt, wie ihre Bedeutung als Lebensraum erhalten werden kann und als Grundlage für eine künftige bauliche Entwicklung dient.*
- *d) Dachflächen: seltene Pflanzenbestände auf Dächern sind zu erhalten bzw. wenn möglich zu fördern (Dächer Kantonsspital, Innenhof Amtshaus)*
- *e) Inventar der schutzwürdigen Naturobjekte: Das Inventar der schutzwürdigen Naturobjekte ist regelmässig zu überprüfen und anzupassen. Das Verfahren zum Erlass von Schutzmassnahmen ist umgehend einzuleiten, wenn solche Schutzobjekte gefährdet sind.*
- *L2.2 Landschaftswerte:*
 - *a) Landschaftsschutzgebiete: Landschaftsräume, die für das Landschaftsbild der Stadt St. Gallen charakteristisch und von besonderer ästhetischer, kulturhistorischer oder naturbezogener Bedeutung sind, sollen als Landschaftsschutzgebiete ausgeschieden werden. Zusätzlich zu den heutigen Landschaftsschutzgebieten (Zonenplan Stand 2012) sind folgende Landschaftsräume mit einem Landschaftsschutz zu versehen.*
- *L2.3 Lebensraumvernetzung:*
 - *c) Bachöffnungs- und Aufwertungspotenzial: Das Bachöffnungs- und Aufwertungspotenzial im Gebiet der Stadt St. Gallen besteht aus 45km künstlichen und eingedolten Bachabschnitten. Gemäss bisheriger Planungen (Stand 2012) sind davon rund ein Drittel aus ökologischer Sicht zu öffnen bzw. aufzuwerten, für die weiteren Bachabschnitte ist dies zu prüfen. Bei der Entscheidung über mögliche Bachöffnungen und Aufwertungen ist ein jeweils angemessener Ausgleich zwischen den ökologischen Aspekten und den Gegebenheiten der Siedlung sowie den technischen und kulturhistorischen Faktoren vorzunehmen. Bestehende offene und naturnahe Bachsituationen sind als solche zu erhalten. Vorhaben im Gewässerbereich, die diese Situationen beeinträchtigen, sind zu vermeiden (z.B. Deponieprojekt im Unterlauf der Steinach). Besonders zu fördern sind Öffnungs- und Aufwertungs-massnahmen von Bächen in Schutzgebieten.*

L3 Landschaftsentwicklung

– L3.1 Naherholungsgebiete

- *a) Naherholungsgebiete: Der Richtplan zeigt die wichtigsten Naherholungsgebiete auf Stadtgebiet und definiert diese in ihrer räumlichen Ausprägung. Durch die Festsetzung der Gebiete im Richtplan sollen*

Anhang

die verstärkten Ansprüche an eine stadtnahe Erholung berücksichtigt werden. Ebenso soll damit eine ausgewogene Entwicklung der Landschaftsräume unter Beachtung von Zielkonflikten unterstützt werden. Zur Ermittlung der jeweiligen Entwicklungspotenziale sind gebietsbezogene Erholungskonzepte auszuarbeiten. Gleichfalls sind Aussagen zur Pflege und Bewirtschaftung zu erarbeiten. Folgende Naherholungsgebiete sind nachhaltig zu sichern und weiterzuentwickeln. Die in der Teilkarte L3 sowie in der Gesamtkarte aufgeführten Gebietsperimeter sind im Sinne eines Arbeitsperimeters zu verstehen. Je nach Ergebnis der Planung sind Anpassungen vorzunehmen. (mit Liste aller Naherholungsgebiete)

- L3.2 Landschaftsentwicklungsgebiete
 - a) Landschaftsentwicklungsgebiet: Mit der Festsetzung von Landschaftsentwicklungsgebieten im Richtplan werden Gebiete definiert, deren landschaftliche Entwicklungspotentiale erhoben und gezielt gefördert und weiterentwickelt werden. Dabei ist eine integrale Betrachtung der jeweiligen Landschaftsräume vorzunehmen, bei der sowohl die Aspekte der Landnutzung (Land- und Forstwirtschaft, Erholung) als auch die der Ökologie (Natur- und Landschaftsschutz) zum Tragen kommen. Mit Landschaftsentwicklungskonzepten und anderen Massnahmen sollen die natürlichen Lebensräume und die Naherholungsgebiete gesichert, aufgewertet und vernetzt werden. Gleichzeitig soll aber auch die nachhaltige Bewirtschaftung durch die Landwirtschaft gefördert werden. Folgende Gebiete sind nachhaltig zu entwickeln. (Liste aller Gebiete)

Naturwerte und Inventare (<https://www.stadt.sg.ch/home/raum-umwelt/natur-landschaft/naturwerte-naturinventare.html>)

- Inventar der Naturobjekte
- geschützte Gehölgruppen
- Bauminventar
- Wald
- Mauer- und Alpensegler-Inventar

Schutzverordnungen (<https://www.stadt.sg.ch/home/raum-umwelt/natur-landschaft/schutzverordnung.html>)

- Schutzverordnung Wenigerweier
- Schutzverordnung Bildweier
- Schutzverordnung Sitter- und Wattbachlandschaft
- Schutzverordnung Dreilinden

Schwammstadtfonds vom 22.02.2022

(<https://www.stadt.sg.ch/home/raum-umwelt/abfall-entsorgung/schwammstadt.html>)

3.2 Diepoldsau (Agglomerationsraum)

Siedlungsrand- und Freiraumkonzept vom 02.12.19 (https://www.diepoldsau.ch/docn/2430272/Freiraumkonzept_und_Siedlungsrand.pdf)

Anhang

Grobkonzeptionelle Ziele für die Siedlungsränder:

- Dorfstrukturtypische Übergangszonen am Siedlungsrand erhalten und aufwerten.
- Harte Übergänge vom Bebauungsrand zur Landschaft durch Übergangszonen aufwerten.
- Siedlungsrand für Naherholung aufwerten.
- Biodiversität fördern.

Grobkonzeptionelle Ziele des Freiraumkonzepts:

- Vielfalt an Freiraumfunktionen im Ortskern erhalten und stärken.
- Anbindung des Siedlungsbereichs an Freiraumstruktur verbessern.
- Zweckgebundene Freiräume ergänzen und aufwerten.
- Übergangszonen am Siedlungsrand erhalten und aufwerten.
- Grüngürtel zwischen Siedlung und Rheinschlaufe erhalten und erlebbar machen.
- Zugang zu gewässergeprägten Freiräumen verbessern und Aufenthaltsqualität erhöhen.
- Hohenemser-Strasse als zentral Achse aufwerten.
- Biodiversität fördern.

Für die jeweiligen Siedlungsränder und Freiraumtypen wurden aus den grobkonzeptionellen Zielen spezifische Massnahmen abgeleitet. Bspw.: (nur solche mit Bezug zur Biodiversität)

- Für Siedlungsrand Industrie: Übergangsbereich mit Gehölzen, Hecken und extensiven Wiesen gestalten.
- Für Siedlungsrand mit Übergangszone: Bestandserhalt von Grünflächen und deshalb keine Verdichtung in diesen Siedlungsrandtypen; Biodiversität erhöhen z.B. Obstanlagen
- Für Siedlungsrand gestaffelt: Übergang zu Landwirtschaftsflächen entlang Strassen gestalten, z.B. durch Gehölze und extensive Grünstreifen
- Für Siedlungsrand dicht: Biodiversität erhöhen durch gezielte Pflanzung von Gehölzen, Hecken und Einzelbäumen, Anlegen von extensiven Wiesen
- Für Siedlungsrand mit Baumgruppen: Förderung der Biodiversität durch z.B. Obstanlagen oder Wiesenflächen.

- Für gewässergeprägte Freiräume: Lebensräume für Fauna und Flora, erhalten und schützen durch Abstimmung Freiraumansprüchen mit Schutzverordnung.
- Für landwirtschaftlich geprägte Freiräume: Erhöhung der Biodiversität speziell in den Überganslebensräumen Feld-Siedlung, entlang den Wegrändern und Uferbereichen.
- Für zweckgebundene Freiräume (Bildung und Soziales): Konzept zur Förderung und Pflege der Biodiversität im Schulumfeld erarbeiten.
- Für zweckgebundene Freiräume (Kirchen und Friedhöfe): Konzept zur Förderung und Pflege der Biodiversität in Friedhofsarealen erarbeiten.
- Für zweckgebundene Freiräume (Sport und Freizeit): Konzept zur Förderung und Pflege der Biodiversität in Sport- und Freizeitanlagen erarbeiten.

Anhang

Art. 6 Grundsätze

- a) *Gutes Einordnen der Bauwerke in die natürliche und gestaltete Umwelt;*
- d) *Boden- und energiesparendes, kompaktes Bauen bei nachhaltiger Energienutzung;*
- e) *Streben nach Mehrfachnutzung von Flächen und Räumen, wo immer möglich und sinnvoll;*
- f) *Verwenden umweltverträglicher und langlebiger Baumaterialien;*
- g) *Fördern und vernetzen naturnaher Lebensräume in Siedlung und Landschaft und pflanzen einheimischer Gewächse;*

Natur- und Landschaftsschutzgebiet alter Rhein vom 23.11.1992

(https://www.diepoldsau.ch/docn/29687/Schutzverordnung_Alter_Rhein.pdf)

– Art. 2 Schutzziel und -zweck

Die Verordnung bezweckt:

- a) *den umfassenden Schutz des Alten Rheines vor jeder Beeinträchtigung seiner noch vorhandenen Lebensräume und der vielfältigen Tier- und Pflanzenwelt (abgestufter Biotop- und Artenschutz)*
- b) *die Regeneration der vorhandenen Mangelbiotope wie Verlandungs- und Sumpfböden, offene Kiesflächen sowie feuchte und trockene Gehölzräume.*
- c) *die Erhaltung des charakteristischen Landschaftsbildes in der Form des ehemaligen Mäanderbogens als prägende und begrenzende Landschaftsstruktur der Gemeinde Diepoldsau.*
- d) *Die Bewahrung des vielfältigen Erholungsraumes mit seinen offenen Wasserflächen und den abwechslungsreichen Ufer- und Gehölzpartien vor Beeinträchtigung und Übernutzung.*

Besondere Bestimmungen für Landschaftsschutzzonen:

– Art. 7 Erholungsbetrieb

Die Lebensräume von Tieren und Pflanzen dürfen nicht zerstört werden. Die bestehenden Gehölzstreifen und die Überreste der alten Hochwasserdämme sind im Bestand zu erhalten; alle Röhrich- und Seerosenbestände müssen geschont werden.

Die Reiter haben nur an dem im Gelände und im Schutzplan bezeichneten Stellen Zutritt zum Ufer.

– Art. 8 Bewirtschaftung

...Im gesamten Schutzgebiet ist langfristig eine Artenzusammensetzung mit einheimischen und standortgerechten Bäumen und Sträuchern anzustreben.

Besondere Bestimmungen für Naturschutzgebiete:

– Art. 9 Zutritt und Aufenthalt

Der Zutritt und Aufenthalt ist nur auf den bestehenden Wegen und Pfaden gestattet.

Das Betreten der durch Gräben und Flachwasserstellen abgetrennten Kerngebiete (Inseln) ist nicht gestattet.

– Art. 10 Tier- und Pflanzenschutz

Das Pflücken, Ausgraben, Ausreissen, Beschädigen und Abbrennen wildwachsender Pflanzen ist verboten. Eier, Larven, Puppen, Nester und Brutstätten dürfen nicht beschädigt, zerstört und entfernt werden. Freilebende Tiere dürfen nicht gestört, gefangen oder getötet werden.

Anhang

- Art. 11 Bewirtschaftung
...Einzelne umgestürzte Gehölze sind liegen zu lassen, sofern sie keine Gefahren verursachen und Wege nicht versperren.
- Art. 13 Erholungsbetrieb
*Das Naturschutzgebiet ist kein Erholungsgebiet.
Verboten sind insbesondere Baden, Bootfahren, Feuern, Reiten, Picknicken und Tauchen.*

Naturschutzkommission

Die Gemeinde Diepoldsau hat eine Naturschutzkommission, welche sich unter anderem für die Bekämpfung von Neophyten einsetzt.

3.3 Neckertal (ländlich)

Baureglement vom 15.04.2010 und 24.06.2012

Art. 6 Grundsätze:

Bei der Projektierung von Bauten und Anlagen sind die folgenden Grundsätze angemessen zu berücksichtigen:

- a) Gutes Einordnen der Bauwerke in die natürliche und gestaltete Umwelt;*
- d) Boden- und energiesparendes, kompaktes Bauen bei nachhaltiger Energienutzung;*
- e) Mehrfachnutzungen von Flächen und Räumen, wo immer möglich und sinnvoll;*
- f) Verwenden umweltverträglicher und langlebiger Baumaterialien;*
- g) Förderung und Vernetzung naturnaher Lebensräume in Siedlung und Landschaft und Pflanzung einheimischer Gewächse*

Landschaftskonzept Neckertal

Grundsätze:

- Das Landschaftskonzept Neckertal gilt in erster Linie den ökologischen Anliegen.
- Hauptsächliche Stossrichtungen sind Aufwertung und Förderung im Hinblick auf die Vielfalt von Lebensräumen und von einheimischen, regionaltypischen und gefährdeten Pflanzen- und Tierarten.
- Aufwertung und Förderung setzen an den vorhandenen landschaftlichen Gegebenheiten und den konkreten Potenzialen an.
- Umsetzung soll eine entschieden höhere Priorität geniessen als Planung.
- Für Grundeigentümer und Bewirtschafter ist die Mitwirkung freiwillig. Alle
- Verbindlichkeiten werden mit Verträgen und Dienstbarkeiten geregelt.
- Das Landschaftskonzept soll zweckbestimmte Mittel direkt in konkrete, zielgerichtete Aktivitäten investieren. Es löst damit ein von ausserhalb des Tales finanziertes, regionales Arbeitsvolumen aus.
- Dabei hat es einen hohen fachlichen Standard aufrecht in Bezug auf den Arten- und Biotopschutz.
- Eine Erfolgskontrolle, die Beratung von Bewirtschaftern und der Bevölkerung, sowie Öffentlichkeitsarbeit zum Verständnis der Massnahmen stellen weitere wichtige Aspekte des Konzepts dar.

Anhang

Die Gemeinde Neckertal bildet die Trägerschaft des Landschaftskonzept Neckertal. Das Projektgebiet bildet die Gemeindefläche der politischen Gemeinde Neckertal.

Das Landschaftskonzept Neckertal sieht eine gezielte Öffentlichkeitsarbeit, Kurse, Beratung und Hilfestellung für die Bewirtschafter sowie eine Erfolgskontrolle vor.

Massnahmen:

- Waldauslichtungen
- Föhren-Weidewälder
- Waldränder (ausgelichtete Waldränder stellen sehr artenreichen Lebensraum dar)
- Bäume (Förderung von Bäumen ausserhalb des Waldgebietes)
- Hecken / weitere Elemente (Förderung)
- Magerweiden (Pflege stark überwachsener Magerweiden)
- Fliessgewässer

Anhang

4. Kanton Waadt

4.1 Lausanne (Stadt)

Nutzungsplan vom 26.07.2006 - "Plan général d'affectation"

(<https://www.lausanne.ch/apps/actualites/Next/serve.php?id=65&kind=recueil>)

- Art. 26 Schutz von Wasserläufen ("protection des cours d'eau")
Auf beiden Seiten jedes Ufers von offenen Wasserläufen muss ein Streifen von mindestens fünf Meter Breite von jeglicher Bebauung freigehalten werden. Mit Ausnahme derjenigen Bauungen die die ökologische Funktion und Zugänglichkeit des Wasserlaufes gewährleisten.

- Art. 50 Grundsatz und Anwendungsbereich ("Principe et champ d'application")
Für jedes Gebäude, das erweitert, umgebaut oder einer wesentlichen Nutzungsänderungen unterzogen wird, hat der/die Eigentümer/in
 - a) *eine angemessene Fläche als Grünfläche anzulegen, die gegebenenfalls einen oder mehrere Kinderspielplätze umfasst*
 - b) *einen oder mehrere Bäume einer Hauptbaumart (siehe Art. 25) zu pflanzen*

- Art. 51 Grünflächen ("espaces verts")
Pro 100 m² angefangene bewohnbare Bruttogeschossfläche, einschliesslich Aussenmauern, aber ohne Berücksichtigung von Kellern und nicht bewohnbaren Dachböden, müssen 20 m² als Grünfläche angelegt werden
Zufahrtswege und Parkplätze werden bei dieser Berechnung nicht berücksichtigt.

- Art. 53 Anpflanzungen ("Plantations")
Der/die Eigentümer/in pflanzt mindestens einen Baum einer Hauptbaumart (siehe Art. 25) für jede angefangene 500 m² Katasterfläche des Grundstücks. Bei der Wahl der Baumarten sind nach Möglichkeiten einheimische Baumarten zu verwenden.
Grundsätzlich ist das Verhältnis von einem Nadelbaum zu zwei Laubbäumen einzuhalten. Die Bäume müssen mindestens 2 Meter hoch sein. Bestehende Bäume, sofern sie als gesund anerkannt sind, werden in die Anzahl der erforderlichen Bäume einbezogen.

- Art. 54 Gestaltung auf Flachdächern ("Aménagement sur dalles-toitures")
Auf Flachdächern können Grünflächen und Spielplätze angelegt werden, sowie Bäume gepflanzt werden. Die so gestalteten Flächen und die gepflanzten Bäume können bei der Berechnung der genannten Normen berücksichtigt werden, sofern auf den Flachdächern eine mindestens 0.3 Meter dicke Bodenschicht für Rasenflächen bzw. eine mindestens 1 Meter dicke Bodenschicht auf einer Fläche von mindestens 20m² pro Baum auf den mit Bäumen bepflanzten Stellen vorhanden ist.

- Art. 55 Sonderfälle ("Cas particuliers")

Anhang

Wenn das verfügbare Land nicht ausreicht, um die Normen dieses Kapitels (unter anderem der hier genannten Artikel) zu erfüllen, legt die Stadtverwaltung die Mindestanforderungen für die Besteuerung fest.

- Art. 56 Prinzip ("Principe")
Ausserhalb der Flächen, die der Waldgesetzgebung unterliegen, sind auf dem gesamten Gemeindegebiet alle Bäume der Hauptbaumarten (siehe Art. 25), Waldgürtel, Böschungen und lebende Hecken geschützt.
- Art. 57 Notwendigkeit einer Fällgenehmigung ("Nécessité d'une autorisation d'abattage")
Jedes Fällen von geschützten Pflanzen bedarf einer Genehmigung.
- Art. 58 Verbote ("Interdictions")
 1. *Die Verletzung oder Zerstörung geschützter Pflanzen ist verboten.*
 2. *Rücksichtsloses und nicht fachgerechtes Ausästen sowie Arbeiten und Grabungen, die das Wurzelsystem und das Leben der geschützten Pflanzen beeinträchtigen, werden einer Fällung ohne Genehmigung gleichgestellt.*
- Art. 59 Verpflichtung zur Nachpflanzung ("Obligation de replanter")
 1. *Wird die Quote nach Art. 53 erforderlichen Bäumen nicht erfüllt, so beinhaltet die Fällgenehmigung die Verpflichtung zur Nachpflanzung*
 - a) *von Bäumen der Hauptbaumart mit einer Höhe von mindestens 2m bei der Fällung von Bäumen normaler Grösse*
 - b) *von Bäumen der Hauptbaumart mit einer Höhe von mindestens 4-6m bei Fällung von Bäumen grosser Grösse.*
 2. *Bei diesen Anpflanzungen sind die technischen Daten zu beachten, die für die Durchführung von Neuanpflanzungen, insbesondere auf Flachdächern, und für die Erhaltung benachbarter Bäume vorgeschrieben ist.*
- Art. 60 Ausgleichsbetrag ("Contribution compensatoire")
 - 1 *Der Ausgleichsbetrag für jeden gefälltten und nicht ersetzten Baum richtet sich nach den "Richtlinien für die Berechnung des Wertes von Bäumen", herausgegeben vom Verband Schweizerischer Park- und Promenadenverwaltung (VSP).*
 - 2 *Der Ertrag dieses Beitrags wird einem Spezialfonds der Gemeinde gutgeschrieben, der für Ausgleichs- und Wiederherstellungspflanzungen bestimmt ist.*
- Art. 154a Zweck ("Affectation")
 - 1 *Diese Zone ist für den Schutz der biologischen und natürlichen Funktionen der Wasserläufe bestimmt. Sie ist unverbaubar.*
 - 2 *Nur landschaftliche oder ökologische Anpassungen (wie Böschungen, Biotope und natürliche Rückhaltebecken) oder zugunsten der forstwirtschaftlichen Nutzung (unbefestigte Zufahrtspiste) sind hier erlaubt.*

Projekt Metamorphose (projet Métamorphose) (<https://www.lausanne.ch/officiel/grands-projets/metamorphose.html>)

- *Das Programm Metamorphose: Wohnungen, Sport und Aktivitäten: Metamorphose, das ist der Ehrgeiz, den Bedürfnissen der Bevölkerung in*

Anhang

Bezug auf Wohnraum, Aktivitäten und Sporteinrichtungen gerecht zu werden, indem ökologische Bauten sowie eine soziale und generationenübergreifende Mischung gefördert werden. Metamorphose, das sind Sportanlagen für die olympische Hauptstadt, zwei Ökoquartiere, die 13'500 neue Einwohner und Arbeitsplätze in einer Stadt beherbergen, die eine Referenz für nachhaltige Entwicklung ist, starke Achsen des öffentlichen Verkehrs, die eine hervorragende Erschliessung der Standorte und einen eingeschränkten Individualverkehr ermöglichen. Außerdem werden die Bürger durch einen partizipativen Ansatz einbezogen.

- *Das Projekt Metamorphose hat das Ziel, die 2'000-Watt-Gesellschaft zu erreichen. Um dieses Ziel zu erreichen, werden zahlreiche erneuerbare Energiequellen genutzt: Erdwärmesonden mit Wärmepumpen, Wärmerückgewinnung aus Abwasser und photovoltaische Sonnenkollektoren auf dem Dach. In Bezug auf die Mobilität begrenzen Ökoviertel die Anzahl der verfügbaren Parkplätze, fördern die Nutzung öffentlicher Verkehrsmittel (Busse, m3) und den Einsatz von sanfter Mobilität. Die Viertel legen auch Wert auf Biodiversität und Flächen, in denen Regenwasser versickern kann.*

Fonds pour le développement durable et Fonds pour l'efficacité énergétique (FDD-FEE) (<https://www.lausanne.ch/portrait/durabilite/rapport-activite-fdd-fee.html>)

- *Fonds für nachhaltige Entwicklung*
 - *Nachhaltige Entwicklung dient nicht nur dem Umweltschutz, sondern zielt auch darauf ab, die Gesellschaft solidarischer zu gestalten, die Wirtschaft zu stärken oder die Zusammenarbeit zwischen der Bevölkerung, den Behörden und der Verwaltung zu fördern. Der Gemeindefonds für nachhaltige Entwicklung (Fdd) wurde im Jahr 2000 gegründet, um Projekte zu finanzieren, die von der Gemeindeverwaltung, von Vereinen, Unternehmen oder Privatpersonen mit Sitz in Lausanne ausgehen.*
 - *Der Fdd wird durch die Erhebung einer Steuer von 1,15 ct/kWh auf den Verkauf von Strom und Gas sowie 1,15 ct pro m³ Wasser in Lausanne finanziert.*
- *Fonds für Energieeffizienz*
 - *Bereits 1993 beschlossen die Industriellen Betriebe von Lausanne (SiL), die rationelle Nutzung von Elektrizität und erneuerbaren Energien zu fördern, indem sie den Fonds URE-PER gründeten. Dieser Fonds, der 2012 zum Fonds für Energieeffizienz (Fee) wurde, unterstützt Energiesparprojekte, die von der Stadtverwaltung, Unternehmen, anderen Abteilungen der Verwaltung oder Hochschulen vorgeschlagen werden.*
 - *Der Fee wird durch eine Steuer von 1,15 ct/kWh gespeist, die auf die Stromverteilung der Lausanner Bürgerinnen und Bürger erhoben wird.*

4.2 Hautemorges (Agglomerationsraum)

Reglement über die Raumplanung und das Bauwesen 28.04.2003
(Reglement communal sur le plan general d'affectation) (https://www.hautemorges.ch/docn/3216572/Severy_Reglement_constructions_RPGA.pdf)

Anhang

- Art. 7 Biotope ("Biotopes")
Die bewaldeten Flächen, die nicht dem Forstregime unterstehen (Baumalleen, lebende Hecken, Haine, einzelne Bäume und Sträucher), und andere Biotope wie Sümpfe, Feuchtwiesen, Trockenrasen sind die Gesetzgebung des Bundes (insbesondere Art. 18 NGH), des Kantons (insbesondere Art. 5 und 7 NHG und Art. 21 Faunagesetz) und der Gemeinde (insbesondere kommunales Baumschutzreglement) geschützt. Diese konsultiert gegebenenfalls die zuständigen kantonalen Instanzen (Conservation de la nature, Conservation de la faune).

- Art. 9 Landschaft ("Paysage")
Die hochstämmigen Obstgärten am Rande des bebauten Dorferimeters stellen als traditionelle Übergangszone zwischen Siedlungs- und Landwirtschaftsflächen ein wertvolles Landschaftselement dar. Der Schutz der bestehenden Hochstamm-Obstgärten ist im kommunalen Baumschutzreglement festgelegt. Bei Neubauten am Dorfrand wird die Anpflanzung von Hochstamm-Obstbäumen und regionaltypischen Bäumen gefördert.

- Art. 16 Dächer, Dachdeckung, Lukarne, Dachgeschoss und Aufbauten ("Toitures, couverture, lucarnes, combles et superstructures")
...Flachdächer und Dachterrassen werden begrünt und/oder mit einem nicht reflektierenden mineralischen Material verkleidet...

- Art. 30 Areal für Aussenanlagen ("Aire des aménagements extérieurs")
Dieses Areal ist für Aussenanlagen (Gemüse- und Ziergärten, Anpflanzungen, Obstgärten usw.), für Erweiterungen von Gebäuden, die zum Zeitpunkt der Genehmigung des Plans bestehen, und für Parkplätze bestimmt. Soweit möglich, sollten die für Parkplätze vorgesehenen Flächen bepflanzt werden und sich in ihre Umgebung einfügen. Bei Erweiterungen bestehender Gebäude müssen die Bestimmungen von Art. 1 und Art. 2 eingehalten werden. Im Übrigen bleibt Art. 48 (Abstand zum Wald) vorbehalten.

- Art. 38 Zweck Grünanlage ("Destination Aire de verdure")
Diese Fläche soll es ermöglichen, grüne Inseln zu schaffen und die Sehenswürdigkeiten zu schützen, insbesondere die des Schlosses und seiner Freifläche. Sie ist nicht bebaubar.

Kommunales Reglement zum Schutz von Bäumen ("Règlement communal sur la protection des arbres") ([https://www.hautemorges.ch/docn/3397912/Reglement communal sur la protection des arbres definitif.pdf](https://www.hautemorges.ch/docn/3397912/Reglement_communal_sur_la_protection_des_arbres_definitif.pdf))

- Art. 2 Anwendungsbereich ("champ d'application")
*Alle Bäume mit einem Durchmesser von 30cm und mehr, gemessen in einer Höhe von 1.30m über dem Boden, sowie Waldgürtel, Gehölze und lebende Hecken sind geschützt. Die Durchmesser von mehreren Stämmen am selben Fuss, die in derselben Höhe gemessen werden, werden addiert.
Die Bestimmungen des Forstgesetzes bleiben vorbehalten.*

Anhang

Hochstamm- und Baumsträucher werden durch diese Verordnung nicht geschützt.

- Art. 3 Abholzung ("Abattage")
*Das Fällen von geschützten Bäumen darf nur mit Genehmigung der Stadtverwaltung erfolgen.
Rücksichtsloses und nicht fachgerechtes Ausästen sowie Arbeiten und Grabungen, die das Wurzelsystem und das Leben der geschützten Pflanzen beeinträchtigen, werden einer Fällung ohne Genehmigung gleichgestellt.*
- Art. 5 Bäume ("Arborisation")
Die Genehmigung zum Fällen ist mit der Verpflichtung verbunden, dass der Eigentümer auf eigene Kosten einen kompletten Baumbestand anlegt. Die Stadtverwaltung bestimmt die Anzahl, Art, Fläche, Funktion und Ausführungsfrist der Bäume. Eine Entschädigung wird nicht verlangt, wenn es sich um eine Fällung handelt, die notwendig ist, um das Innere von Baumreihen zu lichten oder um die Entwicklung anderer Bäume zu fördern (Kulturpflege).
- Art. 7 Pflege und Erhaltung ("Entretien et conservation")
Die Kosten für das Ausschneiden von Bäumen und Sträuchern sind von den Eigentümern zu tragen.

Reglement über die Gemeindewege, Bodenverbesserungsarbeiten, alleinstehende Bäume und Hecken ("Reglement sur les chemins communaux, les ouvrages d'améliorations foncières, les arbres isolés et les haies") (https://www.hautemorges.ch/docn/3115564/Reglement_Chemins_cnaux-AF-arbres_isoles_haies.pdf)

- Einzelbäume und Hecken ("arbres isolés et haies")
 - *Zur Erhaltung und Garantie der Hecken und Einzelbäume, die sich auf dem Gemeindegebiet befinden, wird auf folgendes hingewiesen:*
 - *Jeder einzelne Baum, jede Hecke, jedes Gehölz usw. ist auf einem speziellen Plan verzeichnet, der bei der Gemeinde hinterlegt ist und von welchem jeder Eigentümer eine Kopie erhält.*
 - *Die für die Entwicklung der Anpflanzungen erforderlichen Flächen beträgt....*
 - *Die Pflege, das Beschneiden und die Erneuerung von freistehenden Bäumen und Hecken auf öffentlichem Grund ist Sache der Gemeinde. Bei Anpflanzungen auf Privatgrundstücken sind diese Arbeiten vom Eigentümer zu tragen*
 - *Jeder Schaden an einem Baum oder einer Hecke muss unaufgefordert und sofort vom Verursacher, der ihn auf eigene Kosten beheben wird dem Eigentümer oder der Gemeinde gemeldet werden.*

1.3 Commune de l'Abergement (ländlich)

Kommunaler Nutzungsplan vom 12.02.2020 (plan d'affectation communal) (https://www.labergement.ch/files/1652599229-reglement_plan_affectation_communal_pacom-4751.pdf)

Anhang

- Art. 5 Zone für kleine Siedlungen landschaftlicher Übergangsbereich
 - 13 bauliche und ästhetische Vorschriften für den landschaftlichen Übergangsbereich*
 - 1 Die Übergangszone ist nicht bebaubar, mit Ausnahme von Gemüsegärten, Landschaftsgestaltung und kleineren Bodenkorrekturen*
 - 14 Aussenbereiche*
 - 2 Die Anpflanzungen sind unter einheimischen und standortgerechten Arten auszuwählen*
 - 3 Die Versiegelung von Grundstücken an der Grenze ist verboten, es sei denn, die Auswirkungen sind gering*

- Art. 10 Grünzone
 - 1 Diese Zone soll die charakteristischen öffentlichen oder privaten Orte und unbebauten Flächen schützen.*
 - 2 Sie ist nicht bebaubar, mit Ausnahme von Anlagen, Landschaftsgestaltungen und Mobiliar im Zusammenhang mit den in Absatz 1 genannten Zielen.*
- Art. 24 Parkplätze
 - 1 Personenwagen*
 - 2 Materialien, die das Versickern von Regenwasser ermöglichen, sind zu bevorzugen*

- Art. 16 Zäune, Mauern, Anpflanzungen
 - 3 Die Verwendung von einheimischen, lokalen Arten für die Anpflanzungen von Zierbäumen wird empfohlen.*
 - 5 Am Rande der Landwirtschaftszone sind Anpflanzungen, die den landwirtschaftlichen Übergang zwischen der bebauten Umgebung und der Landwirtschaftszone fördern, sehr zu empfehlen (z.B. hochstämmige Obstbäume, lebende Hecken, standortgerechte Arten).*

- Art. 28 Bäume, Gehölze, Hecken, Biotope
 - 1 Die Biotope, namentlich Wasserläufe, Teiche, Hecken aus einheimischen Arten, Gehölzstreifen, Sumpfvegetation und Trockenwiesen, unterliegen den Bestimmungen der eidgenössischen und kantonalen Gesetzgebung über den Tier- und Naturschutz. Dasselbe gilt für die schützenswerten Tiere und Pflanzen gemäss dem Flora-Reglement und den Anhängen 2 und 3 der Naturschutzverordnung.*
 - 2 Die Bestimmungen der kommunalen Baumschutzverordnung gelten ebenfalls.*

Kommunale Baumschutzverordnung vom 13.04.2000 (reglement communal sur la protection des arbres) (https://www.labergement.ch/files/1632381714-reglement_protection_arbres-4127.pdf)

- Art. 2 Anwendungsbereich
 - Alle Bäume mit einem Durchmesser von 20cm oder mehr, gemessen in einer Höhe von 1.30m über dem Boden, sowie Baumreihen, Büsche und Hecken sind geschützt. Die Durchmesser mehrerer Stämme an einem Fuss, gemessen in derselben Höhe, werden addiert.*
 - Die Bestimmungen des Forstgesetzes bleiben vorbehalten.*

- Art. 3 Fällen

Anhang

Das Fällen von geschützten Bäumen darf nur mit Genehmigung der Stadtverwaltung erfolgen.

Es ist auch verboten, sie durch Feuer oder andere Verfahren zu zerstören oder zu verstümmeln.

Rücksichtslose und nicht fachgerecht durchgeführte Beschneidungen und Kürzungen werden als Fällung ohne Genehmigung gewertet.

Arbeiten oder Ausgrabungen, bei denen die Wurzeln oder andere Teile des Baumes schwer verletzt werden, gelten als Fällen ohne Genehmigung.

– Art. 5 Baumkompensation

Die Fällgenehmigung ist mit der Verpflichtung verbunden, dass der Begünstigte auf eigene Kosten eine mit der Gemeinde abgestimmte Ausgleichsbepflanzung vornehmen muss (Anzahl, Baumart, Fläche, Funktion, Ausführungsfrist).

– Art. 7 Pflege

Die Pflege der durch diese Verordnung geschützten Bäume (Schneiden, Auslichten usw.) obliegt den Eigentümern. Wenn die Pflege jedoch zu kostspielig wird und die Gemeinde sich gegen die Entfernung eines Baumes ausspricht, obliegt die Pflege der Gemeinde.

Wenn sie einen Weg oder Platz säumen, muss um die geschützten Bäume herum eine ausreichende Bodenfläche für die Bewässerung und die Atmung der Wurzeln freigehalten werden.

5. Kanton Wallis

5.1 Brig-Glis (Stadt)

Bau und Zonenreglement (BZR), vom 22.05.2006 (Stand 16.12.2009)
(<https://www.brig-glis.ch/wp-content/uploads/2022/12/020-bau-und-zonenreglement.pdf>)

- Art. 42 Umgebungsgestaltung:
Der Gestaltung der Umgebung von Bauten ist besondere Aufmerksamkeit zu schenken. Jedes Baugesuch hat die Absichten des Bauherrn in dieser Hinsicht durch einen Umgebungsplan klar erkennen zu lassen, namentlich Gestaltung des Geländes, Zufahrt, Bepflanzung, Stützmauern, Einzäunung. Bei ungenügender Umgebungsgestaltung kann die Gemeinde entsprechende Vorschriften erlassen und diese als öffentlich-rechtliche Eigentumsbeschränkung im Grundbuch anmerken lassen.
- Art. 43 Einfriedungen, Stützmauern und Böschungen
Zur Einfriedung von Grundstücken sind nach Möglichkeit Lebhäge, für welche die Bestimmungen des kantonalen Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetz massgebend sind, zu verwenden. ...
- Art. 46 Baustellen, Bauarbeiten
... Bäume sind weitgehend zu erhalten und während der Bauzeit zu schützen.
- Art. 71: Gewerbezone G, G-SNP:
... Umgebung: Die Umgebung und Bepflanzung sind sorgfältig zu gestalten. Namentlich sind hochstämmige Bäume zwischen Privatgrundstücken auf die gemeinsame Grenze zu stellen und gelten damit als Bestandteil der Bepflanzung beider Parzellen.
- Art. 72: Industriezone I, I-SNP
... Umgebung: Die Umgebung und Bepflanzung sind sorgfältig zu gestalten. Namentlich sind hochstämmige Bäume zwischen Privatgrundstücken auf die gemeinsame Grenze zu stellen und gelten damit als Bestandteil der Bepflanzung beider Parzellen.
- Art. 81: Freihaltezonen FHZ
*Die Freihaltezonen umfassen jene Gebiete welche zum Schutz des Ort- und Landschaftsbildes im Interesse der Erholung, zur Freihaltung von Aussichtslagen, Strassenböschungen, Gewässerufern und Waldrändern mit einem dauernden Bauverbot oder mit Baubeschränkungen belegt werden können. Bestehende Bauten dürfen nur umgebaut werden, sofern sie dem Zweck der angrenzenden Zone nicht widersprechen.
Wasserläufe mit samt ihren Ufern und Böschungen sind auf Grund der Bundesgesetzgebung über den Gewässerschutz und den Natur- und Heimatschutz zu schützen. Sie dürfen weder korrigiert, eingedolt noch überdeckt werden. Die Ufervegetation darf weder gerodet, überschüttet oder auf andere Weise zum Absterben gebracht werden.*

Anhang

Der Kanton kann in Ausnahmefällen Rodungen der Ufervegetation bewilligen.

An Gewässern und im geschützten Uferbereich sind nur Bauten und Anlagen gestattet, welche für die öffentliche Nutzung und den Unterhalt der Gewässer notwendig sind. Uferaufschüttungen und Materialablagerungen zu privaten Zwecken sind untersagt.

Von der Oberkante der Uferböschung ist in jedem Fall ein Bauabstand von mindestens 5m einzuhalten. Vorbehalten bleiben der gesetzliche Mindestabstand und das Gesetz über die Wasserläufe.

- Art. 85 Waldareal und Baumbestände W+B
... Jedes Beseitigen von Bäumen, Gehölz oder Gebüsch bedarf der Zustimmung durch die Gemeinde.

Leitbild: Räumliche Entwicklung Brig-Glis (<https://www.brig-glis.ch/wp-content/uploads/2023/01/leitbild-raeumliche-entwicklung-brig-glis-pdf.pdf>)

Freiraum: In die Topographie und in den Talraum sind anthropogene Strukturen eingebettet:

- Den Gewässern folgend:
Eine flussbegleitende Auenvegetation zeichnet den Verlauf der Rhone nach.
Charakteristische Vegetationsstrukturen zeichnen die Schuttkegel der Bacheinläufe (z.B. Fächer in Gamsen)
Den Bewässerungskanälen folgende Grünstrukturen.
- Den Strassen folgend:
Die wichtigsten Strassenverbindungen werden von Baumalleen begleitet.
- Im Zentrum:
Hier finden sich zahlreiche Flächen mit öffentlicher Nutzung, die einen hohen Grünanteil bzw. einen parkartigen Charakter haben. Darunter so wichtige Flächen wie die Umgebung des Stockalperschlosses inklusive Schlossgarten.
- In der Landschaft:
Die weitläufige, offene Hügellandschaft wird von Vegetationsstrukturen begleitet.

Strategie Landschaft L2:

- Innerstädtische Freiräume stärken
Wenn eine Stadt verdichtet wird, müssen Freiräume gestärkt werden. Freiräume sind Begegnungszonen und wichtig für eine lebendige und lebenswerte Stadt. Brig-Glis strukturiert sich über Freiräume. Diese gilt es zu stärken und zu klären. Die Bewegungsachsen werden durch Baumalleen und andere Gestaltungsmaßnahmen akzentuiert. Die Verbindung und der Zugang zum Wasser soll verbessert werden.
- Prinzip Landschaft strukturiert Stadt
Die Identitäten der einzelnen Stadtteile von Brig-Glis bleiben erhalten und die Entstehungsgeschichte der Stadt bleibt lesbar. Grüne Zwischenzonen unterschiedlicher Ausprägung strukturieren das städtische Gebiet.
- Schwemmland-Rhonezone

Anhang

Das Schwemmland erstreckt sich über den ganzen Gemeindebann entlang der Rhone. Schon im Westen, wenn man über die Autobahn in Richtung Stadt fährt, ist man im "Schwemmland". Gehölzpflanzungen verdichten und strukturieren in dieser Rhonezone den Raum. Eine recht dichte Bestockung des Westbereichs von Brig-Glis im Bereich Grosshüs - Rohrlie - Kieswerk - Gamsunsand mit standortgerechten und heimischen Sukzessionsgehölzen könnte die dort etwas brachial erscheinende Nutzung mit der Landschaft versöhnen. Das Gebiet wird wieder als Einheit erfasst und gelesen.

- Den Gewässern folgende Vegetation
Alleeartige Baumreihen folgen der Rhone. Die Bestockung der Bewässerungsbäche als lineares Element verdeutlicht die typischen Strukturen der Wasser-Landschaft. Wo möglich, befinden sich Fussgängerwege entlang der Bäche.

Handlungsplan

- 1. Altstadt, Innenstadt, Brig-Naters, Bahnhofsquartier, Undri Glismatte, Sandmatte
... Um einen lebenswerten Stadtraum zu erhalten und die Qualität der Freiräume zu sichern, wird das Gerüst der Aussenräume, Plätze und Strasse vor der baulichen Verdichtung definiert.
- 3. Hangquartier Hellmatte, Im Hofji:
... Der gut durchgrünte Charakter des Hangquartiers ist zu bewahren.
- 4. Glis Ortskern, Gliser-Allee mit "Stadtpark"
*Der historische Dorfkern von Glis ist und bleibt von Grünflächen umgeben.
Der "Stadtpark", ein attraktiver, freiraumbetonter Stadtraum, verhindert als grüne Zäsur das Zusammenwachsen der Siedlungsstruktur. ... Die Aussenräume werden aufgewertet, vernetzt und wenn möglich öffentlich zugänglich und nutzbar gemacht. Begegnungs- und Spielräume, sowie Freiräume mit hoher Aufenthaltsqualität werden geschaffen. Die Verbindung von den Naherholungsgebieten der Buckellandschaft im Süden von Brig-Glis zur Rhone führt durch attraktive, städtische Freiräume.*
- 5. Zone Industrie, Überlandstrasse, Schwemmland
*Die Freiflächen an der Rhone sind keine Schwerpunktgebiete zukünftiger Siedlungsentwicklung. Das Freiraumpotential der Flächen soll genutzt und weiterentwickelt werden – für Naherholung und Tourismus, Landwirtschaft und weitere grossflächige und zugleich verträgliche, extensive Nutzungen. Es geht um die Etablierung der Fläche als Freiraum der Stadt. Strukturierte Gehölzpflanzungen werten das Landschaftsbild und die Umwelt auf und schaffen einen städtischen Freiraum. Der ehemalige Auenraum - die Rhonezone - wird wieder erlebbar.
... Zugleich werden mit hainartigen Pappelpflanzungen Baumvolumen geschaffen, die die Grossmassstäblichkeit der Industrie- und Gewerbebauten aufnehmen können und zugleich einen Bezug zur Talebene und der Rhone schaffen können.*
- 7. Brigerbad
... Kulturlandschaft und Naturlandschaft begegnen sich in Briggerbad. Der Fluss wird erlebbar gemacht. Zugangsmöglichkeiten und Wege entlang der Rhone werden ausgebaut. Ein kooperative Miteinander

Anhang

*zwischen Landwirtschaft, Naturlandschaft und Naherholungsland-
schaft ist Ziel der Entwicklung.
... Eine gute Zugänglichkeit des Gebietes durch den Langsamverkehr
ist ebenso wichtig, wie die Schaffung grüner Korridore, die eine
Durchlässigkeit für Tiere und Pflanzen garantieren (grüne Trittsteine).*

5.2 Bitsch (Agglomerationsraum)

Bau- und Zonenreglement (BZR), vom 15.01.2009

(<https://www.bitsch.ch/verwaltung-politik/verwaltung/reglemente>)

- Art. 26 Nutzungsplan / Zonennutzungsplan
 - a) *Bauzonen: Der Zonenplan teilt das Baugebiet in Zonen ein, legt Frei- und Grünflächen fest und bezeichnet die Schutzgebiete im Siedlungsbereich. Bauzonen umfassen Land, das sich für die Überbauung eignet und weitgehend überbaut ist oder voraussichtlich innert 15 Jahren benötigt und erschlossen wird.*

- Art. 57 Schutz des Ortsbildes
 - ... Der Gemeinderat kann eine dem Schutz oder der Verbesserung des Ortsbildes dienende Umgebungsgestaltung und Bepflanzung verlangen.*

- Art. 58 Schützenswerte Bauten und Naturobjekte
 - Der Gemeinderat bezeichnet in Zusammenarbeit mit den zuständigen kantonalen Instanzen in Hinweisinventaren die Bauten und Naturobjekte, welche im Sinne von Art. 26c BZR besonders schützenswert sind. ...*

- Art. 63 Schutz von Wasserläufen
 - Wasserläufe mitsamt ihren Ufern, Böschungen und Ufervegetation sind aufgrund der Bundesgesetzgebung über den Gewässerschutz und den Natur- und Heimatschutz geschützt. Sie dürfen weder korrigiert, eingedolt noch überdeckt werden. Die Ufervegetation darf weder gerodet, überschüttet noch auf andere Weise zum Absterben gebracht werden. Der Kanton kann in Ausnahmefällen Rodungen von Ufervegetation bewilligen.*
 - Die in den Nutzungsplänen bezeichneten Suonen von kantonalen und kommunaler Bedeutung sind von der Gemeinde zu überwachen und mit der finanziellen Unterstützung der zuständigen kantonalen Stelle zu unterhalten.*
 - An Gewässern und im geschützten Uferbereich sind nur Bauten und Anlagen gestattet, welche für die öffentliche Nutzung und den Unterhalt der Gewässer notwendig sind. Uferaufschüttungen und Materialablagerungen zu privaten Zwecken sind untersagt.*
 - Von der Oberkante der Uferböschung ist ein Bauabstand von mindestens 5.0 m einzuhalten, vorbehalten bleibt ein grösserer Mindestabstand und das Gesetz über die Wasserläufe, über den Gewässerschutz, den Naturschutz und die Fischerei.*

Anhang

- Art. 75 Industriezone I
... Ist zu befürchten, dass eine gewerbliche Anlage nachteilige Einflüsse auf die Umgebung haben wird, so kann der Gemeinderat vergrösserte Grenzabstände sowie die nach dem jeweiligen Stande der Technik möglichen und zumutbaren Schutzmassnahmen anordnen oder eine entsprechende Umgebungsgestaltung und Bepflanzung verlangen.

- Art. 82 Freiflächen und Uferschutz FF
*a) Freiflächen: Die Freiflächen umfassen jene Gebiete, welche zum Schutz des Orts- und Landschaftsbildes im Interesse der Erholung, zur Freihaltung von Aussichtslogen, Strassenböschungen, Gewässerufeln und Waldrändern mit einem dauernden Bauverbot oder mit Baubeschränkungen belegt werden können.
Bestehende Bauten dürfen nur umgebaut werden, sofern sie dem Zweck der angrenzenden Zone nicht widersprechen.*
...

- Art. 84 Waldareal und Baumbestände WD
*b) Jedes Beseitigen von Bäumen, Feldgehölzen und Hecken ausserhalb der Bauzone bedarf nach Rücksprache mit der zuständigen kantonalen Dienststelle einer Bewilligung durch den Gemeinderat.
Hecken dürfen im Winter periodisch auf den Stock gesetzt werden.*

Strategie 2022 - 2028 (<https://www.bitsch.ch/gemeinde-bitsch/strategie-2022-2028&highlighting=Umwelt>)

Strategische Stossrichtungen

- 3. *Ökologischer Leben*
Die Gemeinde Bitsch nimmt in ökologischen Fragen eine Vorreiterrolle ein. Sie etabliert sich in der Region als nachhaltige Gemeinde. Die CO2-Emissionen solle reduziert und das Recyclingangebot weiter ausgebaut werden. Gleichzeitig werden neue oder bestehende ökologische Grünflächen gefördert und aufgewertet. Bitsch schafft zusätzliche Anreize, welche die natürliche Beschattung durch Neupflanzungen von Bäumen fördern, und strebt eine Reduktion von versiegelten Flächen und Böden an.

Massnahmenplan mit Projektideen:

- 3. *Ökologie:*
 - C1 - Verbesserung Recyclingangebot
 - C2 - Verminderung Umweltemission in der Gemeinde
 - C3 - Förderung und Aufwertung neuer bestehender Grünflächen
 - C4- Förderung der natürlichen Beschattung
 - C5 - Sensibilisierung zum Thema Ökologie

5.3 Steg - Hohtenn (ländlich)

Bau- und Zonenreglement Hohten (BZR), vom 05.11.2008
(https://www.steg-hohtenn.ch/docn/1524497/Bau- und Zonenreglement_Hohtenn_neu.pdf)

Anhang

- Art. 61 Schutz des Orts- und Landschaftsbildes (Art. 44, 17 BauG)
 - d) Besonders schutzwürdige Objekte (Art. 18, Abs. 1, BauG VS)*
 - Für die Landschaft oder für Siedlungen charakteristische Baumbestände, Gehölze, Hecken, Gärten, Plätze, Lauben, Durchgänge, Innenhöfe und dergleichen; sie sind ihrer Bedeutung gemäss zu erhalten, allenfalls wiederherzustellen, zu ersetzen oder neu zu gestalten.*

- Art. 68 Schutz von Wasserläufen (19 BauG)
 - Wasserläufe mitsamt ihren Ufern, Böschungen und Ufervegetation sind aufgrund der Bundesgesetzgebung über den Gewässerschutz und den Natur- und Heimatschutz geschützt. Sie dürfen weder korrigiert, eingedolt noch überdeckt werden. Die Ufervegetation darf weder gerodet, überschüttet noch auf andere Weise zum Absterben gebracht werden. Der Kanton kann in Ausnahmefällen Rodungen von Ufervegetation bewilligen.*
 - Innerhalb des Wasserlaufs reservierten Raum (Gewässerfreihalte-
raum) dürfen keine Bauten und Anlagen erstellt werden. In Gewässern und im geschützten Uferbereich sind nur Bauten und Anlagen gestattet, welche für die öffentliche Nutzung und den Unterhalt der Gewässer notwendig sind. Uferaufschüttungen und Materialablagerungen zu privaten Zwecken sind untersagt. Baugesuche sind der kant. Dienststelle für Strassen- und Flussbau zu unterbreiten.*
 - Von der Oberkante der Uferböschung ist ein Bauabstand von mindestens 5.0 m einzuhalten, vorbehalten bleibt der gesetzliche Mindestabstand und das Gesetz über die Wasserläufe.*
 - Vorbehalten sind ferner das Wasserbaurecht und die Gesetzgebung über den Gewässerschutz, den Naturschutz, die Fischerei und die Schifffahrt.*

- Art. 80 Industriezone I
 - ... Ist zu befürchten, dass eine industrielle Anlage nachteilige Einflüsse auf die Umgebung haben wird, so kann der Gemeinderat vergrösserte Grenzabstände sowie die nach dem jeweiligen Stand der Technik möglichen und zumutbaren Schutzmassnahmen anordnen oder eine entsprechende Umgebungsgestaltung und Bepflanzung verlangen.*

- Art. 86 Schutz von Hecken / Feldgehölzen (Art. KJSG, Art. 17 KNHG)
 - a) Hecken und andere Flurbestockungen erfüllen wichtige ökologische und landschaftsästhetische Funktionen; sie gliedern die Landschaft, beeinflussen das Kleinklima (Wind, Bodenfeuchtigkeit, Taubildung), verhindern Rutschungen, bilden Refugien für viele Tier- und Pflanzenarten in einer intensiv genutzten Agrarlandschaft und wirken damit als stabilisierender Faktor im Sinne eines ökologischen Ausgleichsraumes.*
 - b) Der Charakter der Heckenlandschaft und der halboffenen Landschaften ist zu bewahren. Vorhaben wie Terrainveränderungen, Rodungen oder Beseitigung von Hecken sind bewilligungspflichtig. Bei grösseren Eingriffen sind nach den Weisungen des Gemeinderates Ersatzpflanzungen vorzunehmen.*
 - c) Eventuelle notwendige Beseitigung von Hecken und Feldgehölzen können durch die kantonale Dienststelle für Wald und Landschaft in*

Anhang

Absprache mit der kantonalen Dienststelle für Jagd und Fischerei bewilligt werden. Rodungen und Feldgehölzen sind durch flächen- und funktionsgleichen Ersatz zu kompensieren.

d) Hecken dürfen im Winter abschnittsweise und periodisch auf den Stock gesetzt werden.

Bau- Zonenreglement Steg (BZR), vom 08.09.2008 (<https://www.steg-hohtenn.ch/docn/2034067/Bau- und Zonenreglement Steg neu.pdf>)

- Art. 56 Schutz des Ortsbildes
... Der Gemeinderat kann eine dem Schutz oder der Verbesserung des Ortsbildes dienende Umgebungsgestaltung und Bepflanzung verlangen.

- Art. 62 Schutz von Wasserläufen
Wasserläufe mitsamt ihren Ufern, Böschungen und Ufervegetation sind aufgrund der Bundesgesetzgebung über den Gewässerschutz und den Natur- und Heimatschutz geschützt. Sie dürfen weder korrigiert, eingedolt noch überdeckt werden. Die Ufervegetation darf weder gerodet, überschüttet noch auf andere Weise zum Absterben gebracht werden. Der Kanton kann in Ausnahmefällen Rodungen von Ufervegetation bewilligen.
In Gewässern und im geschützten Uferbereich sind nur Bauten und Anlagen gestattet, welche für die öffentliche Nutzung und den Unterhalt der Gewässer notwendig sind, Uferaufschüttungen und Materialablagerungen zu privaten Zwecken sind untersagt.
Von der Oberkante der Uferböschung ist ein Bauabstand von mindestens 5.0 einzuhalten, vorbehalten bleibt der gesetzliche Mindestabstand und das Gesetz über Wasserläufe.
Vorbehalten sind ferner das Wasserbaurecht und die Gesetzgebung über den Gewässerschutz, den Naturschutz, die Fischerei und die Schifffahrt.

- Art. 82 (Grüngürtel) FZ
Die Freihaltezone umfasst Flächen, welche zum Schutze des Orts- und Landschaftsbildes, im Interesse der Erholung, zur Freihaltung von Gewässerufeln und Waldrändern, zur Gliederung von Siedlungsgebieten und zur Erhaltung von Freiflächen innerhalb des Baugebietes mit einem dauernden Bauverbot belegt sind. Bestehende Bauten dürfen nur aus- oder umgebaut werden, soweit sie dem Zonenzweck nicht widersprechen.
Zur Sicherung der Freiflächen kann eine Baulandumlegung oder eine Grenzbereinigung durchgeführt werden.

Einheimische Blumen für Garten und Balkon (https://www.steg-hohtenn.ch/docn/4333670/pflanzen_brochure.pdf)

Eine Auswahl für die Naturförderung im Garten:

Ein blühender Garten erfreut uns alle. Doch was können wir beisteuern, damit dieser auch gesund gedeiht und die einheimische Artenvielfalt erhalten bleibt? Dieser Frage wollen wir mit dieser Broschüre auf den Grund gehen und der interessierten Bevölkerung einheimische,

Anhang

standortangepasste Blumen auflisten, welche unsere Gärten und Balkone weiter erblühen lassen.

Denn wer auf die bunten und vielfältigen einheimischen Blumen in der Garten- und Grünflächengestaltung setzt, kann einen wichtigen Beitrag zur Förderung und Erhaltung der einheimischen Fauna und der Artenvielfalt leisten. Die Blumen aus der Region sind wichtige Nahrungsquellen für Schmetterlinge, (Wild-)Bienen und vielen weiteren Kleintieren, welche wiederum die Bestäuber von vielen Kulturpflanzen wie Obstbäumen sind. Mit ausgewählten Pflanzen können blumenreiche und ansprechende Balkone, Terrassen und Gärten gestaltet werden. Mit der Ergänzung der Bepflanzung durch Kleinstrukturen wie Asthaufen, Steinhaufen und Totholz, bieten wir den Kleintieren auch die notwendigen Verstecke und Überwinterungsmöglichkeiten.

Aktion Naturförderung im eigenen Garten:

Die Gemeinde Steg-Hohtenn unterstützt die Bevölkerung und übernimmt eine Erstberatung im eigenen Garten durch die Biologin Rachel Imboden (März - August).